

فكر من ربح

« Sans Visa » : A pied sur la piste du Colorado

# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

SAMEDI 5 SEPTEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14807 - 7 F

BOURSE

## Des dollars dans les silos

EN choisissant une ferme isolée du Dakota du Sud pour annoncer 1,1 milliard de dollars de subventions nouvelles en vue de stimuler les exportations de blé vers vingt-huit pays, le président George Bush a bien sûr cédé aux sirènes électorales. Dans un contexte de très fortes récoltes qui font redevenir aux « farmers » du Middle West un trop-plein dans leurs silos, ce geste vient de point nommé pour donner aux agriculteurs quelques raisons de se réjouir et de voter républicain.

Il est vrai que depuis l'embargo céréalier décrété en 1980 par l'ancien président Jimmy Carter contre l'URSS, pour sanctionner l'invasion de l'Afghanistan par l'armée rouge, les denrées ont été mal vendues dans les campagnes. Nul n'a oublié que l'embargo coûtait très cher aux fermiers, dont les débouchés à destination de Moscou furent « subtilisés » par leurs concurrents, la Canada, l'Argentine et l'Australie en particulier, mais aussi la CEE. M. Ronald Reagan se présenta maintes fois comme un candidat anti-embargo, et le programme d'exportations subventionnées qu'il lança en 1985 (sous le sigle BICEP, puis EEP) fut perçu comme une véritable machine de guerre agricole.

SEPT ans après sa mise en œuvre, ce programme a atteint ses objectifs : rendre aux États-Unis leur prééminence sur la marché mondial des grains et faire oublier le « calamiteux embargo ». C'est sur ce même programme que le président Bush vient de s'appuyer pour relancer les ventes et rappeler du même coup aux « farmers » que les républicains sont leurs meilleurs défenseurs.

Mais l'annonce surprise du président américain est aussi un message en forme de coup de griffe adressé à l'Europe. L'initiative peut paraître ici, d'autant plus déloyale que la Communauté vient, au prix de lourds sacrifices, de s'engager dans une réforme en profondeur de la politique agricole commune, basée principalement sur la réduction des subventions.

OR l'Amérique continue de porter ses agriculteurs de bout de bras en effaçant, pour se justifier, que les Douze subventionnent encore trois fois plus leurs paysans que Washington. Une affirmation paléolithique qui réduit de nouveau les chances d'arriver à un compromis dans les dernières négociations commerciales de l'Uruguay Round. D'autant que les pays qui devraient bénéficier du programme américain sont pour la plupart des marchés « naturels », au moins traditionnels, de l'Europe. Dans la liste des vingt-huit figurent en effet plusieurs États d'Afrique du Centre et de l'Ouest, l'Algérie et le Maroc, deux pays d'Europe de l'Est (Pologne, Roumanie), ainsi que l'ex-URSS et l'Afrique du Sud.

Les États-Unis rallument la mèche, et on mesure à nouveau l'embarras de l'Europe verte les embarras. Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, le Vieux Continent exsangue reçut la main du plan Marshall sous forme, entre autres, de grains et de tracteurs. L'Europe, un demi-siècle plus tard, est une véritable force agricole exportatrice que les États-Unis ont encore du mal à accepter.

M0147 - 0905 0 - 7.00 F



Après la prestation télévisée de M. Mitterrand sur le traité de Maastricht

## L'opposition estime que le succès du « oui » dépendra de la mobilisation de son électeurat

Le plaidoyer de M. Mitterrand pour la ratification du traité de Maastricht, jeudi soir 3 septembre sur TF1, a été accueilli favorablement par les partisans du « oui » au référendum, y compris dans les rangs de l'opposition, où l'on estime toutefois que cette intervention ne peut suffire à assurer la victoire. Les dirigeants du RPR et de l'UDF soulignent que le succès du « oui » dépendra, avant tout, de la mobilisation de leur électeurat. Le chef de l'État a insisté, dans son argumentation en faveur de l'Europe, sur la protection que celle-ci apportera aux Français face aux dangers de guerre, à la criminalité et à la compétition économique.

En réponse aux critiques formulées par M. Séguin sur les pouvoirs de la banque centrale prévue par le traité, il a affirmé que celui-ci renforcerait au contraire l'autorité des organes élus. Tout en rappelant qu'il ne considère pas la consultation du 20 septembre comme un « plébiscite », M. Mitterrand a refusé d'indiquer quelle serait son attitude en cas de victoire du « non ». Il a déclaré d'autre part qu'il ne « néglige pas » l'avis de ceux qui lui recommandent d'annoncer son départ si le « oui » l'emporte.

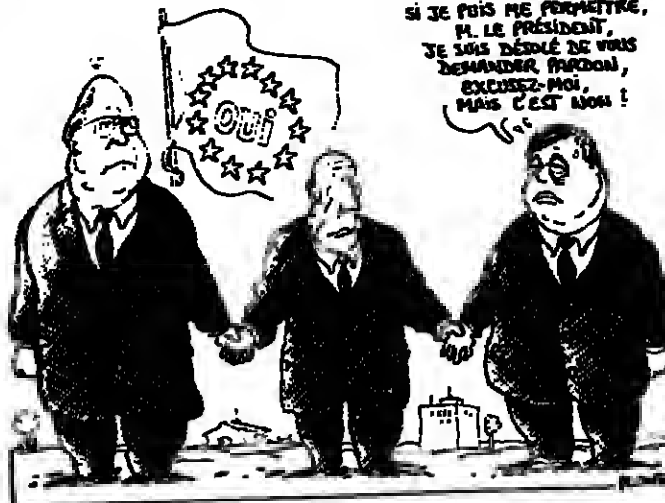
### L'après-référendum

par Thomas Ferenczi

L'intervention de M. Mitterrand sur TF1, jeudi soir, a été perçue par ce que le président de la République a dit que par ce qu'il a refusé de dire. Sur le fond de l'argumentation en faveur de l'Europe, on s'attendait pas de révélations et, de fait, il n'y en a pas eu. On savait déjà ce qui, aux yeux du chef de l'État, justifiait la

signature du traité de Maastricht et plaide pour le renforcement de la construction européenne. Tout au plus se demandait-on si le ton du chef de l'État serait assez convaincant pour transmettre aux Français l'enthousiasme qui l'anime lui-même, et transformer une campagne restée jusqu'à ce jour plutôt défensive en une mobilisation offensive.

Lire la suite page 11



Lire

- Les principaux extraits des déclarations de M. François Mitterrand
- Sur les bancs de l'Université
- L'invitation adressée à M. Kohl a été appréciée en Allemagne
- Politique monétaire et souveraineté nationale
- L'Europe sociale à la traîne
- La chronique de DANIEL SCHNEIDERMAN

par GILLES PARIS

par HENRI DE BRESSON

par ALAIN VERNHOLLES

par JEAN-MICHEL NORMAND

pages 8 à 11

page 23

## Le Japon rattrapé par son passé

L'enquête sur le drame des quelque 200 000 femmes contraintes par l'armée impériale à se prostituer pendant la dernière guerre embarrasse le gouvernement

TOKYO

de notre correspondant

Prisonnier d'un passé - les années de guerre - qui n'a jamais été véritablement éclairci, le Japon cherche vainement, quarante-sept ans après sa défaite, à se dégarer du fardeau d'une guerre d'agression et de la manière dont il la mena, qui hypothéquent sa rentrée sur la scène internationale. Mais les stigmates d'un passé occulté ressurgissent comme bambous après la pluie. Le drame des « filles de réconfort » (ianfu), euphémisme pour désigner les

200 000 femmes, essentiellement coréennes et chinoises de Taiwan, contraintes à se prostituer par l'armée impériale, est l'une de ces « séquelles » du passé que les autorités japonaises cherchent moins à éclaircir qu'à refouler.

Aucune armée en campagne ne brille par son humanité envers les populations asservies, et le « repos du guerrier » ne figure jamais dans ses pages de gloire. Dans le cas du Japon, menant la guerre de la Grande Asie, l'état-major lui-même se chargea d'alimenter la troupe en filles.

A la suite de la découverte par l'historien Yoshiaki Yoshimi, professeur à l'université

Chuo, d'archives militaires établissant la responsabilité de l'armée, le gouvernement dut, en janvier, admettre les faits. En Corée, le mois suivant, le premier ministre, M. Miyazawa, présentait ses excuses au nom de l'État nippon. La commission d'enquête nommée par le gouvernement a confirmé, en juillet, que l'état-major était étroitement impliqué dans la création et la gestion des bordels militaires comme dans le recrutement de leurs pensionnaires.

PHILIPPE PONS

Lire la suite page 6

## Les couleurs de la télévision publique

Le PDG d'A2-FR3 met en garde les futurs réformateurs de l'audiovisuel contre les idées reçues

par Hervé Bourges

Le 7 septembre, Antenne 2 et FR3 vont adopter de nouvelles couleurs et une signature commune : France Télévision. Antenne 2 devient France 2 et FR3, France 3.

Pareils changements d'enseigne ont évidemment une portée plus que symbolique au cœur du débat concernant l'avenir de l'audiovisuel français.

France Télévision constitue une étape importante de la mise en œuvre du plan stratégique pour la télévision publique (1991-1994), adopté l'an passé par les deux chaînes et ratifié par leur actionnaire unique, l'État. Il ne s'agit pas d'une simple opération de communication institutionnelle. Tout est lié. Le plan stratégique, France Télévision et

les nouvelles grilles de programmes des chaînes publiques pour 1992-1993, dont chacun aura pu apprécier le caractère moderne et innovateur.

Ces trois démarches expriment une ambition commune : mieux affirmer l'identité des chaînes du service public - et les valeurs qui les caractérisent - dans un paysage concurrentiel où coexistent désormais d'autres chaînes, privées ou thématiques.

Au terme d'une année d'expérience, on peut constater que le plan stratégique a mis en place un cadre neuf, original, et qui diffère nettement - dans sa conception évolutive à moyen et long terme - des réformes entreprises jusqu'ici, par voie législative ou réglementaire.

Lire la suite page 2

► Hervé Bourges est président-directeur général des sociétés nationales de télévision.

### La Mostra de Venise à l'heure Tavernier

L'627 de Bertrand Tavernier est la film-événement de la Mostra de Venise : la vie quotidienne d'une brigade des stupéfiants à Paris.

Un film plus ancré qu'engagé.

Lire page 14 l'article de DANIEL HEYMANN

A L'ÉTRANGER : Afrique, 450 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 760 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FR; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 9 F; Côte d'Ivoire, 485 F CFA; Espagne, 190 PTA; Grèce, 80 dr.; Hongrie, 220 HUF; Italie, 2 200 L.; Luxembourg, 42 F.; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL.; Portugal, 170 ESC; Royaume-Uni, 480 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,50 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Audiovisuel

Les couleurs de la télévision publique

Suite de la première page

L'ambition avouée des lois sur l'audiovisuel votées depuis vingt-cinq ans a toujours été de remodeler la télévision à partir de ses structures institutionnelles. Une démarche fondée sur les ruptures, sur les fractures : éclatement de l'ORTF, abrogation du monopole, mise en place d'instances de régulation, privatisations, etc.

L'expérience de réorganisation interne en cours dans les chaînes publiques s'inspire d'un seul principe directeur : l'amélioration du service public, et s'inscrit de façon pragmatique dans la réalité quotidienne des entreprises afin de coller au plus près à l'exercice professionnel de la télévision.

Ayant défini une action en trois temps - redressement et restructuration des chaînes ; rapprochement et harmonisation de leurs politiques éditoriales ; et, enfin, rassemblement des services concourant aux antennes nationales dans des implantations communes - le plan stratégique offre un cadre méthodologique : il permet aux responsables des chaînes et aux représentants de l'Etat-actionnaire une observation et une vérification constantes des options stratégiques.

Évoquons par exemple un objectif qui a souvent retenu l'intérêt des médias : le regroupement des deux chaînes de la télévision publique... Il est exact qu'à terme l'application du plan peut conduire à les rassembler au sein d'une même société, à l'instar des grandes télévisions de service public d'Europe de l'Ouest, la BBC britannique, la RAI italienne, ou la TVE espagnole. Rien à voir avec une fusion de la Deux et de la Trois. Chaque chaîne, au contraire, conserve son identité. Les exemples étrangers l'attestent. Mais en tout cas nous n'en sommes pas là : l'opportunité d'une telle mesure

n'a pas encore été appréciée, et la forme juridique de l'entité commune aux chaînes publiques reste à définir. La décision est du ressort du législateur, ainsi que le Conseil supérieur de l'audiovisuel l'a lui-même souligné. Il ne nous appartient pas d'être en avance sur la loi.

En revanche, il ne faudrait pas que la perspective d'un débat législatif - à venir - fournisse le prétexte à de nouvelles palinodies sur l'audiovisuel. Trop de réformes, d'inspiration parisienne ou technocratique, sont intervenues depuis vingt-cinq ans, et ce phénomène a particulièrement affecté la conduite des chaînes publiques, interdisant peu ou prou à leurs dirigeants d'inscrire leur action dans la durée.

Au passage, on pourra s'interroger sur l'ardeur réformatrice qui saisit périodiquement la classe politique. Pourquoi cette constance des uns et des autres - de droite, de gauche, libéraux, intellectuels, fonctionnaires - à vouloir changer l'audiovisuel ? Faut-il y voir qu'un exutoire de la société politique, qui préfère « zapper » les réformes de la télévision plutôt que d'affronter des difficultés plus réelles ? N'est-ce pas également le produit hasardeux de pressions opportunistes, exercées pêle-mêle sur les responsables politiques par de prétendus experts, des marchands, des idéologues, des rêveurs, et les inévitables énarques ? Voilà en tout cas le symptôme intéressant d'un véritable malaise français.

Le syndrome de la chaîne de trop

Jusqu'au fiasco de la Cioq, il était de bon ton de penser qu'il y avait en France une chaîne privée de trop. Aujourd'hui, même si l'on n'ose pas trop le dire à voix haute, tout se passe comme s'il fallait retrancher une chaîne publique.

Pour certains, l'intruse serait la Deux. Quand bien même elle affirmerait sa différence, il est de bon ton de lui reprocher les émissions à succès en l'accusant de parvenir à rivaliser avec les chaînes commerciales. Comme si c'était par principe un péché contre l'esprit...

Sans doute est-ce pour l'enchanter que des voix - très isolées - envisagent sa privatisation pure et simple, comme ce fut naguère le cas pour l'IT 1.

A l'inverse, les dirigeants des télévisions commerciales font campagne pour que les chaînes nationales cessent de les concurrencer sur le marché publicitaire. Les bonnes âmes !

Ces étranges « publicophobes » ne disent pas comment la collectivité nationale subviendrait - sans la manne des recettes de publicité - au financement des chaînes publiques. Par l'impôt ? Par une augmentation spectaculaire de la redevance (+ 25 % comme en Allemagne) ? Ou bien seraient-ils disposés à admettre une taxe sur le télévisé privé...

Les serpents de mer

En tout état de cause, les futurs réformateurs de l'audiovisuel ne craignent pas de ressortir quelques vieux serpents de mer.

L'hypothèse du remboursement par l'Etat du montant des exonérations de redevance, estimé à 2 milliards de francs, arrive au premier rang dans la catégorie. Y a-t-il un homme politique responsable qui soit en mesure de renouer à 2,52 milliards de francs de recettes pour l'Etat en réduisant des prévisions publicitaires envisagées pour les deux chaînes publiques en 1993 ? Nul ne dit d'ailleurs comment serait comblé l'écart entre ce montant et les 132 millions qu'Antenne 2 et FR 3 ont perçus en 1992 au titre des remboursements d'exonérations.

Autre serpent de mer : l'éclatement de la Trois en une fédération de stations...

Pour quelques élus, en effet, c'est ce réseau qui devrait quitter le cadre national. Ils entendent trancher à plat et accuser ceux qui veulent les croire - qui assemblent dans un même organisme programmes locaux et antenne nationale, stations régionales et moyens décentralisés. Partition, semi-privatisation, ouverture à de nouveaux secteurs publicitaires... Facile projet pour faire illusion sur le papier. Mais les professionnels savent d'expérience qu'il n'est pas réaliste. Avec quels investisseurs ? avec quels annonceurs ?

Dans le contexte économique de l'audiovisuel français, aucune autre organisation que celle du service public n'est en mesure de garantir l'égalité de toutes les régions devant la télévision.

Les désoeuvrés des radios locales privées et des télévisions indépendantes (Télé-Montecarlo, Télé-Lyon-Métropole, Télé-Toulon) et la circonspection connue des grands quotidiens régionaux invitent à penser qu'il ne faut guère compter, du moins à court terme, sur les seules ressources locales qu'il s'agit de l'actualité, de la créativité ou de l'hypothétique pactole de la publicité pour la distribution - pour développer des télévisions économiquement et culturellement viables sur l'ensemble du territoire.

Avant de remettre une nouvelle fois l'ouvrage sur le métier, il conviendrait de mieux appréhender les réalités de la télévision en France - son histoire, son économie - et ne jamais oublier que la qualité des relations de l'audiovisuel et de

l'Etat repose sur un principe de relations équitables.

Les chaînes privées doivent respecter une réglementation. Les chaînes publiques doivent remplir une mission. La télévision n'est pas un tuyau comme le câble, ni un miroir comme le satellite. Elle exerce une activité économique mais aussi une responsabilité éditoriale. A cet égard, le service public, ce n'est pas une idée ringarde ; c'est une réalité européenne.

Sur les antennes des chaînes nationales, chaque jour - à la BBC comme à la TVE, à la RTBF ou à la RAI - des millions de téléspectateurs se voient offrir des occasions de découverte et d'approfondissement, de réflexion et d'émerveillement.

Sur les antennes des deux chaînes publiques françaises, les téléspectateurs peuvent trouver un choix incomparable on l'oublie trop souvent : 1 407 heures de variétés et de divertissement ; 2 338 heures d'information ; 1 052 heures de sport ; 1 543 heures de programmes pour la jeunesse ; 3 200 heures de fiction ; et 3 506 heures - soit près de 10 heures par jour - d'émissions de connaissance et de culture (chiffres 1991, source Médiamétrie).

Tout cela pour un investissement de la collectivité inférieure à la dotation des spectacles dans le budget du ministère de la culture ! Le comparais-je à ses limites, mais elle ne manque pas d'éclatier.

Le rôle des chaînes publiques

Si la liberté de choix est le principe cardinal d'une télévision pluraliste, le rôle de la télévision publique est précisément de garantir ce choix.

Les grilles de la rentrée des deux chaînes de France Télévision - France 2 et France 3 - ont pour objectif de proposer un programme authentiquement généraliste, le rôle de la télévision publique des principes de la télévision pour tous... Tous les genres d'émissions, tous les événements, pour tous les publics. Deux chaînes, pour garantir le choix, la différence.

Pour la Deux, il s'agit d'un véritable défi. La grille 1992 est remise à plat et accueille une quinzaine de nouvelles émissions au fil de la semaine. Le choix de la Deux, c'est une télévision populaire de qualité ; c'est l'ambition de rassembler le plus grand nombre autour des événements majeurs de notre temps - des Jeux olympiques aux adaptations des grandes œuvres du patrimoine culturel pour le petit écran, en passant par une information complète et pluraliste. Une télévision grand public, mais sans vocarisme et sans cabotisme. Car le service public s'accommode mal des succès ambigus.

La Trois, pour sa part, va poursuivre sa voie originale de chaîne à la double vocation culturelle et régionale. FR 3 se veut proche de ses téléspectateurs ; elle s'adresse aux goûts et à la culture de chacun. La qualité recouvre de ses émissions et la progression constante de son écoute lui donnent la plus belle image parmi les chaînes de notre paysage audiovisuel : la Trois, c'est une chaîne culturelle qui marche, c'est la chaîne de la culture vivante, et c'est aussi l'affirmation sans cesse renouvelée de la régionalisation.

Dans le domaine de l'information, la chaîne présente un dispositif souple, qui permet un maillage de plus en plus fin : vingt-cinq bureaux régionaux d'information s'appuyant sur des bureaux permanents et des correspondants - ils seront environ cinquante d'ici à la fin de 1992 - dix journaux de proximité dans des métropoles comme Lille ou Metz, mais aussi des « pays » comme le Roussillon

ou la pointe du Ponant. La chaîne dispose aussi d'une rédaction européenne qui suit à Bruxelles et à Strasbourg, les grands dossiers intéressant chaque région. La démultiplication des sources est une garantie supplémentaire d'une information complète et équilibrée.

De nouvelles fenêtres régionales vont être ouvertes prochainement dans les tranches consacrées à l'actualité sur la chaîne. Dans le domaine des programmes, la deuxième partie de soirée du mercredi et le samedi après-midi sont confiés désormais, en décrochage, ou en syndication, à l'initiative des stations.

Il est difficile de définir d'emblée quel sera l'air de Bordeaux, celui de Bretagne ou celui de Marseille... Nous espérons voir apparaître au fil des mois une nouvelle forme de télévision locale, plus rapide, plus moderne : avec des directs en vidéo mobile, des magazines et de vraies têtes d'affiche.

Au total, la manière dont FR 3 accomplit sa mission décentralisée, manifeste que quelque chose a changé depuis une dizaine d'années dans le domaine de l'audiovisuel public. FR 3 vit de plus en plus au rythme des régions, avec davantage de souplesse, d'adaptabilité, en collant au terrain et en restant simultanément à l'écoute du public et de tous les interlocuteurs locaux, institutionnels et socio-économiques.

Cette politique de partenariat a d'ailleurs été coécritée par des accords avec les collectivités territoriales. Cinq accords-cadres ont d'ores et déjà été signés avec les régions Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Aquitaine, Poitou-Charentes et Bretagne. D'autres sont en cours d'élaboration. Il s'agit de contrats sans ambiguïté où les responsabilités respectives sont bien identifiées.

Ces accords permettent d'ajuster l'action de FR 3 en matière de programmes, au lieu d'offrir un modèle stéréotypé de télévision régionale.

Enfin, dans le domaine de la production, une réorganisation de la filière de production-fabrication a été engagée ; elle a pour objectif de permettre que ce potentiel exceptionnel - qui doit obtenir des performances économiques et techniques comparables avec celles de

secteur privé - puisse être mobilisé aussi bien au service de clients nationaux que régionaux : producteurs, collectivités, organisateurs d'événements.

On observera au passage que ces initiatives décentralisées, établies en concertation avec les collectivités territoriales et la presse quotidienne sans réforme (massacra, ni ressources exceptionnelles, - ne sont en rien contradictoires avec la mise en application du plan stratégique pour la télévision publique. Elles en sont le prolongement naturel.

Les nouvelles télévisions

Bien sûr, la télévision est en perpétuelle évolution. Celle-ci se traduit notamment par l'arrivée de nouvelles chaînes, terrestres, satellitaires ou câblées locales ou thématiques, en clair ou cryptées, françaises ou étrangères... Elles constituent une offre complémentaire et mieux adaptée à certaines audiences spécifiques.

Mais il est évident que le service public, par l'écoute et la diversité du choix qu'il offre, est le seul qui puisse remplir sans défaillance une mission d'intérêt général dans l'audiovisuel.


Oo a peut-être une tendance à l'oublier au cours des cinq dernières années. Avec des enseignes d'un autre temps, la télévision publique s'était un peu banalisée, au milieu de chaînes commerciales. Elles ne sont comparables ni quant aux objectifs ni quant aux ressources.

Avec la mise en œuvre du plan stratégique, avec la réaffirmation de la politique éditoriale de la télévision pour tous, la télévision publique repart de l'avant.

Avec la nouvelle communication institutionnelle commune à la Deux et à la Trois, les deux chaînes œuvrent en synergie, à l'instar des chaînes de la RAI ou de la BBC, tout en affirmant chacune l'identité propre de son antenne...

Avec France Télévision, nous lions les couleurs !

HERVÉ BOURGES

  
**Jean-Louis Bianco**  
**Oui à l'avenir de la France**  
JEAN-LOUIS BIANCO  
TRANS-EUROPE EXPRESS  
**Oui à Maastricht**  
PLON

**Le Monde**  
Edité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lescourge, gérant directeur de la publication  
Bruno Freppart, directeur de la rédaction  
Jacques Guiz, directeur de la gestion  
Manuel Lucbert, secrétaire général  
Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)  
Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Ferenzi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon  
Daniel Vernet (directeur des relations internationales)  
Anciens directeurs :  
Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)  
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-85-25-26  
Télécopieur : 40-85-25-99  
ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-85-25-26  
Télécopieur : 40-80-30-10

**Pour comprendre**  
  
MARIE-FRANCE GARAUD  
**MAASTRICHT POURQUOI NON**  
PLON



هكذا من زعيم

ÉTRANGER

A Genève

Première réunion de la « conférence permanente » sur l'ex-Yougoslavie

Le comité directeur de la « conférence permanente » sur l'ex-Yougoslavie a tenu, jeudi 3 septembre à Genève, sa première réunion, présidée par Lord Owen, mandaté par la CEE, et M. Cyrus Vance, représentant l'ONU, sur fond de confusion persistante sur le terrain. Evoquant le krach de l'avion italien à proximité de Sarajevo, Lord Owen a déclaré, vendredi matin, à la BBC : « Si l'appareil a été effectivement abattu, cela sera sévèrement condamné et l'ONU pourrait décider de cesser les vols » vers la capitale bosnienne.

Avant d'ouvrir à Genève les travaux à huis clos du comité directeur, Lord Owen et M. Cyrus Vance ont tenu à réaffirmer leur volonté de faire respecter les engagements pris lors de la conférence de Londres fin août, tout en soulignant que la recherche d'un règlement politique de la crise yougo-slave serait « longue et difficile ». Les participants ne devaient pas entrer

dans le vif du sujet - levée rapide du siège des villes encerclées, supervision internationale des armes lourdes, démantèlement des camps de détention, etc - avant la semaine prochaine. Les représentants serbes et bosniaques n'avaient pas encore arrivé à Genève, jeudi, et le comité attend par ailleurs d'entendre les conclusions de la tournée de M. Markac Goulding, responsable des opérations de paix de l'ONU. Celui-ci est arrivé jeudi à Sarajevo.

Quelques signes encourageants ont bien accompagné l'ouverture de la réunion, comme la levée du siège de Gorazde, ville de Bosnie-Herzégovine où un convoi humanitaire de quatorze camions de vivres et de médicaments, reporté à plusieurs reprises, a pu accéder jeudi pour la première fois depuis le 17 août, et une accalmie relative à Sarajevo. Mais l'annonce de la mort de quatre militaires italiens dans la chute de leur avion d'aide humanitaire a assombri l'atmosphère.

Dans un entretien à l'agence Tanjug, le dirigeant des Serbes de Bosnie-Herzégovine, M. Radovan Karadzic, a parallèlement menacé

d'opter pour la guerre jusqu'à « la victoire militaire définitive » si les combats dont il a attribué la responsabilité aux forces bosniaques ou serbes se poursuivaient. « Aucune concession territoriale ne sera plus des lors possible », a-t-il dit.

A Paris, la commission permanente de l'assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) a entendu jeudi à Paris le ministre de la défense de l'Italie, M. Salvatore Ando (l'Italie est actuellement présidente de l'UEO). Le ministre a été la cible des critiques de nombre de parlementaires des Neuf, qui reprochent à la Communauté européenne et internationale sa faiblesse dans l'affaire yougoslave.

Le recours, non plus à un simple embargo, mais à un véritable « blocus », a été préconisé à plusieurs reprises. M. Ando s'est montré favorable à ce renforcement de l'embargo mais il a rappelé que l'Europe ne pouvait marcher plus vite que l'ONU.

Les décisions de l'UEO et de l'OTAN de mettre plusieurs milliers d'hommes à la disposition de l'ONU pour assurer la protection des convois d'aide humanitaire ont

fait craindre à des diplomates alliés à Bruxelles une certaine confusion dans la mise en œuvre de ces opérations. La manière dont ces forces seront déployées et coordonnées n'a pas encore été éclaircie. Le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, a souligné jeudi l'antériorité de l'offre de l'UEO par rapport à celle de l'OTAN, indiquant qu'il leur que la décision de l'OTAN de fournir six mille hommes « n'a pas été formellement prise » puisque la réunion a eu lieu « au niveau du comité militaire » auquel la France ne participe pas.

A Belgrade, le premier ministre de la « nouvelle Yougoslavie », M. Milan Panic, a contre-attaqué jeudi en menaçant d'écarter « la vieille garde ». « Les gens qui ont mis le pays dans cette situation ne peuvent pas rester au pouvoir », a-t-il déclaré à la presse. Visiblement revigoré par le retrait de la motion de censure contre lui par les députés du parti socialiste, M. Panic reste toutefois l'homme à abattre pour les députés ultra-nationalistes du parti radical serbe, qui se sont déclarés résolus à renverser le premier ministre.

ABKHAZIE : fragile accord entre les belligérants

Les troupes géorgiennes resteront sur le terrain

MOSCOU

de notre correspondant

Une vigoureuse poignée de mains à trois. Boris Eltsine ensermant dans ses deux larges paumes les mains jointes du numéro un géorgien Edouard Chevardnadze et du président du Parlement abkhaze Vladimir Ardzioaba : la scène est encourageante, et donne au président russe l'aura d'un faiseur de paix capable de réconcilier deux hommes engagés dans un conflit sanglant, complexe, et lourd de dangers pour la Russie elle-même.

Pourtant l'accord réalisé, jeudi 3 septembre à Moscou, semble aussi fragile qu'un nuage, et si M. Eltsine affichait sa satisfaction, le dirigeant abkhaze faisait très grise mine tandis que M. Chevardnadze arborait un air de profonde préoccupation.

Pour l'essentiel, l'accord prévoit l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu, samedi 5 septembre à 12 heures, c'est-à-dire la fin des affrontements déclenchés par l'intervention, trois semaines plus tôt, des troupes géorgiennes en Abkhazie. Il s'agit là de la confirmation de dispositions négociées sur le terrain par les commandants des deux parties. Une commission constituée de représentants de la Russie et « des organes du pouvoir de la Géorgie y compris de l'Abkhazie » devra surveiller le respect de ce cessez-le-feu. Cette commission disposera d'unités, déléguées par ses différents membres, qui, selon le texte de l'accord, seront chargées de « désamorcer » et d'expulser d'Abkhazie les « formations illégales » qui s'y trouvent. Il s'agit là, de toute évidence, des volontaires venus du Caucase du Nord, c'est-à-dire du territoire de la Fédération de Russie, pour prêter main forte aux combattants abkhazes (aux mêmes d'ailleurs considérés comme « illégaux » par les Géorgiens).

Il n'est en revanche pas question d'un retrait des troupes géorgiennes, une exigence formulée dès le début du conflit, ou seulement par M. Ardzioaba, mais par M. Eltsine lui-même. Sur ce point essentiel, M. Chevardnadze paraît donc avoir fait perdre son point de vue : l'Abkhazie faisant partie de la Géorgie, les soldats géorgiens s'y trouvent chez eux et n'ont aucune raison de l'évacuer. Il est cependant très probable que le numéro un géorgien s'est engagé à rendre moins voyante la présence de ces troupes : selon le ministre russe de la défense, M. Pavel Gratchev, les Géorgiens auraient déjà commencé à évacuer leur « matériel lourd », c'est-à-dire leurs chars, de la capitale abkhaze, Sochi.

o TADJIKISTAN : nouveaux combats dans le sud du pays. - Plusieurs dizaines de personnes ont été tuées dans de nouveaux combats qui ont opposé récemment partisans et opposants du président tadjik, M. Rakhmon Nabiev, dans la région de Kourgan-Toubé, dans le sud du Tadjikistan, a annoncé, jeudi 3 septembre, la radio de Douchanbé. On ignorait toujours, jeudi, où se trouve le président Nabiev, dont le gouvernement et le Parlement ont annoncé la destitution. - (AFP)

Soukhoumi. Mais pour le reste, l'accord réalisé à Moscou ne paraît rien d'autre qu'un gel provisoire de la situation, qui met l'accent sur la préoccupation majeure du Kremlin : empêcher que les autres peuples du Caucase du Nord ne se mêlent du conflit. Ce résultat n'est lui-même pas garanti. Les représentants de ces « peuples de montagne » présents à la réunion de Moscou ne jouissent que d'une autorité très relative chez eux, et les Tchétchènes, considérés comme les plus remuants, brillaient par leur absence.

La réputation de M. Chevardnadze

En un sens, la réunion de Moscou a consacré l'énorme déséquilibre des forces entre les Géorgiens et la petite minorité abkhaze d'Abkhazie (quatre-vingt-dix-sept personnes). Pour bien souligner que M. Ardzioaba ne pouvait prétendre à un statut comparable à celui de M. Chevardnadze, l'accord a été signé par les seuls présidents russe et géorgien. M. Ardzioaba a fini par y donner, après beaucoup d'hésitations, son aval, pour écarter « la menace mortelle qui pèse sur la survie du peuple abkhaze ».

Mais à l'inverse, le succès est loin d'être complet pour M. Chevardnadze. M. Ardzioaba, dont la déposition était l'un des objectifs affirmés de l'intervention armée géorgienne, est toujours là. Surout, dans cette aventure, où il a le plus souvent semblé à la remorque de son ministre de la défense, M. Chevardnadze a perdu auprès du public russe une bonne partie de son image de démocrate pacifique, acquise du temps où il était ministre des affaires étrangères de M. Gorbatchev, et il a au contraire revêtu les mauvais souvenirs datant de l'époque où il était premier secrétaire du parti à Tbilissi. Heureusement pour lui, ce coup porté à sa réputation ne semble pas avoir affecté l'excellente opinion que gardent de lui les Occidentaux.

JAN KRAUZE

BULGARIE

M. Todor Jivkov a été condamné à sept ans de prison

L'ancien numéro un communiste bulgare Todor Jivkov a été condamné, vendredi 4 septembre, par la Cour suprême de Sofia à sept ans de prison pour abus du pouvoir et détournement de fonds d'une valeur de 1 million de dollars.

M. Jivkov, quatre-vingt-un ans, qui a été à la tête du parti et de l'Etat pendant trente-trois ans, est le premier dirigeant communiste d'un pays de l'Est à être jugé et condamné par une instance judiciaire officielle. Il est en principe la possibilité de faire appel. - (AFP, Reuters)

Après qu'un avion italien s'est écrasé

Tous les vols humanitaires vers Sarajevo ont été suspendus

L'aéroport de Sarajevo est resté fermé, vendredi 4 septembre, au lendemain du crash d'un avion de transport italien à une trentaine de kilomètres de la capitale bosnienne où il acheminait de l'aide humanitaire sous les auspices de l'ONU. Les quatre membres d'équipage, des militaires, ont été tués.

Tous les vols humanitaires vers Sarajevo ont été suspendus aussitôt après l'annonce de l'accident. Les représentants de l'ONU ont indiqué que les causes de la chute de l'appareil italien, un bi-réacteur à hélices G-222, ne seraient pas établies.

L'avion s'est écrasé dans des montagnes contrôlées par des combattants croates et musulmans. Un responsable du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR), M. Fernandez del Muro, a dans un premier temps indiqué à Genève que rien ne permettait de penser que l'appareil avait été abattu. Mais quatre hélicoptères du porte-avions américain USS Intrepid ont essayé d'atteindre les lieux jeudi, et le Pentagone a confirmé que des combats à l'arme légère se déroulaient dans la soirée dans la zone où était tombé l'avion.

Les responsables militaires serbes ont catégoriquement démenti, dans une lettre adressée au commandant de la FOR-PRONU, toute implication dans la chute de l'avion, qu'ils ont attribuée à leurs adversaires. Le dirigeant des Serbes de Bosnie, M. Radovan Karadzic, a affirmé que le correspondant de la radio musulmane de Zenica, à 30 km de Sarajevo, avait indiqué à Radio-Sarajevo que l'avion s'était écrasé « à la défense antiaérienne musulmane avait touché un avion ennemi ».

Le ministre italien des affaires étrangères, M. Emilio Colombo, a déclaré jeudi soir à la télévision italienne que cet incident, même s'il s'avérait que l'avion a été abattu, ne remettrait pas en cause la participation de l'Italie aux opérations humanitaires. C'est la seconde fois que des militaires italiens sont victimes d'un incident aérien en Yougoslavie : le 7 janvier dernier, un hélicoptère transportant cinq observateurs de la CEE, quatre Italiens et un Français, avait été abattu par un MIG yougoslave ; les cinq hommes avaient trouvé la mort. - (AFP, Reuters, UPI, AP)

Près de 5 000 hommes pour la protection des convois

La présidence italienne de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) a soumis, jeudi 3 septembre, au secrétaire général de l'ONU la liste des contributions des neuf pays de l'UEO (les Douze moins la Grèce, l'Irlande et le Danemark) pour les escortes des convois humanitaires en Yougoslavie.

Selon le ministre italien de la défense, M. Salvatore Ando, ces forces se répartissent ainsi :

• ROYAUME-UNI : un bataillon d'infanterie blindée avec soutien logistique (1 800 hommes).

• FRANCE : un bataillon inter-forces réparti en une unité de blindés légers, trois compagnies d'infanterie, une compagnie du génie, une compagnie chargée de la logistique, une compagnie de commandement et de support, et une unité d'hélicoptères (1 100 hommes).

• ITALIE : un bataillon d'infanterie, une unité d'hélicoptères, une unité médicale et logistique, une unité de communications et une du génie (1 200 à 1 300 hommes).

• ALLEMAGNE : soutien médical et logistique aux opérations d'assistance humanitaire et des moyens de transport terrestres, maritimes et aériens d'une capacité de 1 000 tonnes.

• BELGIQUE : une unité de transport forte de 24 camions et de 100 hommes.

• LUXEMBOURG : contribution essentiellement financière.

• PAYS-BAS : 60 camions de transport d'une capacité totale de 500 tonnes et 200 hommes.

• PORTUGAL : personnel médical et moyens de transport.

• ESPAGNE : une unité blindée de 300 à 400 hommes avec les éléments de soutien nécessaires.

o ROUMANIE : le président Iliescu invite l'évêque Tokes. - Le président roumain, M. Ioel Iliescu, a offert, jeudi 3 septembre, dans une lettre ouverte de réconfort l'évêque protestant de souche hongroise Laszlo Tokes, qui a tenté mercredi une grève de la faim à Timisoara, à trois semaines des élections législatives et présidentielle. L'évêque Tokes demande « justice au nom des victimes du post-communisme ». - (AFP)

GRÈCE : troisième grève générale en un mois

Le gouvernement de M. Mitsotakis a engagé une épreuve de force avec les syndicats

L'épreuve de force entamée depuis un mois entre le gouvernement conservateur de M. Constantin Mitsotakis et les syndicats, autour d'une série de réformes administratives, économiques et sociales, a connu un nouvel épisode, jeudi 3 septembre, avec une grève générale qui a paralysé le secteur public.

ATHÈNES

de notre correspondant

La grève générale de jeudi, la troisième en un mois, avait été lancée par la puissante Confédération générale des travailleurs grecs (GSEE, 600 000 adhérents) et la Fédération des fonctionnaires ADEDY (200 000 membres), dirigés par des cadres du PASOK (socialiste). Peu importante dans le privé, elle a surtout touché les secteurs publics de l'électricité, des banques, des postes, du téléphone, des transports.

Dans l'électricité et les banques, les grèves avaient débuté, jeudi 27 août, et ont été sources de multiples problèmes pour l'économie nationale. Les coupures de courant, pendant de nombreuses heures, ont menacé la vie quotidienne des quatre millions d'habitants de l'île. Le mou-

Le prix de Maastricht

Le gouvernement, de son côté, a fait part de sa ferme détermination à appliquer sa politique d'assainissement de l'économie et ses réformes structurelles, « seule voie possible » selon M. Mitsotakis. « Le gouvernement ne laissera pas les intérêts corporatifs établis saper encore l'avenir du citoyen grec. Ce suffit », a déclaré le ministre d'Etat chargé de l'information, M. Andreas Andrianopoulos, au moment où le dernier rapport de l'OCDE sur la Grèce invite le gouvernement à « faire preuve de plus de détermination face aux intérêts établis ». « C'est le prix à payer pour le ticket de Maastricht » a

insisté, pour sa part, le ministre de l'économie et des finances, M. Stefanos Manos. « Les luttes se poursuivront, car nous refusons d'acquiescer la facture de Maastricht », a rétorqué jeudi le secrétaire général de la GSEE devant des milliers de manifestants rassemblés dans le centre d'Athènes.

Le climat social s'était dégradé dès la fin du mois de juillet, lorsque le gouvernement avait décidé de privatiser l'entreprise publique des transports urbains de la capitale (EAS), après l'échec des négociations avec les syndicats. Depuis, les employés en grève de l'EAS manifestent quasi quotidiennement dans le centre d'Athènes (le Monde du 21 août), bloquant la circulation pendant plusieurs heures. Malgré l'importance de ces réactions, le gouvernement a affiché sa volonté de déposer d'autres projets de loi, concernant notamment la réforme de la pléthorique et inefficace administration publique.

Au cours d'une cérémonie marquant le dix-huitième anniversaire du PASOK, le dirigeant de l'opposition socialiste, M. Andreas Papandréou, a violemment attaqué le gouvernement, qui « a pris la responsabilité, a-t-il dit, de tout briser dans le pays ».

DIDIER KUNZ

VASSILIS ALEXAKIS

Avant

KEMAN

EDITIONS DU SEUIL

Editions du Seuil

Pour comprendre



MAASTRICHT POURQUOI NA



## EUROPE

## ALLEMAGNE

## M. Honecker restera en prison

BERLIN

de notre correspondant

L'ancien chef d'Etat est-allemand, M. Erich Honecker, a été maintenu, jeudi 3 septembre, en détention par les autorités judiciaires berlinoises. Cette décision ouvre la voie à l'ouverture du procès qui lui est intenté, avec quatre autres anciens responsables de l'ex-RDA, pour avoir fait tirer sur les fuyants à l'ancienne frontière inter-allemande et sur le mur de Berlin. Ce procès pourrait commencer dans les jours de l'automne.

Les avocats de M. Honecker avaient déposé une demande de remise en liberté de leur client pour raisons de santé. Remis en juillet dernier entre les mains de la justice allemande par les autorités russes, M. Erich Honecker souffre d'un cancer du foie. Les experts qui l'ont examiné à la prison de Moabit lui ont donné une espérance de vie limitée, mais ont cependant estimé qu'il pouvait actuellement

supporter de rester en détention et d'être entendu.

La question reste bien sûr posée de savoir si M. Honecker sera capable de supporter jusqu'au bout son procès. On pense généralement que la procédure compliquée qui s'engage pourrait durer près de deux ans. D'ici là, l'état de santé de l'ancien chef de l'Etat risque de s'être considérablement dégradé. Les juges ont cependant préféré considérer qu'on n'en était pas encore là.

Le tribunal s'est défendu d'avoir cédé à des pressions politiques. Après avoir obtenu le rapatriement de M. Honecker, la justice doit suivre son cours jusqu'à nouvel ordre. Une mise en liberté de l'ancien chef d'Etat dans le climat politique actuel de l'ex-RDA, marqué par les tensions sociales, aurait également présenté un risque que le tribunal a été sans doute obligé de prendre en considération.

H. de B.

Nouvelles attaques contre des foyers de demandeurs d'asile. - Au moins six attaques contre des foyers de demandeurs d'asile, bombardés de pierres ou d'engins incendiaires, ont été signalées dans l'ex-RDA, dans la nuit du mercredi 2 au jeudi 3 septembre, sans faire de blessés. Ces incidents ont eu lieu notamment à Nordheim, à Erfurt, à Ochtersleben et Blankenburg. Le plus grave s'est produit à Ketzin, où plusieurs dizaines de réfugiés ont dû être évacués précipitamment de leur foyer en flammes (le Monde du 4 septembre). - (AFP, AP).

Sept mafieux présumés extradés vers l'Italie. - Sept mafieux pré-

més, appréhendés en Allemagne au cours des derniers mois, et dont l'un avait été interrogé par le juge Paolo Borsellino quelques jours avant son assassinat, ont été extradés d'Allemagne vers l'Italie, mercredi 2 septembre, à l'indigé jeudi la police italienne. D'importantes mesures de sécurité avaient été prises à l'aéroport de Palerme pour l'arrivée des sept mafieux, dont deux femmes, qui ont été réparties dans diverses prisons de Sicile. Le plus connu d'entre eux est Gaetano Puzzangaro, soupçonné d'être impliqué dans l'assassinat du juge sicilien Rosario Livatino, en septembre 1990. - (AFP).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

## Le Monde RADIO TÉLÉVISION

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 206.8066

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Tél. : 261.3111

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lescaze, gérant.

Le Monde  
PUBLICITE  
Jacques Lescaze, président  
Michel Cros, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-63-72-73  
Tél. : 634.0000  
Tél. : 46-42-48-72. Société filiale  
de la SARL Le Monde et de Médias et Régies Europe SA.

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE  
Remplacements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE  
ou 36-15 - Tapez LM  
Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.

## ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs moyennes CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris 1992  
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire sous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## AMÉRIQUES

## CANADA

## Le référendum sur la réforme constitutionnelle aura lieu le 26 octobre

MONTREAL

Correspondance

Les Canadiens seront appelés à se prononcer par référendum le 26 octobre sur la réforme constitutionnelle sur laquelle se sont entendus les 28 chefs de gouvernement des provinces et des territoires. Le premier ministre fédéral, M. Brian Mulroney, l'a officiellement annoncé, jeudi 3 septembre, à la sortie d'un conseil des ministres tenu à la résidence d'été du gouvernement du lac Meech, près d'Ottawa. Le Parlement sera convoqué mardi 8 septembre pour débattre de la formulation de la question référendaire, qui sera « claire, neutre et précise ».

Ce scrutin n'aura pas valeur obligatoire, mais si le « oui » l'emporte, M. Mulroney et les dix premiers ministres provinciaux se sont promis de faire rapidement ratifier la nouvelle Constitution par les instances fédérales et provinciales. Le gouvernement fédéral a ainsi

emboîté le pas à celui du Québec, qui a annoncé dès le 1<sup>er</sup> septembre qu'il tiendrait un référendum le 26 octobre sur ce projet de réforme constitutionnelle.

Dans la ferveur nationaliste créée par l'échec du précédent accord constitutionnel en juin 1990, le Québec avait adopté une loi prévoyant la tenue d'un référendum sur la souveraineté de la Belle Province le 26 octobre 1992 au plus tard. Mais le premier ministre québécois, M. Robert Bourassa, a soumis dès le 3 septembre au Parlement provincial un amendement permettant de faire porter le référendum sur le projet de réforme constitutionnelle plutôt que sur la souveraineté.

En début de séance, les députés du Parti québécois (opposition indépendantiste) ont déposé les noms de 315 000 Québécois réclamant un référendum sur la souveraineté, nous venant s'ajouter à une liste de 400 000 autres, déposée au printemps. Mais le Parti libéral (PLQ) de M. Bourassa dis-

pose d'une confortable majorité parlementaire, et la discipline de parti garantit l'adoption rapide de l'amendement référendaire malgré la grogne manifestée par certains militants lors du congrès du PLQ le week-end dernier et malgré la dissidence de quelques membres de l'exécutif du parti qui ont annoncé qu'ils feront campagne pour le « non ».

Le camp du « oui » sera épaulé personnellement par M. Mulroney, qui a indiqué que la campagne référendaire l'amènera à passer « beaucoup de temps au Québec où le débat sera probablement le plus chaud ». Sur les quatre sondages d'opinion effectués dans la province francophone depuis l'annonce de l'entente constitutionnelle, deux ont donné le « oui » gagnant et deux l'ont donné perdant, à chaque fois d'une assez courte tête et avec une forte proportion d'indécis. Dans les autres provinces en revanche, le « oui » a une nette avance dans les intentions de vote. A l'origine, les négo-

ciations constitutionnelles lancées en 1987 par M. Mulroney visaient à mettre fin à l'exclusion du Québec, qui avait refusé de donner son aval au rapatriement de la Constitution en 1982 (1). Mais deux provinces anglophones avaient finalement refusé de ratifier l'accord dit du lac Meech qui en était résulté. Après cet échec, en 1990, les négociations ont été élargies pour répondre aux aspirations des petites provinces anglophones et des peuples autochtones et inuit. C'est ainsi que le projet qui sera soumis aux électeurs prévoit non seulement l'affirmation du caractère « distinct » de la province francophone, mais aussi l'accès des autochtones à une autonomie gouvernementale et une refonte du Parlement fédéral qui accroît la représentation des petites provinces.

CATHERINE LECONTE

(1) La Constitution canadienne était jusqu'en 1982, un texte du Parlement de Londres.

## Guatemala : Rigoberta Menchu, l'Indienne rebelle

La candidature de cette femme de trente-trois ans au prix Nobel de la paix inquiète vivement le pouvoir en place

GUATEMALA

de notre envoyé spécial

M<sup>me</sup> Rigoberta Menchu sera-elle en octobre la lauréate du prix Nobel de la paix ? Ce qui, pour beaucoup, serait un hommage naturel au peuple indien à l'occasion du cinquantième centenaire de la « Conquête » constitue une véritable hérésie pour les autorités civiles et militaires du Guatemala, qui voient dans ce leader indigène de trente-trois ans, exilé au Mexique depuis 1981, le symbole de la subversion dans leur pays.

Présentée par M. Adolfo Perez Esquivel, prix Nobel de la paix en 1980, et appuyée par des centaines de représentants des Amérindiens, la candidature de M<sup>me</sup> Menchu fait frémir de rage les militaires et leurs alliés civils qui ont mené - au cours des douze dernières années - une campagne insoutenable de « pacification » dans la région des hauts plateaux guatémaltèques, où vivent les descendants du peuple maya (près de 60 % de la population du Guatemala). Officiellement, l'armée et le président Jorge Serrano se sont gardés, jusqu'à présent, de faire des déclarations hostiles, si ce n'est pour rappeler, à l'occasion, que M<sup>me</sup> Menchu appartient à une organisation d'extrême gauche, le « Front diplomatique de la guérilla ». Mais le simple fait que le chef de l'Etat et l'armée aient cru bon de lancer leur propre candidature pour bloquer la route à la dirigeante exilée en dit long sur l'agacement et l'inquiétude des classes dirigeantes.

« En étant de toutes pièces la candidature d'Elisa Molina, une assistante sociale qui a certes beaucoup fait chez nous pour les aveugles et les sourds-muets, notre gouvernement contribue à aggraver la division du pays en deux sociétés, les Mayas dans les zones rurales et les « ladinos » (métis) dans les villes », déplore le directeur de l'hebdomadaire Cronica, M. Gustavo Berganza, qui n'a pas hésité à publier une interview avec Rigoberta Menchu. « On ne s'est même pas posé la question s'il était possible ou pas de publier ce texte, affirme-t-il, car la presse bénéficie aujourd'hui d'une plus grande marge de manœuvre. Il reste que l'armée était furieuse de la couverture accordée par les médias locaux au bref séjour - le troisième en date - effectué en juillet par M<sup>me</sup> Menchu ».

Les « ladinos », qui rejettent l'héritage indigène et exercent un pouvoir sans partage issu de la colonisation espagnole, ont réagi avec véhémence. « Comment une revue aussi prestigieuse que Cronica s'insurge une lecture, a-t-elle osé faire l'apologie de Rigoberta Menchu, une rebelle hypocrite qui défend les crimes et les attentats commis con-

tre ses compatriotes ? » Etonnant inversion des rôles quand on sait que les parents de M<sup>me</sup> Menchu ont été assassinés dans des conditions atroces en 1980. Son père, qui militait au sein du Comité de l'unité paysanne (CUC, en espagnol), périt carbonisé, avec vingt-neuf autres paysans, dans l'incendie de l'école de l'Espagne, délibérément provoqué par les forces de l'ordre. Quelques mois plus tard, sa mère était torturée à mort par des militaires (1).

## Une place au Congrès

Les autorités ont particulièrement mal réagi à la réception accordée à M<sup>me</sup> Menchu, responsable du CUC, par le président du Congrès, M. Edmundo Mulet, qui fait pour-voir la candidature de la candidate au Congrès. Officiellement, l'armée et le président Jorge Serrano se sont gardés, jusqu'à présent, de faire des déclarations hostiles, si ce n'est pour rappeler, à l'occasion, que M<sup>me</sup> Menchu appartient à une organisation d'extrême gauche, le « Front diplomatique de la guérilla ». Mais le simple fait que le chef de l'Etat et l'armée aient cru bon de lancer leur propre candidature pour bloquer la route à la dirigeante exilée en dit long sur l'agacement et l'inquiétude des classes dirigeantes.

« On vit encore dans un climat de terreur et de militarisation, même si on parle tout le temps de démocratisation », soutient l'intellectuel maya Demetrio Cofit, qui renvoie dos à dos le gouvernement et la guérilla, dont les négociations de paix, entreprises en avril 1991, progressent très lentement. « Aucun parti politique, à gauche comme à droite, ajoute-t-il, ne s'intéresse vraiment à la problématique indigène et au fait que la majorité des Mayas (trois millions sur près de cinq millions) ne parlent pas l'espagnol. L'analphabétisme atteint 81 % dans les zones rurales. Les organisations marxistes-léninistes, qui ont toujours nié les droits indigènes, cherchent à utiliser des dirigeants naturels comme Rigoberta Menchu pour pénaliser cette communauté. Si elle revient au Guatemala pour participer à la lutte politique, elle pourrait cependant devenir une concurrente sérieuse - pour la droite comme pour la gauche - en prenant la tête du combat pour les droits ethniques ».

M. Cofit craint que certains secteurs du pouvoir - « ces groupes de répression armés à l'extérieur et à l'intérieur de l'appareil d'Etat » qui, selon le procureur des droits de l'homme du Guatemala, M. Ramiro de Leon, ont assassiné deux cent cinquante-trois personnes entre janvier et juin 1992 - soient tentés d'éliminer Rigoberta Menchu, régulièrement menacée de mort. « Il est si facile, dit-il, d'organiser un accident de voiture... ». Les exactions de la mort et leurs commanditaires se sont en effet jamais préoccupés des conséquences diplomatiques de leurs actes. « Coupable ou pas, le gouvernement doit assumer sa part de responsabilité dans la violence politique sélective qui est le signe d'une conception brutale et rétro-

grade de l'exercice du pouvoir », écrit le Bureau des droits de l'homme de l'épiscopat du Guatemala dans un rapport publié fin juillet.

L'épiscopat, comme la plupart des organisations de droits de l'homme et les Nations unies, constate cependant une « amélioration » de la situation depuis l'arrivée au pouvoir du président Serrano, en janvier 1991, tout en déplorant l'impunité qui continue de régner et la progression spectaculaire de la délinquance. « Quand on passe d'un régime autoritaire à un système démocratique, la criminalité augmente, car l'Etat ne recueille plus la violence pour réprimer les délinquants ni à la torture pour obtenir des confessions », constate le procureur général de la République, M. Adolfo Valladares, qui fait preuve d'un courage quasi-succédant dans sa lutte contre les trafiquants de drogue. Le Guatemala est devenu l'un des principaux relais des cartes colombiennes sur la route des Etats-Unis et un grand centre de blanchiment de l'argent de la drogue.

« Les Etats-Unis m'ont offert une vieille voiture blindée depuis que nous avons découvert un complot organisé contre moi par les trafiquants », dit-elle avec un sourire las. La tâche est immense mais, insiste-t-elle, « nous avons fait de grands progrès dans la recherche de la justice même si notre police n'a pas encore les ressources ni la formation suffisantes pour mener à bien les enquêtes ». Elle avoue cependant avoir connu certains « frustrations », en particulier à la suite de la fuite d'un des deux soldats récemment condamnés à mort pour avoir assassiné quatre membres d'une famille dans un quartier pauvre de la capitale. Mais, ajoute-t-elle, « nous avons obtenu le grand succès de l'impunité », y compris à l'égard des militaires, notamment des officiers impliqués dans le massacre de Santiago-Atitlan (soixante morts en décembre 1990) ou le meurtre de l'Américain Michael Devine ».

## La « sale guerre » et les anthropologues

A propos de l'assassinat de l'anthropologue Myrna Mack, en septembre 1990, M. Valladares souligne qu'il ne s'en tiendra pas à la condamnation du meurtrier, Noel Beteta, qui travaillait pour l'état-major privé du président de la République de l'époque, le démocrate-chrétien Vinicio Cerezo. « Nous irons jusqu'au bout pour punir les auteurs intellectuels de ce crime, dit-il avec force, même si cela devait nous mener jusqu'au général Edgar Godoy (il dirigeait alors l'état-major présidentiel) et à l'ex-président Cerezo. La volonté politique est là ».

Ce changement d'attitude de la part des autorités est sans doute à l'origine de la décision des familles d'entreprendre des recherches sur les victimes de la « sale guerre ». La découverte de cimetières clandestins dans les départements indigènes du Quiché, du Huehuetenango et de San Marcos - les principales zones de conflit - donne une idée de la campagne de terreur menée pendant plusieurs années par l'armée

dans les villages des hauts-plateaux du Guatemala. Signe d'une sensible amélioration de la situation, les marchés très colorés et l'artisanat de grande qualité y font de nouveau la joie des touristes.

Un anthropologue américain, le professeur Clyde Snow, a entrepris, avec l'aide de quelques collègues guatémaltèques, de procéder à l'identification des restes des paysans assassinés pour avoir collaboré avec la guérilla ou refusé de participer aux milices créées par l'armée, les patrouilles d'autodéfense civiles (PAC).

« On parle de quarante mille « disparus », soit deux fois plus que pour l'Argentine et le Chili réunis au cours des années 80, lors de la « sale guerre » igitaine. L'existence de cimetières clandestins, dont six seulement ont été fouillés, ont déjà été signalés par la Coordination nationale des veuves du Guatemala (CONAVIGUA) mais il y en aurait beaucoup plus. Pour le professeur Snow, l'ouverture des fosses communes permet d'apporter des preuves sur les atrocités commises au Guatemala. « Personne ne pourra récrire l'histoire, dit-il, et venir nous raconter, dans quelques années, qu'il ne s'est rien passé au Guatemala au cours de cette période tragique ».

BERTRAND DE LA GRANGE

## ÉTATS-UNIS

## La Maison Blanche et la « partialité » des médias

La Maison Blanche s'est fait un devoir jeudi 3 septembre de démontrer, « preuves à l'appui », que la presse américaine prêtait le démocrate Bill Clinton au président George Bush et donnait plus d'importance aux sondages les plus favorables au premier. C'est avec deux pancartes accusatrices que la porte-parole de la présidence américaine, M. Martin Fitzwater, ne plaisantant qu'à demi, est arrivé à son point de presse.

Sur l'une figuraient trois articles publiés par la New York Times. Le premier, en date du 25 août, sur deux colonnes à la une, vingt-cinq paragraphes sur un sondage donnant 15 points d'avance à M. Clinton. Le deuxième, daté du 31 août, cinq paragraphes pour 10 points d'écart. Le dernier, jeudi 3 septembre, un seul paragraphe en page 20 pour un écart réduit à 5 points. « L'incroyable nouvelle qui rapetisse », proclamait une deuxième pancarte soulevée par M. Fitzwater. « Je n'ai pu résister, pardonnez-moi », expliqua la porte-parole en riant. - (AFP).

Tout Maastricht



AFRIQUE

ALGÉRIE

Le ministre de l'intérieur annonce la prochaine libération de la «quasi-totalité» des détenus islamistes

Le ministre de l'intérieur a lancé, jeudi 3 septembre, un appel au ralliement aux islamistes modérés, dans un entretien accordé au quotidien *El Watan*. M. Mohamed Hardi a souligné que le retour au processus électoral, interrompu au mois de janvier dernier, sera accéléré, et si les frères qui sont de bonne foi et qui se réclament du projet d'Etat islamique se démarquent totalement de la pratique du terrorisme, la condamnation et la combat-tent. Il a annoncé que le gouver-nement s'apprêtait à «libérer la quasi-totalité des détenus» inté-gristes, incarcérés dans des «cent-res de sûreté» au Sahara, tout en indiquant que des dispositions antiterroristes allaient être prochai-nement prises.

M. Hardi a, en outre, critiqué les hommes politiques de la «décennie noire», à savoir celle des années 80. A son avis, «les gens qui étaient aux postes de com-mande et qui ont quitté le pouvoir ont laissé des bombes à retardement destinées à empêcher toute reprise en main» du pays.

D'autre part, deux officiers de la sécurité présidentielle ont été placés, mardi, sous mandat de dépôt dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du président Mohamed Bouiaf, le 29 juin, a annoncé, jeudi, la presse algérienne. Selon *El Watan*, il s'agit du commandant Majber Abdelwahab, dit Hajderes, directeur de la sécurité présiden-tielle, et du capitaine Syah Sadek, chef de la garde rapprochée du

chef de l'Etat. Ils avaient été inter-pelés immédiatement après l'assas-sinat de Mohamed Bouiaf, puis remis en liberté provisoire. Le quod-tidien précise que les vingt-trois membres de la sécurité présiden-tielle sont désormais sous les ver-rus après ces deux dernières arres-tations. - (AFP)

AFRIQUE DU SUD

L'ANC confirme son refus de reprendre les pourparlers sur la démocratisation

A l'issue d'une réunion de trois jours de son Comité exécutif natio-nal, le Congrès national africain (ANC) a annoncé, jeudi 3 septem-bre, à Johannesburg, qu'il n'avait pas l'intention de reprendre les pourparlers sur la démocratisation de l'Afrique du Sud, suspendus depuis la mi-mai. Cette décision a, une nouvelle fois, dissipé les espoirs d'un déblocage rapide de la situa-tion, qu'avait espérés, la veille, le président Frederik De Klerk. L'ANC a arrêté le principe d'une «intensifi-cation» de sa campagne d'«action de masse» pour faire cesser le gou-vernement sur «toutes» ses revendica-tions. Celles-ci, au nombre de qua-tre, sont présentées comme des conditions préalables à la reprise des négociations constitutionnelles.

L'ANC a cependant reconnu que certaines de ses exigences - concer-

nant l'élection d'une Assemblée constituante, par exemple - avaient été partiellement satisfaites. En revanche, le mouvement dirigé par M. Nelson Mandela n'estimé qu'il manquait encore au gouvernement «la volonté politique» sur deux ques-tions «cruciales» : enlever la vio-lence, qui a fait plus de 6 000 morts depuis juillet 1990, et libérer les pri-sonniers «politiques». L'ANC o'entend pas se contenter de «mots» ou de «promesses», mais exige des mesures «immédiates et visibles», a précisé son secrétaire général, M. Cyril Ramaphosa. Le Parti natio-nal (NP), dirigé par M. De Klerk, a déploré la décision de l'ANC, l'accu-sant d'être «incapable de placer les intérêts de l'Afrique du Sud avant ses propres intérêts politiques mineurs». - (AFP, Reuter)

DJIBOUTI : un référendum contesté

Le projet de Constitution prévoit une ouverture limitée au multipartisme

Quelque 120 000 électeurs (sur une population estimée à environ un demi-million d'habitants) étaient appelés à se prononcer, vendredi 4 septembre, pour ou contre le projet de Constitution, récemment présenté par le prési-dent Hassan Gouled Aptidon. Ce projet prévoit une ouverture limi-tée au multipartisme, les futurs partis ne devant pas être plus de quatre.

Les groupes contestataires, ras-sés dans un Front uni de l'op-position, ont appelé au boycottage du scrutin. Selon eux, le projet de Constitution a été élaboré de façon unilatérale par le pouvoir en place et constitue une manière de «plé-biscite» pour le chef de l'Etat. L'opposition estime, en outre, que le référendum consacrerait la par-tition effective du pays : près des deux tiers du territoire passés, depuis la fin 1991, sous le contrôle des maquisards du Front pour l'unité et la démocratie (FRUD) se retrouvent, de fait, exclus du vote.

Le gouvernement s'est efforcé de réfuter ces critiques, en assurant que 75 % du corps électoral se trouvaient, en réalité, à Djibouti et dans sa périphérie; quant au projet de Constitution, la «commission indépendante» qui l'a élaboré a préalablement consulté des perso-nalités «de toutes les sensibilités», assurent les autorités. Confronté à une tenace rébellion armée (à large composante afar), le président Gouled (d'origine issa) entend maintenir un régime présidentiel fort, au sein duquel le futur pre-mier ministre ne devrait disposer que de pouvoirs assez limités. «Il n'y aura pas à Djibouti de régime bicéphale», avait-il récemment souligné.

L'instabilité qui prévaut dans la région, en Somalie et en Ethiopie notamment, ont conduit les auto-rités de Djibouti à fermer les fron-tières, dès jeudi, afin d'empêcher l'entrée d'électeurs clandestins». - (AFP, Reuter)

SOMALIE

La «troika» de la CEE en visite à Mogadiscio

La «troika» de la CEE, compo-sée des ministres des affaires étran-gères de Grande-Bretagne, du Por-tugal et du Danemark, était at-tendue, vendredi 4 septembre, à Mogadiscio, afin d'étudier les pos-sibilités d'améliorer l'aide humani-taire aux victimes de la famine et de la guerre civile. Cette visite a essentiellement pour but de prépa-rer celle qu'effectueront, les 12 et 13 septembre, les ministres du développement, et non les chefs de la diplomatie, comme cela avait été indiqué par erreur à Bruxelles.

En outre, la CEE a décidé de financer l'envoi de troupes en Somalie afin de protéger les con-vois humanitaires, a-t-on appris jeudi de source communautaire. La mission de ces militaires est prévue pour un an et son coût estimé à 37 millions de dollars. Les Douze ont accepté, sur proposition de la Commission européenne, de préle-ver une partie de cette somme sur les fonds inutilisés dans le cadre de la Convention de Lomé III, et ini-tialement destinés à financer des projets de développement en Somalie. - (AFP)

□ GUINÉE-ÉQUATORIALE : une vingtaine d'arrestations à Malabo. - Une vingtaine de mili-tants du Parti du progrès de Gui-née-Équatoriale (PPGE) ont été arrêtés à Malabo, à la suite d'une rixe survenue, mardi 1<sup>er</sup> septembre, entre un militant du PPGE et un membre de la sécurité présiden-tielle, a-t-on appris jeudi de bonne source à Libreville. La rixe a éclaté lorsque le soldat a voulu interdire, dans la rue, la vente du périodique de ce parti d'opposition. - (AFP)

SÉNÉGAL

L'armée poursuit ses opérations de «ratissage» en Casamance

L'armée a continué, jeudi 3 sep-tembre, ses opérations de «ratis-sage» en Casamance, imposant un blocus total de la province du Sud, où une cinquantaine de séparatistes ont été tués, mardi, lors des vio-lents affrontements de Kaguitt (le Monde du 4 septembre). A Dakar, le président du Comité de gestion de la paix en Casamance, créé en juillet 1991, M. Marcel Bassène, a estimé que la reprise des combats était le résultat de la «division» au sein du Mouvement indépendantiste des forces démocratiques de Casamance. «Les indépendantistes n'arrivent pas à poser clairement le problème de leur revendication. Ils ne tiennent pas tous le même lan-gage, et nous avons des difficultés à les réunir ensemble autour d'une table de négociation», a-t-il souli-gné.

A Paris, le ministre des affaires étrangères a appelé, jeudi, «ceux qui sont à l'origine de ces affronte-ments à renoncer à la violence» et à se conformer aux accords de ces-sez-le-feu signés en mai 1991, «car il serait souhaitable que la Casa-mance retrouve le paix civile et l'apaisement», a conclu le porte-parole du ministère, M. Daniel Bernard. - (AFP)

□ MALAWI : le procès d'un oppo-sant a été reporté. - Le procès du syndicaliste Chakufwa Chihana, emprisonné depuis le 14 juillet et inculpé de «sédition», a été reporté au 8 septembre, en raison de l'état de santé du détenu, a-t-on appris, jeudi 3 septembre, de source judiciaire. - (AFP)

DIPLOMATIE

Approuvé par la Conférence du désarmement

Le projet de convention éliminant les armes chimiques a été transmis à l'Assemblée générale de l'ONU

La Conférence du désarmement a approuvé, jeudi 3 septembre à Genève, après de longues négocia-tions, le projet de convention éli-minant les armes chimiques, qui a été transmis pour adoption finale à l'Assemblée générale de l'ONU à New-York.

Le projet de traité sera examiné par l'Assemblée générale et pour-rait être signé début 1993. Il pré-voit notamment des «inspections par défi» avec l'envoi dans un délai de cinq jours d'inspecteurs pouvant vérifier des installations militaires et civiles potentiellement dangereuses dans les pays soupçon-nés par d'autres de produire des armes chimiques.

Il prévoit également la destruc-tion en dix ans de tous les stocks d'armes par les deux pays ayant

reconnu en posséder, à savoir la Russie - qui dit avoir des difficul-tés, notamment économiques, à le faire - et les Etats-Unis, qui ont souligné jeudi qu'ils détruiraient leurs stocks en temps voulu.

La convention établit un «équi-libre délicat» entre des vérifications rapides au caractère le plus «intru-sif» possible et la protection des intérêts nationaux et commerciaux légitimes, a déclaré l'ambassadeur américain Stephen Ledogar à la presse. Selon lui, si ce traité avait existé, l'Irak n'aurait pu dévelop-per impunément un arsenal chimi-que.

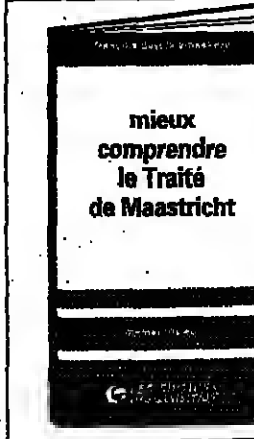
Les sanctions pourraient aller jus-qu'à la recommandation d'une intervention militaire des Nations unies contre les pays récalcitrants, a-t-il ajouté. - (AFP)

M. Philippe Guelluy ambassadeur à Oslo

M. Philippe Guelluy a été nommé ambassadeur de France à Oslo.

Né en 1941, diplômé de l'Ecole natio-nale des langues orientales, M. Guelluy a été en poste à Tokyo (1971-1975), à la délégation de la France au Conseil de l'Atlantique nord à Bruxelles (1975-1979), à la direction des affaires consulaire à l'Administration centrale (1979-1979) et à Madrid (1980-1983). Il a été ensuite délé-gué dans les fonctions de sous-directeur des affaires stratégiques (1983-1988), puis sous-directeur (1988-1991). Il était chef du service des affaires stratégiques et du désarmement depuis août 1991.

LES EDITIONS D'ORGANISATION



Tout Maastricht en 40 pages !

Le Traité - ses enjeux

En vente en librairie : 38 F

LA GAMME CITROËN AX FAIT SA RENTRÉE ! VENEZ L'ESSAYER...



... ET PROFITEZ D'UN FINANCEMENT SÉDUISANT 455 F PAR MOIS LA PREMIÈRE ANNÉE\*

\* Opération Essai. Venez chercher votre pin's après essai d'un véhicule de la gamme CITROËN AX dans les Points de vente affichant l'opération. Exemple de financement pour l'achat d'une CITROËN AX TEN 3 portes AM 93, commandée durant l'opération. Location avec option d'achat (LOA) CREDITAX sur 61 mois hors assurance facultative. Après versement d'un dépôt de garantie de 7.575 F TTC et un premier versement<sup>(2)</sup> à la livraison, de 2.525 F TTC, puis 12 loyers de 454,50 F TTC et 48 loyers de 1.161,50 F TTC, l'option d'achat finale est de 10.100 F TTC, couverte en partie par le dépôt de garantie. Coût total en cas d'acquisition : 73.831 F TTC. Prix clés en main au 1<sup>er</sup> juillet 1992 : 50.500 F TTC. (1) Sous réserve d'acceptation du dossier par CREDITAX. (2) Premier loyer. RELATIONS CLIENTÈLE 05 05 24 24 (appel gratuit) ou MINITEL 3615 CITROËN.



Du 1<sup>er</sup> au 22 septembre 92.



## ASIE

CAMBODGE : en exigeant la démission du représentant de l'ONU

## Les Khmers rouges remettent en cause l'application des accords de paix

L'application des accords de Paris au Cambodge a été remise en cause par les Khmers rouges, qui ont réaffirmé, jeudi 3 septembre, la démission de M. Yasushi Akashi, chef de l'APRONUC (Autorité provisoire des Nations unies pour le Cambodge). Tandis que M. Akashi rejetait catégoriquement cette demande, le prince Sihanouk a répété à Djakarta, où il participe au dixième sommet du Mouvement des non-alignés (MNA), que l'ONU devait, s'il le fallait, organiser des élections sans les Khmers rouges.

DJAKARTA

de notre envoyé spécial

Les accords de Paris d'octobre 1991, aux termes desquels l'ONU est intervenue au Cambodge, étaient fondés sur la réalisation

d'une réconciliation nationale, et c'est pourquoi les Khmers rouges y avaient été associés en dépit des massacres qu'ils ont perpétrés notamment lors de leur passage au pouvoir, de 1975 à janvier 1979. Depuis trois mois, ces derniers refusent de participer à la deuxième phase de l'application des accords, qui encadre le regroupement et le cantonnement des forces militaires en présence. Leur dernière exigence - le renvoi de M. Akashi, moins de six mois après l'arrivée de ce dernier au Cambodge - laisse penser qu'en plaçant la barre si haut ils ne sont plus intéressés, pour peu qu'ils l'aient jamais été, par leur insertion dans le processus de paix.

Le mandat de l'ONU au Cambodge en est, du coup, modifié. Les quelque vingt mille fonctionnaires et militaires internationaux dépêchés dans l'ancien royaume n'ont plus pour mission d'y créer les conditions d'une réconciliation nationale, mais d'établir un cordon

sanitaire autour de Khmers rouges qui se mettent, d'eux-mêmes, en quarantaine. Il s'agit d'aider et, le cas échéant, de protéger les Cambodgiens qui acceptent d'appliquer les accords. Les Khmers rouges donnent raison au prince Sihanouk qui, depuis plusieurs semaines, déclare qu'il faut envisager de se passer de leur collaboration.

Pékin et Tokyo ont tenté, depuis août, d'amener les Khmers rouges à raison en proposant différents formules. La diplomatie japonaise va encore s'y exercer la semaine prochaine à Bangkok, mais sans guère d'espoir, désormais, d'y parvenir. Dans leurs exigences, d'un démantèlement du régime de Phnom-Penh au rapatriement du Cambodge, les Khmers rouges ont été trop loin pour qu'on puisse imaginer, aujourd'hui, un revirement de leur part. Le prince Sihanouk remarque au passage qu'ils ne sont pas si forts que

ceux qu'il en soit, que vont faire désormais M. Pol Pot et ses lieutenants ? Se replier sur les forêts, les montagnes et les villages qu'ils contrôlent en attendant que le gros des bataillons de « bêtes bleues » se retire, ce qui devrait être le cas l'an prochain ? On tentera, sans attendre, de semer le chaos ? Les deux solutions comportent de graves risques.

Quoi qu'il advienne, la nouvelle mission de l'ONU est délicate. Les incidents risquent de se multiplier dans les zones les plus disputées, qui sont encore nombreuses. Mais, comme il est hors de question que le secrétaire général de l'ONU démissionne, l'APRONUC doit désormais se préparer à envisager toutes sortes de contingences. Le mythe de la réconciliation nationale, longtemps entretenu dans certaines chancelleries, s'est effondré.

JEAN-CLAUDE POMONTI

CHINE

## Pékin proteste contre l'approbation par M. Bush de la vente de F-16 à Taiwan

Les protestations se multiplient à Pékin contre la décision, annoncée mercredi 2 septembre, par le président américain Bush d'approuver la vente d'avions de combat F-16 à Taiwan (le Monde des 3 et 4 septembre). Après la vive réaction du ministre des affaires étrangères, M. Qian Qichen, l'agence Chine nouvelle a écrit vendredi que « l'administration Bush a fabriqué des excuses et des mensonges » pour justifier cette décision. Elle considère qu'il s'agit « d'une violation directe dans la souveraineté de la Chine et une grave ingérence dans les affaires intérieures du pays ».

Pékin a mis en garde Washington contre une détérioration des relations sino-américaines, menaçant de se retirer de la réunion sur le désarmement des cinq membres du Conseil de sécurité des Nations unies. Tout en se refusant à répondre aux protestations chinoises, la

Maison Blanche a affirmé que cette vente contribuerait au maintien de la stabilité en Asie tandis que le département d'Etat s'est dit prêt à envoyer un émissaire à Pékin pour expliquer les raisons de cette décision.

A Taiwan, les responsables politiques et la presse exultent, estimant que la décision du président Bush constitue une « percée diplomatique » qui permet d'assurer la sécurité de l'île. Le commandant en chef de l'armée de l'air, le général Lia Wen-li, a affirmé que l'achat de chasseurs américains « exclurait pas la poursuite des négociations avec la France sur l'achat de 120 Mirage 2000-5. Il a souligné que son pays ne devait pas dépendre des seuls F-16. « Les achats auront lieu parallèlement et il n'y aura pas de conflit », a précisé le ministre de la défense, M. Chen Li-an. - (AFP, Reuters, UPI).

## PROCHE-ORIENT

Les pourparlers de Washington

## La Syrie évoque la signature d'un traité de paix avec Jérusalem

La Syrie a évoqué, jeudi 3 septembre, pour la première fois explicitement, la possibilité de signer un traité de paix avec Israël. Selma M. Mousaffak El Allaf, chef de la délégation syrienne aux négociations de Washington avec Israël, « un traité de paix pourra être conclu lorsque toutes les parties arabes participant au processus de paix estimeront être parvenues à un règlement global ».

La Syrie, considérée par Israël comme son ennemi le plus implacable, avait longtemps refusé d'envisager clairement l'hypothèse de la paix avec l'Etat hébreu, se contentant d'appeler au respect des résolutions internationales qui demandent le retrait d'Israël des territoires occupés.

M. Allaf a indiqué que Damas avait proposé à Jérusalem des « initiatives simultanées en cas d'accord ». Un membre de la délégation israélienne a estimé, sous le couvert de l'anonymat, que ces déclarations représentaient un « progrès ». - (AFP).

ISRAËL

## La répression du « noyau dur » de l'intifada ne connaît pas de répit

Les Palestiniens recherchés sont plus que jamais dans le collimateur de M. Itzhak Rabin. Pour le chef du gouvernement israélien, les gestes de bonne volonté à l'égard de la population palestinienne doivent être accompagnés d'une baisse sensible de la violence dans les territoires occupés.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La lutte entre le « noyau dur » de l'intifada et les forces de l'ordre de l'Etat juif bat son plein. Les agents du Shin Bet, les services de sécurité intérieure, redoublent d'activité et collectent des informations sur les faits et gestes des meneurs armés. C'est sur la base de telles données qu'une unité spéciale de garde-frontière a pris d'assaut, mercredi 2 août, à Jérusalem, une maison où s'étaient retranchés deux membres des Panthères noires.

Fondé début 1989, par M. Nasser el Boz, vingt-deux ans, un activiste de la casbah de Naplouse, ce groupe est considéré comme le plus dur dans ses actions menées contre l'armée, les colons et les « collaborateurs palestiniens ». Après avoir établi les structures des Panthères noires, M. el Boz avait mystérieusement disparu dans le courant de la même année. Depuis, les militaires livrent à ce groupe une guerre sans merci. Après Naplouse, siège d'une répression implacable, Jérusalem est devenue peu à peu le théâtre de la même répression.

Mardi à l'aube, les deux Palestiniens armés de fusils automatiques M 16, dont un équipé d'un lance-grenades, ont résisté à un siège de six heures, après avoir abattu un capitaine des garde-frontières qui s'était infiltré dans l'édifice par une lucarne du toit. Il a fallu l'intervention d'une unité spéciale antiterroriste pour abattre les deux hommes. Une femme, qui se trouvait dans une pièce voisine, a été tuée et ses deux enfants ont été grièvement blessés.

M. Rabin est plus que satisfait de l'efficacité des unités spéciales, dont les hommes opèrent déguisés en Arabes. « Vous faites du bon travail », a-t-il déclaré aux membres de l'unité

de ces unités, et vous devez ignorer les critiques. » Depuis la révélation de leur existence, en juin 1991, sur instructions du chef d'état-major, le général Eliahu Barak, ces unités sont régulièrement soumises aux critiques de la gauche. Trois de leurs responsables ont déjà été démis de leurs fonctions en raison d'abus dans leur application des consignes de tir.

Leur efficacité ne peut cependant être mise en doute. Selon des sources militaires, la Cisjordanie comptait des centaines d'activistes armés dans les premiers mois du soulèvement; les responsables militaires estiment aujourd'hui que leur nombre a été réduit de moitié, sans compter une centaine d'autres qui se sont rendus aux autorités israéliennes, préférant abandonner la lutte.

Cette traque fait désormais partie du quotidien des Palestiniens. « Nous ne devons pas attendre qu'il y ait des attentats pour nous lancer à la poursuite des terroristes », explique le général Danny Yatom, chargé du maintien de l'ordre en Cisjordanie. « Nous devons prendre des initiatives pour faire échec à leurs projets ». Ces « initiatives » estompent la portée des gestes de bonne volonté de M. Rabin et laissent bon nombre de Palestiniens sceptiques sur les réelles intentions de paix du premier ministre israélien. - (Interim).

Suppression du bureau des affaires arabes. - Le bureau du conseiller du premier ministre pour les affaires arabes, qui existait depuis 1949, a été supprimé à la demande des élus arabes israéliens, a-t-on indiqué, jeudi 3 septembre, de source officielle. Il sera remplacé par une commission interministérielle, chargée de conseiller le gouvernement sur les problèmes des 750 000 Arabes israéliens en collaboration avec les élus de cette communauté. - (AFP).

Visite de M. Mitterrand en Israël au début de 1993. - M. Shimon Peres, le ministre des affaires étrangères, a confirmé, dans un entretien accordé à l'« Evening News » de jeudi, que le président de la République française se rendrait en Israël « vraisemblablement au mois de janvier prochain ». Ce sera la deuxième visite du chef de l'Etat à Jérusalem.

## Le Japon rattrapé par son passé

Suite de la première page

Aujourd'hui, Tokyo ne semble pas se soucier aller plus loin et cherche plutôt à étouffer l'affaire. Une position qui aura de plus en plus de mal à tenir : les témoignages accablants venus de Corée et d'ailleurs en Asie, désormais même des Pays-Bas (le Monde du 30 juillet) ou d'Australie, et demain, - pourquoi pas ? - de France, posent de plus en plus de problèmes à l'indochine, s'accumulent.

Selon le professeur Yoshimi, la plupart des documents de l'armée postérieurs à 1945 ayant été brûlés, dans les archives de la police que se trouvent l'essentiel des preuves, « mais le gouvernement en refuse l'accès aux chercheurs ». Ce, pour quitter l'archipel ou ses territoires, il fallait une permission de la police qui, conformément à une instruction du ministère de l'Intérieur, ne la donnait qu'aux filles destinées à la prostitution âgées de plus de vingt ans.

Le gouvernement a fait un geste en rendant publics soixante-dix documents, mais s'efforce de reconnaître qu'il ne veut pas être plus de lumière sur cette affaire. Le Japon est un pays qui garde ses secrets un demi-siècle après la défaite, nous dit le professeur Yoshimi. On peut estimer, ajoute-t-il, que, compte tenu des rotations des filles et des trois millions de soldats japonais déployés à travers l'Asie, il y eut 200 000 prostituées, soit une fille pour quinze soldats. Au cours des conflits précédents, c'était surtout des professionnelles japonaises (les karayokusha, « celles qui partent outre-mer ») qui assuraient les besoins de la troupe.

« Avec l'extension du conflit, elles ne furent plus suffisantes. A partir du sac de Nankin (1937), les vols commis par les soldats se multiplièrent : afin d'éviter d'envenimer les sentiments anti-japonais, l'état-major décida de leur fournir des filles. On aurait pu prendre de jeunes Japonaises, mais les parents militaires craignaient que les soldats, dans le moral, étaient bas et qu'ils ne soient pas très bien quelle guerre ils menaient en Chine (officiellement, il s'agissait d'une opération de police), ne réagissent mal : des Japonaises, issues comme eux de pauvres familles paysannes, contraintes à se prostituer, auraient favorisé les phénomènes d'identification. Demain, ce serait le tour d'une fille d'une famille laïque au pays. Quant aux professionnelles, elles présentaient des risques de maladie. C'est pourquoi les chefs militaires préférèrent des jeunes étrangères ».

Territoires japonais, la Corée, Taiwan ou l'Etat fantôme de Mandchoukouo n'étaient pas couverts par les conventions internationales sur la répression de la traite des enfants et des femmes signées par le Japon en 1925. C'est là que l'armée allait « recruter ». Le témoignage des Coréennes qui ont entamé un procès en indemnisation contre l'Etat japonais, ceux d'autres victimes asiatiques qui ont formé le « Réseau de solidarité des femmes victimes de l'esclavage sexuel japonais », récemment réunies à Seoul, sont accablants. Celui d'un recruteur repent, M. Seiji Yoshida, ne l'est pas moins.

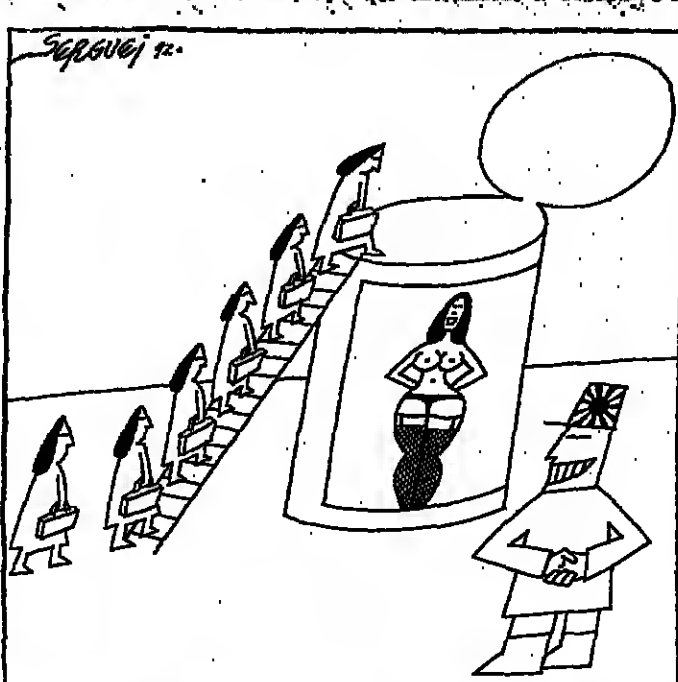
Entre 1943 et 1944, en qualité de membre de l'Association patriotique du travail de la préfecture de Yamaguchi, M. Yoshida commandait un groupe de policiers qui parcourait la Corée pour y recruter des femmes de dix-huit à trente-cinq ans destinées au « Corps des femmes volontaires de Corée », créées pour les expédier sur le front en Chine. « Nous choisissons une à dix filles par village. C'était une sorte de kidnapping », a déclaré M. Yoshida, qui en recruta ainsi près de deux mille.

« Pourquoi n'ai-je pas été arrêté et jugé après la guerre ? », demande aujourd'hui le vieil homme, harcelé par l'extrême droite, qui l'accuse de « déshonorer l'armée », et qui s'est rendu en Corée pour implorer le pardon de ses victimes.

## « Marchands de femmes »

Pour le professeur Yoshimi, il n'y a pas de preuve de kidnapping, mais il est certain que les filles étaient si souvent emmenées de force, du moins sciemment trompées. C'est ainsi par exemple que M<sup>me</sup> Lee Yong-yeo, coréenne, qui a témoigné lors de la réunion de Seoul, quitta son village à seize ans, pensant aller travailler en usine au Japon : elle se retrouva à Singapour dans un bordel militaire.

Selon M. Heikichi Yoshimura, sous-officier de l'armée qui survécut à la Chine entre 1938 et 1945, il y



avait deux catégories de prostituées militaires : les filles à soldats, généralement coréennes, et celles dont on disait qu'elles avaient l'odeur du pays, des Japonaises, réservées aux officiers. Dans chaque unité, un sous-officier d'intendance avait la responsabilité des filles pour la troupe. A l'arrière, un civil assumait cette tâche en liaison avec le commandement.

« Nous ne savions pas comment elles étaient arrivées là », dit M. Yoshimura. Officiellement, c'était des « volontaires ». « La prostitution n'était pas encore interdite au Japon (elle le fut en 1957) et ne posait pas de problème moral. Il existait une certaine solidarité entre filles et soldats, comme si nous avions été embarqués sur le même bateau du désespoir ». Beaucoup de ces femmes furent abandonnées dans la débâcle, certaines se suicidèrent, d'autres périrent sous les bombardements.

La commission d'enquête n'a pas pu (ou voulu) établir que le recrutement des filles avait été forcé, thèse que cherchent à contester des historiens conservateurs. C'est le cas de M. Hasekura Hata, l'un des plus acerbiques critiques du courageux historien Saburo Ienaga, qui se bat pour que les manuels scolaires donnent une version moins édulcorée de leur passé aux jeunes Japonais.

Les documents rendus publics montrent que le commandement de chaque unité s'adressait aux « marchands de femmes » qui, en temps de paix, approvisionnaient les quartiers

de plaisir en achetant de jeunes paysannes à leur famille. Voyous liés à l'extrême droite et aux services de renseignement, ils bénéficiaient de laissez-passer et de l'appui de la police militaire.

Le drame des prostituées militaires est loin d'être un problème que les Japonais découvrent. Des romans célèbres, des films (tel *Train de nuit*, tiré du roman de Tomiko Miyao) ont traité du sort des filles à soldats. Mais peu de recherches historiques ont été faites.

Le mouvement féministe sud-coréen a joué un rôle de pionnier : en 1980, à l'initiative de M<sup>me</sup> Yun Chung-ok, professeur à l'université Ehwa, il entama une enquête dont les résultats devaient être publiés dix ans plus tard dans la presse locale. Il n'est pas fortuit que ces révélations coïncident avec la démocratisation à Seoul : les régimes de Park Chung-hee et de Chun Doo-hwan, bien qu'ils aient utilisé le sentiment anti-japonais des Coréennes lorsqu'ils le jugeaient utile, étaient trop liés au lobby pro-Seoul du Japon pour ne pas être sensibles à ses pressions. Il y avait aussi la honte des survivantes qui cherchaient à oublier. C'est

Pékin rejette les protestations après l'arrestation du dissident Shen Tong. - Pékin a rejeté, jeudi 3 septembre, les protestations américaines et françaises contre l'arrestation du dirigeant étudiant Shen Tong (le Monde des 3 et 4 septembre). « Shen Tong est un citoyen chinois. Il s'est livré à des activités illégales depuis son retour en Chine... » Cette affaire ne concerne pas les Etats-Unis ni la France. Leurs protestations sont déraisonnables, a déclaré le porte-parole du ministère des affaires étrangères. L'agence Chine nouvelle l'a accusé d'avoir voulu créer une « organisation illégale » en mettant sur pied un mouvement de défense des droits de l'homme. D'autre part, selon la presse locale, soixante-douze personnes ont été enrôlées en un seul jour de juillet dans la province du Shanxi. - (AFP, Reuters, UPI, AP).

CORÉE DU NORD

## Émeutes de la faim et révolte militaire

Des émeutes ont éclaté dans plusieurs villes de Corée du Nord à la suite de la mise en circulation de nouveaux billets de banque le 15 juillet, les autorités ayant fixé un plafond de 500 won au montant des anciens billets qui pouvaient être échangés, a rapporté, vendredi 4 septembre, l'agence japonaise Kyodo. La situation s'est apaisée après une concession du gouvernement, qui avait pris cette mesure pour tenter d'enrayer le marché noir qui fait suite à de graves pénuries alimentaires.

Ces dernières ont provoqué des émeutes, obligeant Pyongyang à limiter la circulation des personnes à sa frontière avec la Chine, a indiqué jeudi un responsable chinois à Pékin, confirmant les rumeurs qui circulent et les témoignages de touristes japonais cités par Kyodo.

D'autre part, le quotidien nippon *Sankai Shimbun* a rapporté mercredi que treize officiers avaient été exécutés après la révolte, en juin 1991, de plusieurs milliers de soldats que le régime nord-coréen, avait affectés à la construction d'appartements de prestige à Pyongyang. Le soulèvement avait pris pour cible le fils et héritier du président Kim Il-sung, M. Kim Jong-il. - (AFP, Reuters).

AFGHANISTAN : inondations meurtrières. - Les torrents de boue et de cailloux qui ont dévalé des montagnes de l'Hindou Kouch, dans le centre-est de l'Afghanistan, ont fait 450 morts, mercredi 2 septembre, et l'on dénombre également environ 500 disparus. Les organismes d'aide internationale craignent que le bilan atteigne 3 000 morts. Les coulées, hautes de plusieurs mètres, ont suivi le cours de trois rivières, la Salang, la Ghorband et la Choutoul, ensevelissant des maisons, dévastant un marché, emportant des autocars, notamment dans la localité de Gulbahr, à 75 kilomètres au nord de Kaboul. - (Reuters).

PHILIPPINES : libération d'un dirigeant rebelle. - Manille a libéré, jeudi 3 septembre, un nouveau dirigeant de la rébellion communiste (le Monde du 4 septembre). M. Romulo Kintanar, un des chefs de la Nouvelle armée du peuple (NPA), bras armé du PC philippin. - (Reuters).

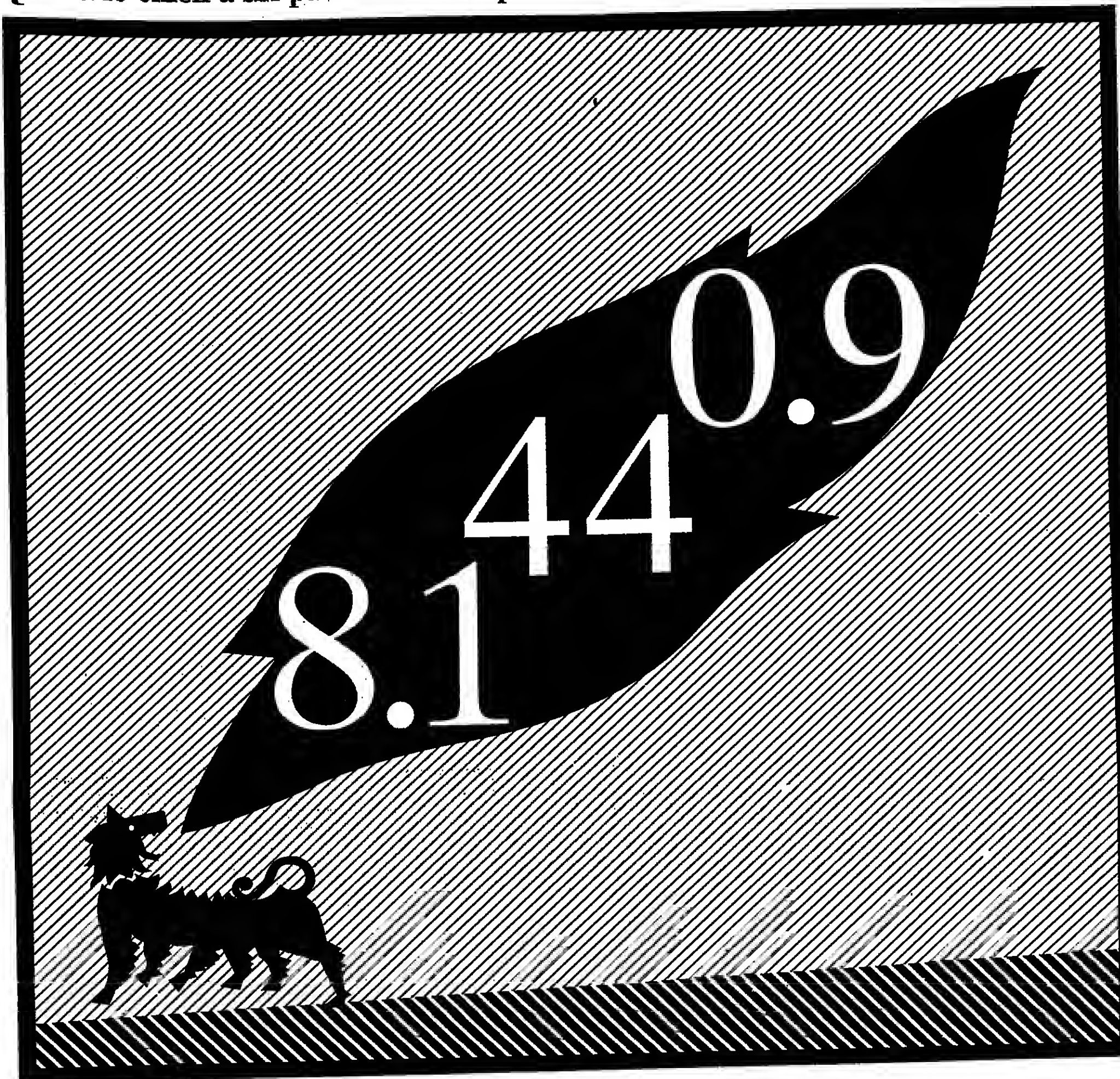
PHILIPPE PONS



مركز لى رابىل

• Le Monde • Samedi 5 septembre 1992 7

Quand le chien à six pattes se met à parler chiffres, il parle de milliards de dollars.



Jetons un coup d'oeil  
sur les chiffres du Groupe Eni  
pour 1991.  
**Chiffre d'affaires:**  
44 milliards de dollars.  
**Capital investi net:**  
35.9 milliards de dollars.  
**Marge opérationnelle brute:**

8.2 milliards de dollars.  
**Autofinancement:**  
5.9 milliards de dollars.  
**Investissements:**  
8.1 milliards de dollars en 1991.  
**Bénéfice net:** 0,962 milliards de  
dollars en 1991.  
Chiffres: à l'appui, le chien à

six pattes apparaît comme  
l'un des groupes industriels leader  
en Europe et dans le monde.  
Une position de force et de  
prestige que le Groupe Eni  
s'est construite au fil des années  
avec plus de 400 sociétés  
contrôlées et implantées dans

plus de 70 pays. Avec environ  
25.000 personnes  
travaillant hors d'Italie, le  
Groupe Eni voit loin: 38 milliards  
de dollars d'investissements  
ont été prévus pour la période  
1992/95.  
C'est pour cela que le Groupe

Eni ne manquera jamais d'énergie.



L'énergie globale.

Agip, AgipPetroli, Snam: énergie. EniChem: chimie. Enirisorse: métallurgie et activités minières "non oil". Nuovo Pignone, Snamprogetti, Saipem: mécanique, ingénierie et services. Savio: mécanique textile. Terfin: activités diverses. Sofid, Eni Int. Holding B.V.: financier. Eniricerche: recherche scientifique.



# LA CAMPAGNE POUR LE RÉFÉRENDUM

## « L'Union européenne, c'est la protection : a déclaré le président

M. François Mitterrand a répondu pendant trois heures, jeudi 3 septembre, sur TF1, aux questions de l'animateur de l'émission spéciale « Aujourd'hui l'Europe », Guillaume Durand, et celles d'un échantillon de Français sélectionnés par l'institut de sondages SOFRES, à celles de trois journalistes et aux objections de l'un des chefs de file du « non » au référendum du 20 septembre sur le traité de Maastricht, M. Philippe Séguin, député (RPR) des Vosges. Le chancelier allemand, M. Helmut Kohl, est intervenu brièvement, en direct de Bonn, pour donner aux Français le « conseil de l'ami » en les invitant à voter « oui ». Ces trois heures pour faire comprendre l'Europe, pour combler le déficit de

communication - avoué par le chef de l'Etat - que les politiques ont accumulé depuis quarante ans dans la construction communautaire, n'ont peut-être pas suffi à rendre celle-ci moins abstraite, mais en ont dissipé, assurément, quelques mystères.

Cependant, l'évolution de la campagne et les résultats des sondages d'intentions de vote obligeaient le président de la République à utiliser cette émission sur l'Europe afin de plaider constamment pour l'Europe. Initiateur, négociateur et signataire du traité de Maastricht, M. Mitterrand devait s'efforcer de convaincre autant que d'informer sur la teneur et la portée du texte qu'il

avait décidé de soumettre à l'approbation des Français. Il est parvenu néanmoins, avec la complicité d'un peu envahissant du présentateur, à maintenir l'équilibre entre l'explication et la confrontation.

Celle-ci n'a pris le dessus, comme il était prévisible, que dans le débat avec M. Séguin, encore que le député des Vosges ait lui-même choisi de formuler de respectueuses critiques, plutôt que de livrer la « grande querelle » dont il se veut porteur depuis quatre mois.

Aux Français - huit partisans du « oui », six partisans du « non », dont aucun sympathisant du Parti communiste ni du Front national - qui ont

exprimé leurs interrogations, leur inquiétude ou leur hostilité face à la construction européenne, le chef de l'Etat a apporté des réponses tour à tour techniques et politiques. Il s'est efforcé d'illustrer ce qui a été son propos initial : le traité de Maastricht est destiné, s'il est ratifié, à une application évolutive, tenant compte de « la réalité du moment ». La volonté est aussi importante que les textes dans la progression de l'Union européenne et dans la tournure qu'elle prendra, qu'il s'agisse de la place qu'y occuperont le savoir et la culture, de l'extension de la citoyenneté européenne ou du progrès social que permette la Communauté. En

M. Mitterrand observe, tout d'abord, que s'il doit entrer en application le 1<sup>er</sup> janvier 1993, le traité de Maastricht prévoit « des étapes de transition ». « On prend le temps de respirer et de constater les effets des dispositions qui auront été prises, afin de pouvoir adapter le traité aux réalités du moment », dit-il. Puis il rappelle qu'en vertu du principe de subsidiarité « la Communauté ne s'occupe que de ce dont les Etats ne veulent pas s'occuper à eux seuls, ou dont ils constatent qu'ils ne le peuvent pas parce qu'il vaut mieux être plusieurs qu'un seul ». Il précise qu'en matière de politique étrangère et de sécurité, les décisions, « celles qui fixent les orientations et les choix politiques, sont prises à l'unanimité ». « Donc, dit-il, aucun Etat ne peut se trouver entraîné, malgré lui, dans une opération de politique extérieure ».

M. Mitterrand considère comme « une erreur » le fait que, pendant quarante ans, on n'ait jamais vraiment saisi notre peuple des choix européens, de sorte que, peu à peu, ce problème a été traité entre spécialistes. Puis il conteste que le référendum soit un plébiscite : « Je ne cherche pas à plébisciter ma personne », dit-il. C'est l'Europe qu'il faut, maintenant, publiciser. Il s'étonne qu'il ait pu lui être demandé de ne pas participer à la campagne référendaire : « Tous les responsables politiques ont pu s'exprimer. (...) N'y aurait-il d'interdit que pour moi ? C'est moi qui ai négocié et signé ce traité, et je serais le seul à ne pouvoir exprimer mes raisons, à ne pouvoir expliquer

pourquoi je l'ai fait ? (...) J'entends bien préserver les prérogatives qui me sont consenties par la Constitution française. Pourrait-il remonter MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac de leur action en faveur du « oui » ? Tous ceux qui contribueront à la victoire du « oui », si nécessaire à la France, doivent être remerciés », répond le chef de l'Etat.

En revanche, il refuse d'expliquer ce qu'il fera si le « non » l'emporte : « Moi, je joue et je lutte pour que le « oui » l'emporte et je n'ai pas à examiner les conséquences d'une victoire hypothétique du « non ». J'aurai l'occasion, malheureusement, s'il le faut, et en tout cas le temps, maintenant, d'expliquer quinze jours à trois semaines, de répondre à cette question ».

Interrogé par l'un des Français sélectionnés par le SOFRES sur la réduction de la durée du temps de travail, M. Mitterrand observe que le traité ne répond pas au point. Il ajoute : « Pour la première fois, un traité de ce genre entre les Douze définit une politique sociale qui, finalement, n'a été acceptée qu'à onze parce que la Grande-Bretagne s'en est exclue. (...) Un jour ou l'autre, et le plus tôt sera le mieux, les pays de la Communauté devront s'entendre pour une réduction du temps de travail (...). Dans certaines professions, en tous les cas, on va vers trente-sept heures, voire trente-cinq heures, mais, pour l'instant, [cette question] n'est pas dans le traité. (...) C'est une possibilité offerte aux pays membres de la Communauté. On s'attouera à celle-là ».

### La technocratie est en train de reculer avec le traité de Maastricht

A propos de l'éventuelle création d'un impôt « éco », le chef de l'Etat précise qu'il « a été proposé d'augmenter la contribution de chaque Etat pour assurer des responsabilités nouvelles, [qui] seraient [alors] soustraites aux budgets nationaux » et que « les Etats, pour l'instant, n'ont pas répondu, en particulier l'Allemagne et la France, qui ont émis de nombreuses réserves en estimant que la note pourrait paraître, aujourd'hui, excessive ». La technocratie ne va-t-elle pas prendre tous les pouvoirs ? M. Mitterrand explique qu'entre autres objectifs, le traité se propose de « faire passer le pouvoir de la Commission au Conseil européen, institution mise en place par M. Giscard d'Estaing [et réunissant] les chefs d'Etat et de gouvernement, qui sont tous des élus du suffrage universel ». Il poursuit : « Ces douze personnes décident, et leurs décisions doivent être exécutées. Ce passage de témoin, de pouvoir, de compétences est déterminant et il est dans le traité. Le Conseil fonctionnait, mais n'avait pas son pouvoir véritablement reconnu. La technocratie est en train de reculer avec le traité de Maastricht ».

Après avoir estimé « tout à fait juste que l'on se préoccupe des pays de l'Est », le président de la République met l'accent sur « le terrible arriéré [de ces pays] après l'échec dramatique de l'expérience marxiste-léniniste, communiste ». Il déclare que « si nous ne pouvons pas tout de suite faire adhérer l'ensemble des pays de l'Europe, en particulier de l'Est, c'est parce que les réalités économiques s'y opposent ». « Mais, ajoute-t-il, dans le traité, il est écrit en toutes lettres que tout Etat européen peut adhérer à la Communauté. (...) Il y a déjà des traités d'association entre la Communauté et des pays de l'Est, dans lesquels il est dit que ces pays ont vocation à entrer dans la Communauté ».

Le président de la République rappelle, en réponse à une autre question, les avantages offerts par le programme Erasmus, destiné à

favoriser les échanges d'étudiants, puis il évoque la citoyenneté européenne : « De réels progrès ont été accomplis, puisqu'il y a liberté de circulation des personnes et liberté d'établissement. N'importe qui, d'une nationalité quelconque parmi les Douze, peut aller dans un autre pays et y établir et avoir les mêmes droits que les autres ressortissants du pays où il va. En même temps, il y a des garanties civiques, puisqu'il y a une citoyenneté européenne qui permet à chaque Européen qui habite depuis longtemps

dans un pays voisin d'exercer des droits municipaux, en tout cas. Et il peut élargir cela à tous les domaines ».

A propos de la politique agricole commune, M. Mitterrand assure que celle-ci a « sauvé l'essentiel de l'agriculture française ». « L'Europe de la Communauté soutient l'agriculture et, particulièrement, l'agriculture française, puisque c'est la plus performante, explique-t-il. (...) Les agriculteurs (...) auraient dû disparaître s'il n'y avait pas des règles communautaires agricoles. C'est le marché commun agricole qui a fait l'agriculture ».

Puis, M. Mitterrand insiste sur les différentes étapes de la construction européenne, en la comparant à la construction d'une maison : « Ne croyez pas que le traité d'Union européenne soit le dernier étage, indigne-t-il. Ce n'est que le troisième. Le premier étage,

c'était le traité de Rome, il y a trente-cinq ans, et beaucoup de ses dispositions sont dévotées, dépassées. Le deuxième, c'était le traité dit d'Acte unique, en 1985, avec cette particularité très intéressante : il a été signé par moi - à l'époque du gouvernement Fabius - et ratifié à l'époque du gouvernement Chirac, ce qui prouve qu'il y a eu unanimité des Français. Et bien ! ce traité-là, c'est lui, et pas un autre, qui a décidé que les frontières intérieures entre les douze pays disparaîtraient. « Acte unique », cela veut dire un espace européen sans frontières intérieures. (...) Le traité de Maastricht a été prévu par nous, surtout par M. Helmut Kohl, Jacques Delors et par moi-même, afin d'organiser ce marché-là, afin de protéger nos pays et, pour moi, de protéger les Français. Le traité de Maastricht est un traité de protection pour mettre en œuvre les marchés sans frontières ».

### Si le « non » l'emportait : « Je prendrais les responsabilités qui m'incombent »

Un interlocuteur lui ayant rappelé qu'il avait reproché à M. Valéry Giscard d'Estaing, en 1981, d'être « le président du chômage », qui a quasiment triplé depuis, le chef de l'Etat déclare : « Cela veut dire, tout simplement, que les hommes politiques qui se sont succédé à la tête de la France depuis 1973, c'est-à-dire depuis la première crise du pétrole, qui ont précipité la crise du dollar, Georges Pompidou, M. Giscard d'Estaing et moi-même, n'ont pas eu les moyens économiques de régler le problème du chômage, dont les causes sont infiniment plus profondes que les seules appréciations politiques ». M. Mitterrand est amené à préciser, ensuite, en réponse à une autre question, que l'éducation est « un domaine dans lequel s'exerce l'autorité des Etats chez eux » et que « le devenir de l'éducation nationale française est une affaire franco-française ».

La question de son attitude en cas de victoire du « non » est de nouveau posée au chef de l'Etat. « J'espère bien, répond-il, que ce sera le « oui ». (...) Si c'était le « non », je prendrais les responsabilités qui m'incombent », il ajoute : « Il est impossible d'examiner les

conséquences du « non ». Ce serait même un peu malin. Moi, je parle pour le « oui », je lutte pour le « oui » et j'examine les conséquences du « oui ». Si les Français devaient tromper mon espoir, eh bien ! j'abandonnerais franchement et carrément la question le 20 et le 21 septembre de cette année ».

Au sujet de l'harmonisation des fiscalités des divers pays européens, M. Mitterrand rend hommage au rôle des connaissances qui en est chargé - M<sup>me</sup> Christiane Scrivener - en soulignant qu'elle « rencontre d'énormes obstacles », car « plusieurs pays - j'ai dit les Britanniques en particulier - sont terriblement hostiles à toute harmonisation de ce genre ». « Cela fait partie des combats à mener au sein de la Communauté à partir du 20 septembre », lance-t-il.

Deux questions amènent le président de la République à préciser sa vision de ce que pourra être l'Europe sociale. En 1981, rappelle-t-il, « on m'a ri au nez », au Conseil européen, en l'entendant parler d'« espace social européen ». « Dans le traité de Maastricht, il y a, enfin, le premier (...) traité social européen », souligne-t-il, sachant que



« L'Angleterre s'y est refusée », « Au sein de la République comme ailleurs, il y a toujours quelqu'un qui fait le « couac », qui n'est pas d'accord, qui est contre, observe-t-il, mais à force de patience, de ténacité (...), on y arrive quand même. » Il précise que la banque centrale prévue par le traité « ne décide pas de la politique économique », cette responsabilité revenant au « Conseil européen », les douze chefs d'Etat et de gouvernement, les politiques élus au suffrage universel.

Une expérience comme celle de 1981-1982 pourrait-elle de nouveau être menée en France ? « Je l'espère bien », a-t-il répondu d'abord, mais il ajoute : « Ce serait difficile parce que, pour nos banques ou les banquiers, mais les politiques des autres pays d'Europe ne sont pas aussi tournés vers le social que nous. (...) Vous avez des pays plus pauvres, qui ne pourraient pas se payer le luxe d'accéder à un seul coup à notre statut social (...). Alors, je ne trouverais pas énormément de concours pour faire adopter des mesures audacieuses, que je crois, cependant, nécessaires, mais, peu à peu, les choses se font. (...) Si l'on y met toute l'énergie qu'il faut, je pense qu'on y arrivera. Et puis, c'est une nécessité : les peuples se feront entendre, croyez-moi, et leurs gouvernements seront obligés d'écouter ».

De nouveau, la situation des pays de l'Est est évoquée par un interlocuteur du chef de l'Etat, à travers l'exemple de la Pologne. Rappelant que la CEE a « un traité d'association avec ce pays », M. Mitterrand souligne que la Pologne « pourra entrer dans la Communauté quand elle voudra ou, plutôt, quand elle pourra ». « Elle sait bien, continue-t-il, qu'elle ne le peut pas aujourd'hui, car son marché serait envahi, conquis par toutes les entreprises, plus prospères, de l'Europe de l'Ouest ».

Le président de la République est ensuite interrogé par trois journalistes, Gérard Carreyrou, de TF1, Serge July, de Libération, et

Jean d'Ormesson, du Figaro. Reconnaisant que la campagne pour le « oui » a été, jusqu'à maintenant, moins enthousiasmante que celle pour le « non », il souhaite que « la deuxième partie de la campagne soit exactement inversée et que le campagne du « oui » soit une campagne allègre, enthousiaste et confiante, tandis que celle du « non » ira en s'éclaircissant ». M. Mitterrand refuse de parler d'« apocalypse » si le « non » l'emportait, mais, faisant allusion au rejet de la CEE (Communauté européenne de défense) par la France, en 1954, il affirme que cela fera « perdre du temps : cinq ans, dix ans... ». « Après la CEE, dit-il, on commence à parler maintenant d'une Union de l'Europe occidentale militaire, on a quand même perdu quarante ans. Ce serait dommage. Ce serait peut-être manquer le rendez-vous de l'histoire. » Il ajoute qu'il ne parle pas, lui, de « Munich » (comparaison faite par M. Michel Rocard), mais que « ce serait, sans aucun doute, un réel gâchis ».

Sur la conception du traité, il explique : « Ce n'est pas un traité fédéraliste. On peut y discerner certaines tendances qui vont dans ce sens (...). C'est davantage un traité confédéral entre des Etats qui restent des Etats, mais qui confient à leur communauté le soin de régler un certain nombre de problèmes. (...) J'aime bien le fédéralisme, mais je pense que ce serait une erreur exagérée de précipiter pour l'Europe et que si, finalement, dans l'évolution de la Communauté, cela ne paraît pas nécessaire, eh bien ! il est inutile de le faire. » Il insiste que, pour « bien signifier que notre monnaie est un droit que nous exerçons en commun, mais qui n'en reste pas moins l'expression des politiques nationales », les billets de la future monnaie unique comporteront la somme libellée en deux d'un côté et, de l'autre, la monnaie du pays, « ici le franc, là le mark ». Il ajoute que « les Allemands ont fait un grand sacrifice (...) parce que leur fiente, c'était le mark ».

### Se sacrifier pour le « oui » ? « Je ne néglige pas de tels avis »

Sur les problèmes de sécurité intérieure, le président de la République souligne qu'il a été décidé, « dans le cadre du traité de Maastricht, d'organiser la coopération à la frontière extérieure de la Communauté (...) et, d'autre part, d'uniformiser les visas ». « Les décisions seront prises en commun », précise-t-il, mais il ajoute que « chaque Etat pourra se protéger s'il en a besoin, comme en 1980 au moment du terrorisme ». M. Mitterrand assure : « Lorsqu'il y a une menace

pour l'Europe, la réponse ne peut être qu'européenne. Et ces menaces sont de diverses formes (...). La mafia, elle, est internationale ! Si vous n'avez pas une police internationale et des moyens internationaux de lutter contre la drogue dans le cadre de la Communauté, nous serons battus. De même, il y a une menace sur l'Europe sur le plan de la santé publique : les virus ne connaissent pas plus les frontières que les assassins. Pour lutter, contre

sur le traité de Maastricht  
menaces contre la République  
L'ASTRADEL



Jacques RIBOUD  
 APRES MAASTRICHT  
 LA  
 MONNAIE  
 UNIQUE  
 Vers un nouveau système  
 70 pages Prix 50 F  
 Dans les librairies spécialisées  
 Et au  
**Centre Jouffroy**  
*Pour la Réflexion Monétaire*  
 88 bis, rue Jouffroy  
 75 017 Paris  
 Tél.: 46 22 10 50  
 GILLES PARIS



هكذا من الجمل

## LA CAMPAGNE POUR LE RÉFÉRENDUM

L'intervention du président de la République

## En Allemagne, l'invitation adressée à M. Kohl a été appréciée

BERLIN

de notre correspondant

Des signes discrets ont été transmis par Bonn à Paris, ces derniers jours, pour demander que les responsables socialistes tempèrent un peu la tonalité anti-allemande prise par la campagne du référendum (*Le Monde* du 4 septembre). Certains redoutent que cette tonalité puisse être exploitée à leur tour par les défenseurs d'un nationalisme allemand, qui ont déjà fait parler d'eux en agitant la défense du deutchemark, par exemple. Dans le quotidien *Die Welt*, l'éditorialiste Herbert Kemp affirme déjà que la campagne française prouve que Maastricht n'est rien

d'autre que la volonté de « contrôler l'Allemagne par traité ».

Quant à la possibilité d'un vote négatif des Français le 20 septembre, elle commence seulement à être prise au sérieux en Allemagne. En cette fin d'été, la presse et les milieux politiques allemands avaient suffisamment à faire avec les émeutes raciales de Rostock pour prendre le temps de s'inquiéter d'un référendum qui paraissait, avant l'été, ce pas poser de problèmes. L'Allemagne était trop occupée à débattre elle-même de l'image qu'elle projetait pour s'émouvoir vraiment des craintes qu'elle soulève dans la campagne française.

La possibilité donnée au chancelier Helmut Kohl d'intervenir, jeudi soir

4 septembre, à la télévision française, a été plutôt perçue comme un signe encourageant de la bonne marche du tandem franco-allemand. On connaît suffisamment la susceptibilité de la « Grande Nation », à propos de tout ce qui pourrait représenter une ingérence dans ses affaires intérieures, pour apprécier le changement. L'annonce du chancelier rappelait avant l'émission qu'il était normal que, dans une affaire qui implique tous les Européens, le gouvernement allemand puisse faire savoir aux Français l'importance qu'il attache à leur décision.

L'issue du référendum ne peut laisser personne indifférent dans les milieux du pouvoir à Bonn. Les conséquences d'un échec de M. Mitterrand seraient lourdes à supporter pour le chancelier en personne. Les difficultés du relèvement économique de l'Allemagne de l'Est ne pourraient qu'être aggravées par un vote français négatif, qui entraînerait des répercussions sur la confiance des marchés financiers et des investisseurs. En outre, comme en France, les partis politiques doivent ici faire face aux doutes de l'opinion publique allemande sur la capacité des élites du pays à trouver des réponses aux problèmes de l'Allemagne et de l'ensemble du continent.

La ratification du traité de Maastricht, en Allemagne, est l'affaire du Parlement. Les quelques voix qui ont réclamé un référendum comme en France — ce qui supposerait une modification de la Constitution — ont vite été étouffées. Aucun parti politique n'est prêt à en prendre la responsabilité. Les difficultés rencontrées par M. Mitterrand et les partisans du « oui » suscitent des sympathies dans cette large frange de l'opinion allemande frustrée d'un débat qu'elle aurait, elle aussi, aimé avoir. Une bonne partie de cette opinion s'était ouvertement réjouie du refus des Danois d'entériner une Europe qui, en Allemagne aussi, apparaît à beaucoup trop lointaine, trop technocratique.

HENRI DE BRÉSSON

## Le conseil du chancelier et l'absence anglaise

L'intervention du chancelier Helmut Kohl dans le débat référendaire a pris l'allure de la visite d'un voisin lors d'une réunion de famille un peu agitée : brève, chaleureuse, discrète. Cette Allemagne qui semble faire peur à nombre de partisans du « oui » comme du « non » avait pris un instant l'aspect bonhomme et souriant d'un homme sûr de lui, mais se gardant bien d'apparaître comme dominateur. Remarquablement servi par un interprète qui suit adapter le ton au propos, et un réalisateur ayant gommé presque entièrement l'original en allemand, le chancelier a trouvé les mots simples éclairant les débats confus ou bariolés.

L'amitié franco-allemande ? Elle est quasiment congénitale pour cet homme naïf du Palatinat qui a vécu, échoir « la guerre, la détresse ». L'unité allemande, le retour de son pays à la souveraineté pleine et entière n'ont pas pour lui raison en cause est objectif majeur. Que ce renforcement de la puissance de son pays, et sa conscience de soi retrouvée, puisse inquiéter les voisins et partenaires l'étonne. Un pays comme la France, qui a « une histoire, une grande histoire, une histoire vieille », n'a aucune raison de faire de « complexe d'infériorité », a-t-il affirmé.

M. Helmut Kohl a néanmoins été moins convaincant lorsqu'il a rejeté sans appel l'idée qu'il puisse y avoir une sorte de « démon allemand » surgissant à intervalles réguliers dans l'histoire. Renvoyer à quarante ans de communisme la responsabilité

unique des événements récents de Rostock, c'est passer un peu vite sur les dérapages xénophobes de certains de ses amis politiques qui ont encouragé, sinon légitimé, les violences contre les foyers d'immigrés. On aurait aimé entendre dans sa bouche une condamnation plus ferme des émeutiers d'extrême droite, et l'expression d'une véritable détermination à mettre fin à leurs agissements.

Le « oui » français ardemment souhaité par Helmut Kohl doit aboutir à l'événement de cette « Europe des Français, des Allemands, des Hollandais, des Luxembourgeois, des Espagnols et des Italiens » — le chancelier préfère toujours parler des peuples que des nations —, comme le « oui » de François Mitterrand à l'installation des fusées de l'OTAN en 1983 avait contribué à l'organisation de la défense occidentale, et accessoirement à la victoire d'Helmut Kohl aux élections législatives.

## L'économie britannique fragile

M. John Major avait, on le sait, décliné l'invitation de participer à ce débat. Le premier ministre britannique avait dans un premier temps accepté de parler en duplex, comme le chancelier allemand, pour soutenir la position pro-Maastricht de M. Mitterrand. Il a renoncé pour des raisons de politique intérieure. Il se peut-être un peu « payé » ce refus jeudi soir, ou du moins ses compatriotes, qui ont été de loin les plus

maîtrisés des Européens. Il est vrai que les Britanniques ont souvent traité les pieds lors des conseils européens. Mais ils ont été les seuls complices désignés.

Qu'on en juge : le traité de Maastricht « définit pour la première fois une politique sociale qui finalement n'a été acceptée qu'il y a 11 ans que la Grande-Bretagne s'en est exclue », a expliqué le président de la République. M. Mitterrand a aussi raconté comment les syndicalistes européens étaient venus plaider auprès de lui en faveur de l'Europe sociale. Mais le gouvernement conservateur britannique a opposé son barage. « Nous sommes ouverts. Pourquoi nos amis britanniques n'ont-ils pas pu ? C'est parce qu'ils ne voulaient pas reconnaître la concertation avec les syndicats. (...) Ils ne s'estimaient d'autre part sans doute pas en mesure d'écouter d'un seul coup à un statut social supérieur, car leur situation économique est plus fragile que la nôtre ».

Bref, le gouvernement conservateur britannique de M<sup>me</sup> Thatcher puis de M. Major s'ime pas le social et n'a pas les moyens d'en faire. Il n'est pas jusqu'au programme ERASMUS, dont M. Mitterrand a chaudement fait l'éloge et qui permet notamment l'échange d'étudiants, qui n'ait été appelé à la rescousse. La Grande-Bretagne était à l'évidence parmi les « deux ou trois pays », qui ont fait des difficultés...

D. Dh. et L. R.

## Le rejet de la CED

Le 30 août 1954, l'Assemblée nationale rejetait par 319 voix contre 284 le projet de ratification de la Communauté européenne de défense (CED), le gouvernement de Pierre Mendès France, dont faisait partie M. Mitterrand, s'étant abstenu de prendre position. Initiatrice de ce projet, la France lui portait un coup fatal. A l'exception des députés MRP, qui avaient voté en bloc pour la ratification, des communistes et des gaullistes, qui avaient voté contre massivement, tous les autres groupes (radicaux, socialistes, UDSR, droite modérée) s'étaient divisés lors du vote. « La crise du 30 août », pour reprendre l'expression des partisans de la CED, mettait donc un terme à un projet lancé, en 1950, par le président du conseil René Pleven. Confrontée à la demande américaine de réarmement de la République fédérale d'Allemagne (la guerre de Corée faisait alors

regel), la France avait lancé l'idée d'une armée européenne, dans laquelle seraient intégrées des unités allemandes. Elle devait être étroitement liée à des institutions politiques communautaires (ministère des forces armées, Assemblée européenne).

Le traité de 132 articles, « fort long et complexe », constatait-on à l'époque, suscitera de très vives polémiques : les communistes et les gaullistes dénonçaient « les abandons de souveraineté » et « le réarmement allemand », tandis que les démocrates-chrétiens du MRP et les socialistes de la SFIO y voyaient la possibilité, parallèlement au lancement de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA, 1951), de doter l'Europe d'une première structure politique tout en « encadrant » l'Allemagne. L'échec de la CED devait mettre durablement en panne l'Europe politique.

## Fédération ou confédération

Le projet européen est-il un projet fédéral, et pourquoi ne pas le dire, a-t-on demandé jeudi au chef de l'Etat ? « Parce que moi je n'en sais rien et je ne décide pas pour les autres », a répondu M. Mitterrand. « Je dis simplement : faites confiance aux dirigeants de la France des années qui viennent et à la génération suivante. Elle décidera de son destin. Pour l'instant, on a fait un bon bout de chemin et c'est une responsabilité déjà assez lourde ».

La question, assez théorique, sur la vocation fédérale ou confédérale de la Communauté s'est posée à chaque étape de la construction européenne depuis les origines dans les années cinquante et elle n'est toujours pas tranchée. Au cours des négociations de l'année dernière, plusieurs pays dont la France avaient demandé que la « vocation fédérale » soit inscrite dans le Traité de Maastricht. Ils ont dû y renoncer et la France ne s'est pas battue pour que cette expression figure dans le texte. Elle s'est même défendue des positions inverses, à propos des

prises de décision dans la Communauté et de ses institutions. Par exemple le Traité de Maastricht a renforcé les pouvoirs du Parlement européen, ne les étend pas au point d'en faire l'assemblée parlementaire des « Etats-Unis d'Europe », comme le souhaitaient des dirigeants plus enclins à une fédération comme M. Helmut Kohl.

## Une construction hybride

Il n'écarter pas non plus les pouvoirs de la Commission, instance supra-nationale par définition. M. Mitterrand a martelé au contraire que le Traité opère un réajustement des pouvoirs au profit du conseil des chefs d'Etat et de gouvernement, personnalité issue du suffrage universel dans leurs pays respectifs.

L'Union européenne que dessine la Traité reste de ce point de vue, comme l'était déjà la Communauté issue du Traité de Rome, une construction hybride. Certains de ses chapitres sont fortement intégrés, donc de nature fédérale : c'est le cas de

celui qui concerne la monnaie, comme c'était le cas déjà dans le traité de Rome pour la politique agricole commune par exemple. D'autres en revanche ne sont pas de nature fédérale et ne le deviendront sans doute pas de si tôt : c'est le cas en particulier du chapitre sur la politique étrangère de l'Union, qui reste du domaine de la coopération entre Etats souverains et n'implique aucun abandon de souveraineté au profit d'un quelconque pouvoir central. Les orientations dans ce domaine sont fixées par le Conseil, et les décisions exigent pour la plupart l'unanimité c'est à dire qu'elles ne peuvent pas être imposées à un Etat contre son gré.

La France, dans les négociations, n'a jamais défendu de positions fédéralistes. Elles auraient été d'ailleurs irréalistes : les Douze restent très divisés sur ce point et ne peuvent avancer qu'en excluant ce débat de philosophie politique au profit d'une démarche totalement pragmatique.

C. T.

Le Monde

HORS-SÉRIE

ÉPUISÉ EN 5 JOURS  
À NOUVEAU DISPONIBLE  
À LIRE ABSOLUMENT

In des États-nations au suite logique du processus d'intégration européenne commencé il y a 40 ans ? L'Europe de Maastricht a ses fidèles, elle a aussi ses adversaires. Les uns et les autres plaident avec la même ferveur. L'opinion est troublée.

Pour présenter les données essentielles du traité signé le 7 février par les Douze, *Le Monde* publie un numéro hors-série de Dossiers et Documents intitulé :

## L'EUROPE DE MAASTRICHT

Réalisé sous la direction de Philippe Lemaître, observateur pour *Le Monde* de la scène communautaire à Bruxelles depuis de longues années, et de Claire Tréon, rédactrice diplomatique, ce numéro spécial retrace les étapes historiques de la marche vers l'unité européenne,

présente l'objectif de l'Union économique et monétaire, expose l'ambition et les risques de l'instauration d'une monnaie unique avant la fin du siècle, analyse les limites et les évolutions possibles d'une politique étrangère et de sécurité commune.

Un dossier indispensable pour mieux comprendre l'avenir de l'Europe.

BON DE COMMANDE : L'EUROPE DE MAASTRICHT

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_ Lieu : \_\_\_\_\_

EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX 25 F

## « L'ami des Libanais »

Pré par M. Jean d'Ormesson de dénoncer la mascarade électorale en cours au Liban sous haute surveillance syrienne — la président de la République s'adresse à « républicains, des élections législatives en présence d'une armée étrangère ». M. Mitterrand s'est présenté comme « l'ami des Libanais », ajoutant qu'il avait « beaucoup d'affection en particulier pour les Libanais chrétiens parce qu'il y a tellement d'affinités anciennes, des sources culturelles et culturelles qui nous unissent ».

Lors de l'université d'été du PS, il y a un an, M. Roland Dumas s'était montré beaucoup moins attentif aux chrétiens du Liban. « Aujourd'hui, j'entends dire que nous abandonnons les chrétiens du Liban », s'était-il récrié. Quels chrétiens du Liban ? Ceux qui considèrent peut-être que l'on est mieux placé dans le pays même à défendre Beyrouth que dans la capitale du Liban lui-même ?

Lors de la visite à Paris, au mois de juillet dernier, de M. Rachid Solh, premier ministre libanais, il avait été fait état, du côté libanais, de la compréhension de la part de la France pour ce qui est de la tenue d'élections législatives.

## Une « poignée » de technocrates

Au nombre des arguments invoqués par les partisans du non : la crainte de voir proliférer la technocratie bruxelloise et son « armée » — c'est-à-dire sa pléiade — de fonctionnaires. Argument dont les Français n'ont pas l'exclusivité et qu'on entend dans la plupart des pays européens.

Les défenseurs du « oui » ont coutume de riposter par des comparaisons avec les chiffres de personnels employés par les grandes villes, d'où il ressort que le quinquante de milliers de fonctionnaires communautaires qui travaillent au service de 340 millions d'Européens, ne sont qu'une poignée. Cet argument avait notamment été avancé par les partisans de Maastricht, avant le référendum au Danemark, où les électeurs n'aiment pas du tout le bureaucratisme bruxellois : qu'est-ce que 15 000 employés pour douze pays, comparés aux

effectifs d'une ville moyenne du royaume ? L'affirmation peut être pertinente et la comparaison approximative.

La ville de Paris, avec ses 35 270 agents permanents, non compris les effectifs de la police et ceux de l'assistance publique, fait en effet figure de grosse entreprise. Les dépenses en personnel (5,9 milliards de francs en 1992 pour les seuls personnels municipaux) représentent près du tiers des 18,6 milliards des dépenses de fonctionnement. C'est dans la nature des emplois que la comparaison n'est pas raisonnable, puisque 42 % des 35 000 agents permanents de la Ville de Paris sont des ouvriers. Les personnels d'encadrement (cadres de catégorie A), au nombre de 3 187, représentent entre 9 et 10 % de l'effectif des employés municipaux.

## Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE

récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées :

Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre

sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias :

Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires

L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR  
17, rue de Gaillie - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47.80.11.08

SUR LE TRAVAIL

Politique

Après-référendum



# SUR LE TRAITE DE MAASTRICHT

à l'émission spéciale « Aujourd'hui l'Europe » sur TF 1

## Politique monétaire et souveraineté nationale

Parce que l'indépendance nationale se manifeste par des signes que l'histoire a progressivement consacrés au fil du temps — et la monnaie est, avec l'impôt, l'armée et le drapeau, un de ces signes — le débat sur Maastricht bute en permanence sur le problème de la politique monétaire, dont les Français voient mal si elle échappera aux autorités nationales. Ce qu'affirment bon nombre des partisans du « non ».

Le traité sur lequel les Français vont voter à se prononcer prévoit à terme, c'est-à-dire en 1997 ou en 1999, l'existence d'une Banque centrale européenne. Cette banque centrale nationale ne disparaîtrait pas, mais l'élément essentiel, l'élément fort de l'Europe qui se construit sera la Banque centrale européenne, qui avec les banques centrales nationales formeront la SEBC, c'est-à-dire le système européen des banques centrales. Le texte de Maastricht est clair sur ce point : non seulement les différentes banques centrales vont devoir prendre leurs distances vis-à-vis du pouvoir politique, c'est-à-dire devenir complètement indépendantes des gouvernements et de leurs ministères des finances, mais les membres de la future Banque centrale européenne devront bénéficier d'une farouche indépendance.

Les habitudes nationales sont actuellement très différentes d'un pays à l'autre. En France, la Banque centrale a toujours appliqué la politique économique que lui dictait le ministre de l'économie et des finances. Cette dépendance étroite a souvent provoqué des tensions entre gouverneur et ministre, parfois de véritables brouilles comme cela avait été le cas en 1974 entre M. Olivier

Wormser et M. Valéry Giscard d'Estaing.

Il en va très différemment dans un pays comme l'Allemagne, où le gouverneur de la Bundesbank et son conseil préservent jalousement leur indépendance de décision avec une seule idée en tête : assurer la stabilité des prix. Cette indépendance est aussi à l'origine d'une véritable crise politique entre pays industrialisés : uniquement préoccupés par les tensions inflationnistes qui se développent en Allemagne depuis la réunification (boom de la construction, hausse des loyers et des prix des services...), la Bundesbank n'a cessé de réclamer des taux d'intérêt à court terme, obligeant la France et

les autres pays européens à en faire autant, ce qui sape les chances d'une reprise générale de l'activité économique. Une politique très rigoureuse que beaucoup jugent excessive et à courte vue en Allemagne.

C'est donc une véritable révolution que va devoir accomplir la France, en acceptant d'abandonner la Banque de France prendre son indépendance vis-à-vis du pouvoir économique et politique, en acceptant ensuite l'autonomie totale de la future Banque centrale européenne. Une autonomie qui en principe devrait aller très loin puisque le traité de Maastricht interdit aux gouvernements de « chercher à influencer » les membres de la Ban-

que centrale. Décirer la politique monétaire comme le serviteur d'une politique économique générale relève de conceptions qui sont affectivement à l'œuvre en France depuis la fin de la seconde guerre mondiale mais qui vont prendre fin. Le temps où politique budgétaire, politique monétaire, politique des changes et politique des revenus étaient étroitement mêlés dans les décisions quotidiennes du ministre de l'économie et des finances, ce temps-là est presque révolu.

Ce qui a beaucoup changé dans les pays industrialisés depuis quinze ans est la découverte des ravages causés par l'inflation, qui oblige les pays à adopter — un jour ou l'autre — des plans d'austérité généraux de chômage et de dépression économique. C'est cette prise de conscience qui a poussé les douze pays européens à décider que le pouvoir monétaire serait indépendant et aurait comme tâche principale la stabilité des prix. Cela pour résister aux tentations que pourrait avoir un gouvernement de mener une politique de relance inflationniste comme certains — le professeur Alain Cotta notamment — le conseillent à M. Bérégovoy.

Il y aura dans l'Europe de demain une véritable autonomie du pouvoir monétaire par rapport au reste de la politique économique. M. Séguin — qui a raison sur ce point — y voit le signe évident d'une perte de souveraineté nationale. Faut-il pour autant voir la confirmation d'un fédéralisme qui n'est pas dire son non ?

ALAIN VERNHOLES

## L'Europe sociale à la traîne

L'Europe sociale est à la traîne. Elle n'avance pas aussi vite que l'Europe économique ou l'Europe politique. D'ailleurs, la décision de la Grande-Bretagne à décaler la rédaction d'un protocole additionnel signé par onze pays sur douze. Ce regret, exprimé par une « socialiste déçue » ayant opté pour le « non », le président de la République a affirmé le partager. Mais, à-t-il aussi ajouté, le traité de Maastricht constitue « le premier, et le premier contrat social inter-européen ».

Comme il avait déjà eu l'occasion de le souligner M. François Mitterrand a rappelé que, à peine élu, il avait dès 1981 tenté de « faire reconnaître un espace social » lors d'un sommet européen à Luxembourg. Une tâche difficile. « On m'avait dit que ça ne se faisait pas », non sans préciser que seul le premier ministre dans un pays pouvait le faire. « J'ai insisté », a-t-il souligné, « et j'ai obtenu qu'à la France et à l'Espagne — dont les gouvernements « sont socialistes » — les choses aient plus vite. Conclusion : ses limites « ne suffisent pas à condamner l'Europe sociale », qui a le mérite d'exister. Même à court.

Le chef de l'Etat s'est également efforcé d'éclaircir ses interlocuteurs sur le contenu de cette dimension sociale,

tout en restant prudent : « Un jour ou l'autre il faudra s'entendre sur la réduction du temps de travail. Le plus tôt sera le mieux. C'est une possibilité qui est offerte, on s'y attaquera. » Si M. Mitterrand a fait justement souligner que les différences de développement économique entre le Nord et le Sud constituent les principaux obstacles à la progression de l'Europe sociale, il a pas très clairement mis en valeur la possibilité ouverte par le traité de Maastricht, de conclure des accords-cadres au plan communautaire, se limitant à évoquer un « dialogue social permanent entre les syndicats et les Etats ».

Le traité a en effet repris à son compte un accord conclu entre la Confédération européenne des syndicats (CES) et les représentants du patronat des Douze. Celui-ci permet aux partenaires sociaux de se substituer à la Commission pour mettre au point des réglementations sociales. Une disposition qui suggère que l'Europe sociale ne se résume pas à un vague énoncé de bonnes intentions, mais peut également constituer un garde-fou contre la toute-puissance de la « technocratie » bruxelloise, parfois évincée lors du débat de jeudi soir.

JEAN-MICHEL NORMAND

## Les titres de la presse parisienne

Les quotidiens parisiens du matin ont retardé leurs éditions pour rendre compte de l'émission de TF 1. Les quotidiens de l'après-midi ont aussi retardé leurs éditions. Dans son éditorial Philippe Tesson juge « décevant » l'acte de foi de M. Mitterrand en l'Europe. « Ce n'est pas un exercice de pédagogie qu'a mené le président », écrit-il, « c'est une croisiade ». Alors que l'édition de l'« Europe » de Mitterrand professe l'« Europe », l'« Europe » dénonce un « référendum sous pression », le Parisien évoque « le leçon » et France-Soir « le grand oral ». L'éditorial du Figaro, intitulé « Effets pervers », souligne qu'un vouloir « étendre un piège à l'opposition ». M. Mitterrand « a fini, à force de tourner autour, par se retrouver dedans ».

**Le Monde ÉDITIONS**  
**LA SANTE**  
Guide des formations supérieures à débouchés professionnels  
Collection "Vos Études" dirigée par Frédéric Gausson  
EN VENTE EN LIBRAIRIE

THOMAS FERENCZI

## Les réactions des partisans du « oui »...

■ M. Didier Bariani (UDF-rad.) : « Quelles que soient les ambiguïtés entretenues par le président de la République sur son avenir personnel, quelles que soient les réticences légitimes exprimées par Philippe Séguin sur les dangers réels de la bureaucratie européenne, l'enjeu de l'Europe dépasse les arguments échangés (...) Cela suffit pour assumer ensemble un « oui » d'optimisme et de volonté ».

■ M. Bernard Bosson, secrétaire général du CDS : « Philippe Séguin n'était qu'à 10 % de ses capacités. Ce ne peut pas être chez lui involontaire. Cela montre que après avoir suré les mécontentements pour obtenir une stature nationale, il espère maintenant secrètement la victoire du « oui » pour ne pas avoir à gérer les conséquences d'un succès du « non ».

■ M. Hervé de Charette, député général des Champs-Élysées et réaliste : « M. Mitterrand n'est pas aujourd'hui le meilleur avocat de la cause européenne, parce que ceux qu'il faut convaincre sont souvent les mêmes que ceux qui veulent le sanctionner et qui réclament un changement profond de la politique française. Cette émission l'a prouvé de façon éclatante ».

■ M. Fabien, premier secrétaire du PS : « Vraiment, ça a fait progresser la cause du « oui » (...). On n'a vu un François Mitterrand maître de son sujet, et je pense qu'il a fait passer sa conviction pour le « oui » aux Français (...). On a vu au débat de l'émission en particulier, s'exprimer un certain nombre d'angoisses, de désarrois. Le président de la République a apporté des réponses tout à fait précises. Et quand on fait le bilan, il n'y a aucune raison, par rapport au traité de Maastricht, qui peut justifier un « non ».

■ M. Gérard Fuchs (socialiste), responsable des relations internationales du PS : « A croire les arguments de Philippe Séguin contre la future Banque centrale européenne, l'Allemagne devrait être aujourd'hui une technocratie gouvernée par la Bundesbank. A croire les arguments de Philippe Séguin à propos des nouveaux nationalismes, un rejet du traité d'Union européenne serait, d'ailleurs, une ratification, susceptible de les décourager. Les Français jugeront de quel côté est le meilleur choix ».

■ M. Gérard Langelier, président du Parti républicain : « François Mitterrand n'a pas emporté la décision, notamment lors de la présidence de l'Est et du Sud. Il faut révéler de l'Etat d'esprit de l'opinion française (...). La victoire dépend de l'autorité de Jacques Chirac sur l'électorat du RPR, et de l'autorité des responsables de l'UDF sur l'électorat libéral ».

## ... et du « non »

■ Alternative rouge et verte (mouvement d'extrême gauche) : « Même face à un fin de droite comme Philippe Séguin, M. Mitterrand apparaît comme un homme du passé, défenseur d'une Europe ancienne, ancrée sur l'économie libérale et la monnaie, fondée sur la peur, contre une Europe démocratique, écologique et sociale ouverte à l'Est et au Sud. Il faut renégocier le traité de Maastricht et assurer pour cela la victoire du « non » au référendum ».

■ M. François d'Aubert (UDF) : « Le président de la République a pris le risque de personnaliser le débat européen. Il demande aux Français un échec en blanc européen, laissant, par tactique, très vaguement planer la perspective de son départ en cas de victoire du « non », ce qui continue néanmoins un certain progrès (...). Le 20 septembre, il devrait y avoir parmi les électeurs de l'opposition moins d'états d'âme pour dire « non » à la fois pour refuser Maastricht, censurer la Commission de Bruxelles et manifester son opposition à M. Mitterrand ».

■ M. Charles Fiterman (PCF), l'un des animateurs des « refondateurs » : « Ce qui m'a le plus frappé dans cette confrontation, c'est le décalage entre les propos des hommes et des femmes venus de différentes régions de France et les réponses du président de la République. Il y a eu, d'un côté, la chaleur, l'émotion, la dureté de la vie et, de l'autre, la froideur, la sécheresse d'un langage politique extérieur aux préoccupations du pays. Décidément, après cette émission, le « non » à Maastricht apparaît plus encore comme le choix de la sagesse pour éviter les

modéré et européen (...). Le Parti socialiste discrédité n'est plus en mesure d'assurer la victoire du « oui » (...). J'ai du mal à comprendre pourquoi Philippe Séguin est en définitive aussi hostile à Maastricht, je n'ai pas ressenti chez lui, avec clarté, avec force, les raisons de son opposition ».

■ M. Martin Maury (PS), porte-parole du gouvernement : « François Mitterrand a été l'avocat passionné et passionnant de la cause nationale, celle d'une France forte dans une Europe mieux organisée et plus démocratique qui lui donnera plus de force encore. Il a fait entendre un message de raison et d'espoir au service de notre avenir ».

■ M. Jean-Luc Mélenchon (PS), un des animateurs du courant Gauche socialiste : « Enfin le ton juste pour parler d'Europe ! Pédagogique, le président a réussi à débarrasser le débat des fausses polémiques et des crises sans objet. Le talent de M. Séguin n'a pu cacher le fond de sa démarche : une addition de crainte et de peur pour l'avenir, sans enthousiasme ni espérance ».

■ M. Pierre Méhaignerie, président du CDS : « Cette émission a été positive pour le « oui » et d'une dimension humaine forte. Elle a montré que M. Mitterrand était attaché à la construction européenne. Les Français ont senti que l'Europe dépasse les frontières politiques ».

■ M. Michel Rocard (PS) : « L'ancien premier ministre ne croit pas que le chef de l'Etat doit lier son sort au résultat du référendum du 20 septembre et ce « pour une raison à laquelle je ne pense pas » : « l'objet du débat porte sur le traité d'union européenne ». Il a ajouté : « Les Français seront à l'aise si ce vote est dégagé de tout aspect de politique intérieure. Ne mélangeons pas les destins, les carrières, les calendriers constitutionnels ».

■ M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint du RPR : « On a vu une émission plutôt sympathique avec un président (...) qui m'a semblé manquer d'un petit peu de souffle. Je crois vraiment que pour tirer l'Europe de l'ornière où elle se trouve (...) il faut que les dirigeants de l'opposition se retournent les manches pour expliquer aux Français que le débat qui est en jeu est un débat essentiel (...) Je ne souhaite pas que l'Europe soit la victime du rejet des socialistes dans ce pays ».

■ M. Bernard Stasi, vice-président du CDS : « M. Mitterrand a bien servi l'Europe en disant qu'il n'était pas en cause dans cette affaire ».

pités tendus et obtenir la redéfinition nécessaire d'une autre construction européenne ».

■ M. Philippe de Villiers, animateur de Combat pour les valeurs, député app. UDF : « François Mitterrand a traité sur un ton badin de problèmes très graves sans jamais répondre à aucune question. Je suis persuadé que, si le « non » l'emporte, M. Mitterrand va partir parce qu'il finira renégocier le traité de Maastricht (...) et on voit mal le président de la République française aller lui-même voir John Major pour renégocier ce traité. (...) L'intervention de M. Kohl m'a choqué (...) Un Allemand (...), quand il nous dit, à nous Français : faites ça, c'est bon pour vous les Français, moi, je le soupçonne de penser que c'est surtout bon pour lui ».

■ M. Jean-Pierre Chevènement (PS), animateur du courant Socialisme et République : « François Mitterrand a présenté une vision presque sécuritaire de Maastricht (qu'il était fait, à l'entendre, pour nous protéger contre les conséquences néfastes de l'Acte unique. Cela m'a fait un peu sourire. (L'émission était) intéressante, nécessaire et de qualité, (le président de la République) a eu raison de ne pas diaboliser l'adversaire en disant que la bonne foi de l'autre devait toujours être supposée (et de ne pas lier) son sort au traité ».

■ M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national : « M. Séguin a gagné sa place de ministre dans le futur gouvernement de cohabitation » M. Le Pen lui reproche, ainsi qu'au chef de l'Etat, de n'avoir « pas parlé de la France, alors que le traité de Maastricht postule la fin de la France ».

## Progrès et inégalités agricoles

« Monsieur le président, nous allons disparaître et nous allons mourir », disait l'agriculteur, héritier, selon ses termes, « d'une civilisation vieille de trois mille ans ». Attentif mais incrédule, M. Mitterrand a rejeté cette accusation : « Je crois que vous avez tort d'attribuer la responsabilité [de vos difficultés] à une Communauté européenne qui, en réalité, a tenu à bout de bras les pays de l'agriculture française ». Or est-ce la vérité ? On avait tenté de répondre : des deux côtés, car il donne d'emblée le sentiment d'un dialogue de sourds entre les agriculteurs et les pouvoirs publics, a fortiori entre un anonyme du terroir et le chef de l'Etat.

Certes, l'Europe Verte, créée dès 1957 par les pères de la Communauté, avec son système de prix garantis, de subventions aux exportations et de taxes sur importations, a été un formidable aiguillon du progrès dans les campagnes. Progrès de productivité, progrès de mécanisation, de fertilisation. Autant d'atouts qui

ont permis de passer d'une Europe des Six déficitaire à une Europe des Douze autosuffisante au plan alimentaire, et deuxième exportateur mondial, derrière les Etats-Unis. Les mécanismes communautaires ont renforcé la prééminence agricole de la France, et plus sa production augmentait, plus les aides au tonnage bénéficiaient aux grands agriculteurs. Mais pas à tous les agriculteurs. Et c'est cette disparité que le chef de l'Etat a passée sous silence. Au début des années 80, l'Hexagone comptait 10 millions d'agriculteurs répartis sur 2,5 millions de fermes. On ne compte plus à présent que 1,5 million d'actifs dans les campagnes, vivant dans à peine 1 million d'exploitations. L'hémorragie est bel et bien en cours, grâce au progrès, ou à cause de lui, c'est selon... En privilégiant les grosses structures, la PAC (politique agricole commune) a accéléré la concentration des exploitations, au détriment de la vision familiale chère à Jean Monnet.

E. F.

## L'après-référendum

Suite de la première page

De même attendait-on avec curiosité le dialogue qu'il devait engager avec l'un de ses principaux contradicteurs, M. Philippe Séguin.

Sur ces différents points, chacun jure selon sa subjectivité. On s'accordera sans doute pour estimer, une fois de plus, que M. Mitterrand est, à gauche, le propagandiste le plus éloquent de la cause européenne, même si la clé du succès se situe désormais plutôt à droite, du côté de M. Chirac. On conviendra aussi que M. Séguin est, dans le camp d'en face, le plus solide des partisans du « non ». L'affrontement entre les deux hommes a été de bonne qualité, comme l'avaient été auparavant les échanges entre le chef de l'Etat et l'échantillon d'électeurs choisis par le SORFES. Mais si l'émission a probablement permis aux Français de mieux comprendre les enjeux de la consultation, on ne saurait dire qu'elle ait donné un tour nouveau au débat.

La nouveauté, en revanche, était peut-être dans le silence qu'a tenu à garder M. Mitterrand sur sa propre attitude au lendemain du référendum. Pressé de questions, comme il l'avait fait le 14 juillet : « Je ne suis pas en cause dans cette affaire, ni avec le oui ni avec le non ». Telle est en effet, depuis cette date, la position officielle, répétée à l'envi par les divers porte-parole du président de la République et rappelée encore dimanche dernier par M. Bérégovoy.

voit quand celui-ci a souligné, à « L'Europe de vérité », que, quelle que soit l'issue du scrutin, les institutions politiques resteront « en place » et que « ceux qui exercent des fonctions les exerceront pendant la durée pour laquelle ils ont été élus ».

Or M. Mitterrand, sans renier sa déclaration du 14 juillet, s'est abstenu de développer ce thème, aussi bien lorsqu'on lui a demandé ce qu'il ferait si le « non » l'emportait que lorsque Jean d'Ormesson l'a invité à annoncer sa démission si le « oui » gagnait. On peut certes considérer que cette double dérobade relève, dans un cas, d'une tactique et, dans l'autre, d'un jeu. La tactique consiste à refuser d'envisager la victoire du « non » afin de ne pas céder à la tentation de la dramatisation, qui choque, semble-t-il, non partie des Français, et de ne fournir aux électeurs que des raisons positives pour voter « oui » le 20 septembre. Quant au jeu, il permet au chef de l'Etat de mettre les rieurs de son côté en affectant de ne pas prendre tout à fait au sérieux la suggestion de son interlocuteur.

Il reste qu'en laissant planer un certain doute, en indiquant seulement qu'il prendra, le moment venu, ses « responsabilités », M. Mitterrand ne se contente pas de ménager ceux qui souhaitent provoquer son départ en votant « oui », tout en montrant qu'il n'est pas sourd au message de ceux qui veulent dire « non ». Il prépare en même temps l'après-référen-



## MÉDECINE

A l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon

## La transplantation partielle du foie d'un père sur son enfant a été réussie

Un nourrisson âgé de dix mois, Clémentine, menacée de mort imminente à la suite d'une atresia des voies biliaires, a bénéficié de la transplantation d'une partie du foie de son père vivant, un conducteur de travaux âgé de vingt-sept ans (le Monde du 4 septembre). Cette opération, réalisée pour la première fois en France, le 22 juillet dernier par l'équipe du docteur Olivier Boillot, chirurgien de l'unité de transplantation hépatique à l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon, n'a toutefois été révélée que le jeudi 3 septembre, après que les médecins se furent assurés que le père et son enfant ne couraient plus aucun risque grave.

LYON

de notre bureau régional

Depuis mars 1991, le service de transplantation hépatique de l'hôpital Edouard-Herriot a réalisé quatorze interventions sur des nourrissons et des enfants souffrant de lésions graves ou de malformations menaçant, à court terme, leur vie. Jusqu'à présent, ces opérations étaient effectuées à partir d'éléments prélevés, à la suite de décès, soit chez d'autres enfants - cas devenu de plus en plus rare avec le refus opposé par les parents - soit chez des adultes, après réduction d'organe. L'opération pratiquée le 22 juillet dernier à Lyon peut constituer un espoir pour les familles en attente d'un donneur.

C'est parce que Clémentine, née le 12 septembre 1991, atteinte à sa naissance d'une malformation, en l'occurrence l'absence de voies biliaires entre le foie et l'intestin, était sur la liste d'attente que son père a accepté la proposition du docteur Boillot. Ce dernier a appliqué la technique de transplantation d'un donneur vivant apparenté, expérimentée en 1989 à Brisbane (Australie), chez son confrère Jean Emond, de Chicago (USA), où une quarantaine d'interventions de cette nature ont déjà été pratiquées avec un taux de réussite jugé satisfaisant (1).

L'opération, réalisée à Lyon, a duré une dizaine d'heures, le temps de prélever 25 %, soit environ 250 grammes, du foie de l'adulte, qui se reconstitue au bout d'un mois et demi, puis de le greffer sur l'enfant malade. Le père a subi une quinzaine de jours d'hospitalisation, puis a repris normalement son activité. Pour sa part, l'enfant est sortie un mois et demi après avoir été opérée.

## Des interrogations d'ordre éthique

Techniquement au point, cette intervention nécessitait que soient résolues des questions éthiques, abordées par une commission ad hoc créée à l'hôpital. Le premier risque - réel, même s'il est considéré comme limité - est celui que court le donneur pendant et après l'intervention. La dimension psychologique doit être également étudiée, pour éviter tout sentiment d'culpabilité chez des parents qui hésitent ou refusent cette solution. Enfin, si le docteur

Boillot insiste sur la nécessité de l'appareillage, ce n'est pas seulement pour d'évidentes raisons de compatibilité, mais également pour éviter des pressions financières.

Selon le professeur Jean-Michel Dubernard, responsable du service de transplantation des voies digestives à l'hôpital Edouard-Herriot, réticent au premier abord, toutes les garanties ont été réunies et cette opération peut, selon lui, constituer un « vrai pas en avant pour des familles volontaires et motivées ».

MICHEL DELBERGHE

(1) Selon une étude de 1991 portant sur vingt cas, il apparaît que tous les donneurs ont survécu. Parmi les receveurs, âgés de onze à quinze mois, dix-sept étaient vivants trois mois à dix-huit mois après l'intervention et parmi eux, quinze avaient retrouvé une fonction hépatique normale après vingt-cinq jours d'hospitalisation.

□ Mort par liposuction. - Après trois ans passés dans le coma, Catherine Ewan est décédée, mercredi 2 septembre, pour avoir voulu perdre rapidement quelques kilos. Agée de trente-huit ans, M<sup>me</sup> Ewan avait subi, le 26 avril 1989, une opération de chirurgie esthétique par liposuction. Un accident anesthésique s'était produit au cours de l'intervention et, en dépit de soins immédiats énergiques, la patiente n'avait jamais sorti du coma depuis lors. L'intervention avait eu lieu chez un médecin généraliste et sans le contrôle d'un médecin anesthésiste (le Monde du 29 juillet 1989).

## Trois Français sur quatre voudraient connaître la provenance du sang en cas de transfusion

Selon un sondage BVA « Viva »

En cas de transfusion sanguine, une forte majorité (77 %) des Français souhaiterait connaître la provenance du sang qui lui serait fourni ainsi que le mode de collecte (gratuite ou rémunérée) de ce dernier. Tel est l'un des principaux enseignements d'un sondage effectué par l'Institut BVA pour Viva, le mensuel de la Mutualité française. Les résultats de ce sondage sont publiés dans le numéro d'octobre de la revue « Viva ». Ils observent un intérêt croissant pour les techniques qui - contrairement à l'un des principes fondamentaux du système transfusionnel français - facilitent la levée de l'anonymat des donneurs de sang.

Réalisé par Viva, mensuel de la Mutualité française (1), le sondage de l'Institut BVA est riche d'enseignements. Il met notamment en lumière l'attachement d'une forte minorité de Français au principe actuellement en vigueur du bénévolat du don de sang. Ainsi, 66 % des personnes interrogées estiment que, dans l'hypothèse où la France manquerait de sang, il faudrait intensifier les campagnes pour le don. 25 % seulement souhaitent que l'on rémunère, dans une telle situation, les donneurs potentiels. 88 % des personnes interrogées (contre 11 %) déclarent d'autre part qu'elles ne donneraient pas plus facilement leur sang si ce dernier était rémunéré.

Dans le même ordre d'idées, 65 % des personnes interrogées trouvent « très choquant » qu'un

« plutôt choquant » que le système transfusionnel français fonctionne, pour partie, selon une logique commerciale. En revanche, les avis sont très partagés (48 % de oui et 49 % de non) dès lors que l'on demande aux interlocuteurs s'ils seraient prêts à payer plus d'impôts ou de cotisations sociales pour que le système fonctionne sans contraintes de bénéfices et de rentabilité. « Un Français sur deux est personnellement prêt à faire un effort financier pour que le système transfusionnel fonctionne sans contrainte financière, analysent les auteurs du sondage. Que l'on soit choqué (65 %) ou pas (30 %) par la logique commerciale du système transfusionnel, on n'est guère prêt à payer plus : 52 % dans un cas, 43 % dans l'autre ».

## 20 000 autotransfusions par an

Plus généralement, une forte proportion (77 %) : plus de trois sur quatre) des personnes interrogées estiment important de connaître la provenance et le mode de collecte (gratuite ou rémunérée) du sang qui pourrait leur être transfusé à des fins thérapeutiques. Parmi les personnes estimant cette information importante, les femmes sont sensiblement plus nombreuses que les hommes (85 % contre 68 %). C'est le cas des plus jeunes (84 %) et des personnes n'ayant jamais donné leur sang (80 %).

Une telle volonté est en totale opposition avec l'un des principes fondamentaux du système français qui veut que le bénéficiaire d'une transfusion sanguine ne puisse jamais connaître personnellement

l'identité du ou des donneurs qui, en amont, ont permis cet acte thérapeutique. On observe depuis quelques années le développement de plusieurs pratiques tendant de facto à s'opposer à un tel principe. C'est le cas du « don dirigé » qui autorise les parents à donner - sous certaines conditions - leur sang à leur enfant lorsque l'état de santé de ce dernier impose une transfusion sanguine (le Monde des 23 et 28 mai 1990).

C'est aussi la pratique de l'autotransfusion programmée (le « don de sang pour soi ») (2). Avec 20 000 protocoles par an, soit 1 % de l'ensemble des prélèvements, elle est encore peu développée et reste limitée pour des raisons techniques. Elle n'en rencontre pas moins un écho de plus en plus favorable dans une opinion publique souffrant des séquelles de l'affaire du sang contaminé et découvrant que l'on a, au milieu des années 80, collecté du sang dans des lieux à haut risque de contamination par le virus du sida, qu'il s'agisse des prisons ou de certaines voies publiques.

JEAN-YVES NAU

(1) Ce sondage a été réalisé auprès de 969 personnes âgées de dix-huit ans et plus, les 3 et 4 juillet. Échantillon équilibré selon la méthode des quotas : sexe, âge, profession du chef de famille, habitat, région.

(2) Sur ce thème, on se reportera avec le plus grand intérêt à l'article « L'autotransfusion programmée : environ 20 000 protocoles par an », de M<sup>me</sup> Evelyn Bellard (SES), Revue Informations rapides, n° 25, juillet 1992. Ministère des affaires sociales et de l'intégration.

## SCIENCES

La mort de Barbara McClintock, prix Nobel de médecine

## La grande dame de la génétique

L'Américaine Barbara McClintock, l'une des plus grandes généticiennes du siècle, est morte jeudi 3 septembre, à l'hôpital de Huntington (Etat de New-York), à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Sa théorie sur les « gènes sauteurs », à laquelle elle consacra un demi-siècle de recherches, avait été couronnée en 1983 du prix Nobel de physiologie et de médecine.

« Il peut sembler injuste de récompenser quelqu'un pour avoir eu tant de plaisir, pendant tant d'années, à interroger des plants de maïs et à obtenir des réponses », avait-elle simplement remarqué en recevant son Nobel en 1983. Troisième femme à recevoir cette récompense suprême en médecine et physiologie, première à l'obtenir seule, Barbara McClintock aurait pu ajouter, n'était son immense modestie, que celle-ci venait un peu tard. Cette farouche individualiste avait découvert, avec trente ans d'avance, ce à quoi personne

ne voulait alors croire : l'existence des « gènes sauteurs », l'une des voies de recherche les plus fructueuses et les plus fascinantes de la génétique fondamentale moderne.

Née à Hartford (Connecticut) en 1902, diplômée en génétique de l'Université Cornell (Etat de New-York) en 1927, Barbara McClintock fit son entrée au prestigieux laboratoire de biologie de Cold Spring Harbor (Long Island) en 1941. Elle ne devait plus le quitter. A l'instar du minne Gregor Mendel qui, un siècle plus tôt, établit les lois de l'hérédité en croisant des

pois de senteur, elle y cultivait pendant un demi-siècle des plants de maïs, observant avec minutie et passion les modifications de couleur de leurs feuilles et de leurs grains.

La génétique moléculaire naissait à peine, et la théorie chromosomique de l'hérédité alors en vigueur restait relativement simple : les chromosomes étaient formés d'un arrangement linéaire de gènes, et chacun occupait une position précise et immuable. Les variations de ces structures ne survenaient, croyait-on, que de deux manières : par mutations, et lors de la recombinaison générale survenant entre chromosomes paternels et maternels lors de la reproduction.

Sous son microscope, pourtant, Barbara McClintock observait autre chose : les taches colorées qui apparaissaient et disparaissaient, au fil des générations, sur ses grains de maïs contredisaient cette théorie. Dès les années 1940, elle prédit que d'autres éléments, dits « de régulation », devaient intervenir dans le patrimoine génétique, qu'ils avaient la capacité de « sauter » de lieu en lieu sur un chromosome, voire d'un chromosome à un autre.

## Une reconnaissance tardive

Pendant près de trente ans, ce patient travail ne rencontra qu'une attention distraite dans la communauté scientifique, tant l'hypothèse paraissait en contradiction avec les règles admises. Il fallut attendre la fin des années 1970, et l'avènement de la biologie moléculaire, pour que la thèse de M<sup>me</sup> McClintock soit enfin confirmée : loin d'être l'exception qui confirme la règle, les « gènes sauteurs » se révélaient présents chez toutes les espèces vivantes.

Précurseur exceptionnel, symbole d'attachement en ces temps de haute technologie et d'équipements coûteux, Barbara McClintock, à qui un ouvrage américain vient d'être consacré (1), aura vécu pour la passion de comprendre les rouages génétiques de la diversité du vivant. A quatre-vingt-dix ans, elle s'y consacrait encore, passant, comme à l'accoutumée, plus de dix heures par jour dans son laboratoire.

CATHERINE VINCENT

(1) The dynamic genome: Barbara McClintock's ideas in the century of genetics, de Nina Fedoroff et David Botstein. Cold Spring Harbor Laboratory Press, 1991.

Ca. V.

## SPORTS

VOILE

## Michel Desjoyeaux remporte de justesse la course en solitaire du « Figaro »

Michel Desjoyeaux (Groupe-Coupechoux) a remporté, jeudi 3 septembre à Port-la-Forêt (Fleischère), la 23<sup>e</sup> édition de la course en solitaire du Figaro, avec le plus faible écart enregistré depuis la création de l'épreuve : 9 milles 10 s d'avance sur Jean Le Cam (Port-La-Forêt-Fleischère), vainqueur de la quatrième et dernière étape, partie de Gijón (Espagne). A vingt-sept ans, Michel Desjoyeaux s'affirme ainsi comme l'un des plus talentueux jeunes skippers, après avoir participé trois fois à la course du Figaro et s'être classé deuxième en 1991.

Il avait pris la tête du classement général mercredi soir 2 septembre, après le dématage de Dominique Vittel (Servant-Soft),

alors premier. Ce coup de théâtre a transformé la fin de course en affrontement à suspense entre Desjoyeaux et Le Cam, qui s'entraînent ensemble au sein de l'équipe Finistère.

La course, partie le 12 août d'Arcachon pour un périple de 1 660 milles, aura été marquée de bout en bout par des conditions météo très dures. « On a pu se dire que nos machines au-delà du raisonnable », expliquait le vainqueur à l'arrivée. Fait rare dans une course de voile : un contrôle antidopage ordonné par le ministère de la jeunesse et des sports, sur demande de la Fédération française de voile, a été pratiqué sur les quatre premiers de l'épreuve.

## TENNIS : les Internationaux des Etats-Unis

## Martina Navratilova tombe sous la pluie

Le tournoi féminin des Internationaux des Etats-Unis n'a connu, jeudi 3 septembre, sa première grosse surprise, au cours d'une soirée fortement perturbée par la pluie. L'Américaine Martina Navratilova, quatre fois vainqueur de l'épreuve, a chuté, contre la Bulgare Magdalena Maleeva, vingt-septième joueuse mondiale. La championne, qui disputait à trente-cinq ans son vingtième US Open, a ainsi enregistré son plus mauvais résultat dans ce tournoi depuis 1976, où elle avait été éliminée au premier tour.

Chez les hommes, seules trois têtes de série sont parvenues à finir leur rencontre, entrecoupée par les averses. Jim Courier et John McEnroe ont dû concéder un set chacun pour se qualifier pour le troisième tour. Quant à l'Allemand Michael Stich, il n'a été éliminé en cinq manches par l'Américain Brad Gilbert.

## LES RÉSULTATS

DU JEUDI 3 SEPTEMBRE

Simple messieurs

(Deuxième tour)

B. Gilbert (E-U) b. M. Stich (All), 5-7, 6-3, 3-6, 6-3, 7-6 (7-0); J. McEnroe (E-U) b. D. Nar-

giso (Ita), 4-6, 6-3, 6-0, 6-2; J. Courier (E-U) b. A. Chesnokov (CEI), 4-6, 6-3, 6-3, 6-1.

Simple dames

(Deuxième tour)

Z. Garrison (E-U) b. S. Meier (All), 6-2, 2-6, 6-4; S. Graf (All) b. P. Shriver (E-U), 7-5, 6-3; K. Maleeva (Bul) b. D. Monami (Bel) 6-3, 6-4; N. Van Lottum (Fra) b. A. Grossman, 7-6 (9-7), 6-4; A. Coetzee (AFS) b. N. Tauzint (Fra), 12-6, 6-0; M. Maleeva (Bul) b. M. Navratilova (E-U), 3-6, 6-4, 6-3.

□ AUTOMOBILISME : Riccardo Patrese chez Benetton en 1993. - L'italien Riccardo Patrese portera la saison prochaine les couleurs de l'écurie Benetton-Ford dans le championnat du monde de formule 1, à côté de l'Allemand Michael Schumacher. Patrese, âgé de trente-huit ans et recordman du nombre de Grands Prix disputés (236), libérera une place très convoitée dans l'écurie Williams-Renault, pour remplacer, chez Benetton, le Britannique Martin Brundle.



فوكذا من ربح

# SOCIÉTÉ

La difficile conversion des États-Unis au système métrique

## Les Américains ne veulent pas mettre le pouce à l'index

WASHINGTON  
correspondance

Alors que la conversion au système métrique doit, en principe, avoir lieu en 1996, les signes de résistance se multiplient à une réforme pour laquelle le gouvernement ne manifeste aucun enthousiasme. Comme les Britanniques, les Américains éprouvent un attachement viscéral pour la pouce, le pied et autres unités et mesures, mais plus encore pour le mile. La perspective d'avoir à compter en kilomètres nu, comme le prétend le *Washington Post*, à diviser par huit et multiplier par cinq, traumatise apparemment le grand public, d'où la timidité officielle à promouvoir la réforme.

En 1975, la loi sur la «métrification» recommandait l'adoption «volontaire» du système métrique. Très peu d'États de l'Union répondirent à cet appel. La loi autorisait les autorités à mener une campagne d'éducation du public. En fait, le département du Commerce chargé de cette tâche se montra très réticent à l'égard d'une réforme dont le coût avait été évalué à 100 millions de dollars, chiffre à multiplier par quatre ou cinq aujourd'hui. Aussi bien, les représentants des autorités de douze États du Sud, réunis récemment, ont insisté

suprême du ministère du Commerce pour un nouvel effort d'éducation.

En 1982, le président Reagan, sensible aux réactions négatives de l'opinion, arrêta le financement du bureau chargé de la «métrification». Mécontent, le Congrès démocrate adopta, en 1988, une loi stipulant que le système métrique était «préférable», compte tenu des besoins du commerce et de l'industrie. Les démocrates soulignèrent que la conversion encouragerait les exportateurs en augmentant la compétitivité de leurs produits, notamment ceux de haute technologie.

«Bruxelles le monde...»

En ce qui concerne la conversion du mile en kilomètre, la décision devra être prise d'ici à 1996. Les changements de la signalisation routière concernant les grandes routes et celles construites avec des fonds fédéraux. La direction de l'administration des routes-avions ne peut savoir encore comment procéder.

Quant aux médias, leurs réactions hostiles sont fortement teintées de nationalisme. Le *Washington Post*, très sarcastique, se demande pourquoi ne pas écrire les panneaux de signalisation en français et en alle-

mand pour, dit-il, encourager le tourisme et permettre aux conducteurs américains de développer leurs connaissances des langues étrangères. La «métrification», ajoute le journal, peut attendre une autre génération, un autre siècle. M. Will, commentateur habituellement modéré de ce journal, s'en prend à l'Europe qui, dit-il, depuis l'exécution de Charles I<sup>er</sup>, n'a pas fait preuve de sagesse dans l'art de gouverner. En fait, ajoute-t-il, «la métrification de l'Amérique est une tentative de «bruxelliser» le monde... La bureaucratie de Bruxelles est l'ennemi des Américains... Les associations veulent imposer au public un étiquetage par les décibels».

Le *Washington Times* écrit : «Le système métrique est une invention de l'âge des Lumières, qui nous a apporté la guillotine, la pénitence et la planification urbaine. Il a stimulé les esprits fabriques des bonnes gens et de ceux qui veulent sauver le monde, depuis Robespierre jusqu'à nos enthousiastes partisans du nouvel ordre mondial». Et le journal suggère de passer à l'attaque en faisant un effort financier national pour l'exportation du système anglo-saxon des poids et mesures.

HENRI PIERRE

### ILE-DE-FRANCE

À Vincennes, à Montreuil et à Paris

## Solution en vue dans les conflits de mal-logés

Trois accords, conclus le mercredi 2 et jeudi 3 septembre, permettent d'espérer une solution dans les conflits de mal-logés en Ile-de-France. Ils touchent les trente-trois familles qui avaient trouvé refuge dans les églises et les temples de Paris, le camp installé par plus de 1 500 Maliens sur l'esplanade du château de Vincennes depuis le 21 mai et les familles expulsées le 28 juillet d'un hôtel meublé de Montreuil (Seine-Saint-Denis). La préfecture de Paris, chargée des deux premiers dossiers, a tenu à distinguer deux catégories de personnes à reloger : les «sans-logis», expulsés de l'école ou des «maisons fixes» de longue date, et les «mal-logés», qui disposent d'un loyer, même si leur espace vital est parfois réduit à 2,5 mètres carrés par personne dans les plus petites chambres. Ainsi, le premier accord intervenu mercredi 2 septembre avec les trente-trois familles accueillies par les églises (le *Monde* du 4 septembre) comporte une promesse de relogement définitif des vingt-trois familles «sans-logis» dans des immeubles réquisitionnés par le gouvernement en juillet. A l'opposé, ce compromis prévoit également le retour progressif des mal-logés dans leurs habitations d'avant l'été.

Le même principe a prévalu dans la nuit du 2 au 3 septembre lors de la conclusion d'un second protocole d'accord en vue de régler le cas des Maliens de Vincennes. Les trente-cinq familles «sans-logis» seront hébergées provisoirement en hôtellerie. Certaines occuperont des baraquements de type «Algerco», en attendant la mise à disposition de logements transitoires. Les 269 autres familles, considérées comme «mal-logées», ont commencé à quitter le camp jeudi 3 septembre. Leur situation sera suivie par l'Association pour le relogement en Ile-de-France (ARIL).

M. Makam Sidibé, président du Conseil des Maliens de France, s'est déclaré «très satisfait de cette solution». En revanche, MM. Henry Wolf, maire (UDF-FSD) de Meudon (Hauts-de-Seine) et André Santini, député (UDF-FSD) de ce département, ont exprimé des réserves à leur égard. Ils ont souligné que leur ferme opposition au projet irresponsable des pouvoirs publics. Les deux élus dénoncent les «risques de trouble à l'ordre public» engendrés par le relogement des Maliens sur des terrains du Bas-Meudon, dans «des conditions de vie non précitées» qu'à Vincennes, précèdent-ils dans un communiqué.

A Montreuil, la municipalité (PCF) a finalement accepté jeudi 3 septembre ce même type de relogement provisoire en «Algerco» pour les neuf dernières familles restées sans-logis parmi les vingt-quatre expulsées en juillet. Le Secours catholique sera chargé de coordonner le projet financé par le 1/9 (partie du 1 % patronal destiné aux logements des familles défavorisées). Mais s'ils sont contestés, ces trois accords devraient conduire à la levée de l'ensemble des camps en région parisienne avant le 10 septembre. Néanmoins, les pouvoirs publics devront maintenant trouver des immeubles vacants pour les «sans-logis» et des logements sociaux pour les autres familles, qui ne veulent pas être oubliées une fois le camp levé.

G. Cl.

### QUELLE HISTOIRE !

PAR CLAUDE SARRAUTE

ELLE s'appelle Louise. Elle a à peu près mon âge. On s'est croisées chez une copine la semaine dernière et elle m'a invitée à prendre un verre. Tu as le mètre direct, Direction La Courneuve. Là, tu prends le 152.

A ma descente du bus, première à droite, troisième à gauche, je me retrouve dans une petite rue paisible, bordée de pavillons entourés de jardins plutôt mignons, plutôt coquets.

Comme son salon. Une bonbonnière. Pleine de bibelots. Pleine de nappes. Aux murs, des chronos. On y est bien. On y est tranquille. Elle a nuvert une bouteille de porto. Les volets sont mi-clos. A cause du soleil?

- Non, des voisins.

- Ah bon ! Il y a des problèmes?

- Pour ça, oui ! Et ça ne date pas d'hier. Forcément, c'est plein d'immigrés, par ici.

Quand son père, un ouvrier, est arrivé de sa Bretagne, il n'y avait rien. Si, un terrain. Et un entrepreneur à qui il a confié toutes ses économies avant même que ne commencent les travaux. Vous devinez la suite : l'Italien, c'en était un, s'est tiré avec le fric.

## Voisin, voisine

tique vides, des balles, des ballons, etc en a toute une collection, lancés par des bandes de gamins qui s'amuse à faire des tirs au but dans les fenêtres. Et s'il n'y avait que les projectiles, il y a le cacahouète dans du papier journal ou dans un emballage de femme, glissé entre les murs et les balles. Les entrailles de poisson balancées dans les jardins. Les maléfices.

- Tu ne me crois pas ? Attends voir.

Elle saisit son téléphone posé



Vint Louise obligée d'interrompre ses études à quatorze ans - Tiens, regarde un peu tous mes tableaux d'honneur, si j'étais pas bonne élève, - pour entrer comme apprentie chez Lavin. Mignonne, la gamine, sur les photos qu'elle tire d'un carton à chapeaux, faite au moule, avec un sourire espiègle, mutin, accroché au coin d'un regard qui frise.

- Là, c'est plus tard. Je coiffe la Sainte-Catherine chez Monsieur Dior. Tu le reconnais ?

- Non, mais toi, oui, j'as pas tellement changé. Et lui, là, c'est qui ?

- Mon mari. Oh ! pas longtemps. Il était trop beau pour moi. Une splendide. Un Français. Il était coupeur. Mui, petite main.

Mariée tard : J'ai perdu des années à me languir après un autre, un juif qui se languissait pour une autre, ce mannequin, tu sais, Dominique. Elle a fini par épouser Gabin. J'avais aucune chance !

Mariée tard, tôt séparée, jamais divorcée, elle est poursuivie ensuite et terrorisée et conquise, malgré elle, par les assiduités musclées d'un ami, une brute, un vrai gangster, saoul comme un Polonais. Qu'il était. Elle hurlait, rouée de coups, elle appelait au secours.

- Tu crois que les voisins auraient bue ? Ni pied ni patte, oui. Normal, des Italiens. Il y en a tout plein. Leurs maisons, ils les ont construites avec des matériaux volés sur les chantiers. Une petite mafia.

- Comme tu y vas !

- C'est l'expression qu'ils emploient. Ils s'en vantent, qu'est-ce que tu crois ?

- Ça alors ! Tu permets que j'allume une cigarette ?

- Ben, ça m'embête un peu, vu que je ne peux pas ouvrir ma fenêtre, à cause de cette folle qui m'oblige à badigeonner

sur un pneu couvert d'une housse de velours bleu ciel, et appelle une voisine. Qui confirme. D'une voix saccadée. Oui, ça arrive, bien sûr, c'est comme partout. D'ailleurs, elle a reçu, il n'y a pas si longtemps, une poupée plantée d'aiguilles, et elle n'a aucune idée de ce que ça peut bien vouloir dire. Louise pense que ce n'est pas du meilleur augure. Et, après avoir racroché :

- Tu sais ce que j'ai trouvé, moi, derrière mes volets ? Un chiffon trempé, couleur lie-de-ven. Genre bave de crapaud et sang de coq. Encore un coup de cette vieille roque.

- La Française ?

- Non, l'Italienne, une vraie sorcière. On dit toujours : Hitler ! Hitler ! Mais qui c'est ça ? C'est Mussolini ? C'est Mussolini, oui. Ces gens-là, il n'y a pas pire. Si, les Portugais. Pas la peine de prendre cet air-là ! C'est pas du racisme, ça, je regrette. Rien à voir. Remarque, elle a été bien attrapée, la Mamma, le jour où son fils a épousé une Française, et sa fille un Arabe.

- Ah ! Parce qu'il y a des Arabes, par ici ?

- Des tas. Tout un foyer nuvert au début des années cinquante. Même qu'un vent les viera.

- Tiens, regarde-le, ça ! C'est une honte, ils sont d'un gentil, tu n'imagines pas. Les Nuits, pareil. Ils sont de plus en plus nombreux. D'ici à ce qu'on fasse une pétition contre eux, les pauvres ! Tiens, à propos, les Italiens d'en face, des gens adorables, leur fille a été méchamment embêtée par...

- Un Portugais ?

- Non, un Arabe. Le Portugais, il habite un peu plus loin. Lui, il a battu son chien à mort et il a tué un autre...

- Un autre quoi ? Un autre Portugais ?

- Non, ça, ce ne serait rien, un autre chien !

### ENVIRONNEMENT

En Haute-Marne

## Trois nouvelles inculpations dans l'affaire des trafics transfrontaliers de déchets

Trois personnes impliquées dans l'importation de déchets médicaux allemands ont été inculpées, jeudi 3 septembre par le parquet de Châlons (Haute-Marne). Il s'agit de M. Louis Saffet, qui servait de teneur de comptes aux importateurs et les propriétaires de déchets, et de MM. Fernand et Dominique Recchia, exploitants de la décharge d'Artemare (Ain) où l'on a découvert des résidus hospitaliers mêlés à des ordures ménagères d'entre-Rhin.

M. Dominique Recchia a été placé sous mandat de dépôt. En revanche, deux personnes précédemment arrêtées ont été remises en liberté sous contrôle judiciaire : MM. Michel Picard, gérant d'une société d'importation, et Marius-Georges Poux, propriétaire d'une carrière. Au total, huit personnes sont actuellement inculpées et trois d'entre elles sont les verrous.

En outre, le directeur de l'entreprise SIMAT, qui exploite la décharge de Saint-Aubin (Aube), a été libéré par sa maison-mère, la SITA (filiale de la Lyonnaise des eaux) pour «faute grave». Il aurait pris sur lui de passer outre à l'in-

terruption d'importation de déchets décidée par la SITA dès le mois de février. Au palais de justice de Châlons, on se félicite de la coopération franco-allemande dans ces affaires. Deux enquêteurs de la police fédérale allemande sont arrivés de Wiesbaden. Mais les gendarmes français, qui devaient partir outre-Rhin dès la mi-août, doivent le faire «dans un très bref délai». En Allemagne, un nouveau scandale vient d'éclater. Selon les enquêteurs d'une chaîne de télévision, une firme de Rhénanie-Westphalie aurait signé un contrat avec l'Estonie pour lui livrer, sous couvert d'aide humanitaire, 500 000 tonnes de vieux pneus. On aurait fait croire aux autorités locales que ces résidus pouvaient alimenter les chaudières d'une centrale électrique. Dans le contrat, figurait aussi des bords de stations d'épuration, des peintures pour carrosserie et des huiles usées.

En mer, l'errance du cargo-poubelle panaméen *Maria-Laura*, qui transporte 18 tonnes de déchets toxiques en provenance d'Australie, continue. Après Le Havre où les

dockers ont refusé de le décharger, puis Anvers d'où il a été chassé par une action énergique des militants de Greenpeace, le navire a fait escale en Grande-Bretagne. Mais les autorités britanniques n'en veulent pas non plus et le cargo a repris la mer pour une destination inconnue.

Enfin, les réactions aux récentes décisions prises par la France et l'Allemagne dans le domaine des déchets sont plutôt favorables. La fédération de l'énergie CGT indique qu'elle partage le point de vue du ministère de l'Environnement sur la «nécessité de construire d'ici à l'an 2000 deux cents usines d'incinération». Cependant, elle demande que ces installations soient incluses dans un «service public de production énergétique». A Bruxelles, la Commission européenne a accueilli favorablement l'accord franco-allemand de Strasbourg. Le commissaire européen de l'environnement, M. Van Miert, a estimé que cet accord consacrait le principe de proximité entre les lieux de production et de traitement des ordures sans pour autant sacrifier celui de la libre circulation.

## Deux élus communistes proposent de couvrir PA 86 grâce au budget alloué à PA 16

Deux élus communistes de Seine-Saint-Denis, le député de la circonscription, M. Jean-Claude Gayssot, et le maire de Drancy, M. Maurice Niles, proposent au ministre de l'Équipement et des transports, M. Jean-Louis Bianco, «que le budget d'ores et déjà alloué à la réalisation de l'autoroute A 16, dont personne ne veut en Seine-Saint-Denis, soit affecté à la construction sans nuisances de l'autoroute A 86».

Le ministre de l'Équipement avait décidé récemment de suspendre momentanément la poursuite des travaux de l'A 86 en Seine-Saint-Denis - la construction de ce deuxième cercle autoroutier autour de Paris appelé, parfois, la «périphérique de l'Ile-de-France» a commencé il y a trente ans - dont la réalisation en partie à ciel ouvert dans la traversée de Drancy et Bobigny est rejetée par les riverains qui exigent son enfouissement total (le *Monde* du 3 septembre). Les deux élus estiment que leur proposition est un «bon moyen de résoudre sans dépenses supplémentaires» le problème du surcoût posé par la couverture des 3,5 kilomètres du tronçon nord de l'A 86. - (Carreg)

## CATASTROPHES Aide américaine pour les sinistrés du tsunami au Nicaragua

116 morts, 153 disparus, 350 blessés, plus de 16 000 sans-abri : tel est le nouveau bilan - toujours provisoire - du tsunami qui a balayé les côtes pacifiques du Nicaragua le 1<sup>er</sup> septembre (le *Monde* du 4 septembre). Les autorités nicaraguayennes et la Croix-Rouge craignent de devoir, tôt ou tard, doubler ces chiffres : le 4 septembre, de nombreuses localités côtières n'avaient pas encore pu être atteintes par les équipes de secours. Après avoir accordé une aide d'urgence de 25 000 dollars, les États-Unis semblent décidés à augmenter sensiblement leurs secours. Un avion cargo C-130 américain est arrivé à Managua le 3 septembre avec des tonnes de fournitures diverses. Il a amené des militaires ainsi que des fonctionnaires de l'Agence américaine pour le développement international (AID) chargés de déterminer les priorités des aides et de la reconstruction. En outre, les États-Unis ont débloqué 5 millions

### REPÈRES

de dollars qui seront versés à un fonds d'investissement social pour faire face aux dépenses, d'abord de nettoyage des zones touchées par le tsunami, puis de reconstruction des équipements détruits par le tsunami. - (AFP)

## ÉDUCATION Les éditeurs scolaires sont inquiets

Le groupe des éditeurs scolaires du Syndicat national de l'édition a exprimé, jeudi 3 septembre, son inquiétude face à la crise qui sévit depuis trois ans dans le secteur. En 1991, le chiffre d'affaires de l'édition scolaire a régressé de 1,9 % d'une année à l'autre, après avoir connu un repli de 3,5 % en 1990, a souligné M. Michel Lagrain, président du groupe des éditeurs scolaires. Cette érosion pourrait encore s'accroître en 1992. A l'école primaire, où les programmes n'ont pas été modifiés depuis 1985, le volume des ouvrages de français et de mathématiques a baissé respectivement de 4 % et 10 % depuis deux ans et, selon M. Lagrain, la plupart des autres disciplines peuvent être qualifiées de «enaufragées». L'achat des manuels d'histoire et de

géographie a chuté de 36 % en deux ans et celui des manuels de sciences de 38 %. La mise en œuvre de nouveaux programmes à l'école primaire à la rentrée de 1994 et dans les classes de première dès la rentrée de 1993 devrait néanmoins dynamiser le secteur. Mais les éditeurs insistent pour que ces réformes soient échelonnées et pour que soit observé un délai de quinze mois, prévu par décret, entre la publication de nouveaux programmes et leur entrée en vigueur.

Rectificatif. - Contrairement à ce que nous indiquions dans le *Monde* du 28 août au sujet du mouvement de protestation des surveillants de prison, le Syndicat national d'éducation pénitentiaire (SNEPAP-FEN) ne dénonçait pas l'inconscience «des surveillants» mais la volonté affichée «d'un certain nombre de représentants du personnel» de provoquer un embrasement dans les établissements pénitentiaires. Dans ce même communiqué, le SNEPAP-FEN affirmait que la population pénale, «prise en otage pendant une semaine», se trouvait durement sanctionnée par des procédures disciplinaires.



## CULTURE

## LA MOSTRA DE VENISE

## Quand la ville ne dort pas

La vie quotidienne d'une brigade des stupéfiants à Paris  
Un grand film lucide et sans complaisances de Bertrand Tavernier

## VENISE

## de notre envoyé spécial

C'est un film qui a une odeur. Celle de la ville quand elle ne dort pas, une odeur de rues mal lavées, de chambres trop petites, une odeur de fatigue et de peur. C'est un film qui va à l'essentiel, mais ne s'essouffle pas, court, caiale et cogne. Un film têtue comme son héros mal rasé, teigneux et tendre parfois, un film pas gentil mais amical au fond, et coloré surtout. Un film terrible dans ce qu'il est quotidien, la drogue, la dope au quotidien, là, partout autour de nous, sous nos yeux qui ne veulent pas voir, pas savoir. Et, indissociables à la vie à la mort, liés par une étrange relation faite de connivence haineuse et d'intimité ambiguë, les toxicos, les dealers, et les flics.

L. 627, le titre, peu racoleur, désigne l'article du code de la santé publique réprimant toutes les infractions liées à la détention, au trafic et à la consommation de stupéfiants. Documentaire fiction? Reportage romancé? Cinéma vérité? Peu importe l'étiquette, pourvu qu'on ait l'ivresse. On l'a, celle des grandes profondeurs en suivant Lucien Marguet, dit Lulu, enquêteur de seconde classe, incarnation satisfaisante de Styphe, dans sa chasse obsessionnelle aux trafiquants, chaque jour recommencée.

Le caractère, le personnage de Lulu ne sont pas fictifs. Lulu, c'est Michel Alexandre, coscénariste avec Tavernier, enquêteur de seconde classe, lui aussi, dont certains éléments biographiques sont presque trop beaux pour être vrais. Réjouissante vengeance de l'art sur la réalité, ce sont ces éléments-là, les plus authentiques, qui, se retrouvant dans le film, paraissent parfois un peu poussés, métaphoriques, pour tout dire inventés. Ainsi, symbole comode pour imposer l'idée qu'un flic, c'est d'abord un regard, un regard caché, un regard de voyeur sur la misère des hommes, Lulu est un policier au cursus bizarre: il a tenté et raté le concours de l'IDHEC, il ne quitte pas une petite caméra et pège ainsi ses proies. Or Michel Alexandre a bel et bien tenté le concours de l'IDHEC.

A ses côtés donc, Tavernier a

enquêté de longs mois. Ce qu'il a vu de la violence du drame de la drogue, et de l'impuissance institutionnelle à le maîtriser, à l'évidence l'a horrifié. Mais il a su rassembler ce matériau brut et saignant, polémique et terrifiant, avec une telle habileté, une telle santé, que L. 627, habité par des comédiens d'exception, évitant les pièges de la reconstitution et du plaidoyer manichéen, va au train d'enfer, au plus près des visages, en scènes courtes, nerveuses, dans des décors exigus, voitures à l'arrêt, bureaux crasseux, chambres d'hôtels borgnes, réinvente le polar à la française, atrocement banalisé par les impeccables séries télévisées. Bertrand Tavernier, au détour d'une courte séquence, démontre qu'il aurait su filmer autrement, plus «joli», fait une intrusion bûnellienne chez un commissaire mystique et kleptomane qui a tapissé son bureau de crucifix. Cette tentation de réalisme poétique réprimée, il retourne à la rue, magnifiquement.

## Des abysses à portée de main

Lulu a tout le temps des ennuis, il est mal noté, déplacé, muté, il bouffe n'importe quand, n'importe quoi, il s'occupe mal de sa femme, de son enfant, il s'engueule avec tout le monde. On ne quitte pas Lulu, alors forcément, on s'attache à lui, à ceux de la brigade. Dodo, le chef, l'énervé des statistiques, Vincent, le pied-tendre, «Looping», le copain, Marie, la muse musquée, Manu, le soiffard. On les suit dans les squats pourris, dans les bars, dans les instants de désespoir et les fréquents moments de rigolade. Dans la saloperie modeste des rapports humains, les mesquineries de grades, les délirs bureaucratiques. On les suit dans leur «sous-marin», camionnette banalisée aux vitres sans la où ils planquent, interminablement.

Le film est fait de ça, de rien d'autre, et c'est tout un univers, une planète inconnue, des abysses à portée de main. Qu'est-ce qu'on fait du hétéro de la femme toxico arrêtée? Dodo le mettrait bien à la fourrière. Et quand il faut plonger ses doigts au fond de la gorge du dealer pour qu'il dégueule ses ségules de merde, eh bien Lulu y met les doigts. Il n'y a plus beau-

coup de frontières entre le jour et la nuit, le bien et le mal, les gendarmes et les voleurs. Il y a des flics salauds mais pas tout à fait, des indies sympas (les «cousins zéroïres»), si on veut. Il y a Lulu, pas irréprochable, qui ne veut finalement qu'une chose, faire son travail. Tavernier aime ces types-là que le travail a investis comme une religion, comme une malice, l'héritage de Saint-Paul, ou le Noiret de la Vie et rien d'autre, comptant inlassablement ses morts.

Il a réussi avec L. 627 un film qui n'est pas «politiquement correct», qui ose montrer des dealers en majorité noirs, et des flics bonnettes, en majorité blancs. C'est comme ça. Ni gai, ni optimiste. Comme ça. Et si responsabilité il y a, elle est évidemment collective, avec une petite prime aux politiques. Tavernier - il le répète à l'envie dans les interviews qu'il donne à la chaîne à Venise - n'a pas pardonné à Laurent Fabius, qui répondait à une question de journaliste sur la drogue, en 1985, alors qu'il était premier ministre: «Parlez-moi plutôt de choses importantes».

Pour autant, L. 627 n'est pas un film engagé, mais plutôt sagement enragé, qui échappe au démonstratif, à la lourdeur d'un dossier à la Cayatte en grande partie grâce à une interprétation exceptionnelle.

Des acteurs inconnus, méconnus, ou redécouverts, des acteurs de théâtre, de rencontre, tous formidables. Didier Bezace, Lulu, toujours un mauvais goût de rendez-vous manqué dans la bouche, obstiné, fourbu, est incroyablement de justesse, de présence. Les autres, autour (Jean-Paul Comart, Jean-Roger Milo, Nils Tavernier, Philippe Torret), croqués au scalpel, drôles, sensibles, des personnes vivantes. Mais plus remarquable encore, est le trio des femmes.

Bertrand Tavernier a toujours su offrir en cadeau des rôles superbes à ses actrices (Christine Pascal, Nathalie Baye, Jane Birkin). Cette fois, diverses, complémentaires, elles sont trois. Trois révélations. Charlotte Kady est Marie, la flic-que, typhon blond de vitalité, la langue bien pendue, le sein généreux, la compassion pudique; Cécile Garcia joue la femme de Lulu, elle sait que c'est fou, leur mariage, mais elle se bagarre encore, en silence, douce, savante

sur les vacheries de l'existence. La plus bouleversante est Lara Guirao, Cécile, la petite putain toxico, courageuse à l'extrême dans sa dérive, pour qui Lulu a des tendresses très fortes. Ce qu'elle finit par passer de lucidité, d'ironie sur elle-même et sur le monde, de chagrin serein, la range dans le clan des grandes.

La fin du film, (145 minutes qui ne pèsent pas), est un peu bâtive, comme si Tavernier avait été obligé de couper pour tenir un format «commercial». On n'est plus à Paris, mais à Lyon, Lulu revoit Cécile, peut-être s'en est-elle sortie? On ne sait pas. Lui non plus. Que sait-on de l'amour...

DANIELE HEYMANN

## EN BREF

■ Un nouveau directeur à la tête de l'ADAMI. — M. Christian James, quarante-cinq ans, a été nommé directeur général de l'ADAMI (Société civile pour l'administration des droits des artistes et musiciens interprètes). Il remplace M. André Canas, qui a quitté ses fonctions le 31 décembre 1991. Entré à l'ADAMI en 1986 comme responsable administratif et financier, M. James en assurait la direction générale par intérim depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1992. Créée en 1955, l'ADAMI se charge de percevoir, administrer, répartir et distribuer les sommes issues des droits sur l'utilisation secondaire des travaux enregistrés (son et images) par tous les interprètes, qu'ils lui soient ou non associés (9 760 personnes). L'application de la loi du 3 juillet 1985, dite «loi Lang», a accru les sommes gérées par l'ADAMI. De 1986 à 1991, son chiffre d'affaires est passé de 5 millions à 180 millions de francs.

■ Changements de dates à l'Opéra-Bastille. — Les représentations de *Jeune au bûcher* d'Honegger auront lieu les 9, 12, 14, 15, 17, 20, 21, 24, 27, 29 et 31 octobre. Les représentations de *Padmavati* d'Albert Roussel, initialement prévues pour novembre, seront données à une date ultérieure. Rens.: 40-01-17-89.

## Le bric-à-brac de la lagune

A Venise, beaucoup de films, en compétition ou dans les sections parallèles, mais peu de découvertes

## VENISE

## de notre envoyé spécial

Après quelques jours passés à regarder passer le train des films, il faut admettre une certaine similitude entre l'espace festivalier et la race bovine. Avec tout de même, pour la gent cinéophile, ce privilège: la possibilité de faire varier la vitesse de défilement, de ralentir le train quand un écran soudain s'illumine d'images un peu singulières. Remis *Un cœur en hiver* de Claude Sautet (le Monde du 3 septembre) et L. 627 de Bertrand Tavernier (lire ci-contre) qui, tout chauvinisme à part, ont dominé ce début de Mostra, bien peu de films auront jusqu'à présent suscité pareille intervention.

Passé la calamiteuse ouverture avec *Raising Cain* de Brian De Palma, la curiosité poussait vers *Mimbo No Onna* du japonais Juzo Itami, entre autres parce que ce film a valu à l'auteur de *Tampopo* de se faire violemment agresser et blesser par les gangsters de son pays. Mêlant la comédie au message pédagogique, il tourne en ridicule les malfaisants yakuza tout en enseignant comment leur résister en ne se laissant plus intimider: une avocate aux nerfs d'acier joue les professeurs de sang-froid auprès du personnel d'un hôtel de luxe soumis au racket, et qui apprendra à faire front. Mais leurs tribulations deviennent vite répétitives, au point qu'on a souvent le sentiment d'assister au bout-à-bout d'un feuilleton qui gagnerait à être découpé en épisodes.

Autre *Hôtel de luxe* (c'est le titre du film du Roumain Dan Pita) symbolisant un pays tout entier, celui qui sert de décor à l'évocation de l'ère Ceausescu. La métaphore tressée en lourds câbles d'acier pour dénoncer (aujourd'hui, sans risque) la paranoïa et l'exploitation, la misère et le conformisme, en un plaidoyer aux effets de manches conventionnellement oniriques.

A l'autre extrême, *The Playboys* de l'Irlandais Gillic, McKinnon, chronique d'un amour impossible dans un village des années 50, pèse si peu, montre et dit si peu et si platelement qu'il s'oublie aussitôt, malgré le numéro d'Albert Finney et une folle promesse de l'actrice Robin Wright. Entre les deux, sans grande surprise mais sans faux pas, *The Public Eye* voit Joe Pesci endosser le personnage d'un New-Yorkais Weeghe (père de la photo de faits divers) et l'apparence de l'inspecteur Colombo pour cette histoire de mafia et de bons sentiments, honorable série B à l'ancienne.

Beaucoup plus mémorable, quel que soit l'impact, est le nouveau film d'Ousmane Sembène, *Guelwaar*. Autour de l'affrontement entre deux villages sénégalais, l'un chrétien et l'autre musulman, à propos du corps d'un agitateur enterré dans le mauvais cimetière, l'auteur de *Le Héros de nos jours* organise une savante circulation de personnages. Il multiplie les appels à la tolérance dans cette fable qui tourne au virulent

pamphlet contre les méfaits de l'aide internationale. Si le film semble comme enlaidi dès que ses protagonistes s'expriment en français (problème qu'aucun réalisateur africain n'a encore résolu à ce jour), la beauté des images en extérieur, la qualité du jeu dès que les comédiens parlent leur langue et la manière dont le cinéaste change de ton quand l'archétype menace ont fait de *Guelwaar* l'un des meilleurs moments de ce début de Festival.

## Un bol d'air

signé Alexandre Rockwell

Bon moment aussi, et dès les premières minutes de projection, avec *In the Soup* du jeune Américain Alexandre Rockwell. On y retrouve cette activité devenue rare: rire, dans une salle de cinéma. On rira souvent, de bon cœur et sans retenue, au fil de ce récit, présumé autobiographique, des galères d'un jeune New-Yorkais fauché, cinéophile éperdu et amoureux transi, qui essaie de réaliser son premier film (*In the Soup* est en fait le quatrième film de Rockwell).

La rencontre du piètre héros avec un producteur-Père Noël-maltraité aussi chaleureux qu'ambigu (l'époux Seymour Cassel, ex-pilier de la maison Cassavetes) est l'occasion de multiples rebondissements dans ce petit film qui a le bon goût de ne pas se pousser du col. En fait de soupirer, un bon bol d'air.

Pour le reste, c'est en chutant dans un bric-à-brac de vidéos, de courts-métrages et de documentaires présentés par lots qu'on avait les meilleures chances de trouver des curiosités, sinon des trésors. Ainsi deux dessins animés rigolos et résolument noirs de Phil Mulloy, avec une bande cow-boys tout en dents et brailardise. Ainsi les inventions visuelles de Patrick Bokanowski, auteur il y a sept ans de cet OVNI absolu du cinéma qui s'intitulait *L'ange*. On l'étonnant portrait de Darwin par Peter Greenaway, retraçant en vidéo haute définition tout son arsenal d'images pour créer une succession de tableaux en albâtre, dans un succulent commentaire met en perspective l'œuvre de l'inventeur de la théorie de l'évolution.

Dans la même série, baptisée «Encyclopédie audiovisuelle», mais sur petit écran cette fois, était présenté un portrait de Gershwini par Alain Resnais. Malgré un commentaire exagérément pédagogique, l'auteur de *Toute la mémoire du monde* retrouve les chemins de la mélancolie en promenant sa caméra dans les beaux dessins de Pelléas, sur quelques mesures de *Rhapsody in Blue*.

Il reste que, au spectacle d'un fort bataillon de festivaliers délaissant les grands écrans pour, sur la foi de grands noms, s'agglutiner autour de «horresco referens» télévisuels, il y avait matière à ruminer.

JEAN-MICHEL FRODON

## RENTREE DES ARTISTES

## Les tribulations d'un Alceste à New-York

Stephan Meldegg,  
Patrick Chesnais  
et Claire Nebout  
dans le feu du succès

## BRÛLEZ TOUT!

au Théâtre La Bruyère

Patrick Chesnais tournait un film aux Etats-Unis quand une amie américaine lui a dit qu'il devait absolument aller voir une pièce à New-York, *Burn This!* de Lanford Wilson, avec John Malkovich et Joan Allen. Il y est allé, il a vu, il a aimé. Comme à son habitude, il a demandé qu'on lui prépare une traduction en français, un «mot à mot» qu'il a lu à quelques proches, amis, producteurs et acteurs. Sous *Burn This!* s'annonçait *Brûlez tout!*, aujourd'hui à l'affiche du Théâtre La Bruyère.

Un théâtre dans la fou du succès: on ne compte pas les récompenses à la invitation à *Cuisina* à dépendances, d'Agnes Jaoui et de Jean-Pierre Bacri, et c'était bien, de James Saunders, deux mises en scène signées l'an passé par Stephan Meldegg, directeur de la petite salle du quartier Saint-Germain. Il lui faut désormais oublier tout ça, les Molibras, les rapaises, les tournées dans toute la France, l'adaptation da-

Cuisine et dépendances au cinéma dans une production Gaumont.

Et repartir de zéro. «J'ai eu beau préparer l'adaptation, les décors, les lumières, disait le metteur en scène au début des répétitions, j'ai encore que très peu travaillé avec les acteurs. Je me mets en situation de recevoir ce qui vient à l'essai de tout mettre en ordre.» Stephan Meldegg veut croire à son étoile. Qu'il courtise en co-signant - avec Atzica Guedj - les adaptations brillantes des auteurs auxquels il s'attaque; en réalisant des spectacles avec humilité et sérieux; en réunissant des acteurs dont il donne souvent une image neuve.

Une aubaine pour une actrice qui ne sait encore presque rien du théâtre. Claire Nebout, comédienne de cinéma (*Au pays des Juifs*, avec Medhi Charef, est son dernier film), avait fait ses armes à la scène avec Pascal Rambert et ses *Parisiennes*, pièce-fléuve dans laquelle elle pense aujourd'hui s'être «un peu noyée». La voici prête à apprendre ce médier d'exigence, anxieuse - raisonnablement, -

impressionnée par ses premiers pas sur la plateau du La Bruyère, impressionnée aussi par son partenaire, Patrick Chesnais. «Lui est déjà très dedans, et moi je suis encore très loin», confiait-elle aux premiers jours des répétitions.

Si Chesnais a été pris d'amitié pour *Brûlez tout!*, c'est paradoxalement parce qu'il a pensé d'amblye que ce personnage d'un gérant de pizzeria américaine, un agité de la famille des misanthropes, n'était pas du tout pour lui. Pas de meilleure raison pour s'y frotter: «Évadé des films de Scorsese ou de Lynch, le personnage devrait intéresser ceux à qui j'ai pensé spontanément en voyant la pièce la première fois: mes nouveaux de vingt-cinq ans. J'aimerais qu'ils viennent au théâtre, que la pièce les passionne et qu'elle les empêche très fort de dormir.»

OLIVIER SCHMITT

► A partir du 22 septembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinées samedi à 17 heures et dimanche à 15 heures. Tél.: 48-74-76-99. 30 F à 150 F.



Stephan Meldegg, Patrick Chesnais et Claire Nebout

## ACTUELLEMENT

UN OPÉRA BAROQUE, AMPLÉ ET FOISSONNANT  
QUI S'APPUIE SUR L'ÉMOTION.

Il y a dans le film des scènes fortes et bouleversantes, des dialogues que l'on voudrait connaître par cœur...  
Ce film n'est pas prêt de nous quitter.

Sélection Officielle Venise 92



LA PESTE

d'ALBERT ROUSSEL



## CULTURE

ARTS

### Face à face

Le portrait et son au-delà en deux expositions, à Nice et à Jouy-en-Josas

**LE PORTRAIT  
DANS L'ART  
CONTEMPORAIN  
à Nice.  
A VISAGE DÉCOUVERT  
à la Fondation Cartier.**

Si le portrait de M<sup>me</sup> de Sénonnes eût pu ressembler à M<sup>me</sup> de Sénonnes, rien ne saurait le prouver au visiteur du Musée de Nîmes, qui y voit surtout du visage. De ce visage, on n'a que faire. Un beau portrait, celui qui s'impose parmi d'autres dans les galeries, c'est une présence, de l'expression, de l'étrangeté, de l'absence, le frottement de la vie, le soupçon de la mort, au-delà des apparences et de l'événement apparent. Il n'empêche, cependant, qu'un portrait, par définition, représente une personne à laquelle il est censé ressembler.

Partant de là, on peut se demander si, au vingtième siècle, où la problématique artistique se déplace, pour ne plus se poser en termes de représentation, de ressemblance, de mimésis, mais de figuration et d'abstraction, le portrait est encore un genre pratique. Mais oui ! Un peu, mais autrement, sous d'autres formes. Surtout l'autoportrait, témoin d'une quête ou d'une affirmation de l'identité de l'artiste.

L'exposition du Musée de Nice, «Le portrait dans l'art contemporain», en montre beaucoup, de Bonnard à Villon à Barcelo (un autoportrait en situation de peintre, c'est-à-dire les pieds dans le tableau), en passant par Martial Rayne, peintre de vanités féminines, et Warhol, usant le visage de Marilyn jusqu'à la mort. Soit beaucoup de façons de s'y prendre, années, astucieuses, réfléchies, sérieuses, libres, comme le sujet traité, bien ou mal, à grands coups de brosse, de ciseaux, de pointes. Avec des mots, et des objets, et des croisements d'images pour situer la personne en question. Il va sans dire que le portrait au vingtième siècle en prend plein la figure. Il peut

devenir lieu de réflexion sur le genre portrait, moyennant quelque miroir brisé, ou encore lieu de réflexion sur le genre humain et sa condition.

Ici, Bernd Lohaus grave MOI sur un assemblage de poutres ; là, Arman fait du Arman en accumulant le contenu des corbeilles à papiers de Joseph Kosuth, sur lequel on n'apprend rien ; là encore, Ben écrit en blanc sur noir : «Je ne sais pas qui je suis». Ailleurs on croise le portrait de circonstance d'Ives Klein (son mariage en grande pompe), tout en gardant en mémoire, peut-être, l'autoportrait de Tai Cost, un visage sans traits, en matière, ou la Tête d'otage de Faurier, à laquelle il n'est pas loin de ressembler. Les uns signent, les autres se signent, comme Ernest Pignon devant l'Essentiel.

L'inventaire n'est pas mauvais, du trait pour trait à plus de traits du tout. Mais l'exposition de Nice manque d'organisation et ne fait pas émerger de problématique particulière. Même pas la difficulté de cerner la notion de portrait à travers ses détournements. Elle traite de la surface, des formes et des styles, pas du fond.

On lui préfère de beaucoup l'exposition de Jouy-en-Josas, où pourrait figurer plus d'une œuvre présentée à Nice, parmi celles qui échappent au particulier. Par exemple l'Autoportrait avec masque, sur fond d'oeuf, de Walter Dahn, que l'on mettrait à côté de quelque masque d'art africain, ou le Portrait de Kaka par Karel Appel, que l'on verrait bien à côté d'un portrait du Fayoum.

«La grande aventure, disait Giacometti, c'est de voir surgir quelque chose d'inconnu, chaque jour, dans le même visage. C'est plus grand que tous les voyages autour du monde.» C'est un peu cette grande aventure que la Fondation Cartier, qui n'est pas au bout du monde, seulement à quelques kilomètres au sud-ouest de Paris, propose de vivre, au travers de

l'exposition «A visage découvert», où l'on approche mille et un visages peints, dessinés, sculptés, modelés, surmodèles, architectures, déconstruits, défaits, bouleversés, ouverts, fermés, bruyants, claquants, masqués, nus, fesses, retranchés, pleins de leur vide, ou évidés comme des masques.

Venus de tous les horizons, d'anciennes et de lointaines civilisations, ou puisés dans l'art moderne et contemporain occidental, ce sont autant de cas de figure sur lesquels on bute. On n'entre pas dans l'air du visage comme dans un moulin. Tout au plus peut-on tenter d'approcher le terrain, qui est mouvant.

#### Un choix remarquable

Détournements, apparitions, dédoublements, glissements, passages à l'écran ou à la toile, apparitions, révélation, découvertes, recouvrements... L'exposition est belle, pensée. Elle doit beaucoup de sa gravité aux exemples d'arts premiers, choisis par Jacques Kerchache, et de sa tenue à la fois à la sobriété de la présentation des œuvres et à la réflexion qui la porte, dont un catalogue savant, conduit par Georges Didi-Huberman, fait état. Françoise Frontisi-Ducroux y traite du masque et du visage chez les Grecs, Louis Marin de la «grammaire royale du visage» (les têtes d'expressions de Le Brun). Pour une fois, la Fondation, qui n'a pas que de mauvaises idées, ne grille pas un sujet en le traitant comme des masques. Jean de Loisy, qui l'a orchestrée, y fait ses adieux à l'Institut (il vient de passer au Musée national d'art moderne) plus que convenablement.

Le choix des œuvres est remarquable, ouvert à tous les vents de l'esprit, anciens, lointains, d'ici et d'ailleurs. Les arts premiers et l'art occidental moderne ou contemporain, l'art oriental, extrême-oriental, y sont sur un même pied, sans esprit de hiérarchie, ni de référence, ni

même pour illustrer quelque thèse, quelque théorie. Ils sont là avant tout comme marque d'une présence à l'intérieur d'un parcours souple, en trois temps : la grammaire, qui commence par faire un sort à la notion de portrait ; le chahut ; le silence.

Georges Didi-Huberman présente le projet comme «une tentative pour désigner, autant que possible, l'extension et la cohérence d'un champ anthropologique touchant à la notion de visage». Où l'on peut se promener et découvrir des images à travers les modes de représentation et les modèles, dans l'épaisseur du maquillage, sous la couleur, dans l'ornement, dans les traits couvrant d'autres traits, dans les trous des masques qui occultent les traits. D'où il ressort, au fond, du visage, de sa résistance, de son irréductibilité, toute l'opacité de l'être, en mémoire, au-delà du miroir, du regard. Et simplement le visage comme lieu éphémère de l'humanité tout entière.

Jean de Loisy explicite l'enjeu de l'exposition et son champ artistique en rappelant que la majorité des tableaux réunis par les nazis dans l'exposition de l'art dégénéré en 1937 représentaient des visages. C'est la raison pour laquelle «cette exposition se doit de désorganiser les généalogies, de renoncer à l'histoire, d'ignorer les géographies, de mêler les cultures, de comparer l'incomparable. Le visage concerne l'irréductible, le clandestin, le hors-la-loi, l'exilé, tout sauf l'ordre et la norme». Par les temps qui courent, il n'est pas mauvais de le souligner. Et d'aller visiter la Fondation Cartier, dont le bunker (un vrai, de la dernière guerre) est devenu pour quelque temps un sanctuaire, ou une maison de la magie.

GENEVIEVE BREERETTE

► «Le portrait dans l'art contemporain». Musée d'art moderne et d'art contemporain, Nice. Tél. : 93-62-81-62. Jusqu'au 27 septembre.

► «A visage découvert». Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture, Jouy-en-Josas. Tél. : 39-58-46-46. Jusqu'au 4 octobre.

#### GUIDES

#### Le patrimoine sans peine

Deux livres sur la protection des objets, monuments et sites

La direction du patrimoine au ministère de l'éducation et de la culture vient de mettre à jour la trentaine de pages de *Monuments historiques, règles et procédures*, publié pour la première fois il y a cinq ans. Formet carré et gros caractères, pédagogie oblige.

En cinq sections, ce guide retrace l'évaluation du système de protection : les immeubles, les objets mobiliers et les organes, le patrimoine rural non protégé, les objets des monuments historiques et les acteurs (conservateur régional, architecte chef, etc.). Les organigrammes de la direction du patrimoine et des vingt-huit directions régionales des affaires culturelles (DRAC) permettent de se repérer dans l'univers des monuments historiques.

Le document cependant se limite aux domaines relevant du ministère de la culture, sans entrer dans le détail d'une mécanique complexe à laquelle prennent part les ministères de l'équipement et de l'environnement. Les trois ministères concernés ont donc pris le relais de la direction du patrimoine pour publier un instructif *Guide de la protection des espaces naturels et urbains*, qui contient des explications précises sur les modalités de protection des sites, des objets sauvagés, mais aussi des parcs, du littoral ou de la montagne. Malgré l'abondance des détails réglementaires et techniques, l'ouvrage reste accessible et bénéficie d'un ensemble bien choisi d'illustrations, plans et schémas.

► *Monuments historiques, règles et procédures*. Disponible gratuitement auprès de la Direction du patrimoine, 3, rue de Valois, 75001 Paris.

► *Guide de la protection des espaces naturels et urbains*. Ed. La Documentation française, 222 p., 110 F. (La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75344 Paris Cedex 07).

## PHILATÉLIE

### Plantes des zones humides



La Poste mettra en vente générale, le lundi 14 septembre, quatre timbres à 2 F, 3 F, 4 F et 5 F sur les plantes des zones humides.

La variété de lys de mer (*Pancreum maritimum*) choisie pour le timbre-poste à 2 F provient de l'étang de Biguglia, au nord-est de la Corse ; les sables maritimes de l'océan et de la Méditerranée constituent son biotope. Le rossolis (*Oreocera rautaudii*) (timbre à 3 F) est une plante sauvage carnivore - capable, dit-on, de capturer deux mille insectes en une saison d'été - qui pousse dans les régions froides de l'hémisphère nord ; un l'emploie comme calmant de la toux en infusion de feuilles fraîches. L'orchis des marais (*Orchis palustris*) (timbre à 4 F), petite orchidée de quelques centimètres, se rencontre dans les tourbières et prairies marécageuses d'Europe et du pourtour méditerranéen. Le nénuphar jaune (*Nuphar lutea*) (timbre à 5 F) vit dans les étangs ; il est connu depuis l'Antiquité pour ses propriétés anaphrodisiaques. Les timbres, au format vertical 26x36,85 mm, sont dessinés et gravés par Pierre Albuissou, mis en page par Roger Drust et imprimés en taille-douce en feuilles de trente.

nés et gravés par Pierre Albuissou, mis en page par Roger Drust et imprimés en taille-douce en feuilles de trente.

P. J.  
► Vente anticipée à Nantes (Loire-Atlantique), les 12 et 13 septembre, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire «premier jour» ouvert au Musée d'histoire naturelle, 12, rue Voltaire ; le 12 septembre, de 8 heures à 12 heures, au bureau de poste de Nantes-RP (boîte aux lettres spéciale).

► Souvenirs philatéliques : J.-P. Morice, 5, rue des Tulipes, 44120 Vertou.

Rubrique réalisée par la rédaction du mensuel *Le Monde des philatélistes*, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Iry-sur-Seine Cedex. Téléphone : (1) 49-60-33-28. Télécopie : (1) 49-60-33-29. Spécimens récents sur demande contre 15 F en timbres.

#### En filigrane

► *Le Monde des philatélistes* nouvelle formule. - *Le Monde des philatélistes* fait sa rentrée avec une nouvelle maquette, plus attrayante, plus aérée, dans un nouveau format standard plus moderne et plus maniable, mais sans changement de prix. Le mensuel est divisé en trois sections distinctes - actualité, magazine, rubriques - clairement signalées par des repères en couleur. En couverture du numéro de septembre, «Ces timbres venus du froid» : la tragédie du dirigeable *Italia* de Nobile au pôle Nord, en 1928, et ses conséquences philatéliques ; les timbres des terres Australes et Antartiques françaises de la saison 1982-1983 ; le courrier de la base russe Komsomolsk, au pôle Sud. *Le Monde des philatélistes* de septembre joue la

carte de l'internationalisation, avec des études sur l'image de la ville sur les timbres italiens, les lettres postales adriennes durant la biennale de Djibouti entre 1940 et 1942, l'occupation japonaise au China de 1937 à 1945, les cartes postales espagnoles et près de vingt pages sur les nouvelles émissions de France et du monde entier (le *Monde des philatélistes*, 88 pages, en vente en kiosques, 25 F).

► *Le spectacle continu*. - Les administrations postales de la Grande et des Petites Antilles ont émis, début juin, une série de timbres et feuillets sur des vedettes du spectacle. Au généraliste : Mariano Dietrich, Fred Astaire, Frank Sinatra, les Andrews Sisters, James Cagney, etc.

MAGASIN MOBILIER



Du samedi 22 août au mercredi 30 septembre 1992

Le choix et la qualité vous donnent rendez-vous dans votre magasin spécialiste !

Salons, séjours, bureaux, chambres, cuisines, salles de bains... découvrez le mobilier CAMIF en grandeur nature !

5%

de remise immédiate sur tout le catalogue Mobilier 92/93 et plusieurs gammes du catalogue général Automne-Hiver 92/93 : une offre exclusive de votre magasin CAMIF.

102, rue de Lagny 75020 PARIS. Ouvert le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au samedi inclus de 10 h à 19 h. Métro "Porte de Vincennes" RER Nation. Parking gratuit. Offre réservée aux sociétaires CAMIF, MNH Catalogue, MFP Catalogue, MGPC Catalogue et aux adhérents MDCM Catalogue et COOP VPC PTI, uniquement pour toute commande passée en magasin et dans la limite des stocks disponibles.

Visite de nos spécialistes

CHRISTIE'S



Montre-bracelet chronographe en or rose 18 ct signé Patek Philippe, vers 1948. Vendue à Genève le 20 mai 1992 pour SFR 143'000 (FF 540.000).

Afin de préparer nos prochaines ventes d'automne, nos spécialistes se tiendront à votre disposition à Paris le 11 septembre 1992 pour conseils et estimations gratuites.

Montres  
Ruth Zandberg  
Orfèvrerie  
Thierry de Lachaise

Pour information et rendez-vous, veuillez contacter :

Christie's  
Christine Petit

6, rue Paul-Baudry, 75008 Paris

Tél. : (1) 42 56 17 66 Fax : (1) 42 56 26 01

Aix-en-Provence : tél. : 42 96 43 94 E-Bordeaux : tél. : 56 81 65 47

Lyon : tél. : 78 43 72 44 E-Monaco : tél. : 93 25 19 33

LA PESTE



## AGENDA

## THÉÂTRE

**ARTISTIC-ATHÉVAIN** (48-08-49-24). L'Antichambre : ven., sam., mar., jeu. 21 h ; dim. 15 h 30.

**ATELIER** (48-08-49-24). L'Antichambre : ven., sam., mar., jeu. 21 h ; dim. 15 h 30.

**BERRY-ZEBRE** (43-87-51-55). Les Champs-Élysées de Jove : dim. 20 h 30.

**BOBINO** (43-27-75-75). Tête folle : ven., sam., lun., mar., mer., jeu. (dimanche) 21 h.

**BOUFFES PARISIENS** (42-86-60-24). La Jalousie : mar., mer., jeu. 20 h 45.

**CAPÉ DE LA GARE** (42-78-52-51). La Gare de Bercy : 21 h. Rel. dim. lun.

**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (42-78-44-48). Y a-t-il un communiste dans la salle ? : 21 h. Rel. dim. lun., dim. soir.

**COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (47-23-37-21). Pétouchkine : 21 h. Rel. dim. lun.

**CRYPTÉ SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE)** (47-00-19-31). Les Larmes du criminel : 18 h 30 ; mar. 20 h ; mer. 18 h 30 ; lun. 18 h 30 ; mar. 20 h 45. La Relève : ven., sam. 18 h 15 ; dim. 17 h.

**DEUX ANES** (48-06-10-28). Les Fous d'humour : ven., sam., mar., jeu. 21 h ; dim. 15 h 30.

**ESPACE MARAIS** (48-04-91-55). Le Mariage de Figaro : 18 h ; dim. 17 h 30. Rel. dim. soir, lun. 18 h ; mar. 20 h ; mer. 18 h 30 ; lun. 18 h 30 ; mar. 20 h 45. La Relève : ven., sam. 18 h 15 ; dim. 17 h.

**GRAND EDGAR** (43-20-30-09). Eric Thomas : 22 h. Rel. dim.

**GUICHET MONTMARTRE** (43-27-88-61). Les Femmes du crime : 18 h 30 ; mar. 20 h ; mer. 18 h 30 ; lun. 18 h 30 ; mar. 20 h 45. La Relève : ven., sam. 18 h 15 ; dim. 17 h.

**HUCHETTE** (43-28-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. Rel. dim. Lun. 18 h 30 ; mar. 20 h ; mer. 18 h 30 ; lun. 18 h 30 ; mar. 20 h 45. La Relève : ven., sam. 18 h 15 ; dim. 17 h.

**LUCERNAIRE FORUM** (45-44-57-34). Théâtre noir, Le Petit Prince : 18 h 45. Rel. dim. Lun. 18 h 30 ; mar. 20 h ; mer. 18 h 30 ; lun. 18 h 30 ; mar. 20 h 45. La Relève : ven., sam. 18 h 15 ; dim. 17 h.

**MADAME** (42-65-07-09). Long Voyage vers la nuit : ven., sam., mar., jeu. 20 h 30 ; sam. 18 h ; dim. 15 h.

**MARIE STUART** (45-08-17-80). Ven. Gogh : Vincent : 19 h 15. Rel. dim. Lun. 18 h 30 ; mar. 20 h ; mer. 18 h 30 ; lun. 18 h 30 ; mar. 20 h 45. La Relève : ven., sam. 18 h 15 ; dim. 17 h.

**MICHEL** (42-65-36-02). Les Aviateurs : 21 h. Rel. dim. Lun.

**MICHOÏDIÈRE** (47-42-95-22). La Puce à l'oreille : 20 h 30 ; sam. 17 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

**NOUVEAUTÉS** (47-70-62-76). Les Jumeaux : 20 h 30 ; sam. 18 h ; 21 h. Rel. dim. Lun.

**OLYMPIA** (47-42-25-49). Autant en emporte le vent : ven., sam., mar., mer., jeu. 21 h.

**PAIS DES GLACES (GRANDE SALLE)** (42-02-27-17). Chevalier et Lancelot dans C'est vous qui voyez : 20 h 30. Rel. dim. Lun.

**PAIS ROYAL** (42-37-58-31). Sans recense : 20 h 30 ; sam. 17 h 30. Rel. dim. Lun.

**PRÉ-CATALAN, JARDIN SHAKESPEARE** (43-71-14-28). On ne badine pas avec l'amour : sam., dim. 15 h. La Théâtre de Clara Gazul : jeu., ven., sam., dim. 17 h 30.

**RANELAGH** (42-88-64-44). Exercices de style : mar. 20 h 30.

**ROSEAU-THÉÂTRE** (42-71-30-20). Clovis et les Muscogéens : 21 h. Rel. dim. La mort viendra et elle aura ses yeux : mar. 21 h.

**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-08-21-93). Charité bien ordonnée : 20 h 30. Rel. dim. Lun.

**THÉÂTRE DE DIX-HEURES** (48-06-10-17). Christian Brando dans Tout est show-biz : 20 h 30. Rel. dim. Lun. Isabelle Leprieux dans Césaire : 22 h. Rel. dim. Lun.

**THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI** (48-05-87-88). Le Fou et la Nonne : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. Lun.

**THÉÂTRE GRÉVIN** (42-46-84-47). Chantal Ladesou : 20 h 30. Rel. dim. Lun.

**THÉÂTRE MAUBEL-MICHEL GALABRU** (42-23-15-85). Gérard David : 20 h 30. Rel. dim. Lun. Le Peur des couples : 22 h. Rel. dim. Lun.

**THÉÂTRE SILVIA MONFORT** (45-31-10-96). La Valse des toréadors : ven., sam., mar., mer., jeu. 20 h 30 ; dim. 17 h.

**TOURTOUR** (48-87-82-48). Les Trois Sœurs : ven., sam., mar., mer., jeu. (dimanche) 18 h 45. Candide : ven., sam., mar., mer., jeu. (dimanche) 20 h 30. Dérive à deux : ven., sam., mar., mer., jeu. (dimanche) 22 h 15.

**TRISTAN-BERNARD** (45-22-08-40). Batailles : 21 h. Rel. dim.

## CINÉMA

## LA CINÉMATHEQUE

**PALAIS DE CHAILLOT**  
(47-04-24-24)  
VENDREDI

Une histoire du film policier français : Alphaville (1968), de Jean-Luc Godard, 16 h 30 ; Dérive (1994), de Jean-Luc Godard, 21 h.

**PALAIS DE TOKYO**  
(47-04-24-24)  
VENDREDI

Le Cinéma américain regarde ses Indiens : Apache Territory (1958, v.o. s.l.), de Ray Nazarro, 18 h 30 ; Invasion (1917, v.o.), de T. H. Ince et F. Ford ; les Conquérants d'un nouveau monde (1947, v.o. s.l.), de Cecil B. DeMille, 21 h.

## VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache  
Forum des Halles  
(40-76-82-00)  
VENDREDI

Portraits de Paris : Paris moderne : Paris, la Belle de Jacques et Pierre Prévert, Hôtel des Invalides (1951) de Georges Franju, Le Dernier Nuit des Halles (1970) de Marie-Françoise Sieglar, Ou va-t-on se richer ? (1982), 14 h 30 ; Paris-banlieue : l'Amour existe (1951) de Maurice Pialat, la Ville bidon (1978) de Jacques Rivette, 16 h 30 ; Balade poétique : Champagne-Elysées (1953) de Walter Caron, Roger Théron, Zazie dans le métro (1980) de Louis Malle, 18 h 30 ; Belleville : Belleville lumineuse (1991) de Georges Goldmann, En remontrant le rue Viller (1992) de Robert Bober, 20 h 30.

Nous publions le vendredi (daté samedi) la liste des spectacles présentés à Paris et en région parisienne. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

## LES EXCLUSIVITÉS

**AGANTUK LE VISITEUR** (Ind., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; La Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaubourg, 9 (42-22-87-23) ; Les Trois Balcons, 8 (45-61-10-80) ; La Bastille, 11 (43-07-48-08) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

**ALIEN 3** (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6 (45-74-94-84) ; UGC Normandie, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaubourg, 15 (45-74-94-84) ; Rex (ex Grand Rex), 2 (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-84) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; Les Nations, 12 (43-43-01-58) ; Gaumont Gobelins bis (ex Faubourg), 13 (47-07-55-88) ; Miramar, 14 (38-85-70-42) ; Métro, 15 (45-74-94-84) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

**L'AMANT** (Fr.-Brit., v.o.) : Images d'ailleurs, 6 (45-67-18-08) ; Grand Pavois, 15 (45-64-48-88) ; v.f. : Les Montparnasse, 14 (38-85-70-42).

**LES AMANTS DU PONT-NEUF** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Danfery, 14 (43-21-41-01).

**APRÈS L'AMOUR** (Fr.) : UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40).

**L'ARME FATALE 3** (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Bretagne, 8 (38-85-70-37) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Miramar-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 8 (45-62-41-48) ; Gaumont Grand Ecran, 13 (45-60-77-00) ; 14 Juillet Beaubourg, 15 (45-74-94-84) ; UGC Molière, 17 (40-68-00-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-84) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; Les Nations, 12 (43-43-01-58) ; UGC Lyon Beaubourg, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-85) ; Métro, 14 (38-85-70-42) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

**AU PAYS DES JULIETS** (Fr.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

**LES AVENTURES D'UN HOMME INVISIBLE** (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 6 (43-59-18-08) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84).

**BALLAD OF THE BAD CAPE** (A.-Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Miramar-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Belleville Montparnasse, 15 (38-85-70-38).

**BARTON FINK** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Saint-Lambert, 15 (45-64-48-88) ; v.f. : Saint-Lambert, 15 (45-64-48-88).

**BASIC INSTINCT** (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-84) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-94-84) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-84) ; UGC Opéra, 8 (45-74-94-84) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94).

**BATMAN, LE OÉPI** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-18-08) ; v.f. : George V, 8 (45-62-41-48) ; Gaumont Opéra, 9 (47-42-58-31) ; Cinochea, 8 (43-33-10-82).

**DELICATESSEN** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Saint-Lambert, 15 (45-64-48-88).

**LE DERNIER DES MOHICANS** (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-55-83) ; Bretagne, 8 (38-85-70-37) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-18-08) ; UGC Normandie, 8 (45-62-41-48) ; Gaumont Grand Ecran, 13 (45-60-77-00) ; 14 Juillet Beaubourg, 15 (45-74-94-84) ; UGC Molière, 17 (40-68-00-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Gaumont Opéra, 9 (47-42-58-31) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; Les Nations, 12 (43-43-01-58) ; UGC Lyon Beaubourg, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-85) ; Métro, 14 (38-85-70-42) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

## DIEN BIEN PHU (Fr.) : Grand Pavois, 15 (45-64-48-88) ; Saint-Lambert, 15 (45-64-48-88).

## LE DIMANCHE DE PRÉFÉRENCE (Fr., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 8 (43-26-58-00).

## LA DISCRÈTE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; 14 Juillet Parnasse, 8 (43-26-58-00).

## LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Reflet Médias Logos (ex Le Louvre), 5 (43-54-42-34).

## ÉPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin., v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34) ; Sydes Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Gaumont Grand Ecran, 13 (45-60-77-00) ; Saint-Lambert, 15 (45-64-48-88).

## L'ÉQUINOXE IMPÉRIAL (Chin., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-55-83).

## FAUTE DE PÉRIEVES (Brit., v.o.) : Cinochea, 8 (43-33-10-82).

## FISHER KING (A., v.o.) : Cinochea, 8 (43-33-10-82).

## HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS II (HONG KONG, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 8 (43-26-58-00).

## HOOK (A., v.f.) : Cinochea, 8 (43-33-10-82) ; Saint-Lambert, 15 (45-64-48-88).

## INDOCHINE (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; Les Montparnasse, 14 (38-85-70-42).

## IPG (Fr.) : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Miramar, 14 (38-85-70-38).

## JFK (A., v.o.) : Cinochea, 8 (43-33-10-82).

## KAFKA (A., v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).

## LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Studio des Ursulines, 5 (43-26-18-08).

## LATINO BAR (Esp.-Mex., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

## MY OWN PRIVATE IDAHO (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-18-08) ; Lucernaire, 6 (45-44-57-34).

## LA NUIT OCHIRÉE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-18-08) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Pathé Français, 8 (47-40-33-88) ; Gaumont Gobelins bis (ex Faubourg), 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-47-94).

## OPENING NIGHT (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

## LA PETITE ARNAQUEUSE (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31).

## LA PESTE (Fr.-Arg., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-55-83) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Gaumont Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-67) ; 14 Juillet Beaubourg, 11 (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaubourg, 15 (45-74-94-84) ; v.f. : Saint-Lambert, 15 (45-64-48-88) ; Pathé Français, 8 (47-40-33-88) ; UGC Lyon Beaubourg, 12 (43-43-01-58) ; Gaumont Gobelins bis (ex Faubourg), 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

## LA PLANÈTE BLEUE (Can.) : La Géode, 16 (40-05-80-00).

## PROSPERO'S BOOKS (Brit.-Hol., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Danfery, 14 (43-21-41-01).

## RETOUR À HOWARDS END (Brit., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-55-83) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Gaumont Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-67) ; 14 Juillet Beaubourg, 11 (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaubourg, 15 (45-74-94-84) ; v.f. : Saint-Lambert, 15 (45-64-48-88) ; Pathé Français, 8 (47-40-33-88) ; UGC Lyon Beaubourg, 12 (43-43-01-58) ; Gaumont Gobelins bis (ex Faubourg), 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

## SANGO MALO (CAMEROUNAIS, v.o.) : Images d'ailleurs, 6 (45-67-18-08).

## LA SÉNTINELLE (Fr.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

## LE SILENCE DES AGNEAUX (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Cinochea, 8 (43-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Grand Pavois, 15 (45-64-48-88) ; Saint-Lambert, 15 (45-64-48-88) ; v.f. : Les Montparnasse, 14 (38-85-70-42).

## TABLEAU D'HONNEUR (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; Gaumont Aléa, 14 (38-85-75-14) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94).

## TALONS AIGUILLES (Esp., v.o.) : (42-33-42-28) ; Gaumont Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-94-84) ; v.f. : UGC Opéra, 8 (45-74-94-84).

## TERMINATOR 2 (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Grand Pavois, 15 (45-64-48-88).

## THE PLAYER (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC

Rotonde, 8 (45-74-94-84) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-94-84).

**THELMA ET LOUISE** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Cinochea, 8 (43-33-10-82) ; Club Gaumont (Publicité Météo), 8 (42-66-62-78) ; Grand Pavois, 15 (45-64-48-88).

**TOUS LES MATINS DU MONDE** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; 14 Juillet Parnasse, 8 (43-26-58-00) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-94-84) ; Grand Pavois, 15 (45-64-48-88).

**TRUST ME** (A., v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).

**TWIN PEAKS** (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 6 (45-67-18-08) ; Grand Pavois, 15 (45-64-48-88).

**UN ÉTÉ SANS HISTOIRES** (Fr.) : Europa Pantheon (ex-Reflet Pantheon), 5 (43-54-16-04) ; Les Trois Balcons, 8 (46-61-10-80) ; Reflet République, 11 (48-05-61-33).

**UN PARAPLUIE POUR TROIS** (Esp., v.o.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

**UN VAMPIRE AU PARADIS** (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Gobelins bis (ex Faubourg), 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

**UNIVERSAL SOLDIER** (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; Montparnasse, 14 (43-35-30-40).

**URCA** (Fr.-Sov., v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).

**VAN GOGH** (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-18-08).

**VERSAILLES RIVE GAUCHE** (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-48-18) ; Publicité Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23).

**LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Grand Pavois, 15 (45-64-48-88).

**LE ZÉBRE** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-18-08) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Pathé Français, 8 (47-40-33-88) ; UGC Gobelins, 13 (46-61-94-85) ; Gaumont Aléa, 14 (38-85-75-14) ; Miramar, 14 (38-85-70-38) ; UGC Molière, 17 (40-68-00-18) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

**LES GRANDES REPRISES**

**ADIEU, MA JOLIE** (A., v.o.) : Reflet Médias Logos (ex Le Louvre), 5 (43-54-42-34).

**LES AILES DU DÉSIR** (Fr.-Al., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-48).

**AUTOPSIE D'UN MEURTRE** (A., v.o.) : Action Christine, 8 (43-29-11-30).

**BLOOD SIMPLE** (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-18-08) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

**BOB ET CAROLE ET TED ET ALICE** (A., v.o.) : Les Trois Balcons, 8 (46-61-10-80) ; Reflet République, 11 (48-05-61-33).

**LES CONTREBANDIERS DE MOONFLET** (A., v.o.) : Passage du Nord-Ouest, café, 47 (47-07-28-04).

**DAVID COPPERFIELD** (A., v.o.) : Action Écoles, 5 (43-25-72-07) ; Mac-Mahon, 17 (43-25-72-07).

**LE DERNIER NABAB** (A., v.o.) : Escorial, 13 (47-07-28-04).

**L'EAU ET LES HOMMES** (Fr.) : La Géode, 19 (40-05-80-00).

**LA FEMME DES SABLES** (Jap., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-48).

**GILDA** (A., v.o.) : Les Trois Balcons, 8 (46-61-10-80).

**GLORIA** (A., v.o.) : La Bastille, 11 (43-07-48-80).

**HUSBANDS** (A., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

**L'IMPOSSIBLE MR. BÉBÉ** (A., v.o.) : Action Écoles, 5 (43-25-72-07).

**INOIA SONG** (Fr.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

**MINNIE AND MOSKOWITZ** (A., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-85).

**ORANGE MÉCANIQUE** (A., v.o.) : Cinochea, 8 (43-33-10-82).

**PETER PAN**



BILLET

Statistiques du chômage à la carte

Dans le doute, ne valait-il pas mieux s'abstenir ? L'étude publiée, vendredi 4 septembre, par l'INSEE indiquant que la France comptait 2 462 000 chômeurs en juin, alors que, à la même date, le ministère du travail en recensait 2 752 700, risque de renforcer encore davantage la confusion qui règne sur les statistiques du chômage (le Monde du 13 février).

Ces chiffres trimestriels — que l'INSEE publie pour la première fois — démontrent les demandes d'emploi à partir des critères du Bureau international du travail (BIT). Ceux-ci ne prennent en compte que les individus sans emploi immédiatement disponibles, recherchant activement un emploi et n'ayant pas travaillé, même une heure, dans le semestre. Traditionnellement, les statistiques françaises reposent sur une définition plus large, puisées, par exemple, les personnes suivant un stage ou des mesures sociales particulières. Ceci posé, la publication de cette enquête inspire quelques réserves.

Tout d'abord, il n'est peut-être pas inutile de rappeler que l'exécution de cette nouvelle enquête a été demandée par une lettre du 15 juillet 1991 signée par M. Pierre Bérégovoy, alors ministre de l'économie. Cherche-t-on à utiliser les statistiques « à la carte » pour écarter la thèse selon laquelle le seuil psychologique des trois millions de chômeurs n'est pas encore en vue ? Si tel était le cas, le gouvernement n'abusait pas grand monde. La norme du BIT permet certes de comparer les situations internationales, mais elle ne saurait éliminer un discours de politique intérieure à l'approche d'échéances électorales.

Sur le plan technique, ces chiffres — qui estiment que le chômage, au sens du BIT, a baissé de 1,4 % entre juin et mars et que, parallèlement, l'emploi total a augmenté de 177 000 personnes — ne comportent que des données brutes, car il s'agit d'une première publication. La baisse saisonnière du premier semestre n'est donc pas corrigée. D'ailleurs, une note interne de l'INSEE suggère que, « eu égard de la mise en place de la première enquête, s'ajoute une période d'ajustement des résultats qui pourrait s'étendre de deux à trois ans avant que ceux-ci puissent être utilisés de façon pleine et entière ». Alors que les syndicats de l'INSEE ont vivement réagi, les auteurs de l'étude eux-mêmes multiplient les précautions. Ces résultats, écrivent-ils, « doivent être interprétés avec la plus grande prudence ». Deux explications. En tout état de cause, le gouvernement sait à quoi s'en tenir.

JEAN-MICHEL NORMAND

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Envoyer 60 F (timbres à 2,50 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Oudin, 75014 Paris, en précisant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (60 F d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro)

Conformément à la décision annoncée par M. Bush

Les exportations de blé américain vont désormais être subventionnées à 100 %

Au lendemain de la décision annoncée par M. George Bush à l'occasion de sa campagne électorale de déblocage 1,1 milliard de dollars pour favoriser l'exportation de blé américain, de nombreux pays européens, relayés notamment par l'Australie et l'Argentine, continuent à exprimer leur mécontentement à propos de cette affaire qui relance la polémique sur les subventions agricoles, que les négociations de l'Uruguay Round s'efforcent de réduire. La Maison Blanche, qui se défend de toute arrière-pensée électorale, considère qu'il s'agit là « de bonnes actions gouvernementales » justifiées par « une bonne politique ».

NEW-YORK

de notre correspondant

« Un message pour l'Europe. » Pour certains commentateurs avisés de la politique américaine, la décision de subventionner l'exportation de 30 millions de tonnes de blé à destination de vingt-huit pays, annoncée mercredi 2 septembre par M. George Bush à l'occasion d'une étape électorale dans les Grandes Plaines puis au Texas, n'est pas à classer seulement dans la catégorie des « cadeaux de campagne » qui se font à l'approche des élections, mais aussi dans la série des avertissements adressés aux principaux concurrents des fermiers américains, à commencer par ceux de la vieille Europe. Certes, ce 1,1 milliard de dollars (5,2 milliards de francs environ) d'aide aux céréales du Midwest, complété par une enveloppe de 775 millions de dollars destinée à inciter les agriculteurs récemment éprouvés par diverses catastrophes naturelles, représente déjà 100 millions de dollars de largesses électorales par heure sur la base du temps passé par le candidat Bush, au pas de charge. Il faudrait y ajouter la volte-face opérée par la Maison Blanche tant à propos de la reconstruction de la base aérienne de Homestead, dévastée par l'ouragan « Andrew » qui a ravagé la Floride (alors que cette installation figurait depuis juin 1990 sur la liste des bases à éliminer au titre de la réduction du budget du Pentagone) que de l'autorisation de vendre 150 chasseurs F-16 à Taiwan (le Monde du 4 septembre) en dépit des assurances contraires données jusqu'ici à Pékin.

Mais le discours présidentiel

n'était pas seulement destiné à l'opinion publique américaine. Pour s'en convaincre, il suffit d'écouter les propos exprimés après coup par M. Ann Vanecko, secrétaire adjoint à l'agriculture, selon lesquels « en concurrençant directement les prix agricoles pratiqués par la Communauté européenne, nous nous engageons à ce que les producteurs et exportateurs américains de céréales restent compétitifs sur les marchés mondiaux ». De cette façon, devait ajouter ce haut responsable agricole, « nous maintenons la pression sur la CEE pour obtenir davantage de discipline en matière de pratiques à l'exportation à travers les négociations multilatérales actuellement en cours » dans le cadre de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

Un argumentaire que devait développer M. Marlin Fitzwater, porte-parole de la Maison Blanche, en expliquant que Washington avait longtemps attendu, en vain, qu'aboutissent les négociations de l'Uruguay Round avant de se résoudre, à contrecœur, à relever ses subventions agricoles. « Nous devons défendre les droits de nos agriculteurs. La Communauté européenne connaît notre position », devait aussi ajouter M. Fitzwater, en précisant qu'à priori « de bonnes actions gouvernementales constituent une bonne politique ».

Étranges coïncidences

Sans trop se soucier des étranges coïncidences avec le calendrier électoral, les experts agricoles de Washington ont passé à la loupe le détail des subventions accordées par M. Bush pour conclure que la majorité des 3 millions de tonnes (soit l'équivalent de 3 milliards de dollars) devra aller à des clients traditionnels des États-Unis, seuls 3 à 4 millions de tonnes pouvant séduire de nouveaux pays. Ainsi, la Chine, qui se verrait proposer 7 millions de tonnes de céréales subventionnées à l'exportation, s'est véritablement achetée, compte tenu des stocks dont elle dispose déjà. Les marchés à terme de Chicago ne s'y sont pas trompés, et le cours du blé à échéance décembre, en forte hausse le 2 septembre, est retombé à 3,43 dollars (en baisse de quelques cents) le lendemain.

Il reste qu'en regard du traditionnel discours américain sur le libre-échange, le libéralisme anti-Etat et la croisade anti-subsidies agricoles, abondamment développé au dernier sommet de Munich, notamment contre les pays européens et en particulier contre la

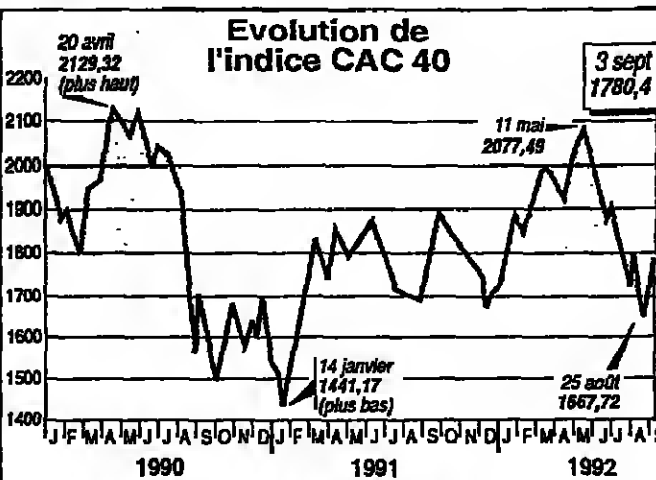
France, il est assez cocasse de voir les États-Unis faire fi de ces grands principes quelques semaines plus tard en prétendant défendre avant tout les prix du blé (qui ont, il est vrai, chuté de 1 dollar environ par boisseau en six mois aux États-Unis) et les 4,8 millions d'agriculteurs (2 % de la population) que compte encore le pays.

Washington a toujours fortement subventionné ses exportations de céréales, et le mouvement s'est sensiblement renforcé ces dernières années. Prévue par l'Export Enhancement Program (EEP) instauré en 1985, cette aide a concerné 75 pays depuis cette date à travers 132 initiatives différentes. Au total, les subventions avaient porté, à la date du 31 juillet dernier, sur 4,6 milliards de dollars, ce qui avait permis d'aider à l'exportation quelque 14,5 milliards de produits agricoles. Depuis le début de l'année, les États-Unis ont déversé des subventions à hauteur de 914 millions de dollars, qui ont permis l'exportation de 3 milliards de dollars de produits agricoles. Parmi ces derniers, le blé a toujours été le principal bénéficiaire de cette aide, 110 millions de tonnes de cette céréale ayant été subventionnées en sept ans. Très loin derrière viennent l'orge (11 millions de tonnes), la farine (4,5 millions) et l'huile végétale (1 million).

Aujourd'hui, par la seule décision de M. Bush, les subventions aux exportations de blé américain auront pratiquement doublé par rapport à l'année dernière, passant de 18,6 à 30 millions de tonnes, le coût de cette nouvelle aide étant d'environ 1 milliard de dollars sur la base de 40 dollars par tonne que l'Etat prend à sa charge, un chiffre qui, selon l'administration, est bien loin des 125 dollars par tonne que pratiquent la CEE. En réplique, cette dernière met surtout en avant l'escalade des subventions constatée sur les exportations de blé américain ces dernières années, celles que soient les vicissitudes de l'Uruguay Round. En 1985-1986, la part des exportations américaines réalisées dans le cadre des programmes EEP n'était que de 17 %. Trois ans plus tard, elle passait à 57 %. En 1991-1992, elle atteignait 66 %, avec le dernier coup de pouce de l'administration, ce sont 100 % des exportations de cette céréale qui bénéficient désormais de cette forme d'aide octroyée à des agriculteurs-détracteurs, dont l'influence après le Congrès reste inversement proportionnelle à leur poids réel dans la population.

SERGE MARTI

Rebond à la Bourse de Paris



Changement d'humeur à la Bourse de Paris ? Après trois mois de déprime, les investisseurs se sont subitement réveillés en milieu de semaine. Deux séances de fortes hausses mercredi 2 et jeudi 3 septembre ont permis à l'indice CAC 40 de progresser de plus de 6 %. Il est ainsi parvenu à revenir au-dessus de son niveau du 31 décembre dernier. Et ce grâce à une flambée des cours jeudi (+ 4,03 %) jamais vue depuis le 24 décembre dernier (+ 4,01 %), jour où le placeur parisien avait suivi l'exemple de la Bourse de New-York. La séance du 3 septembre enregistrant la plus forte hausse quotidienne depuis le 17 janvier 1991 (+ 7,05 %), au moment du déclenchement de l'offensive des Américains à des allées contre l'Irak.

Comme les autres places internationales — Londres (+ 2,9 %), Francfort (+ 1,6 %), — Paris a salué la décision britannique de lancer un emprunt de 10 milliards d'écus pour soutenir la livre. Sur le marché des changes cette mesure provoquait une remontée du dollar. Les débats autour du référendum suscitaient toujours l'attention des investisseurs. Ces derniers étaient désormais sur un regain du « oui », une semaine après cette journée du 25 août où, pour la première fois dans les sondages, le « non » fut donné gagnant. La Bourse tombait alors à son plus bas de l'année. Ce violent rebond, jeudi 3 septembre, est intervenu dans une séance perturbée par des problèmes techniques. Le volume des transactions (2,5 milliards de francs sur le placement mensuel), sans être remarquable, fut quand même nettement supérieur à celui des séances précédentes.

Avec un produit intérieur brut en recul de 0,5 %

Le ralentissement de l'économie allemande se confirme

FRANCFORT

de notre correspondant

Le produit intérieur brut de la partie ouest de l'Allemagne a reculé de 0,5 % au deuxième trimestre de cette année par rapport au premier trimestre, vient de faire savoir l'Office des statistiques. Par rapport à la même période de l'an dernier, le recul est de 0,6 %. Cette chute est cependant moins affirmée que certains ne l'avaient prédit en évoquant la possibilité d'une récession (le Monde du 22 août).

Le ralentissement n'en reste pas moins indéniable après la très forte progression du PIB au premier trimestre (de 2 % en rythme annuel). La croissance devra difficilement atteindre 2 % en 1992, mais les économistes s'interrogent, surtout, sur 1993 et commencent à réviser à la baisse leurs prévisions : la croissance du PIB l'an prochain ne devrait pas être de 2 %, mais seulement d'environ 1,5 %.

La conjoncture est affaiblie par la faiblesse des investissements, par le ralentissement de la demande interne des ménages (- 0,4 % au deuxième trimestre par rapport à l'an dernier) et surtout par le recul des investissements (- 3,8 %). Cette évolution va rendre plus difficile le sauvetage de l'est de l'Allemagne, où le redressement semble marquer le pas.

L'Office des statistiques a publié, d'autre part, les chiffres de l'emploi en août, qui font état d'une petite baisse du chômage. La partie ouest du pays, qui compte 1,822 million de chômeurs (6 % de la population active), a vu en août le nombre de ses chômeurs diminuer de 6 100 personnes par rapport au mois de juillet. Dans la partie est, où l'on dénombre 1,169 million de sans-emploi (14,4 % de la population active), le nombre de chômeurs a baissé de 19 500 par rapport au mois de juillet.

E. L. B.

Pour soutenir la livre sterling

Londres empruntera l'équivalent de 73 milliards de francs en devises

LONDRES

de notre correspondant

Confronté aux fortes pressions que subissent depuis deux semaines les monnaies les plus faibles du mécanisme de change du système monétaire européen (SME) et notamment la livre sterling, en raison de l'appréciation continue du deutchmark face au dollar, le gouvernement britannique a annoncé, jeudi 3 septembre, son intention d'emprunter l'équivalent de 7,30 milliards de livres sterling (environ 73 milliards de francs) en deutchmarks et en devises étrangères auprès d'un groupe de banques internationales, afin de soutenir la parité de sa monnaie. Cette décision, sans précédent depuis la grave crise qu'avait connue la livre dans les années 70, manifeste la détermination du gouvernement de M. John Major à défendre fermement le cours de la monnaie britannique.

L'emprunt annoncé par le chancelier de l'Échiquier, M. Norman Lamont, qui représentera 10 milliards d'écus, va permettre — au moins à court terme — d'alléger la situation monétaire de la Grande-Bretagne. Il servira à acheter de la livre sur le marché des changes au gré des pressions qui se manifesteront contre la monnaie britannique.

Dans les prochains jours, Londres va emprunter la moitié de cette somme en deutchmarks, par l'intermédiaire d'une ligne de crédit établie sur trois ans, le reste de l'emprunt intervenant ultérieurement. Ce programme va également servir

à financer une partie du déficit budgétaire, lequel est en forte augmentation, les besoins d'emprunt du secteur public se situant déjà à 28 milliards de livres pour l'exercice 1992-1993. L'annonce de cette décision a provoqué une vive surprise dans les milieux financiers internationaux et un soulagement à la City. Si l'on voit que la banque d'Angleterre a dû fortement intervenir depuis un mois pour soutenir la livre (les réserves monétaires n'ont baissé de 1,28 milliard de dollars en août), le gouvernement avait affirmé mardi que le montant actuel des réserves de la Grande-Bretagne (environ 44,5 milliards de dollars) lui permettrait de faire face aux pressions du marché.

Londres manifeste ainsi sa volonté de résister à une dévaluation et de maintenir le taux central de la livre en sein du SME à 2,95 deutchmarks, quel que soit le résultat du référendum français. Le risque d'une augmentation des taux d'intérêt d'origine monétaire est en effet très élevé. En Grande-Bretagne, cela signifie notamment que les taux hypothécaires peuvent demeurer à leur cours actuel, une bonne nouvelle dans une situation économique domestique extrêmement morose. L'annonce de cette décision intervient à la veille de la réunion des ministres des finances des Douze, à Bath (à l'ouest de Bristol), où doivent être envisagées les conséquences monétaires du référendum français, notamment en cas de victoire du « non ».

LAURENT ZECCHINI

Le plan de relance japonais

Tokyo donne la priorité à l'investissement et aux travaux publics

C'est par l'investissement que le très ambitieux plan de relance budgétaire adopté par le gouvernement japonais vendredi 28 août tentera de redonner du souffle à la croissance. Les quelque 10 700 milliards de yens (environ 415 milliards de francs) qui vont être injectés dans l'économie de l'archipel viseront essentiellement à accroître les dépenses de travaux publics.

Plus des trois quarts (8 600 milliards de yens, soit 333 milliards de francs) de ces crédits supplémentaires par rapport au budget de 1992 en cours seront consacrés à des dépenses d'équipements collectifs : grands travaux, construction de locaux éducatifs et culturels, augmentation des prêts en logement social, avances aux gouvernements locaux et aux institutions publiques pour l'achat de terrains.

L'investissement des entreprises en biens d'équipement sera également stimulé, grâce à 1 000 milliards de yens (39 milliards de francs) d'allègements fiscaux. La Nippon Telegraph and Telephone, ainsi que d'autres entreprises publiques, augmenteront leurs investissements à hauteur de 700 milliards de yens. Pour revitaliser les PME, qui peinent à trouver des financements, les institutions financières publiques leur alloueront 1 200 milliards de yens de prêts bonifiés.

Les autres volets du plan de relance concernent l'emploi (meilleure information statistique sur les sans-emploi, aide à la formation et au reclassement des chômeurs), le

développement de la consommation (davantage de crédits à la consommation, aide à la mise sur le marché de nouveaux produits...), ainsi que des importations (création de zones d'accès pour les importateurs étrangers, diminution des taxes d'intérêt sur les prêts destinés à l'importation des produits manufacturés).

Enfin, des mesures complémentaires tentent de consolider la sphère financière et boursière, fragilisée par la baisse continue de l'immobilier et des cours de la Bourse. L'Etat a annoncé dès la mi-août qu'il rachèterait aux banques une partie des prêts à court terme fournis par les clients devenus débiteurs à la suite de la baisse des valeurs. La Bourse devrait, elle aussi, être soutenue par diverses mesures : plus grand accès des fonds publics au Kabuto-cho, incitations à l'investissement des petits actionnaires dans des produits à long terme, suspension des privatisations, etc.

Trop optimiste

Dans un contexte de dépression de l'investissement privé et de ralentissement de la consommation et de la demande publique, et alors que les prévisions de croissance pour l'année budgétaire 1992 (qui s'achèvera en mars 1993) ne sont que de 2,5 %, l'annonce de ce plan a soulagé les milieux d'affaires nippons : le gouvernement espère désormais une croissance supplémentaire de 2,5 % pour les douze mois à venir. Prévision que de nombreux économistes, au Japon

comme dans les pays industrialisés, jugent nettement trop optimiste.

Les principaux partenaires commerciaux du Japon ont cependant accueilli favorablement le plan japonais, estimant qu'il modérera l'excédent commercial nippon. Ce dernier devrait dépasser 100 milliards de dollars cette année (500 milliards de francs). L'archipel redéfinira-t-il la « locomotive » des économies de l'OCDE ? « Pas vraiment », analyse M. Nicolas Thévenot, économiste de la banque Indosuez. Ce plan de relance, centré sur les investissements publics en infrastructures, ne stimulera guère les importations. Quand à la croissance interne, il est bien difficile d'évaluer quels seront sur elle les effets du plan de relance. Comment, par exemple, anticiper les modifications des comportements d'investissement et de consommation consécutives aux prêts bonifiés au logement et aux PME ?

Les effets de la relance devraient donc être limités : « Ce plan, pour lequel le gouvernement japonais n'a pas hésité à remettre en cause l'assainissement budgétaire mené depuis le début des années 80, n'inversera certainement pas la tendance. Il ne fera que freiner la dégradation conjoncturelle qui est allée en s'accroissant ces derniers mois », poursuit Nicolas Thévenot.

Il faudra de toute façon attendre le printemps 1993 pour mesurer l'impact de ces mesures sur la croissance, puisque l'application du plan de relance ne débutera qu'après le vote du collectif budgétaire par le Parlement, à l'automne prochain.

PASCALE KREMER



## ÉCONOMIE

## ÉTRANGER

Un rapport de la Banque mondiale  
sur le niveau de vie dans le monde

## L'Afrique demeure le continent le plus exposé au sous-développement

Dans son rapport sur les Indicateurs sociaux du développement en 1991-1992 paru en début de semaine, la Banque mondiale brosse, avec toute la sécheresse mais aussi parfois la pertinence des chiffres, un tableau très contrasté de l'évolution économique du monde, appréciée à hauteur d'individu. Dans la plupart des pays, affirme l'organisme onusien, le niveau de vie s'est amélioré au cours des vingt-cinq dernières années, mais le cas par cas révèle des reculs spectaculaires dans la plupart, ce n'est pas une surprise, ont été enregistrés en Afrique subsaharienne. Pas moins de dix-sept pays du continent noir ont ainsi vu leur PNB (produit national brut) par tête reculer, celui de l'Ouganda baissant de 2,4 % par an. « Au Nigeria, le pays le plus peuplé d'Afrique avec 115,5 millions d'habitants, le PNB par tête est tombé de 400 dollars dans les années 70 à 290 dollars en 1990 », souligne la Banque mondiale. Le Botswana, dopé par une mine diamantaire inattendue et intelligemment gérée, a en revanche vu sa croissance passer de 350 dollars par tête à 2 040 dollars dans la même période.

Encore faut-il rester prudent sur les interprétations des seuls taux de croissance du PNB basés sur l'estimation des revenus, surtout en Afrique, où les systèmes de solidarité familiale et l'activité du sec-

teur dit « informel » (échappant à la fiscalité) font florès. Les indicateurs de la Banque mondiale ne se contentent pas des évolutions de PNB, s'attachant aussi à mesurer les importations de céréales, les rations alimentaires et caloriques par habitant, la consommation d'énergie, la longueur des routes ou encore l'accès aux soins et à l'éducation. Autant de chapitres instructifs, à la réserve près que les tableaux statistiques sont souvent fort incomplets, à cause de l'absence de collecte des données dans ces pays du tiers-monde où l'on a autre chose à faire que compter la pauvreté.

C'est dans les pays d'Asie du Sud-Est que la croissance par tête a été la plus forte (5,3 % par an, quand la population n'augmentait que de 1,9 % l'an). Au premier rang figure la Corée, où le PNB par habitant s'est élevé de 580 dollars à 5 400 dollars en vingt ans (1970-1990). Les données font en revanche défaut pour le Cambodge, le Vietnam et le Laos, où la situation, d'après les observations des experts, est probablement moins brillante. En Amérique latine enfin, le PNB par tête a crû de 1,9 % par an en vingt ans, mais sept pays ont vu leur croissance fléchir depuis 1965.

ÉRIC FOTTORINO

## TRANSPORTS

Interdisant la vente à perte

## Le projet de loi sur la sous-traitance routière sera examiné à l'automne

La survie des entreprises de transports routiers est de plus en plus difficile. Depuis la libéralisation tarifaire en 1986, les prix n'ont cessé d'être tirés vers le bas, même si cette chute semble s'être enrayée depuis 1990. Pour sortir des effets dévastateurs d'une libéralisation trop brutale, les pouvoirs publics avaient promis, lors du conflit des transporteurs routiers de l'automne 1991, un projet de loi visant à empêcher que les professionnels de la route ne travaillent à perte. Le ministère des transports a annoncé, jeudi 3 septembre, que le projet de loi était en bonne voie.

Actuellement examiné par le Conseil d'État, il sera présenté le 16 septembre en conseil des ministres avant d'être soumis au Parlement à la session d'automne. Ce texte vise à rééquilibrer les relations entre donneurs d'ordres et sous-traitants. Il prévoit qu'un opérateur pourra être sanctionné par les tribunaux s'il conclut avec un autre professionnel un contrat dont le prix ne permet pas de couvrir les coûts entraînés par le respect des obligations réglementaires, notamment en matière sociale et de sécurité. Tout professionnel s'estimant lésé pourra se plaindre devant les juridictions civiles, ce qui donnera lieu à une enquête approfondie des agents de contrôle des transporteurs routiers ou de la direction

départementale de la concurrence et des prix. Les pouvoirs publics pourront eux-mêmes engager une action, même en l'absence de plainte. Le donneur d'ordre, une fois l'infraction constatée, pourra être condamné à une amende civile de 100 000 à 500 000 F, à concurrence de 5 % de son chiffre d'affaires hors taxes réalisé en France. Pour faciliter la mise en œuvre de ces dispositions, les contrats d'affrètement et de location devront désormais être écrits.

En dehors de ce projet de loi, le ministère des transports a annoncé la suppression de la taxe sur les contrats d'assurance à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1993. Depuis le conflit des transporteurs routiers en juillet, toute une série de décrets et d'arrêtés ont ainsi été publiés : conditions d'accès à la profession plus sélectives, réglementation des temps de travail, corresponsabilité du donneur d'ordre en cas d'abus, etc. Les coordinations de routiers, qui se réuniront samedi 5 septembre à Avallon (Yonne), restent très attentives à l'adaptation du permis à points. Dans ce domaine, il faudra attendre que la commission de suivi chargée de cette question remette un premier relevé de propositions fin septembre.

MARTINE LARONCHE

## COMMUNICATION

La treizième Université d'été de Carcans-Maubuisson

## Où sont passés les débatteurs ?

CARCANS-MAUBUISSON

de notre envoyée spéciale

Carcans-Maubuisson débattait, mercredi 2 et jeudi 3 septembre, de « l'éthique de la communication ». Mais les participants cachèrent mal leur amertume face à l'annulation du débat qui devait opposer, jeudi 3 septembre, le PDG de TF1, Patrick Le Lay, à celui d'A2- FR3, Hervé Bourges, sur le thème « L'inductible logique industrielle ». Même déception devant l'absence systématique et, semble-t-il, coordonnée des responsables des deux chaînes publiques inscrites à l'université, à l'exception du directeur des programmes de FR3, Raymond Vouillamoz, du directeur de l'information, Norbert Baillet, et de directeurs régionaux. Les participants stigmatisaient d'ailleurs, au sein même des programmes, le recul des émissions politiques.

Le politologue Roland Cayrol, qui participe régulièrement à Carcans-Maubuisson, le regrette : « Avant, les directeurs de l'information venaient et nous avons fait progresser les choses ». Aujourd'hui, ce temps est révolu et ni Alain Denvers, directeur de l'information d'A2- FR3, ni Christine Ockrent, nouvelle présentatrice de « Soir 3 », n'étaient là.

L'information a pourtant toujours été « la carte de visite des chaînes de télévision », et cela depuis 1965, année de l'élection présidentielle, où le même temps

de parole fut accordé à tous les candidats. Aujourd'hui, en présence d'un électeur plus volatil, et alors que le nombre de citoyens qui n'ont de contact avec la politique que par la télévision s'accroît (11 % contre 9 % il y a cinq ans), la télévision est à un moment crucial de son histoire, estime l'auteur de *La télévision fait-elle l'élection ?* « Le rêve des hommes politiques, l'efficacité ultime, c'est celle du spectacle et du show-biz », estime Roland Cayrol. Pour Julien Dray, député socialiste de l'Essonne, « les hommes politiques préfèrent désormais une prestation en solitaire avec un journaliste complaisant et ne veulent plus débattre ». Comme le service public.

A. C.

## La faillite de M. Kevin Maxwell a atteint 406,8 millions de livres

M. Kevin Maxwell, l'un des deux fils de Robert Maxwell, disparu en mer en novembre 1991, a été mis en faillite personnelle, le 3 septembre. C'est l'épilogue à plusieurs mois de tergiversations entre créanciers, avocats et membres de la famille Maxwell, après que la justice ait découvert que Robert Maxwell avait pué dans les caisses de retraite de son groupe de presse. Une fraude couverte par ses fils. M. Kevin Maxwell a donc été condamné à verser 406,8 millions de livres (environ 4 milliards de francs) le 20 juillet au liquidateur de Bishopsgate Investment Management (BIM), organisme qui cofinait la quasi-totalité des caisses de retraite Maxwell et dont il était administrateur. M. Ian Maxwell, autre fils du magnat décedé, est aussi poursuivi et devrait bientôt être jugé.

M. Kevin Maxwell a rescusé cette mise en faillite comme « une humiliation publique ». La saisie de ses biens remboursera une partie de ses créanciers et il ne pourra plus diriger de société. Un allégement de subsistance devrait lui être alloué.

## Après les déprédations commises à l'imprimerie Méaulle

### Inculpation de deux militants du Livre CGT

M. Jean-Michel Combalat, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Bernay (Eure) a inculpé, mercredi 2 septembre, deux militants du Syndicat du Livre CGT, pour « dégradations », après les déprédations commises le 11 août à l'imprimerie du groupe Méaulle à Bernay (le Monde du 12 août). L'inculpation a lieu après l'ouverture d'une information du Parquet.

M. Alain Ayache, éditeur du *Meilleur et de Spécial dernier*, a retiré sa plainte contre le Livre CGT à la suite de l'accord intervenu (le Monde du 4 septembre). Mais M. Bernard Méaulle, PDG du groupe du même nom, a maintenu la sienne pour « violences et dégradations », tant qu'il n'aura pas reçu une lettre formelle du syndicat, lui garantissant sa liberté d'imprimerie et lui donnant l'assurance qu'aucune nouvelle agression ne sera perpétrée contre son entreprise. Sa plainte est toujours en instruction.

## JOURNAL OFFICIEL

Est publiée au Journal officiel du jeudi 3 septembre 1992 :  
- La liste des écoles habilitées à délivrer le titre d'ingénieur diplômé.

## Le Monde HEURES LOCALES

Le supplément  
consacré à la vie  
et aux initiatives  
des communes,  
départements  
et régions

## AFFAIRES

Pour mieux saisir le marché des ordinateurs personnels

## IBM dote sa micro-informatique d'une structure autonome

La décision était attendue. Elle est désormais officiellement prise. L'Américain IBM, premier fabricant mondial d'ordinateurs, separe son activité micro-informatique du reste du groupe, « Baby Blue » a en effet annoncé, jeudi 3 septembre, la création de la première des « Baby Blue », une nouvelle entité baptisée IBM Personal Computer Company, qui gèrera désormais de façon autonome les micro-ordinateurs du groupe. IBM PC Company, structure qui n'est pas encore dotée d'une per-

sonnalité juridique distincte de celle d'IBM, devrait avoir prochainement un statut propre et devenir ainsi une véritable filiale.

Cette réorganisation précède de quelques semaines le lancement d'une nouvelle ligne d'ordinateurs personnels à prix serrés, réponse d'IBM aux annonces déclinées tout au long de l'été par ses rivaux. IBM PC doit être le bras armé du géant d'Armonk dans la bataille des prix engagée en juin dernier par son compatriote Compaq, premier construc-

teur à récupérer le créneau des micro-ordinateurs d'entrée de gamme.

Néanmoins, un mondial des micros, IBM était contraint de réagir. Pour M. James Cuperino, vice-président d'IBM chargé des systèmes personnels, la création de cette nouvelle entité devrait permettre à IBM d'accroître son efficacité et ses capacités de réaction sur un marché des micro-ordinateurs aux évolutions désormais aussi précipitées que brutales.

ÉRIC FOTTORINO

## La banque Duménil-Leblé toujours dans le rouge

La banque Duménil-Leblé, filiale de Cérus, le holding français de M. Carlo de Benedetti, dégagea une nouvelle perte au cours du premier semestre de l'exercice en cours, a déclaré, jeudi 3 septembre, M. Michel Cieur, président de la banque et de Cérus.

Après un résultat négatif de 411 millions de francs en 1991, certains analystes estiment que les pertes au 30 juin pourraient atteindre 300 millions. En dépit de la recapitalisation effectuée l'an dernier, Duménil-Leblé est toujours victime de la crise de l'immobilier. Son portefeuille atteint les 450 millions de francs et l'encours de prêts sur le secteur est de l'ordre de 350 millions de francs. Enfin, la banque doit supporter le coût de la fermeture de sa filiale, la société de Bourse de Compiègne.

## Les suites du conflit Suez-UAP

## M. Jean Arvis démissionne de la présidence de Victoire

M. Jean Arvis, le président du groupe d'assurances Victoire, devait annoncer dans la journée du 4 septembre, à l'issue d'un conseil d'administration extraordinaire, sa démission. Il sera remplacé par M. Gérard Worms, président de Suez, qui contrôle 51 % de Victoire.

Le départ de M. Arvis, qui restera dans le groupe Suez, est la conséquence du conflit qui oppose Suez à l'UAP, le deuxième actionnaire de Victoire avec 34 % du capital. M. Arvis était l'un des plus farouches adversaires de toute coopération avec l'UAP et surtout de toute cession à la compagnie publique de la filiale allemande Colonia.

## EN BREF

La Russie propose à Philip Morris de lui payer ses cigarettes en nature. - La Russie, qui doit près de 100 millions de dollars (480 millions de francs) au fabricant américain de cigarettes Philip Morris, propose de les rembourser sous forme de matières premières, de locaux, d'avantages divers ou même de payer en roubles. Philip Morris avait livré à la Russie, en 1991, plus de 22 milliards de cigarettes dont celle-ci n'a pas encore

payé un sou. La situation est suffisamment sérieuse pour que le premier vice-premier ministre, M. Vladimir Chomoukine, reprenne en début de semaine une délégation de la société américaine. Le ministre a proposé la livraison de pétrole et d'aluminium, des terrains, des bureaux ainsi que des facilités pour installer des usines en Russie. (AFP).

La Wagon-Lits et la Ferrovie dello stato (FS) créent une société de transports ferroviaires de nuit. - La Compagnie internationale des Wagon-Lits et la société publique italienne, en voie de privatisation, Ferrovie dello stato (FS), ont signé, mercredi 2 septembre à Rome, un protocole d'accord créant une société de transport ferroviaire de nuit, Treno Spa. Cette société, qui devrait commencer ses activités en janvier, sera chargée de la gestion et de la commercialisation de tout le trafic ferroviaire nocturne, ainsi que du développement des formules « train-hôtel ». Treno Spa évalué le nombre de ses passagers à onze millions la première année et son chiffre d'affaires prévisionnel à 750 milliards de lires (335 millions de francs).

M. Sapin et les résultats de Total : « Ce n'était pas prévisible du tout ». - « Les résultats de Total n'étaient pas prévisibles du tout dans leur caractère aggravé au moment où l'opération a été décidée et il n'y a eu aucune envie de dissimulation », a affirmé M. Michel Sapin, jeudi 3 septembre. Le ministre de l'Économie évoquant la mise sur le marché en juin, des titres Total au prix de 230 francs et le mécontentement des actionnaires de la compagnie pétrolière.

REPRODUCTION INTERDITE

**Le Monde**

**L'IMMOBILIER**

<p><b>DEMANDES D'EMPLOIS</b></p> <p><b>DIRECTEUR D'EXPLOITATION</b> J'ai créé pour un ami un poste de 18 ans une équipe de 100 personnes pour exploiter une INFORMATION DÉCENTRALISÉE sur 70 sites. Harmonisation des procédures, respect des normes de sécurité, gestion optimisée des stocks, régulation de la production en continu des objets d'usage et de loisir. Exemples sous offre ma personnalité de vous apporter mon expérience dans cette configuration d'entreprise. Tél. : 04-99-68-84. M. J. P. 23 ans, diplômé, titulaire du BTS en économie sociale et familiale, cherche emploi fixe de technicien en ESF Région Sud-ouest. S'inscr. sous n° 0033. Au Monde Publi. 15-17, r. du Col-P-A. 75002 Paris Cedex 15</p> <p><b>L'AGENDA</b></p> <p><b>Cours</b></p> <p><b>MATHÉMATIQUES 1<sup>er</sup> S.</b> TERMINALE C PAR POLYTECHNIQUE. Tél. 48-26-51-00</p> <p><b>MOBILISME/STYLISME</b> Cours/coaching 45-94-27-59. Imagination et perfection.</p> <p><b>ASSOCIATIONS</b></p> <p><b>Appel</b> Vous apportez l'œuvre de HUNDETWASSER et souhaitez en savoir plus ? Contactez l'Association « Les Amis de Hundertwasser » 75 bd de la République 93403 Courbevoie Tél. 43-33-76-77</p> <p><b>ATELIER D'ÉCRITURE</b> LIBRAIRIE M. H. 38, allée Orlans-Milhaud 75018 Paris Séminaires tous les week-ends du septembre. Nouveaux programmes sur simple appel 42-68-32-13</p> <p><b>Sessions et stages</b></p> <p><b>COURS D'ANGLAIS</b> du 15-09 au 30-11 : 1 980 F (14 F/H). Min-groupes tous niveaux. Matin, après-midi ou soir. EUROPÉEN FORMATION 16, allée de la République 93403 Courbevoie Tél. 43-33-76-77</p> <p><b>COURS D'ARABE</b> Tous niveaux pour tous samedis et dimanches, et annuels enfants, mercredi, samedi. Calligraphie : vendredi. 42-68-32-13. Assoc. AFAC 42-72-20-88.</p>	<p><b>appartements ventes</b></p> <p><b>1<sup>er</sup> arrdt</b> AN CŒUR DES HALLES Rue du Jour, dans l'ancien hôtel XV<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. 85 m<sup>2</sup>, 3 p<sup>ch</sup> dont mezz. Grand chemin. Saux volants, cheminée, poutres, tentatives. Sol. Un dégagé sur SAINT-EUSTACHE et jardins. Calme, atmosph. Dégagée. Rénové. 2 150 000 F. Dir. part. 40-68-83-19 - 42-67-15-54</p> <p><b>2<sup>e</sup> arrdt</b> R.N. DAME-DES-VICTOIRES (gare), BEAU STUDIO s/rua Poutres, Charme. Cuis. tout confort. Solaire. 490 000 F. 48-04-35-35</p> <p><b>3<sup>e</sup> arrdt</b> MARAI ARTS-ET-MÉTIER Imm. classé 2<sup>e</sup> c. c. c. ch. 3 p<sup>ch</sup>, Clair, Calme. 420 000 F. 48-04-34-48</p> <p><b>4<sup>e</sup> arrdt</b> MARAI SAINT-GERMAIN 3 p<sup>ch</sup>, rénové, tout confort. Solaire. 1 420 000 F. 48-04-34-48</p> <p><b>5<sup>e</sup> arrdt</b> MARAI TEMPLE Bel imm. BEAU 3 p<sup>ch</sup>, s/rua, TERRASSE Cuis. tout confort. Solaire. 930 000 F. 48-04-34-48</p> <p><b>15<sup>e</sup> arrdt</b> V. RÉCENT, standing 33 m<sup>2</sup> de qualité de vie, sud, calme, grande terrasse, dernier étage. part. 45-35-54-01</p> <p><b>CONVENTION. A SAISIR</b> APPT 6 p<sup>ch</sup>, 84 m<sup>2</sup>, c. s. b. balcon. Equip. Sud-Ouest. Bon imm. Poutres, travaux. 1 550 000 F. 48-48-43-43</p> <p><b>CONVENTION</b> Imm. 4 p<sup>ch</sup>, SEJOUR, 4 CHAMBRES, s. s. c. ch. Grand balcon. 1 600 000 F. 48-04-34-48</p> <p><b>villas</b></p> <p>Espagne, proche Benidorm province d'Alicante, part. vend. villa de 138 m<sup>2</sup>, séjour-salon, cuis. aménagées, 3 chambres, 2 s. de bain, 2 wc, sur terrain arboré 780 m<sup>2</sup>. 580 000 F. T4 (16) 53-70-43-18</p> <p><b>locaux commerciaux</b></p> <p><b>3<sup>e</sup> MARAIS</b> RAMBUTEAU DUPLEX 110 m<sup>2</sup> à rénover. 1 500 000 F. 48-04-34-48</p> <p><b>bureaux</b></p> <p><b>Locations</b></p> <p><b>PORTE MAILLOT</b> 2 HOTELS PARTICULIERS 330 m<sup>2</sup> superbe, 85 000/m<sup>2</sup>, 320 m<sup>2</sup> original, 75 000/m<sup>2</sup>. ETAT NEUF ET LUXUEUX. Réunions des 2 b<sup>ts</sup>, parking. Voir A.S. nr du Roud. Neufly 147 bis vendredi et samedi.</p> <p><b>fonds de commerce</b></p> <p><b>Ventes</b></p> <p>A. vendit restaurant snack, t<sup>er</sup> étage, rénové, 180 m<sup>2</sup>. Chiffre d'affaires annuel : 1 200 000 francs. Contact : Centre Senevier, 10, rue du Parc, 97200 Fort-de-France. Tél. (11) 591-19-23 ou (11) 598-75-19-03</p> <p><b>automobiles</b></p> <p><b>de 5 à 7 CV</b></p> <p>PARTICULIER VEND 408 PEUGEOT 7 CV, 1581 VERT METAL EXCELLENT ETAT. 74 000 km. PROX. 54 000 F. Tél. après 20 h ou week-end 45-63-74-10</p>
--	--

**LES MUTATIONS**  
L'ÉCONOMIE MODERNE  
Alain 04444444

**Le Monde**  
HEURES LOCALES

Le supplément  
consacré à la vie  
et aux initiatives  
des communes,  
départements  
et régions



## ÉCONOMIE

### AGRICULTURE

## Un entretien avec le président de l'Office national des forêts

« La nouvelle politique agricole commune est très avantageuse pour les propriétaires forestiers », nous déclare M. René Souchon

Ancien ministre (socialiste) délégué chargé de l'agriculture et de la forêt, M. René Souchon préside depuis 1991 l'Office national des forêts (ONF). Il a à ce titre participé activement à la préparation des Assises du monde rural qui devaient se tenir fin juin et que le gouvernement a annulées in extremis à cause du lourd climat agricole. Dans l'interview qu'on lui a ci-dessous, il plaide pour une loi d'orientation rurale et montre combien la réforme de la nouvelle politique agricole commune (PAC) sera favorable aux propriétaires forestiers, actuels et futurs.

« La réforme de la PAC a annulé les Assises du monde rural qui devaient se tenir le 26 juin. Les forêts françaises couvrent 14 millions d'hectares, l'ONF n'a pas dû être indifférent devant ce report... »

« Ces assises ont été reportées en raison de l'agitation dans les milieux agricoles : les débats auraient pu se dérouler dans la sérénité indispensable. Cela dit, il faut avancer vers une politique dynamique et cohérente. Il y a urgence, car nombre de zones rurales sont à l'agonie. Le travail préparatoire aux assises fait dans chaque département autour des préfets a été excellent, de même que la synthèse nationale. »

« Dans chaque département, l'ONF s'est affirmé un partenaire privilégié de l'aménagement des espaces naturels. Nous sommes prêts à apporter une contribution significative à l'élaboration et à la réalisation de projets globaux de développement, notamment forestiers, en insistant sur leur contenu social, économique, paysager ou écologique. »

### Des procédures inadéquates

« Êtes-vous favorable à une loi d'orientation rurale ? »

« Plus que cela, je la juge indispensable. Ce serait le moyen d'attacher la volonté politique du Parlement et du gouvernement sur un sujet au cœur des espoirs de la société du vingt et unième siècle. Elle serait aussi un gage de cohérence dans la stratégie d'action. Un débat à l'automne sur cette question essentielle de l'espace rural permettrait d'en jeter les fondements. La période est opportune, maintenant que l'on connaît la nouvelle politique agricole commune (PAC). »

« Au-delà des débats parlementaires, quelles actions concrètes proposez-vous ? »

« Contrairement à ce que l'on croit, le monde rural n'est pas « budgétivore ». En revanche, les procédures de l'État et celles des conseils régionaux ou généraux sont parfois inadéquates. Les moyens humains et financiers sont fréquemment saupoudrés à travers de multiples canaux, sans cohérence, et avec une efficacité très faible. On peut faire beaucoup mieux sans dépenser plus et les acteurs du développement

local réclament les adaptations et les simplifications nécessaires. »

« L'ONF peut jouer un rôle intéressant pour préparer les ruraux à des métiers en prise directe avec la gestion des espaces et leur éviter une migration très coûteuse vers les villes. Une convention pour 600 entrants « emploi-solidarité » vient d'être signée avec l'ONF en vue de lutter contre le chômage. Et puis, sachez-vous que les forêts de l'Hexagone abritent un nombre important de travailleurs clandestins, exploités et sans protection sociale ? Une anomalie qui freine l'épanouissement de nombreuses entreprises forestières et la création d'un nombre significatif d'emplois dans l'espace rural. Attaquons-nous à ce problème ! »

« L'accord du 21 mai sur la PAC vous semble-t-il profitable à la France ? »

« La réforme était indispensable et les principes de la nouvelle politique agricole sont excellents. Pour la première fois, les hommes sont pris en considération et pas seulement les produits. Mais je regrette que ministres et Commission n'aient pas été plus explicites sur une nouvelle fonction de l'agriculture, celle qui consiste à occuper, entretenir et animer les espaces naturels avec, à la clé, la rémunération des agriculteurs qui, par convention, acceptent cette tâche. »

### Un risque de boisements excessifs

« L'entretien de l'espace ne sera plus à l'avenir un sous-produit de l'activité agricole : les citoyens doivent comprendre que les espaces et paysages qu'ils aiment ne sont pas « naturels » mais le fruit du travail de l'homme. Toute tâche mérite rémunération. »

« La réforme de la PAC comporte des éléments très incitatifs et avantageux pour tous les propriétaires forestiers, actuels ou futurs. La participation aux frais de boisement des terres agricoles pourra atteindre 28 000 francs par hectare pour les arbres feuillus, et aide à la gestion des plantations couvrent 13 000 francs/ha, répartis sur cinq ans. Pourront s'ajouter à ces aides, environ 4 000 francs/ha pendant vingt ans au titre de la compensation de perte de revenu des agriculteurs. »

« Les mesures sont tellement avantageuses qu'il va falloir encourager les maires à enclencher les procédures de zonage délimitant les parcelles agricoles et forestières. Ce sont malheureusement des procédures très lourdes et longues. Tenez ! Voilà une réforme indispensable, urgente, et qui n'est pas coûteuse... Si on ne fait rien, si des garde-fous ne sont pas mis, on risque des boisements excessifs, d'importer, d'importer comment, avec comme résultat une dégradation de certains paysages et une hostilité à l'égard de la forêt. »

« Un vaste champ d'action s'ouvre pour l'ONF ? »

« Pour l'ONF comme pour d'autres organismes forestiers. Nous n'avons pas la prétention de tout faire ! L'ONF constitue néanmoins

aujourd'hui la plus performante des institutions publiques mondiales de gestion des forêts et des espaces naturels. Le savoir-faire des personnels doit être mobilisé pour réussir qualitativement cette extension de la surface boisée française qui sera l'ue des conséquences de la réforme de la PAC. »

### La rivalité entre le paysan et le forestier

« Mais il y a à aussi une source possible de revenus complémentaires. Un éleveur de bovins ou un producteur de lait peuvent fort bien, après une formation de quelques mois, devenir d'excellents forestiers. »



Voilà un gisement d'emplois, devant nous, pas considérable, mais de nature à créer une nouvelle dynamique dans l'espace rural. »

« Attention, cependant, au choc culturel ! Depuis des siècles perdure une sorte d'antagonisme entre l'agriculture et la forêt : le paysan et le forestier ne sont pas des complices, mais des rivaux dans l'utilisation du sol. Il faut que cela change. »

« En quoi consiste votre politique avec la réforme ? »

« C'est une activité relativement nouvelle mais en pleine progression. La coopération avec la Côte-d'Ivoire, qui fait l'objet d'une convention, est « classique ». Arrêtons-nous plutôt sur nos relations avec la Roumanie, où je suis allé il y a trois mois avec une mission technique de l'Office. »

« J'ai signé un accord de coopération avec l'homologue de l'ONF, Rom Silva, qui concerne l'information, la formation aux procédures de commercialisation du bois et la prise en compte du processus de développement local par les forestiers. La forêt roumaine est superbe, très bien entretenue ; mais Rom Silva continue à avoir une gestion très centralisée, sans tenir compte des besoins des populations rurales. Nous voulons leur montrer les atouts d'une politique d'aménagement du territoire freinant l'émigration vers les villes. »

« En Guyane, l'ONF gère

près de 8 millions d'hectares de forêts domaniales tropicales, très riches, mais fragiles... »

« La France doit, en Guyane, engager une politique de gestion et de protection exemplaire pour en faire un écrin. Il a été décidé de créer un vaste parc naturel forestier national. Il devra compléter celui qui est en cours de constitution dans le Nord, ainsi que le réseau de réserves naturelles et biologiques. L'ONF est responsable de ce patrimoine pour le compte de l'État. »

« Jusqu'à maintenant, la pression sur la forêt était faible et l'on a pu se contenter d'une gestion un peu archaïque en utilisant par exemple le « vieux » système de permis d'exploitation. Le temps est venu d'édicter pour la Guyane une législation forestière adaptée au nouveau contexte spécifique et permettant une exploitation et une protection de ce patrimoine exceptionnel. Des évolutions qui devront être élaborées en étroite collaboration avec les élus et les acteurs locaux. Ce sera sans doute douloureux... »

### Les cours du bois restent trop bas

« Quelles sont les perspectives financières de l'ONF ? »

« La conjoncture est melle, le marché européen engorgé, notamment par l'écoulement des chablis allemands (1). Les cours du bois restent trop bas, beaucoup de scieries connaissent des difficultés financières, et on ne peut pas s'attendre à une remontée avant l'automne 1993. »

« Par ailleurs, pour préparer l'avenir, l'Office voudrait prendre quelques participations financières dans des entreprises de la filière bois qui ont une capacité à se moderniser et à se développer ; la loi du 3 janvier 1991 l'y autorise, mais les pressions sont fortes, notamment de la part des propriétaires des forêts privées, qu'à ce jour les décrets ne sont toujours pas parus (2). »

« Le gouvernement a décidé de décentraliser l'ONF à Bourges ; êtes-vous content ? »

« Sur les 13 500 agents de l'établissement public, il y en a moins de 300 à Paris. La décentralisation de l'Office est donc largement réalisée. Le siège de la direction générale pent, bien sûr, être délocalisé à Bourges ou ailleurs. Mais cela a un prix, et il faut savoir si on veut le payer en termes économiques mais aussi sociaux. Pour être maire (3), je sais que ce type de délocalisation n'apporte pas forcément tout ce que les élus locaux peuvent souhaiter. Le personnel du siège de l'ONF est largement féminin avec un nombre important d'agents des catégories C et D. Il faudra trouver dans la ville d'accueil des emplois pour les conjoints... »

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSCHICHARO

(1) Les chablis désignent les arbres qui ont été abattus ou déracinés par les tempêtes et le vent.

(2) 70 % de la forêt française appartenait à des propriétaires privés.

(3) M. René Souchon est maire d'Amilly.

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE VENDÉE - PRÉFECTURE DES DEUX-SÈVRES

AUTOROUTE A 83

Section : SAINT-HERMINE - NIORT

## AVIS D'ENQUÊTE D'UTILITÉ PUBLIQUE et de mise en compatibilité de P.O.S.

Un arrêté du préfet de la Vendée et du préfet des Deux-Sèvres en date du 1<sup>er</sup> septembre 1992 a prescrit une enquête portant à la fois :

a) sur l'utilité publique des travaux de construction de la section de l'autoroute A 83 empiétant entre l'échangeur avec la R.N. 137 (commune de SAINT-HERMINE, Vendée) et le raccordement de l'autoroute A 10 (commune de GRANZAY-GRIPT, Deux-Sèvres), sur le territoire des communes de :

\* SAINT-HERMINE, SAINT-AUBIN-LA-PLAINE, SAINT-ETIENNE-DE-BRILLOUET, POUILLEY, MOUZEUIL-SAINT-MARTIN, PETOSSE, AUZAY, FONTENAY-LE-COMTE, FONTAINES, SAINT-MARTIN-DE-FRAIGNEAU, SAINT-PIERRE-LE-VIEUX, OULMES et BENET (arrondissement de FONTENAY-LE-COMTE), en Vendée, et

\* SAINT-RÉMY, COULON, NIORT, BESSINES, SAINT-SYMPHORIEN, FORS, GRANZAY-GRIPT et MARGNY, dans les Deux-Sèvres ;

b) sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols (P.O.S.) des communes suivantes :

\* SAINT-ETIENNE-DE-BRILLOUET, FONTENAY-LE-COMTE, SAINT-MARTIN-DE-FRAIGNEAU, BENET, SAINT-RÉMY, COULON, NIORT, BESSINES, SAINT-SYMPHORIEN, FORS et GRANZAY-GRIPT.

Cette enquête se déroulera pendant trente-trois jours consécutifs, du 28 septembre au 30 octobre 1992 inclus.

Le siège de l'enquête sera situé à la préfecture des Deux-Sèvres, et toute correspondance relative à l'enquête pourra être adressée à l'adresse suivante :

M<sup>me</sup> LA PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE POUR L'AUTOROUTE A 83 PRÉFECTURE DES DEUX-SÈVRES D.E.R.C.L.

79021 NIORT CEDEX

La commission d'enquête, désignée par le président du tribunal administratif de NANTES, est composée de :

- M<sup>me</sup> Catherine PASCAUD, membre du conseil d'administration de la Fédération nationale des Associations de sauvegarde des sites et ensembles monumentaux (FNASSEM), membre de la COREPHEA Poitou-Charentes, présidente de la commission d'enquête ;

- M. Roger FRAIGNEAU, ingénieur agronome en retraite ;

- M<sup>me</sup> Claire METAYER, maître de conférences à l'unité de formation et de recherches de sciences pharmaceutiques ;

- M. Edmond POUGET, ingénieur général des Ponts et chaussées en retraite ;

- M. Gérard PROUTEAU, colonel de gendarmerie en retraite.

Des suppléants ont également été nommés par le président du tribunal administratif de NANTES :

- M. Jacques BRIE, technicien ;

- M. André FERRIER, cardiologue en retraite ;

- M. Jean-Luc FILLON, pharmacien.

Un dossier d'enquête ainsi qu'un registre seront déposés, du 28 septembre au 30 octobre 1992 inclus, à la préfecture de la Vendée (direction de la réglementation - 1<sup>er</sup> bureau) à LA ROCHE-SUR-YON, à la préfecture des Deux-Sèvres (direction de l'environnement et des relations avec les collectivités locales - mission de coordination pour l'environnement) à NIORT, à la sous-préfecture de FONTENAY-LE-COMTE et à la mairie de chacune des communes traversées par le projet et mentionnées ci-dessus.

Le dossier d'enquête déposé dans chacun de ces lieux comprendra un dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique avec, en outre :

- les dossiers de mise en compatibilité des P.O.S. des communes des deux départements à la préfecture de la Vendée et à la préfecture des Deux-Sèvres ;

- les dossiers de mise en compatibilité des P.O.S. des communes du département de la Vendée à la sous-préfecture de FONTENAY-LE-COMTE ;

- le dossier de mise en compatibilité de P.O.S. de la commune concernée à la mairie de chacune des communes énumérées au b) ci-dessus.

En outre, et pendant la même période, un dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et un dossier de mise en compatibilité de P.O.S. de la commune de NIORT seront déposés au secrétariat :

- du Centre municipal Duguesclin, place Chanzy, NIORT ;

- du Parc des expositions de Noroît, NIORT.

Pendant l'enquête, chacun pourra consulter le dossier d'enquête dans les lieux de dépôt, aux jours et heures d'ouverture au public, et consigner ses observations sur les registres ou les adresser par écrit à M<sup>me</sup> la présidente de la commission d'enquête pour l'autoroute A 83 - préfecture des DEUX-SÈVRES - D.E.R.C.L., 79021 NIORT CEDEX.

Au moins un membre de la commission d'enquête recevra en personne les observations du public :

### DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

- à la préfecture de la VENDÉE (direction de la réglementation - 1<sup>er</sup> bureau) :

■ mercredi 21 octobre, de 14 h à 17 h ;

■ à la mairie de SAINT-HERMINE :

■ mardi 13 octobre, de 14 h 30 à 17 h ;

■ à la mairie de FONTENAY-LE-COMTE :

■ vendredi 9 octobre, de 14 h à 17 h ;

■ mardi 27 octobre, de 14 h 30 à 17 h ;

■ à la mairie de BENET :

■ mardi 13 octobre, de 9 h à 12 h ;

■ jeudi 22 octobre, de 9 h à 12 h.

### DÉPARTEMENT DES DEUX-SÈVRES

- à la préfecture des DEUX-SÈVRES (direction de l'environnement et des collectivités locales - mission de coordination pour l'environnement) :

■ lundi 28 septembre, de 13 h 30 à 16 h 30 ;

■ mercredi 14 octobre, de 14 h à 17 h ;

■ vendredi 30 octobre, de 14 h à 17 h ;

- à la mairie de COULON :

■ mardi 6 octobre, de 9 h à 12 h ;

■ vendredi 30 octobre, de 9 h à 12 h ;

- à la mairie de NIORT :

■ mardi 6 octobre, de 14 h à 17 h ;

■ jeudi 22 octobre, de 14 h à 17 h ;

- à la mairie de GRANZAY-GRIPT :

■ mercredi 14 octobre, de 9 h à 12 h ;

■ mardi 27 octobre, de 9 h à 12 h.

Une copie du rapport relatif le déroulement de l'enquête et des conclusions motivées de la commission d'enquête pourra être consultée dans les préfectures de la VENDÉE et des DEUX-SÈVRES, dans la sous-préfecture de FONTENAY-LE-COMTE, ainsi qu'à la mairie de chacune des communes précitées pendant un an à compter de la fin de l'enquête. Elle pourra être également communiquée à toute personne intéressée qui en fera la demande à l'un des préfets des deux départements concernés.

Le Monde EDITIONS

## LES MUTATIONS DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

par la sécurité économique du monde et

Alain Gélédan

Des effets du premier choc pétrolier à la reprise conjuguée de la crise économique et des années de crise, l'ouvrage de référence des lycéens, étudiants et enseignants comme de tous ceux qui veulent comprendre mieux le monde dans lequel ils vivent.

« Un ouvrage à ne pas laisser sous le tapis »

« L'ouvrage des professeurs d'économie s'ajoute à des journaux qui s'efforcent de donner une image du monde est tout bonnement excellent »

Le Monde

Jeune Afrique Économie

EN VENTE EN LIBRAIRIE

La Société Générale vous informe

## Sicav CONVERTIMMO Valeurs foncières et immobilières

Dividende 1992 :

17,00 F, mis en paiement le 16 juillet 1992 (+ crédit d'impôt de 1,51 F pour les personnes physiques ou de 1,66 F pour les personnes morales).

Réinvestissement du coupon :

En exonération de la commission de souscription jusqu'au 15 octobre 1992.

Objectifs de placement :

Recherche d'une protection du capital et d'une régularité du dividende grâce à des investissements en valeurs foncières et immobilières et en obligations convertibles françaises et étrangères, l'ensemble des valeurs françaises représentant au moins 50 % de l'actif.



CONJUGUONS NOS TALENTS.



## VIE DES ENTREPRISES

Le marasme de l'électronique grand public

## Philips programme des économies supplémentaires

Les Jeux olympiques de Barcelone ont déçu les espoirs de Philips et n'ont pas tiré de l'ombre le marché de l'électronique grand public toujours aussi atone. La multinationale néerlandaise s'est donc résignée à en tirer une nouvelle fois les conséquences et a annoncé, jeudi 3 septembre, le lancement d'un train d'économies supplémentaires. Celui-ci doit permettre au groupe d'Eindhoven de compenser ses coûts de plusieurs centaines de millions de florins.

Le quotidien néerlandais *Trouw* a avancé le chiffre de 700 millions (2,1 milliards de francs) sans être démenti, le porte-parole du groupe se contentant de préciser que la somme en jeu était inférieure au milliard de florins (3 milliards de francs).

Un montant considérable. A l'instar des fabricants japonais, qui ont publié ces dernières semaines des résultats en baisse, les comptes de Philips se ressentent fortement de l'atonie du marché de l'électronique grand public, les ventes de produits audiovisuels représentant, bon an mal an, 45 % de son chiffre d'affaires. « La situation du marché n'offre pas de motifs de réjouissances », à quatre mois de la fin de l'année, nous avons décidé de procéder à des économies assez sévères et même très sévères », explique-t-on à Eindhoven. Tous les secteurs d'activité du groupe, à tous les échelons, sont touchés par cette nouvelle cure. Les coûts généraux (emploi de personnel, frais de représentation et achats) seront passés à la loupe,

ainsi que les budgets de lancement de nouveaux produits.

A ce propos, le président de la division électronique grand public, M. Henk Bod, a déclaré, mercredi 2 septembre, que les ventes du disque compact interactif « progressent lentement », ajoutant qu'il faudra bien qu'elles s'accroissent à un moment ou à un autre, mais nous ne savons pas quand. Quant à la cassette audio-digitale, sa mise sur le marché, qui aurait dû avoir lieu ce mois-ci, a été repoussée de plusieurs mois, peu de temps après la publication des résultats catastrophiques enregistrés par Philips au cours des six premiers mois de l'année (le Monde du 6 août).

CHRISTIAN CHARTIER

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## AMENDE

100 000 dollars d'amende pour une usine à l'odeur incommode. - Un industriel du Texas a été condamné, mercredi 2 septembre à 100 000 dollars d'amende par un juge de Pasadena, près de Houston (Texas), parce que son usine dégageait une odeur incommode dans les rivières. Environ quinze plaintes avaient été déposées contre la société Eurocat, spécialisée dans le recyclage des catalyseurs des raffineries de pétrole. L'usine dégage une odeur, au cours du processus de recyclage. « L'odeur était suffisamment gênante pour que les gens décident de rester enfermés chez eux et renoncèrent au barbecue », a souligné le procureur Roger Haseman, la comparant à celle que dégageait un millier de cages de saut dans un gymnase.

## NOMINATION

Un nouveau directeur général à Euro Disney SA. - M. Philippe Bourguignon a été nommé, le 2 septembre, directeur général d'Euro Disney SA. Après avoir passé quatorze ans au sein du groupe

Accor, M. Philippe Bourguignon, quarante-quatre ans, a rejoint Euro Disney en 1988 en tant que vice-président chargé du développement immobilier puis, en 1990, il a été promu senior vice-président.

## PEA

La SBF met en place un service d'informations. - La Société des Bourses françaises (SBF) va mettre à la disposition du public un service d'informations téléphoniques concernant le plan d'épargne en actions (PEA). Il sera lancé le 14 septembre. Sur un simple appel au 36.68.00.14, les personnes qui souhaitent bénéficier des avantages fiscaux liés à l'acquisition d'actions françaises obtiendront une réponse aux questions qu'elles se posent, notamment sur le fonctionnement du PEA et les placements qu'il autorise.

## RÉSULTAT

Les éditions Mondadori renouent avec les bénéfices. - Les éditions Mondadori, premier groupe de communication italien, détenues à 90 % par la Fininvest de M. Silvio Berlusconi, ont enregistré un bénéfice avant

impôts de 22 milliards de lire (98 millions de dollars) au premier semestre. Le chiffre d'affaires a progressé dans trois secteurs : la publicité (+ 27 %), la presse (+ 19,7 %) et l'édition (+ 14,1 %). En revanche, il a baissé pour la papeterie (7,2 %) et l'imprimerie (- 1,2 %). Enfin, la dette nette du groupe s'est aussi réduite, en passant de 96,6 milliards de lire en 1991 à 59,8 milliards, au 30 juin 1992.

## DÉMISSION

Démission du président de Bethlehem Steel. - Bethlehem Steel, deuxième groupe sidérurgique américain, a annoncé mercredi 2 septembre que son président depuis 1986, M. Walter Williams, allait démissionner à la fin de l'année d'octobre dans le cadre de la restructuration du groupe. M. Williams, soixante-trois ans, sera remplacé par M. Curtis Barnett, cinquante-sept ans, responsable des services juridiques, qui préside une accélération des réformes au sein du groupe sidérurgique. Bethlehem a enregistré une perte de 64 millions de dollars (300 millions de francs) au deuxième trimestre.

## RACHATS

Le britannique Bulmer rachète la cidrerie belge Stassen. - Le groupe britannique Bulmer, premier fabricant de cidre du monde, a racheté jeudi 3 septembre la cidrerie Stassen, belge, qui produit 170 millions de litres et emploie 1 475 personnes, contrôle environ 50 % des activités de l'industrie du cidre de Grande-Bretagne, pays qui détient le record mondial de consommation par habitant. La société possède des usines en Australie, à Perth et à Sydney, et détient 30 % du marché du cidre australien. Stassen, de son côté, produit 9 millions de bouteilles de 75 cl par an.

Brichos Pasquier acquiert le fabricant de tartes surgelées Vergers de Moinsmout. - Le fabricant de viennoiseries Brichos Pasquier a annoncé jeudi 3 septembre l'acquisition de la société Vergers de Moinsmout, spécialiste des tartes surgelées (75 millions de francs de chiffre d'affaires). Le financement de l'opération sera assuré par une augmentation de capital des Brichos Pasquier d'environ 60 millions de francs qui aura lieu d'ici la fin de l'année. L'entreprise a réalisé en 1991 un chiffre d'affaires de 552 millions de francs, en hausse de 11 % sur 1990, avec un effectif de 707 personnes.

## PRODUCTION

Boeing ralentit ses cadences de production. - Après l'annonce, le mois dernier, que Boeing qu'il ramènerait de 21 à 14 le nombre de Boeing 737 produits chaque mois, l'aviation américaine a fait savoir, le 3 septembre, qu'il ralentirait aussi les cadences mensuelles de la chaîne de fabrication du Boeing 757 de 8,5 à 7 avions à partir du mois de septembre 1993. Cette mesure, qui entraînerait des suppressions d'emplois chez le premier avionneur civil du monde, est provoquée par la médiocre conjoncture du transport aérien qui rend les commandes d'appareils neufs et incite les transporteurs à reporter la réception des avions commandés pendant les années d'euphorie.

## NÉGOCIATIONS

TAT négocie avec British Airways. - M. Michel Marchais, dont la famille détient 72 % du capital de la compagnie aérienne TAT, a confirmé qu'il négocierait avec British Airways une prise de participation minoritaire (de 20 % à 49 %) de celle-ci dans son capital. Depuis que la Commission de Bruxelles a obligé Air France à sortir du capital de TAT, le fondateur et PDG de celle-ci cherche un allié. Il a négocié avec de nombreux transporteurs comme All Nippon Airways, SAS ou American Airlines. Ce qui ne l'empêche pas de poursuivre avec Air France des négociations pour l'octroi de contrats d'affrètement qui pourraient lui permettre de continuer à voler de ses propres ailes.

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 4 septembre

## Prises de bénéfice

Après une hausse au cours des premières minutes de cotation, dans la foulée de la forte progression de plus de 6 % des deux dernières séances, la Bourse de Paris était victime de prises de bénéfices et s'inscrivait en baisse. L'annonce en fin de matinée d'une hausse de 1,75 % du taux d'escompte de la Banque d'Italie à 15 % accentua le repli.

Affichant un gain de 1,32 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 perdait en milieu de journée 0,82 % à 1 729,50 points. En début de séance, le CAC 40 avait réagi à la hausse pour la première fois depuis le 17 juillet dernier le niveau des 1 800 points.

Les prises de bénéfices se multipliaient logiquement après de fortes hausses (4 % pour la seule journée de jeudi). Une envolée qui est la conséquence avant tout d'un mouvement spéculatif. Mais le climat s'est amélioré tout de même, notamment sur les marchés monétaires. En dépit de la hausse des taux italiens, le plan de sauvegarde de la livre annoncé jeudi dans le courant de la journée a sans conteste fait du bien au marché des changes. Le renouveau économique en Allemagne, illustré vendredi par l'annonce d'un recul de 0,5 % des commandes à l'industrie en juillet, laisse penser à certains que l'Allemagne pourrait assouplir sa politique de crédit.

Le plaisir pour l'Europe du président à la télévision ne passe pas de réactions particulières. Les investisseurs attendent la publication de deux nouveaux sondages d'opinion, et celle des chiffres du chômage aux États-Unis en août.

NEW-YORK, 3 septembre

## Prudent

Après avoir gagné plus de vingt points à mi-séance, Wall Street est revenu, jeudi 3 septembre, sur ses pas pour terminer en très légère hausse, les investisseurs restant prudents avant la publication vendredi des chiffres du chômage américain au mois d'août. L'indice Dow Jones des valeurs vendentes a terminé la séance à 3 292,20 points en légère hausse de 1,89 point (+ 0,06 %).

Le marché a été très actif avec quelque 214 millions d'actions échangées. La nombre de transactions a augmenté d'un tiers par rapport à la veille. Les investisseurs attendent les chiffres du chômage qui devraient refléter une forte hausse des créations d'emplois hors secteur agricole.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, est descendu à 7,36 % contre 7,37 %.

VALEURS	Cours de 2 sept.	Cours de 3 sept.
Alcatel	67 3/8	67 1/2
AT&T	42 1/2	42 1/2
Banque	23 5/8	23 3/4
Bois de France	49 3/8	48 5/8
Caisses d'épargne	46 1/2	46 3/8
Comptoir	64 1/4	62 1/8
Ford	40 5/8	41 1/8
General Electric	24 1/4	24 3/4
General Motors	34 1/4	34 5/8
IBM	87 1/2	88 3/8
Goodyear	67 1/2	67 3/4
ITT	65 7/8	67
Motor	27 3/8	27 1/4
Philips	79 3/8	79 5/8
Schneider	87 1/2	87 3/4
Société Générale	65 3/8	64 1/2
UAF	109 1/4	107 5/8
Union Carbide	13 1/2	13 3/8
Westinghouse	18 1/2	18 3/8
Yarrow Corp.	28 1/4	28 5/8

LONDRES, 3 septembre

## Rebond

Les valeurs ont subi fortement appréciées jeudi 3 septembre au Stock Exchange après la décision du gouvernement britannique d'emprunter 10 milliards d'euros en devises pour défendre la parité de la livre sterling au sein du système monétaire européen. Le recul du deutchmark qui a suivi cette annonce en milieu d'après-midi, accompagné d'une rampe syndrétique du dollar et de la livre sterling, a encouragé la Bourse. Pour les gestionnaires, le gouvernement monétaire ainsi que celui des cotés la livre même en cas de victoire du « non » au référendum français sur Maastricht. Du coup, un sentiment haussier s'est répandu sur toutes les valeurs avec une intensité et un enthousiasme qui n'avaient plus été observés depuis le jour de la réélection des conservateurs aux élections générales du mois d'avril.

TOKYO, 4 septembre

## La hausse se poursuit

La reprise entamée jeudi 3 septembre s'est poursuivie vendredi à la Bourse de Tokyo, dans des échanges fournis. Mais le Kabuto-cho et toutefois été victime de prises de bénéfices en fin de séance. L'indice Nikkei s'inscrit tout de même en fin de journée sur une hausse de 166,81 points, soit 0,82 %, à 18 555,30 points, son plus haut niveau depuis le 21 mai. Les échanges ont porté sur 780 millions d'actions contre 600 millions jeudi.

Des ordres d'achat programmés et une demande collective ont permis de compenser des prises de bénéfices opérées avant le week-end. Les investisseurs semblent avoir oublié leurs craintes de surchauffe du marché et misent sur la réussite du plan de relance gouvernemental.

VALEURS	Cours de 3 sept.	Cours de 4 sept.
Aigmarine	1 410	1 380
Alcatel	1 110	1 140
Banque	1 870	1 880
Bois de France	1 300	1 300
Caisses d'épargne	1 290	1 290
Comptoir	572	580
Ford	4 140	4 220
General Motors	1 480	1 480

PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	4340	4400	Imtech	1000	
Amstel	181		Intertec	119 70	
B.A.C.	23 70		LP B.M.	53	
Banque	626		Locam	75	75
Bonnet	480	485	Matsa Com	286 70	286 70
Bouss	218	219	Motex	125 20	
C.A.I.-de-Fr.	778	778	Publi-Filipac	425 10	430
Cabotage	256		Rhone-Alp. E.S.	320	320
Canal	724	730	Select Invest	82 50	83
C.E.G.E.P.	184	181	Serbon	228	228
C.F.P.I.	286	286	Sigma	286	286
C.N.I.M.	1149	1150	TFI	437 50	430
Codanor	281		Thomson H. (L)	326	
Codis	1219	1210	Unilog	280	281
Couleur	100	100	Viel et Co	93 50	89
Daphin	280		Y. St-Laurent	820	805
Datam	1030	1023			
Demichy Worms	348				
Devant	1117				
Deville	121 20				
Dobles	15	118			
Edison	150				
Europ. Propriété	181	182			
Finacor	110				
G.F.F. (group. Ind.)	67	65			
Genephot	357	357			
Gumac	149	149			
I.C.C.	169	165			
Métron	84 50				

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ  
LE MONDE

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 3 septembre 1992  
Nombre de contrats estimés : 200 980

COURS	Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
Dernier	105,58	105,58	105,58
Précédent	104,88	105,32	105,78

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 92	Déc. 92	Sept. 92	Déc. 92
106	0,02	1,52	2,12	0,25

## CAC 40 A TERME

(MATIF)

COURS	Septembre 92	Octobre 92	Novembre 92
Dernier	1 799	1 789,50	
Précédent	1 725	1 731,50	1 724,50

## CHANGES

Dollar : 4,8640 F

Le dollar poursuivait vendredi 4 septembre son redressement à Paris, à 4,8640 francs c. milieu de journée contre 4,7940 la veille à la clôture. La décision, prise jeudi par le gouvernement britannique, d'emprunter 10 milliards d'euros (73 milliards de francs) pour soutenir la livre sterling ou le sein du SME a provoqué une nette reprise du dollar face au franc et au DM. Le dollar cotait vendredi à Francfort 1,4307 DM au fixing, contre 1,4105 DM jeudi.

	3 sept.	4 sept.
Dollar (en DM)	1,4085	1,4187
TOKYO	3 sept.	4 sept.
Dollar (en yen)	123,03	124,15

## MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (4 sept.)	97/8-10 %
New-York (3 sept.)	3/16 %

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

Valeurs françaises	99,40	102,60
Valeurs étrangères	85,10	86,40
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	462,33	475,70
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 711,44	1 709,44

NEW-YORK (indice Dow Jones)

	2 sept.	3 sept.
Industriel	3 290,31	3 292,20
Londres (indice Financial Times)	2 sept.	3 sept.
100 valeurs	2 313	2 381,90
30 valeurs	1 682,80	1 741
Mince d'or	85,40	86,40
Fonds d'Etat	87,66	89,86

FRANCFORT

	2 sept.	3 sept.
Dax	1 586,67	1 530,75

TOKYO

	2 sept.	4 sept.
Nikkei Dow Jones	18 346,49	18 555,30
Indice général	1 394,79	1 428,38

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
E-U	4,8640	4,8630	4,8725	4,8685
yen (100)	3,8891	3,8931	3,8934	3,8933
yen	6,8934	6,8930	6,8730	6,8897
deutschmark	3,3999	3,4029	3,4025	3,4123
quatre schilling	3,8999	3,9154	3,9221	3,9375
livre sterling (1000)	4,4418	4,4467	4,4372	4,4385
livre sterling	9,2099	9,2707	9,2614	9,2796
franc suisse (100)	5,2357	5,2408	5,1923	5,2054

## TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
E-U	3 1/4	3 3/8	3 5/16	3 7/16	3 7/16	3
Yen (100)	4 3/16	4 5/16	3 13/16	3 19/16	3 11/16	3 1
Yen	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8
Deutschmark	9 5/8	9 3/4	9 11/16	9 13/16	9 11/16	9 1
Franc suisse	8 1/16	8 3/16	8 1/16	8 3/16	8 3/16	8 3/16
Livre sterling (1000)	18 3/8	18 5/8	16	16 1/4	16	16
Livre sterling	18 1/16	18 1/16	18 1/8	18 1/4	18 3/16	18 1/8
FRANC FRANÇAIS	13 1/16	13 1/16	13 1/4	13 1/2	13 3/8	13 1/4
FRANC BELGES	10 1/16	10 1/16	10 1/4	10 1/2	10 3/8	10 1/4

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le jeudi 3 septembre

## Incidents techniques à la Bourse de Paris

La séance du jeudi 3 septembre s'est conclue à la Bourse de Paris sur la plus forte hausse de l'année, malgré des incidents techniques importants. Ainsi, les cotations n'ont pu réellement débiter qu'avec deux heures et demie de retard, à 12 h 30. Un autre incident a de nouveau interrompu le fonctionnement du marché entre 14 heures et 14 h 20. La Société des Bourses françaises précise que les incidents provenaient des systèmes de routage des ordres de la clientèle, utilisés par une partie des sociétés de Bourse. De ce fait, les cours publiés dans les premières éditions du Monde daté vendredi 4 septembre étaient, comme indiqué, ceux de la clôture du 2 septembre.

## Le Monde EDITIONS

## Voyage à l'intérieur de l'Eurocratie

Jean de La Guévrère

"Plutôt que de déchiffrer les deux-cent-cinquante pages du traité de Maastricht, il serait judicieux de lire Jean de La Guévrère."

Michel Jobert. Le Monde

"A parcourir autant pour le plaisir de la lecture que pour l'information."

192 pages, 98 F

## Le traité de Maastricht

## Quelles conséquences pour l'Europe financière ?

Au sommaire de ce numéro hors-série de la Revue d'économie financière :

- Maastricht : la lecture financière du traité
- Le débat
- Zone éco, union monétaire, banque centrale européenne
- Maastricht : la compétitivité française

Avec la participation des meilleurs spécialistes, praticiens et universitaires, de l'économie financière.

376 pages, 120 F

## EN VENTE EN LIBRAIRIE

ou à défaut, au Monde-Éditions  
5 rue Antoine Bourdelle, 75015 Paris

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Je désire recevoir :

☐ Voyage à l'intérieur de l'Eurocratie  
98 F x : .....exemplaire(s) soit : ..... F

☐ Le traité de Maastricht - Quelles conséquences pour l'Europe financière ?  
120 F : .....exemplaire(s) soit : ..... F

Frais de port : ..... 25 F

Somme totale : ..... F



# MARCHES FINANCIERES

**Cours relevés à 13 h 30**

36-15

## 3/9

**CHARGE**

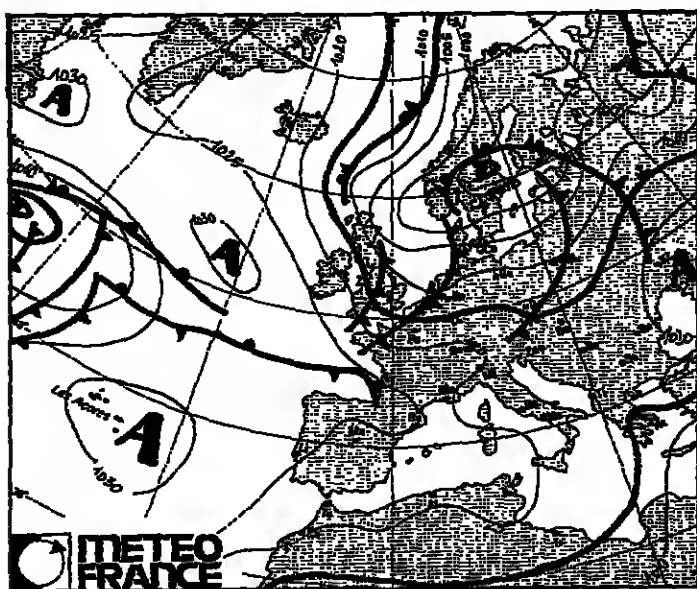
SECRET

10-10-68

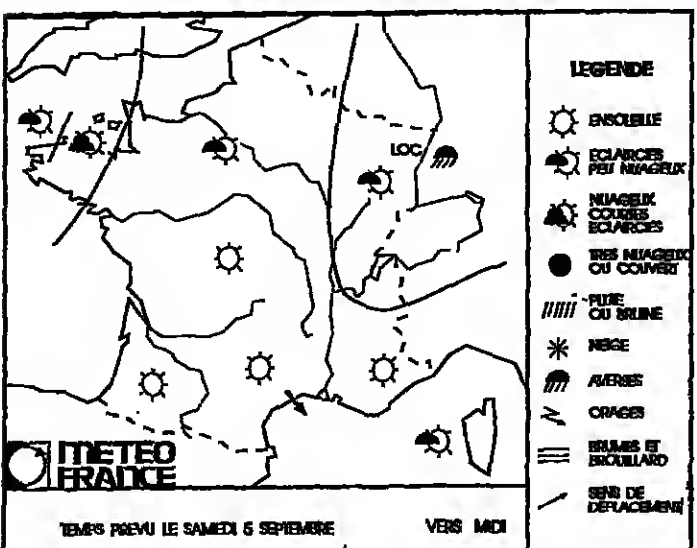


# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 4 SEPTEMBRE A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 5 SEPTEMBRE 1992



Samedi : temps généralement bien ensoleillé, mais frais. Sur Bretagne et Basse-Normandie, les dépressions prédomineront le matin, puis le ciel se verra progressivement à l'approche d'une nouvelle perturbation.

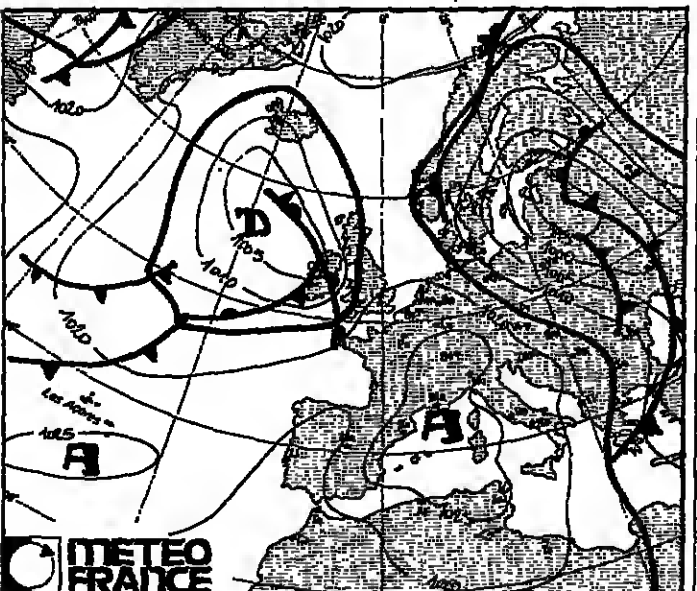
Sur les autres régions du Nord, jusqu'au Nord-Est, France-Comté et Rhône-Alpes, le ciel sera nuageux le matin, puis les éclaircies domineront à la mi-journée. Des averses ne sont pas à exclure sur Lorraine et Alsace en matinée. Elles s'évanouiront en milieu d'après-midi.

Sur le reste du pays, après dissipation des brumes matinales, le soleil sera au rendez-vous malgré quelques passages nuageux sans importance. Mistral et tramontane souffleront encore sur les côtes méditerranéennes, surtout le matin, avec des rafales atteignant 50 kilomètres/heure, faiblissant l'après-midi.

Les températures minimales seront fraîches pour la saison; elles s'élèveront entre 10 et 12 degrés sur les côtes de la Manche et Atlantique, 4 à 6 degrés dans l'intérieur, 8 à 10 degrés sur le littoral sud, 12 à 14 degrés sur le littoral méditerranéen.

Quant aux maximales, elles seront comprises entre 16 et 18 degrés sur la moitié nord, 22 à 24 degrés au sud.

PRÉVISIONS POUR LE 6 SEPTEMBRE 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 4-5-92

FRANCE				TOULOUSE				LYON				PARIS				STRASBOURG			
AMACIO	26	16	D	C	23	13	P	24	15	D	22	11	D	24	15	D	22	11	D
MARITTE	25	16	C	20	11	D	21	10	A	20	11	D	21	10	A	20	11	D	
ROBERTA	24	16	C	19	10	D	20	10	A	19	10	D	20	10	A	19	10	D	
BOUBRES	19	12	N	18	11	D	19	11	D	18	11	D	19	11	D	18	11	D	
RIBBY	17	9	D	16	8	D	17	9	D	16	8	D	17	9	D	16	8	D	
CAIN	17	10	A	16	9	D	17	10	A	16	9	D	17	10	A	16	9	D	
CECRODROU	17	10	A	16	9	D	17	10	A	16	9	D	17	10	A	16	9	D	
ROBERTA	21	12	N	20	11	D	21	12	N	20	11	D	21	12	N	20	11	D	
BOUY	21	12	C	20	11	D	21	12	C	20	11	D	21	12	C	20	11	D	
GEROUBLE	21	12	C	20	11	D	21	12	C	20	11	D	21	12	C	20	11	D	
LYLE	21	12	P	20	11	D	21	12	P	20	11	D	21	12	P	20	11	D	
JACOB	21	12	C	20	11	D	21	12	C	20	11	D	21	12	C	20	11	D	
MAHREZELLE	20	18	D	19	17	D	20	18	D	19	17	D	20	18	D	19	17	D	
NANCY	19	11	G	18	10	D	19	11	G	18	10	D	19	11	G	18	10	D	
NANCY	19	11	G	18	10	D	19	11	G	18	10	D	19	11	G	18	10	D	
PAIKS-MONTES	19	11	N	18	10	D	19	11	N	18	10	D	19	11	N	18	10	D	
PAU	20	12	C	19	11	D	20	12	C	19	11	D	20	12	C	19	11	D	
PREPCHAN	20	12	C	19	11	D	20	12	C	19	11	D	20	12	C	19	11	D	
RENOIS	18	10	D	17	9	D	18	10	D	17	9	D	18	10	D	17	9	D	
ST-ROUR	20	12	C	19	11	D	20	12	C	19	11	D	20	12	C	19	11	D	
ST-ROUR	20	12	C	19	11	D	20	12	C	19	11	D	20	12	C	19	11	D	
ÉTRANGER				TOULOUSE				LYON				PARIS				STRASBOURG			
ALDON	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
AMSTREDAAN	17	9	D	16	8	D	17	9	D	16	8	D	17	9	D	16	8	D	
ARRENS	14	8	D	13	7	D	14	8	D	13	7	D	14	8	D	13	7	D	
BARCELONA	26	19	D	25	18	D	26	19	D	25	18	D	26	19	D	25	18	D	
BARCELONA	26	19	D	25	18	D	26	19	D	25	18	D	26	19	D	25	18	D	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	
BOSKOP	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19	13	P	20	14	D	19			



## RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 5 septembre

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

## Sage monôme

O'U'ATTENDAIT-ON du sage monôme de la Sorbonne, une fois de plus les flammes et les troubles ? Simplement un souffle. Le souffle de l'enthousiasme - enfin ! - sur la campagne du « oui », ou celui de la tragédie sur le crépuscule d'un vieil homme.

Quelque chose qui ressemble à une émotion carressée bien à deux reprises le grand amphitheatre. Comment rester de marbre quand François et Helmut se saluent par leur prénom et échangeront trois banalités ? Comment le spectacle de cette affectueuse familiarité franco-allemande, dans ce routine même, laisserait-il indifférent ? En une image, ces saluts rappellent quels chemins tortueux, quelles peurs et quelles conjonctions de bonnes volontés ont mené jusqu'à Maastricht, et il était bon que l'essentiel fût ainsi remis en mémoire.

Avec courtoisie et circonlocutions, le président fut ensuite invité par Jean d'Ormesson à démissionner pour le triomphe du « oui ». C'était actionner là, dans la psychologie présidentielle, où l'on suppose qu'ils s'affrontent comme en chacun d'entre nous, le conflit entre sens du devoir et jouissance manœuvrière, entre le transcendant et le médiocre. Partir alors qu'un « oui » lui donnerait raison ? Il ne s'y refusa pas formellement. « C'est me réserver un sort un peu... un peu étrange... Laissez-moi le temps de digérer tout cela », supplia-t-il seulement, faussement humble, mettant de son côté des rieurs que l'on devinait pourtant vaguement perplexes.

Enfin arriva Philippe Séguin, percutant, dense, habité de l'orgueil d'avoir été distingué et de la terreur de ne pas être à la hauteur. Il fut à la hauteur, et même davantage. Sur la monnaie unique, sur les périls qui viennent toujours d'où on ne les attend pas, sur notre dette à l'égard de la Pologne frappée à la porte, il parvint à penser la trinité de coups de canif. A cet instant-là, face à cet adversaire-là, on attendait que le chef de l'Etat séparât l'essentiel de l'accessoire, rappelât comment tant de drames peuvent être la creusée d'un si grand rêve, sculptât à l'Europe ce visage grave et doux où se mêlent la nuit des temps et l'utopie et qui est notre seule raison, au fond, de voter « oui ». Mais le soir avait-elle déjà été trop lointaine ? Il apparut alors désemparé par l'inspiration, étrangement léger et diaphane, vieillissant par les coups, risqua quelques plaisanteries, quelques tentatives de déstabilisation, mais sans succès. Il fut, c'était le risque de l'exercice, dominé aux points.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément hebdomadaire. Signification des symboles : le signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; O Film à éviter ; \* On peut voir ; \*\* Ne pas manquer ; \*\*\* Chef-d'œuvre ou classique.

## Vendredi 4 septembre

TF 1

20.45 Magazine : Les Marches de la gloire. Sous réserve. Présenté par Laurent Cabrol. Le tribunal de commerce de Nanterre, saisi par l'Antenne 2, a statué le 27 août à TF1 de diffuser cette émission ainsi que celle qui la suit, et la Défi, toutes deux animées par Laurent Cabrol, transfuge d'Antenne 2 (le Monde du 29 août).

22.05 Jeu : Le Défi. Présenté par Laurent Cabrol.

22.40 Sport : Boxe. Championnat du monde WBO des super-plumes : Daniel Lardas (France)-Jimmy Brodahl (Danemark), à Copenhague.

23.45 Série : Police 2000. Duel fratricide.

A2

20.50 Jeu : Fort Boyard. Animé par Patrice Laffont et Valérie Pascual.

22.15 Sport : Athlétisme. Réunion de Turin.

23.25 Journal des courses, Journal et Météo.

23.40 Magazine : Chefs-d'œuvre en péril. Concours 1991-1992 : trentième anniversaire.

FR 3

20.45 Magazine : Thalassa. Pour l'amour d'une île, de Jérôme Fritter, Jean Lelouet et Dominique Duchesne.

21.45 Journal et Météo.

22.00 Sport : Rallye Paris-Moscou-Pékin. Bilan de la journée.

22.10 Festival Rossini. Émission présentée par Alain Dussut, à l'occasion du bicentenaire de la naissance du compositeur.

22.40 Opéra : La Voie à Reims. de Gioacchino Rossini, par l'Orchestre et les Chœurs de l'Opéra de Vienne, dir. Claudio Abbado ; mise en scène de Luc Ronconi. Enregistré à l'Opéra de Vienne en 1988.

CANAL PLUS

20.35 Téléfilm : La Femme abandonnée. d'Edouard Molinaro, avec Charles Berling, Christopher Thompson. Une folle passion dans la France de l'entre-deux-guerres.

22.00 Documentaire : Où sont passés nos parents ? de François Manceloux. Ce que pensent les enfants de la manière de vivre de leurs parents.

22.55 Flash d'informations.

23.00 Cinéma : Calme blanc. Film australien de Phillip Noyce (1988). Avec Sam Neill, Nicole Kidman, Billy Zane.

23.40 Téléfilm : Un assassin au-dessus de tout soupçon. De Richard Colla, avec Victoria Principal, James Farentino. Le juge était trop les prolixes.

22.20 Série : Mission impossible, vingt ans après.

23.15 Magazine : Emotions.

23.40 Cinéma : Les Fugitifs. de John Badham. Avec Kevin Costner, Anthony Quinn.

23.45 Magazine : Mégamix. De Martin Melanson, Chris Whitley, Supreme NTM, Rolling Stones, Sade, Mikiel, Mikiel, Galliano, Omar, K. Creative, Massive Attack, John Coltrane.

23.55 Magazine : Mégamix. De Martin Melanson, Chris Whitley, Supreme NTM, Rolling Stones, Sade, Mikiel, Mikiel, Galliano, Omar, K. Creative, Massive Attack, John Coltrane.

23.55 Magazine : Mégamix. De Martin Melanson, Chris Whitley, Supreme NTM, Rolling Stones, Sade, Mikiel, Mikiel, Galliano, Omar, K. Creative, Massive Attack, John Coltrane.

23.55 Magazine : Mégamix. De Martin Melanson, Chris Whitley, Supreme NTM, Rolling Stones, Sade, Mikiel, Mikiel, Galliano, Omar, K. Creative, Massive Attack, John Coltrane.

23.55 Magazine : Mégamix. De Martin Melanson, Chris Whitley, Supreme NTM, Rolling Stones, Sade, Mikiel, Mikiel, Galliano, Omar, K. Creative, Massive Attack, John Coltrane.

23.55 Magazine : Mégamix. De Martin Melanson, Chris Whitley, Supreme NTM, Rolling Stones, Sade, Mikiel, Mikiel, Galliano, Omar, K. Creative, Massive Attack, John Coltrane.

23.55 Magazine : Mégamix. De Martin Melanson, Chris Whitley, Supreme NTM, Rolling Stones, Sade, Mikiel, Mikiel, Galliano, Omar, K. Creative, Massive Attack, John Coltrane.

23.55 Magazine : Mégamix. De Martin Melanson, Chris Whitley, Supreme NTM, Rolling Stones, Sade, Mikiel, Mikiel, Galliano, Omar, K. Creative, Massive Attack, John Coltrane.

23.55 Magazine : Mégamix. De Martin Melanson, Chris Whitley, Supreme NTM, Rolling Stones, Sade, Mikiel, Mikiel, Galliano, Omar, K. Creative, Massive Attack, John Coltrane.

23.55 Magazine : Mégamix. De Martin Melanson, Chris Whitley, Supreme NTM, Rolling Stones, Sade, Mikiel, Mikiel, Galliano, Omar, K. Creative, Massive Attack, John Coltrane.

23.55 Magazine : Mégamix. De Martin Melanson, Chris Whitley, Supreme NTM, Rolling Stones, Sade, Mikiel, Mikiel, Galliano, Omar, K. Creative, Massive Attack, John Coltrane.

23.55 Magazine : Mégamix. De Martin Melanson, Chris Whitley, Supreme NTM, Rolling Stones, Sade, Mikiel, Mikiel, Galliano, Omar, K. Creative, Massive Attack, John Coltrane.

23.55 Magazine : Mégamix. De Martin Melanson, Chris Whitley, Supreme NTM, Rolling Stones, Sade, Mikiel, Mikiel, Galliano, Omar, K. Creative, Massive Attack, John Coltrane.

23.55 Magazine : Mégamix. De Martin Melanson, Chris Whitley, Supreme NTM, Rolling Stones, Sade, Mikiel, Mikiel, Galliano, Omar, K. Creative, Massive Attack, John Coltrane.

23.55 Magazine : Mégamix. De Martin Melanson, Chris Whitley, Supreme NTM, Rolling Stones, Sade, Mikiel, Mikiel, Galliano, Omar, K. Creative, Massive Attack, John Coltrane.

23.55 Magazine : Mégamix. De Martin Melanson, Chris Whitley, Supreme NTM, Rolling Stones, Sade, Mikiel, Mikiel, Galliano, Omar, K. Creative, Massive Attack, John Coltrane.

23.55 Magazine : Mégamix. De Martin Melanson, Chris Whitley, Supreme NTM, Rolling Stones, Sade, Mikiel, Mikiel, Galliano, Omar, K. Creative, Massive Attack, John Coltrane.

23.55 Magazine : Mégamix. De Martin Melanson, Chris Whitley, Supreme NTM, Rolling Stones, Sade, Mikiel, Mikiel, Galliano, Omar, K. Creative, Massive Attack, John Coltrane.

23.55 Magazine : Mégamix. De Martin Melanson, Chris Whitley, Supreme NTM, Rolling Stones, Sade, Mikiel, Mikiel, Galliano, Omar, K. Creative, Massive Attack, John Coltrane.

TF 1

14.15 La Une est à vous. Avec la série « Pour l'amour du risque ».

17.35 Divertissement : Mondo Dingo.

18.00 Magazine : Trenta millions d'armes.

18.25 Jeu : Une famille en or.

18.55 Divertissement : Les Roucesseries.

19.20 Jeu : La Roue de la fortune.

19.55 Tirage du Loto (à 20.40).

20.00 Journal, Météo et Tiroc.

20.45 Comédie musicale : Dorothea, la cadavre de la rue.

22.55 Faillite : Maria Vandamme. De Jacques Ertaud, avec Corinne Dade, Christian Kohlund (dernier épisode).

0.20 Magazine : Formule sport. Football : championnat de France ; Surf ; Voile ; Quilbec ; Saint-Malo ; Équitation : Masters de Paris.

A2

14.55 Magazine : Sport passion. Automobile : Rallye Paris-Moscou-Pékin ; Golf : Open de Suisse à Crans-sur-Sierra ; Athlétisme : Décathlon, en direct de Ténès ; A 15.20, Tiroc, en direct de Vincennes.

18.20 INC.

18.25 Divertissement : La Machine à chanter. Invités : Philippe Chatri, Zouk Machine.

19.30 Série : Léo et Léa.

19.59 Journal, Rallye Paris-Moscou-Pékin. Journal des courses et Météo.

TF 1

15.10 Série : Columbo.

15.30 Divertissement : Candid Camera.

16.45 Disney Parade. Donald, le gardien de phare ; Donald le blagueur ; Phéonix Tite-en-l'air.

18.05 Série : Starsky et Hutch.

19.00 Magazine : 7 sur 7. Invités : Simone Veil, député européen ; Charles Pasqua, président du groupe RPR ; Jean-Pierre Chevènement.

20.00 Journal, Tiroc et Météo.

20.40 Cinéma : Les Fugitifs. de John Badham. Avec Kevin Costner, Anthony Quinn.

22.20 Magazine : Ciné dimanche.

22.25 Cinéma : Le Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

22.55 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

23.00 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

23.05 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

23.10 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

23.15 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

23.20 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

23.25 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

23.30 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

23.35 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

23.40 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

23.45 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

23.50 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

23.55 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

24.00 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

24.05 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

24.10 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

20.50 Série : Tatort.

22.25 Documentaire : Que deviendront-ils ? De Michel Fresnel (9<sup>e</sup> partie).

23.20 Journal et Météo.

23.40 Documentaire : Les Révolutionnaires du Yiddishland. De Max Lénstein. 3. Auschwitz et après... (fin).

FR 3

15.35 Téléfilm : Laissez-moi mon enfant. De Jerry Thorpe, avec Mariel Hemingway, Susan Anspach.

17.00 Concert : La Fête avec Ravel. Concerto pour piano et orchestre en sol majeur ; Valse, Concerto pour la main gauche ; Boléro, de Ravel, par l'Orchestre national de Lille, dir. Jean-Claude Casadesu ; sol : Georges Fidermacher. Enregistré le 7 juillet, au stade Grimonprez de Lille.

19.30 Jeu : Questions pour un champion.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.

20.05 Dessin animé : Tom and Jerry Kids.

20.15 Divertissement : Vacances. Faillite : La Vierge Noire. D'Isaac Newton, avec Pierre Banderet, Micheline Doye (4<sup>e</sup> épisode).

21.45 Magazine : Dites-moi que je me trompe. Présenté par Philippe Allouet. 3. Le sécu, c'est fini, de Gérard Badou et Rinaldo Bassi.

23.00 Journal et Météo.

23.15 Sport : Rallye Paris-Moscou-Pékin.

23.25 Magazine : Aléas (rediff.). Qui a vu Veron ? de José Maria Berzosa : Les bonnes adresses, de Michel Tournier ; Rouget rouge, de François Pichot ; Une histoire sans nom, de Guy Olivier.

1.10 Magazine : L'Heure du golf.

CANAL PLUS

15.30 Sport : Tennis. L'Open des Etats-Unis, résumé.

16.05 Documentaire : Demain l'apocalypse. De Jean-Michel Maurice.

17.00 Sport : Snooker. White-Drigo, demi-finale.

En clair jusqu'à 20.30

18.00 Décade pas Bunny. Le Diable de Tennessee.

19.05 Dessin animé : Les Simpson.

19.30 Flash d'informations.

19.35 Le Top.

20.30 Téléfilm : La Mort au bout de la nuit. De Bill Crain, avec David Caradine, Craig Wasson.

21.55 Flash d'informations.

22.00 Sport : Boxe. Réunion au Cirque d'Hiver, à Paris.

23.00 Musique : Guitar Legends (1<sup>re</sup> partie).

M6

15.40 Série : L'Étalon noir.

16.05 Variétés : Matchmusic.

17.25 Série : Amicalement vôtre.

18.20 Série : Les Têtes brûlées.

19.10 Magazine : Turbo. Présenté par Dominique Chappard.

Le Salon du 4 x 4, à Val-d'Aire ; Le Camel Trophy, en Guyane.

19.54 Six minutes d'informations, Météo.

20.00 Série : Papa Schultz.

20.35 Magazine : Fun glisse.

20.38 Météo des plages.

20.45 Téléfilm : Trêve belle et trop naïve. De Giuseppe Patroni Griffi, avec Francesca Dellera, Gina Lollobrigida.

0.00 Musique : Flashback.

ARTE

17.00 Magazine : Transit. De Daniel Leconte (rediff.).

19.00 Documentaire : Histoire parallèle. Actusités françaises ; Actusités de la semaine ; 5 septembre 1942 (v.o.).

20.00 Magazine : Via Regio. Les régions européennes.

20.30 9 1/2 Journal.

20.40 Documentaire : Le Bunker. De Thomas Minscharch. De Rauli Savais.

22.10 Cinéma d'animation : Harpid. De Rauli Savais.

22.20 Cinéma d'animation : La Striae. De Rauli Savais.

22.30 Documentaire : Belezza Negra. De Juliane Schuler.

23.30 Documentaire : Harpid. Weiss - Séances privées, hors abonnement. De Hans Menningen.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Garmen Viatto, directeur du Musée national d'art moderne de Paris et du CCI.

20.45 Avignon 92. Derrière les collines, de Jean-Louis Bourdon.

22.35 Musique : Opus. Benoit Lubat et C<sup>o</sup> ou l'Art de vivre l'Ida vivre.

0.05 Rencontre au clair de la nuit... Michel Moret, éditeur à Lussan.

FRANCE-MUSIQUE

19.08 Soirée concert. La soirée de Martin Katanek. La guitare en bonne compagnie, par Robert J. Vidal : Concerto «eco» pour guitare amplifiée et orchestre, de Marco. A 21.00, Opéra Idoménée en mai 1991 au Théâtre du Châtelet ; L'Enlèvement au sérail, opéra en trois actes, de Mozart, par The Monteverdi Choir, The English Baroque Soloists, dir. John Eliot Gardiner ; ed. : Luke Ormonde, Cande Sidon, Stanford Olsen, Uwe Pöppel, Cornelius Hauptmann, Hans-Peter Minner.

## Dimanche 6 septembre

TF 1

15.10 Série : Columbo.

15.30 Divertissement : Candid Camera.

16.45 Disney Parade. Donald, le gardien de phare ; Donald le blagueur ; Phéonix Tite-en-l'air.

18.05 Série : Starsky et Hutch.

19.00 Magazine : 7 sur 7. Invités : Simone Veil, député européen ; Charles Pasqua, président du groupe RPR ; Jean-Pierre Chevènement.

20.00 Journal, Tiroc et Météo.

20.40 Cinéma : Les Fugitifs. de John Badham. Avec Kevin Costner, Anthony Quinn.

22.20 Magazine : Ciné dimanche.

22.25 Cinéma : Le Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

22.55 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

23.00 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

23.05 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

23.10 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

23.15 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

23.20 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

23.25 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

23.30 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

23.35 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

23.40 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

23.45 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

23.50 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

23.55 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

24.00 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

24.05 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

24.10 Cinéma : La Juge. de Robert de Niro. Avec Al Pacino, John Cazale.

FR 3

13.30 Magazine : Sports 3 dimanche.

Cyclisme : Championnat du monde sur route, en direct de Benidorm (Espagne) ; Golf : Open de Suisse, en direct de Crans-sur-Sierra ; A 18.30, Tiroc, en direct de Longchamp.

18.00 Les Vacances de Monsieur Lulu. Les Entrechats : Les Aventures de Tintin et les Pionniers.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région. Jacques Delors.



Invité d'honneur de l'université d'été à Batz-sur-Mer

## M. Balladur a rassuré et séduit les Jeunes Démocrates-Sociaux

Invité d'honneur jeudi 3 septembre de l'université d'été des Jeunes Démocrates-Sociaux à Batz-sur-Mer (Loire-Atlantique), M. Édouard Balladur a rassuré et séduit les centristes : l'alternance, a-t-il promis, sera sociale ou ne sera pas.

BATZ-SUR-MER

de notre envoyé spécial

Les centristes ont beau se passionner pour l'Europe, ils n'oublient pas de s'intéresser à leur avenir. Aussi ont-ils réservé à M. Balladur, possible premier ministre en cas de cohabitation, le meilleur accueil. Le moins que l'on puisse dire est que l'ancien ministre d'Etat ne s'est pas ménagé pour faire entendre les paroles que les centristes voulaient précisément entendre. Il lui fallait d'abord rassurer ses auditeurs sur son engagement européen. Ce fut prestement fait. Sans jamais envisager la victoire du « non », il a plus cherché à apaiser qu'à mobiliser. Le malaise ressenti au cours de cette campagne, a-t-il expliqué, repose surtout sur une « pratique trop concentrée des institutions ». « Les Français, a-t-il dit, ont le sentiment qu'il y a une sorte d'élite, de caste politico-administrative, qui décide pour eux, en dehors d'eux, et qu'on ne leur demande leur avis qu'une fois tous les sept ans, quand il s'agit d'élire le président de la République ».

Pour le reste, tout est relèvé, selon lui, que du désordre normal d'une campagne : « Les esprits s'échauffent, les langues se délient, c'est inévitable, a-t-il dit. Dans une certaine mesure, c'est même nécessaire. Il ne faudrait pas pourtant dépasser la bonne mesure. Les citoyens attendent de nous des

arguments, des faits, des démonstrations et non des incantations et des injures ».

Après avoir estimé – ce fut le seul petit pèche qu'il se permit de relever – que l'Europe avait été trop souvent utilisée par le CDS comme un moyen de distinction inutile par rapport à ses porteurs de l'opposition, M. Balladur a pu ensuite, comme si de rien n'était, entonner un hymne à l'union de l'opposition, qui paraissait dans les circonstances présentes un peu précipité. « Cette union, a-t-il lancé, est devenue une sorte de litane, une sorte de point de passage obligatoire pour la sauver et en faire l'éloge. Puis chacun reprend ses occupations. Je souhaite que ce genre de comportement appartienne au passé ».

## Une alternance sociale

Ce rappel fait, M. Balladur s'est longuement appliqué à détailler la marche à suivre pour l'alternance. Les centristes souhaitent qu'elle soit européenne. Ils ont raison. Ils veulent aussi une alternance sociale. C'est promis, on ne rééditera pas les erreurs commises entre 1986 et 1988. Pragmatisme est devenu le maître mot. « Langage de vérité » et « image de responsabilité » sont les nouveaux slogans. Le libéralisme échoué est jeté à la poubelle. M. Balladur est définitivement converti au social. Ainsi a-t-il promis « une France plus juste, pas seulement préoccupée de compétitivité et de productivité ». « Il nous faudrait réussir, a-t-il affirmé, la synthèse entre la nécessité d'organiser la société et de préserver la liberté pour tous, entre la nécessité d'organiser la justice et de préserver le dynamisme de chacun. Il nous faut proposer le nouveau mariage de l'esprit de solidarité et

de responsabilité et des libertés de l'autre ». Cela signifie, pour M. Balladur, qu'il ne faudra pas promettre ce qui ne pourra pas être tenu, qu'il sera inutile de « vouloir faire des réformes contre ceux qu'elles concernent », qu'au sein de l'opposition il y aura de la discussion, d'imagination, de confrontation des idées, d'où qu'elles viennent », que, enfin, plutôt qu'un catalogue exhaustif de mesures, il conviendra de se contenter de quelques objectifs précis, tels que la reprise des privatisations pour dégager en priorité de l'argent pour le logement social. Visiblement, les centristes n'ont attendu pas tant.

Dans le jeu des questions-réponses, M. Balladur se livra même pour la première fois à un acte de contrition qui ne pouvait que remonter un peu plus le sang d'un bon chrétien. Quand on lui rappela le mauvais souvenir de la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, M. Balladur caressa ce effet : « C'est une erreur que j'ai faite. C'était une mauvaise mesure technique, mais une mauvaise mesure politique. J'en prends la responsabilité ». La messe était dite. Dans la cour du VVF, certains dirigeants centristes, notables du CDP de Jacques Duhamel et de Joseph Fontanet, se félicitaient de retrouver avec M. Balladur le chemin d'un pompiduisme aublié, mais qui leur convient si bien : « Je souhaiterais que les Français, avait conclu M. Balladur, se tournent vers nous, pas seulement parce qu'ils se détournent d'autres. J'aimerais bien qu'ils nous préfèrent. » L'adresse des centristes, ce « nous » n'était peut-être cette fois que de majesté.

DANIEL CARTON

La préparation du référendum du 20 septembre

## M. Pasqua dénonce « les clauses pernicieuses écrites en minuscules »

TOURS

de notre envoyé spécial

A son tour, M. Charles Pasqua est entré dans la danse. Celle qui, depuis deux mois, conduit M. Philippe Séguin, son compère du Rassemblement pour le « non » à Maastricht, à arpenter les salles municipales, les palais des sports et les maisons de la culture, où il tient inlassablement ses réunions publiques. Le président du groupe RPR du Sénat a fait, jeudi 3 septembre, d'une pierre deux coups : Dreux avant le dîner et Tours après le repas. Ici et là, l'ancien ministre de l'Intérieur ne s'est pas limité à la campagne référendaire, mais il a fait quelques incursions dans le prochain renouvellement sénatorial, pour ce pas se faire oublier de ses collègues, dans les élections législatives anticipées, qu'il réclame en cas de victoire du « non », et dans la politique intérieure tout court, car il faut rattacher le plus large possible. On ne sait jamais.

M. Pasqua ne fait pas dans le registre didactique de M. Séguin. A chacun sa tâche et à chacun selon son talent oratoire. M. Pasqua ne se contente pas de la mimique et du comique verbal. M. Pasqua provoque l'« hilarité » de

ses auditoires. Tant à Dreux (Eure-et-Loir) qu'à Tours (Indre-et-Loire), il fait rire en évoquant un échange de correspondance avec l'ambassadeur de Belgique à Paris, sans lire la lettre du diplomate, car « on n'est pas dans un cabaret ». Ici, il brocarde le traité de Maastricht, qui « ressemble aux contrats d'assurance dont les clauses les plus pernicieuses sont écrites en minuscules », et il s'en prend à M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, amateur du « despotisme éclairé, le mot éclairé étant excessif ». Là, il fusille l'« intelligence parisienne », qui, selon lui, prétend être seule à comprendre le texte du traité, et il remercie les spectateurs, ces Français de bons sens, de s'être déplacés alors qu'ils avaient, ce soir-là, « un spectacle à domicile ».

Devant six cents personnes à Dreux, il a assuré que les défenseurs du traité de Maastricht, les auteurs de leurs principaux soutiens reconnus maintenant que celui-ci conduit à l'« Europe fédérale ». Il l'a réaffirmé devant un millier d'auditeurs à Tours, en présence, notamment, de M. Etienne Dailly, vice-président (Rassemblement démocratique) du Sénat, et de M. François Gerbaud, sénateur

(RPR) de l'Indre. « On n'a pas le droit de faire croire que l'Europe de Maastricht se situe dans le droit de fit de ce que voulait le général de Gaulle », a-t-il assuré. A Dreux comme à Tours, M. Pasqua a évoqué la « très forte pression des centaines de milliers d'immigrés, Maghrébins et Africains installés chez nous » qui s'exercera quand le droit de vote municipal et européen aura été accordé aux étrangers communautaires par Maastricht.

Mécontent de l'attitude de l'opposition, qui « s'est empressée de jeter des bâtons dans les roues », M. Pasqua a tenu M. Mitterrand – la révision constitutionnelle, la ratification de Maastricht et la modification, à venir prochainement selon lui, du mandat présidentiel – le président du conseil général des Hauts-de-Seine, sans jamais citer de noms, s'étonne qu'on dise « oui » aujourd'hui pour dire « non » aux socialistes dans six mois. Publiquement muet sur ses « compagnons » du RPR, M. Jacques Chirac en tête, M. Pasqua est plus prolix sur M. Valéry Giscard d'Estaing et les centristes, dont il rappelle, avec gourmandise, le « non » à de Gaulle en 1969.

OLIVIER BIFFAUD

## EN BREF

La FEN se prononce pour le « oui ». – Le bureau national de la FEN a adopté une résolution dans laquelle il se déclare favorable à la ratification du traité de Maastricht « même s'il ne répond pas pleinement aux revendications des citoyens ». La FEN affirme en effet que « la mise en cohérence des politiques de recherche (...), les encouragements et les aides nouvelles pour l'éducation et la formation permis par les nouvelles compétences communautaires aideront à franchir des étapes importantes pour le mieux-être et le développement social ».

Le CDCA fera campagne pour le « non ». – La Confédération nationale de défense des commerçants

et artisans (CDCA) a expliqué, jeudi 3 septembre, dans un communiqué qu'elle voit dans le traité de Maastricht « une menace » pour ses adhérents et leurs familles. Elle annonce donc que, si elle est favorable « à une Europe qui respecte les identités de chacun et harmonise les charges fiscales et sociales », elle fera campagne pour le « non à Maastricht ».

Le référendum à Saint-Pierre. – M. Albert Pen, sénateur apparenté socialiste de Saint-Pierre-et-Miquelon et maire de Saint-Pierre, a annoncé que, contrairement à ce qu'il avait affirmé le 29 août, sa mairie organiserait « normalement » le référendum afin de laisser à la population le loisir de s'exprimer. M. Pen avait d'abord décidé un boycott pour critiquer l'attitude du gouvernement dans les discussions avec le Canada sur le dossier de la pêche.

Premier numéro du *Quotidien du référendum* le 8 septembre. – Edité par les Editions du Repard, le *Quotidien du référendum* (12 pages, 8 francs) paraîtra pendant la campagne, du 8 au 21 septembre, et sera diffusé à 300 000 exemplaires dans toute la France par les NMPP. Dirigé par M. Jean-Claude Lili, ce journal développera « toute l'actualité de la campagne » et proposera « des interviews, des enquêtes et des dossiers pour comprendre les enjeux du scrutin ». La maison d'édition est aussi à l'initiative de la diffusion (à 400 000 exemplaires) du texte intégral du traité de Maastricht dans les kiosques.

## Un dossier du « Monde »

Epuisé en cinq jours, le numéro hors série du *Monde* « L'Europe de Maastricht » est à nouveau disponible chez les marchands de journaux (en province et en banlieue parisienne dès vendredi 4 septembre, à Paris). Au sommaire : les étapes de la marche vers l'Union européenne, l'objectif de l'Union économique et monétaire, l'ambition et les risques d'une monnaie unique, les évolutions et les limites d'une politique étrangère et de sécurité commune.

M. Patrick Gautrat pressenti pour être directeur de la stratégie à la DGSE

En remplacement de M. Jean-Claude Cousseran, devenu conseiller diplomatique auprès de M. Pierre Bérégovoy, M. Patrick Gautrat a été pressenti pour être le directeur de la stratégie auprès de M. Claude Silberzahn, à la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), qui est le service secret sous l'autorité du ministre de la défense. Un prochain conseil des ministres doit extérioriser ce choix.

[Né le 21 mars 1944 à Neuilly-sur-Seine, ancien élève de l'ENA, M. Patrick Gautrat sert au Quai d'Orsay, puis au ministère du travail à la direction de la population et des migrations. En 1971, il est en poste à Varsovie, puis, en 1974, au service de presse du ministère des affaires étrangères à Paris. En 1976-1977, il est conseiller technique au cabinet de M. Raymond Barre, successivement ministre du commerce extérieur et premier ministre. En 1977, il est conseiller de presse de l'ambassade de France à Washington. En 1981, M. Gautrat choisit de devenir délégué général adjoint, puis, en 1984, délégué général du Comité central des armateurs de France. En 1987, il devient chef du service des affaires générales à la direction des affaires économiques et financières au Quai d'Orsay. Depuis juin 1989, il était conseiller général de France à Barcelone (Espagne). M. Gautrat a, depuis juin 1991, le grade de ministre plénipotentiaire.]

## SOMMAIRE

## DÉBATS

Audiotextuel : « Les couleurs de la télévision publique », par Hervé Bourges... 2

## ÉTRANGER

Première réunion de la conférence permanente sur l'ex-Yugoslavie 3  
Grèce : preuve de force entre le gouvernement et les syndicats... 3  
Accord de cessez-le-feu en Abkhazie... 3  
Canada : le référendum sur la réforme constitutionnelle aura lieu le 26 octobre... 4  
Algérie : le gouvernement annonce la libération de la quasi-totalité des détenus islamistes... 5  
Cambodge : les Khmers rouges remettent en cause l'application des accords de paix... 8

## POLITIQUE

La campagne pour le référendum sur le traité de Maastricht... 8 à 10

## SOCIÉTÉ

A Lyon, la transplantation partielle de fœtus d'un père à son enfant a été réussie... 12  
Selon un sondage BVA-Viva, trois Français sur quatre voudraient connaître la provenance du sang en cas de transfusion... 12  
La difficile conversion des États-Unis au système métrique... 13  
En Haute-Marne, trois nouvelles incriminations dans l'affaire des traces transfrontalières de déchets 13  
Quelle histoire ! par Claude Sarran : « Voisin, voisin »... 13

## CULTURE

Festival de Venise : beaucoup de films en compétition au dans des sections parallèles, mais peu de découvertes... 14  
Rentrée des artistes : Stephen Mchegh, Patrick Chesnais et Claire Nebout dans le feu du succès de

« Brûlez tout ! »... 14  
A Nice et à Jouy-en-Josas, deux expositions sur le portrait dans l'art contemporain... 15

## ÉCONOMIE

Avec un produit intérieur brut en recul de 0,5 %, le ralentissement de l'économie allemande se confirme... 17  
Les exportations de bié américain vont désormais être subventionnées à 100 %... 17  
La faillite de M. Kevin Maxwell a atteint 408,8 millions de livres... 18  
La troisième université d'été de Carcassonne-Maubuisson... 18  
Un entretien avec M. René Souchon, président de l'Office national des forêts... 19

## SANS VISA

Les démons de Poyrebelle • Rue de la Roquette • A pied sur la piste du Colorado • Un cocktail, des cocktails • Tancra, l'isot • Suga bigoudine... 25 à 32

## Services

Abonnements... 4  
Annonces classées... 22  
Carnet... 22  
Jeux... 30  
Marchés financiers... 20 et 21  
Météorologie... 22  
Philatélie... 15  
Radio-télévision... 23  
Spectacles... 18  
Week-end d'un chineux... 22  
La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Ce numéro comporte un cahier « Sans visa » 17  
Le numéro du « Monde » daté 4 septembre 1992 a été tiré à 503 742 exemplaires.

## Demain dans « le Monde »

## « Heures locales » :

## Sauver les caps du Pas-de-Calais

L'ouverture du tunnel sous la Manche rend urgente la reconquête des sites de Blanc-Nez et Gris-Nez, ces deux vigies qui veillent sur l'un des détroits les plus fréquentés du monde.

## « Chez les peintres » : Riopelle, le roi Lear

Rococo, prié d'un lac canadien, avec Jean-Paul Riopelle, soixante-neuf ans, peintre à la tête de patriarche, qui vit comme un chasseur. Il se confie sur Calder, Duchamp, Braton, les surréalistes, Artaud, Beckett, Wols, Matisse, Picasso...

POUR JUGER LES PRIX DE LA MODE : PRENEZ L'EXEMPLE DE NOS TISSUS !

Ils sont « pour rien » par rapport aux vêtements qu'ils permettent de réaliser. Ces tissus offrent de fantastiques possibilités d'être à la mode, mais sans jamais payer le prix de la mode.

Des tissus nouveaux depuis 30F le mètre.

**RODIN**

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

**Le Monde**

**LES FINS D'EMPIRES**

Sous la direction de Jean-Pierre Rioux

Le feuilleton de l'été disponible en un seul volume

**NUMÉRO SPÉCIAL 30 F**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



# S A N S V I S A

Chaque fois que la recherche de la vérité cède devant un besoin collectif d'exorcisme, les plaintes se changent en complaintes et la fable l'emporte sur l'examen des faits. Dans le récit d'un « bel assassinat », on oublie les acteurs du drame pour ne retenir que des rôles de légende. C'est ainsi que l'anberge rouge, l'anberge de Peyrebeille, sans doute un repaire inquiétant comme on en trouvait partout au XIX<sup>e</sup> siècle, est devenue le haut lieu d'un crime impardonnable : l'hospitalité trahie des victimes sans défense tuées dans leur sommeil. Relecture des inventions de la peur.



## Les démons de Peyrebeille

LES héros et les saints forgent leur propre légende : ils montent à la postérité leur profil avantageux. Les assassins, souvent décevants, ne savent pas orchestrer leurs crimes, leur destin leur échappe, ils incarnent le mal, c'est l'opinion qui tire les ficelles et la corde du couperet. Le diable est meilleur artisan, la peur meilleure conseillère quand il s'agit des ténements de l'âme. Pour peu que les circonstances s'en mêlent et donnent au hasard une apparence de sens, qu'une erreur de procédure épaississe le mystère, la brute anonyme, le pauvre idiot qui a versé le sang n'est plus un vulgaire criminel mais le Crime en personne. On juge un coupable expiatoire. Il est pris, il est mort et il ne le sait pas.

La machine justicière s'emballe : il faut, pour que les braves gens dorment en paix, effrayer l'effroi, scandaliser le scandale, reconstruire le mythe qui tue la hête immonde. Une « belle affaire » c'est un moment de répit.

Sur les hauts plateaux de l'Ardèche, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les affamés tuaient à belles dents. Des bois de Bauzon, de la forêt de Mazan nû, pendant des siècles, les cisterciens faisaient suer la bure des convives, sortaient des bandes de brigands détraqués, assomèrent, bondissant et disparaissant, fautes de troubles et d'histoires à frémir. Les jours de fin de Saint-Cirgues, au Béage, à Pradelles, les paysans qui buvaient au cabaret avec leur couteau planté sous la table se battaient souvent et parfois s'étrépaient.

Au printemps, il n'était pas rare qu'une vache pousse un cadavre du museau : quand souffrait la bête sur la neige la route perdait son tracé, et si la nuit tombait dans la bourrasque, les hommes épuisés mouraient de froid. Un vieillard malade en même temps qu'un veau ne pouvait espérer les secours d'un médecin : ses enfants gardaient l'argent pour le vétérinaire. Le pays était à peine administré, les représentants de la loi sur leur mule rebroussaient chemin plutôt que d'apporter la civilisation au péril de leur vie. Il fallait être fort comme un muletier, brutal comme un rouleur, pour s'aventurer sur la lande et dormir dans les auberges sur la paille avec les animaux. Ce réduit arverne demandait trop de sacrifices humains.

Sur les bords de l'Allier ou de l'Ardèche, à des lieues de là, au bas des cols interminables, à Langogne, à Aubenas, des fonctionnaires aux uniformes de l'Etat maintenaient l'ordre et la sécurité. Des diligences roulaient sur le pavé vers

les riantes régions du prangré. Comme partout infidèles aux grandes idées de la Révolution, furibues et saignés par l'aventure napoléonienne, les Ardéchois oubliaient le bal de la Restauration et n'aspiraient qu'à se défaire des mauvaises habitudes de la violence et de la mort.

Mais leurs turbulents voisins des hauts plateaux désertés restaient en retard d'une paix. Ils ne semaient que du désordre et les marchands des vallées qui se chauffaient à l'or de leurs écus frissonnaient encore de passer par leurs apertures solitaires. Cette entrave à la liberté de s'enrichir devint insupportable sous Louis-Philippe, roi des poires et de tous les fruits juteux de la spéculation. Il manquait donc aux bourgeois, sûrs de leurs arrières et voulant triompher sans peur, l'occasion d'une « affaire » pour que reprennent les affaires.

Or, en 1831, les aubergistes de Peyrebeille, en plein pays des démons, furent suspectés d'avoir assassiné un habitant de Saint-Paul-de-Tartas, un village des environs. Deux ans plus tard, après un retentissant procès, ils furent guillotins sur les lieux du crime sans avoir rien avoué, sans savoir que leur complainte était écrite, que la frayeur des hauts plateaux avait déjà tout inventé, qu'il ne restait que des vivants à trouver et à tuer pour l'exemple, et qu'enfin, mais après seulement, on pourrait danser là-haut la danse guerrière des pacificateurs. On la danse depuis.

Alors Pierre Martin, sa femme Marie Breyse et leur valet Rochette entraient dans la légende d'une bourrasque dans le dos. Ils plongeaient dans un tel enfer qu'ils en restèrent éblouis et muets. Peut-être étaient-ils coupables, mais on jugeait l'ombre du crime sur la lande et sur le toit de leur maison. Il n'y eut pour eux ni mensonges ni

vérités. Ils avaient tiré le mauvais rôle dans l'évangile de l'opinion, n'avaient inscrit leur nom sur le grand rouleau des atrocités : ils devraient jouer les mandits.

Alors, les imaginatifs s'enflammèrent à l'idée d'un bûcher purificateur. Les bonnes âmes craintives sortirent toutes sortes d'horreurs des plis dantesques de leur conscience. Elles se persuadèrent qu'ils les tuaient tous, qu'ils les brûlaient dans un four avec chevaux et carrosses, que Rochette, pourtant natif du pays, était « un grand nègre robuste comme l'ébène » (un mètre et sept cents millimètres, cheveux et sourcils châtain clair, yeux gris, d'après l'acte d'accusation), qu'elle, Marie Breyse, remplissait d'huile bouillante la bouche hurlante des victimes, qu'ils donnaient leurs chrétiens estourbis à manger aux cochons.

Ces délirants au lieu de les sauver les accablèrent. Ils se croyaient encore des hommes et c'étaient des épouvantails. Des volées de corbeaux les prenaient au pillage. Une vieille femme, un mendiant, une courtisane de village, honnête et pure, les enfançèrent méchamment, comme on plante des aiguilles dans des poupées de chiffon. La foi des humbles soulevait contre les accusés des montagnes de certitudes. D'actives chimères se transformèrent en souvenirs : on avait vu des mains bouillir dans des marmites, des membres éparés dans des boisseaux d'avoine.

Un substitut de Largentière raconta que : « Couchant à Peyrebeille, il y eut une hallucination dans laquelle il se vit assassiné. » Eux en étaient au point où ni la révolte, ni le silence, ni la sagesse, ni les pleurs ne servaient plus à leur défense, ni tout s'enchaînait, se verrouillait, où l'implacable logique d'une vengeance divine mantrait clairement que tout était

perdu. Martin se mit à prier, Marie à blasphémer, Rochette à trembler de tous ses membres. La preuve ! Ils clamèrent leur innocence. La preuve ! Même les témoignages en leur faveur, en les faisant plus humains, les rendaient plus coupables encore. La cause dépassait leur cause. Ils n'imaginaient pas, ces illettrés, que leur mort devait servir à établir sur leur terre, sur leur tombe, l'autorité de l'Etat et la tranquillité des peuples.

Sans doute se savaient-ils malhonnêtes, et peut-être un peu assassins, mais ils ne se prenaient pas pour d'importants personnages, ils ne se trouvaient pas exemplaires à ce point. Ils ignoraient que l'effroi de l'opinion est souverain. Contre cette décharge de haine et de malheur, ce feu nourri, il aurait fallu un juge courageux, voltairien, un ennemi des chasses aux sorcières... ils eurent droit à un magistrat concupiscent, comptant ses iâtes en fin de session et qui devait mourir dans un âge avancé.

Un « beau crime » s'accompagne d'un beau châtement, d'un beau jour enfin chassant la nuit et qui emmenue à l'aube par le réveil des condamnés. Le dernier acte, qui n'est que de justice humaine, doit rassasier les imaginatifs. L'expiation apaise le délire collectif. Les mensonges de la peur, le sadisme honteux, les bas instincts de la délation sont amnésies : on remet le supplice à des mains froides et étrangères et tout s'arrête avec la mort.

Mais à Peyrebeille, l'auberge sanglante, l'auberge rouge, l'exécution publique ajouta à l'histoire ballucinante des crimes la cruauté barbare des vainqueurs. Comme si la légende folle des logis du Vivarais, parlant seule, maîtresse des hommes et des événements, ne voulait plus jamais mourir. Les honnêtes gens avaient

retrouvé tout ce qui traîne dans la chambre des barreaux habitée depuis la nuit des temps : le viol sacré de l'hospitalité, l'impardonnable crime antique qui frappe dans son sommeil l'homme à la cuirasse délaçée, à l'épée suspendue, le meurtre d'un enfant jeté comme un chat contre un mur, mille autres infamies... La justice en son simple appareil boucla l'affaire et inventa un superbe dénouement : elle affrit aux trois larrons une Passion et un Golgotha.

Ils partirent de Privas dans une charrette, sur de la paille, entravés. Leur voyage dura deux jours. Ils franchirent les cols de l'Escrinet et de la Chavade, deux montées au supplice. La foule riait sur leur passage. Au pont de la Baume, sur un rocher, un violoniste joua des airs gais tant qu'ils furent en vue. Le 2 octobre 1833 à midi, devant l'auberge où l'échafaud était dressé, des milliers de curieux attendaient. Martin pria comme un fou, Rochette affrait son manteau à un ami et Marie, qui jamais n'avait manqué une messe, crachait sur le Christ que lui tendait un curé de complaisance. Elle demanda à revoir sa maison. On refusa. On l'exécuta la première. Pierre Roch, le bourreau de l'Ardèche, fit rouler la tête par terre, mais son neveu, son aide, un loup-veteau, la prit par les cheveux et la remit sagement dans son panier (1).

de notre envoyé spécial  
Christian Colombani

Lire la suite page 29

(1) Il s'agit de Nicolas Roch, fils de l'exécuteur de la Lozère et neveu de celui de l'Ardèche. Il succéda à Heindrick en 1872, comme unique bourreau de France.

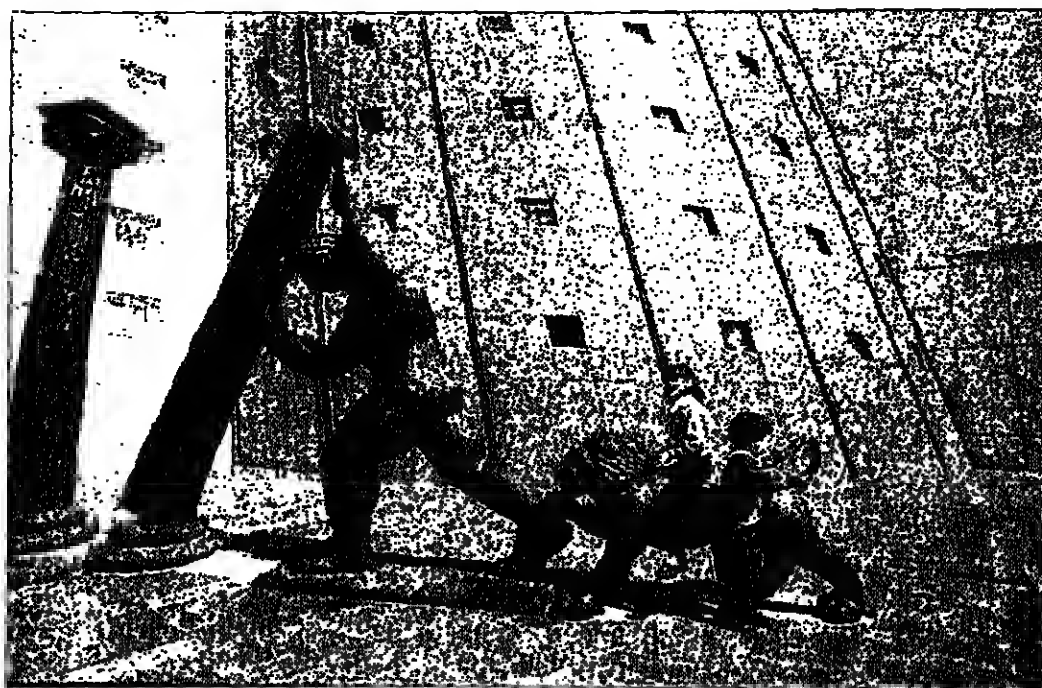
### AU SOMMAIRE



Rue de la Roquette, l'esprit de la Bastille	p. 27
Grands canyons	p. 28
Pas à pas	p. 28
Table	p. 31
L'afol	p. 31
Bigoudens	p. 31
An pays du Cheval d'orgueil	p. 32
Escapes (p. 26) • Têlex (p. 26)	
Jeux (p. 30) • Table (p. 31)	

LES FINS D'ENFER





Profiter des derniers feux de la fête

E. LUDER/RAPHO

## Cap sur Séville

Organisée à l'occasion du cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique, l'Exposition universelle de Séville propose, depuis le 20 avril, un voyage à travers cinq siècles de création et d'ingéniosité humaines. Une exploration qui s'achèvera le 12 octobre lorsque tombera, sur la scène immense, le rideau final.

Raison de plus pour profiter des derniers feux de la fête en allant découvrir, avant qu'il ne soit trop tard, la centaine de pavillons nationaux, le port du seizième siècle, le lac artificiel, le canal, les fontaines, les cascades et les écrans d'eau, les porcs et les jardins, rassemblés sur un même lieu pour cet exceptionnel festival culturel célébrant « l'ère des découvertes ».

A ceux qui, comme Colombo, ont le pied marin, la compagnie Costa Croisières propose, du 27 septembre au 3 octobre, en boucle à partir de Villefranche, une croisière en Méditerranée à bord de l'Entico-Costa. Avec, pour escales, Barcelone, Palma de Majorque aux Baléares et Cadix d'où l'on peut se rendre à Séville pour vivre l'un des derniers jours de l'Expo.

Formule d'autant plus séduisante que les tarifs sont attractifs : à partir de 3 650 F par personne en cabine intérieure de quatre personnes et pension complète, à partir de 4 350 F en cabine intérieure à 2 lits superposés. A ajouter les transferts de Nice (1 700 F) et les excursions, facultatives, à Barcelone (215 F), Palma (195 F) et Séville (405 F pour l'Expo et 645 F pour la visite de la ville), un forfait pour toutes les excursions étant proposé pour 695 F par personne à la réservation.

Informations au numéro vert 05-42-33-00 et dans les agences de voyages.

Pour visiter « la fête de toutes les cultures », le voyageur des Nouvelles Frontières (renseignements au 42-73-10-64 ou Minitel 3615 NF) propose trois formules : en toute liberté avec le charter Paris/Malaga (à partir de 1 320 F A/R et possibilité de s'envoler de Lyon), une voiture de location (à partir de 1 670 F la semaine) et le billet

d'entrée (220 F) acheté sur place ; dans le cadre d'un circuit organisé de 8 jours à travers l'Andalousie (à partir de 3 100 F en pension complète) ou d'un séjour dans un de ses hôtels de la Costa-del-Sol (à partir de 1 250 F la semaine en demi-pension) avec, deux fois par semaine, une excursion d'une journée (660 F) à l'Expo 92, en autocar et avec guide parlant français.

A signaler également un vol spécial sur le Boeing 737 de la compagnie Corsair, départ d'Orly-Sud le 9 septembre à 8 h 30, retour le 12 septembre à 20 h 30 : 2 445 F avec petit déjeuner à l'aller et champagne au retour.

De son côté, DPL Expo (47-47-57-17) propose des escapades d'une journée à Séville, les 22 et 29 septembre et le 6 octobre. On part d'Orly à 10 heures et on y revient le lendemain à l'aube après un décollage de noctambules : 4 heures du matin ! Pour 2 990 F par personne, prix comprenant les transferts, l'entrée à l'Expo et l'assistance d'une hôtesse pendant les quatre premières heures de la visite.

Deux pistes pour ceux qui cherchent un hébergement sur place. D'une part « Su Casa en Sevilla » (tél. : 19-34-54-63-83-93), une agence centrale de réservation, filiale européenne d'une agence canadienne, qui propose un grand choix de logements de qualité à Séville (chambres chez l'habitant ou appartements privés) ou des villas à l'extérieur de la ville, de 280 F à 560 F la nuit par personne, en chambre double.

D'autre part, le Norhad's Camp, des tentes de deux places ou familiales, avec lits, dressées dans un camp situé à 40 kilomètres de l'Expo (navettes régulières payantes) et à 30 kilomètres des plages de l'Atlantique. De 150 F à 245 F par jour et par personne, avec prestations hôtelières : restaurants, bars, piscines. Renseignements au 47-27-14-14.

A glisser dans la poche, l'édition spéciale Expo du nouveau guide de voyage Berlitz consacré à Séville (45 F), une collection où vient de paraître également un guide d'Euro Disney.

## Une villa à Maurice

On connaît, pour en avoir un jour rêvé, ses plages de sable blanc, sa mer turquoise et l'hospitalité de cette île de l'Océan Indien où vivent en harmonie races, religions et cultures les plus diverses. Mais on ignore souvent qu'elle est aussi le paradis des vérandas, composant la plus séduisante d'une architecture traditionnelle dont subsistent encore, enfouis dans une végétation luxuriante, quelques beaux spécimens. A Maurice, on les appelle varangues. Ouvertes ou vitrées, souvent bordées de fives balustrades ajourées, elles courent sur un ou plusieurs côtés de la maison et servent à la fois de terrasse, de vestibule et de perron.

Elles expriment l'âme de l'île, un véritable art de vivre qui en faisait un salon extérieur, un jardin dans la maison ou une maison dans le jardin, un lieu où l'on savourait un thé fleurant bon la vanille avant d'y goûter l'enchantement des nuits australes.

Cet art de vivre, illustré par un beau livre, *La Vie en varangue* (les Nouvelles Editions du Pacifique), Europe Voyages (69/71, avenue Raymond Pincares, 75116 Paris, tél. : 45-53-71-00) propose d'en

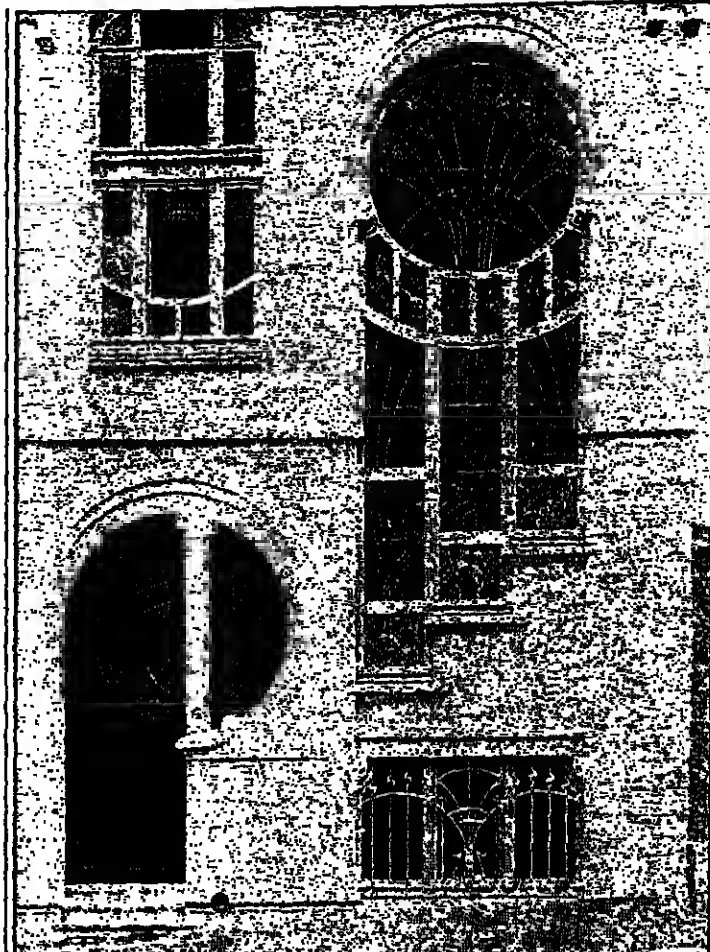
découvrir les délices avec une sélection d'une centaine de villas, des plus modestes aux plus luxueuses (trois catégories : standard, supérieure, luxe), chacune disposant des services d'une femme de ménage et, selon la catégorie, de ceux d'un cuisinier, d'un chauffeur ou d'une personne pour garder les enfants. Situées, pour la plupart, en bordure de mer, au nord de l'île, certaines, dont « La Maison » ou « La Coralline », disposent d'une spacieuse varangue et on y retrouve l'atmosphère des anciennes maisons créoles de l'île. Meublées en style colonial, elles bénéficient généralement d'un accès direct à une plage privée.

Spécialiste des voyages à Maurice, Europe Voyages entend privilégier le dépaysement, le confort, la qualité du service et l'indépendance. A l'arrivée, le transfert est assuré ainsi que le premier dîner. Pendant le séjour, un correspondant local peut suggérer des excursions, proposer diverses activités, notamment sportives, et donner la possibilité de partager la vie des Mauriciens.

Les forfaits proposés comprennent le transport aérien, les transferts, la location de la maison (5 nuits) et des services liés à la catégorie retenue. Pour une villa standard compter, selon la saison, entre 9 700 et 11 400 F par personne (base 4 personnes) pour une semaine. De 10 000 à 11 700 F dans la catégorie supérieure et de 14 300 à 22 600 F dans la catégorie luxe, toujours sur la base de 4 personnes, les prix diminuant ou augmentant en fonction du nombre de personnes logées, certaines de ces villas pouvant accueillir jusqu'à dix personnes. Une voiture de location coûte environ 500 F par jour, en kilométrage illimité. Renseignements au 44-05-06-03 et possibilité de consulter sur place un album contenant photos et descriptifs des villas proposées.

## Bruxelles avec styles

Siège de la Communauté européenne et grande place financière, Bruxelles a subi le contre-coup de ce succès économique-politique. Attentif aux mutations pénielles de la capitale de l'Europe, l'Atelier de recherche et d'action urbaine (ARAU) surveille depuis 1969 l'état du patelin et fait



Bruxelles, maison d'un artiste verrier, 1904.

AAM

diligence pour prévenir et guérir les maux urbains par des publications, un colloque annuel, la diffusion de projets et contre-projets d'aménagement et ce que les architectes, juristes et sociologues aux commandes considèrent comme un « nouveau tourisme urbain », à savoir des voyages d'études de cités européennes et des visites guidées de Bruxelles même.

Les tours de ville de l'ARAU s'attachent à faire découvrir ses différents visages. « Bruxelles 1900 », avec la visite de la maison de Victor Horta, père de l'art nouveau belge, est le plus connu ;

« Bruxelles années 30 » présente la ville telle qu'elle s'est développée dans l'entre-deux-guerres, saluant l'apparition tardive de la vie en appartement, la persistance des hôtels de maîtres marqués par l'esthétique art déco, les cités-jardins de la périphérie ;

« Bruxelles places, parcs et jardins » s'intéresse à ces espaces de convivialité « qui sont à la ville ce que les salons sont aux maisons d'habitation » ;

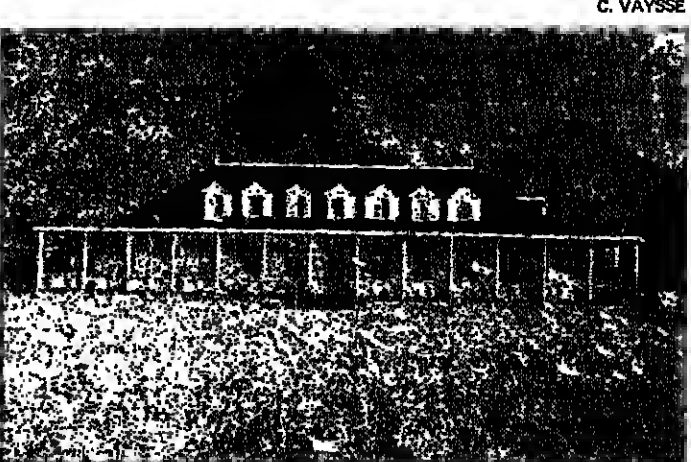
« Bruxelles archéologie industrielle » suit l'implantation de l'industrie depuis le Moyen Age et traite de la reconversion de certains bâtiments quand « Bruxelles autrement » étend le champ de ses investigations aux structures urbanistiques, sociales, économiques, politiques et culturelles.

Ces visites guidées en français et en anglais ont lieu le samedi matin, de mars à novembre (82 F environ). Informations, sur le calendrier notamment, auprès de l'ARAU, 37, rue Henri-Maus, 1000 Bruxelles, tél. : 513-47-61.

## Vocalises d'automne

La fin des grandes vacances n'excite pas que l'on veuille terminer l'année en musique. A l'invitation, par exemple, du voyageur bien nommé La Figue (32, rue Washington, 75008 Paris, tél. : 43-59-10-14), qui propose d'ores et déjà quelques séduisantes escapades d'automne dans les grandes capitales artistiques et musicales d'Europe maistrichienne ou pas... Ainsi, le 27 octobre à Londres, Sir Georg Solti célébrera ses quatre-vingts ans au pupitre du Royal Opera Covent Garden, dirigeant *Otello*, avec Plácido Domingo, Kiri Te Kanawa et Sergei Leiferkus. En présence de la famille royale qui présidera le souper qui suivra. Affiche royale, gala royal et prix en conséquence : 19 900 francs environ pour deux jours et une nuit au Savoy.

Après cela, Vienne avec deux week-ends lyriques les 10/12 octobre (*la Tosca* et *Maria Stuart*) et les 24/26 octobre (*la Traviata* et *l'Or du Rhin*) semble donnée : de 7 900 à 9 700 francs selon le programme et l'hôtel (Astonia ou Bristol) choisis. Cap à l'est avec un duo berlinois, les 16/18 octobre : le *Voyage à Reims*, de Rossini, en version de concert, et *Cléopâtre* et *César*, de Graun, un contemporain de Haendel. Environ 9 800 francs. Pour terminer, le fin du fin, avec un week-end à Venise, les 13/15 novembre. Au programme, *Sémiramide*, de Rossini, dans la salle bleu pâle et or de la Fenice. Avec le Gritti Palace, les palais et la lagune dans ses habits d'automne. Il en coûtera 8 400 francs... même si cela n'a pas de prix.



Le paradis des varangues.

## TÉLEX

Tahiti plus accessible grâce aux accords passés par la compagnie aérienne AOM, les hôtels Accor Loisirs et l'office de tourisme local, accords qui permettent au voyageur Kuoni de programmer la Polynésie à des prix inhabituels. Uo Tahiti/Moorea de 11 jours avec l'avion (Paris ou Nice), 2 nuits avec petit-déjeuner au Maeva Beach, à 7 km de Papeete, et 5 nuits en demi-pension au la Ora est ainsi proposé à 8 990 F (départ du 6 décembre) et 9 990 F (du 13 au 19 décembre) par personne. Sont également proposés des séjours sur trois îles en 11 jours (de 12 000 à 13 000 F) et un circuit de 18 jours à partir de 16 000 F. Brochure « les Sables de Kuoni », dans les agences de voyages.

Quelques heures à Chambord. Une visite guidée et très vivante du château de François I<sup>er</sup> : hommage à l'architecture italienne et à celui qui incarnera la résistance du mythe face à l'Europe de Charles Quint. Une fois parcouru ce monument de la Renaissance, on peut s'attarder pour assister au son et lumière qui retrace, à grand

renfort de poudre et de fumigènes, cinquante ans de l'histoire de France. Quelque mille figurants, de ceux qui donnent des spectacles tout l'été aux quatre coins de la région, sont réunis pour mettre en scène les guerres d'Italie, les fastes de la cour et la politique de François I<sup>er</sup>. Une initiative qui témoigne de la vitalité de la région Centre et de ses habitants de faire connaître un patrimoine historique d'une grande richesse. Le spectacle, qui pêche par le ton du commentaire off et par quelques longueurs, n'en offre pas moins l'occasion d'une sortie pédagogique en famille. « Du rêve à l'histoire », les 5, 10, 11 et 12 septembre, à 21 h 30. Entrée : 60 F, gratuit pour les enfants de moins de 12 ans. Réservations au 54-20-34-86.

Le marathon de New-York. Après celui des JO, le marathon le plus « couru » de la planète ! Les places y sont chères et il n'est jamais trop tôt pour prendre ses marques. Le voyageur Via Expansion, qui programme l'épreuve depuis ses débuts, propose à cette occasion de passer cinq jours à New-York, du 30 octobre au 4 novembre. Le prix, de 5 500 F à 8 250 F par personne

selon que la chambre est occupée par quatre, trois, deux ou une personne, comprend l'avion, les transferts, l'hébergement dans un hôtel de première catégorie proche de Central Park et le précieux dossier. Au programme : jogging d'échauffement, pasta party, marathon et deux journées libres. Renseignements au 43, rue de Dunkerque, 75010 Paris, tél. : 40-82-49-90.

Le 23<sup>e</sup> Trophée Lancôme se déroulera du 17 au 20 septembre au golf de Saint-Nom-la-Bretèche, dans les Yvelines. Les billets d'entrée au tournoi (130 F plein tarif et 60 F pour les 17-25 ans, l'entrée étant gratuite pour les moins de 17 ans) peuvent être achetés dès maintenant à l'Institut Lancôme, 29, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris, ou aux Galeries Lafayette, 40, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

Destination New-York et Miami avec Nouvelles Frontières (42-73-10-64) : du 18 septembre au 12 décembre, vols A/R à respectivement 1 990 F et 2 970 F sur la compagnie régulière Tower Air. Deux vols hebdomadaires jusqu'au 26 septembre (départs

samedi et dimanche, retours vendredi et samedi) puis un vol par semaine (départ le samedi, retour le vendredi) avec, pour Miami, une correspondance à New-York à partir du 21 novembre.

Paris-Bangkok à partir de 4 180 F A/R jusqu'au 31 septembre avec Access Voyages, spécialiste des vols réguliers à prix réduits. Les villes indonésiennes de Jakarta et Denpasar, elles, sont accessibles tout l'hiver, respectivement à partir de 6 270 F et 7 370 F l'aller-retour. A signaler le service de réservation téléphonique qui permet à tout détenteur d'une carte bancaire de réserver puis de recevoir son billet à domicile. Bureaux au 6, rue Pierre-Lescot à Paris (75001), tél. : 40-13-02-02 et à la tour Crédit lyonnais, 129, rue Servient, à Lyon (69003), tél. : 78-63-67-77.

Tourisme d'automne avec Pacha Tours et Marmara, deux spécialistes de la destination. Le premier propose un circuit de 8 jours (départ le 13 septembre) pour 2 990 F par personne en chambre double avec avion, transferts, pension complète au Club Akdeniz, hôtels à Bursa et

Istanbul, visites. Renseignements dans les agences et au 47-42-16-31. Le second met en vedette l'étrange Cappadoce, en Anatolie centrale, dans le cadre de circuits de 8 ou 15 jours, à partir de 3 000 F et 5 200 F, de Paris à Paris, en pension complète. Renseignements dans les agences.

Ille sont privées mais ouvertes au public une grande partie de l'année, ces 47 parcs et jardins extraordinaires recensés par Alain Richert. En quatre, six ou huit pages, l'auteur, enseignant à l'Ecole nationale supérieure du paysage de Versailles, présente chacun d'eux, donnant une large place aux photos. Informations pratiques en fin d'ouvrage. Editions Duchamp-Chevallier/Ramsay, 312 pages, 460 photographies en couleurs, 195 F.

Il a l'avantage de la globalité. Mais il n'échappera pas à la critique. S'intéressant à trois rubriques — hôtels, restaurants, shopping (pourquoi pas boutiques ?) à voir — les *Meilleures Adresses d'Europe*, 32 villes de l'Est et de l'Ouest, d'Alain Ammar, publiées chez Solar (300 p., 125 F), sont subjectives, donc contestables. L'omission du Pulitzer, à

Amsterdam, par exemple, est surprenante. Normal, en revanche, de commencer par le Gellert, à Budapest. Un guide à consulter.

Festival international du cœur-volant, du 12 au 20 septembre, à Dieppe. Cette septième édition d'un rendez-vous qui a lieu tous les deux ans réunira vingt-deux délégations, soit plus de quatre cents « cœuvristes », sur les pelouses des plages dieppoises : évolutions permanentes en vol, présentation de pièces de collection, fabrication, réparation. Le 19 septembre, fête de nuit ; le 20, palmiers. Renseignements : 32-90-04-95.

Les monuments et sites français inscrits au Patrimoine mondial de l'UNESCO : une exposition prolongée jusqu'au 27 septembre (tous les jours de 10 heures à 19 heures) à la Caisse nationale des monuments historiques et des sites, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris.

Sélection établie par Patrick Francis et Danielle Tramad.



# Rue de la Roquette

Son nom évoque les prisons, les matins blêmes des condamnés et les grandes insurrections populaires. La Roquette en a pris le ton canaille, dans les parages de la Bastille, laissant le haut de la rue à ses fantômes.

ON dirait une veille. Un attroupement permanent, le seul de la place, un peu à l'écart, avec, pourtant, un point de vue imprenable sur la Bastille. La Roquette ne déhousse pas de front, mais blaise avec l'esplanade de la colonne de Juillet, s'arrime de travers. Presque une fausse manœuvre, un refus, un regret peut-être. Plus dociles, les autres artères s'abandonnent, larges et rectilignes, à l'espace ouvert, à ces mètres carrés ras qui ne servent qu'aux voitures, et, dans la ligne de pente du canal Saint-Martin couvert, aux bacs à sable des jardins d'enfants.

Il devait y avoir trop de goût pour l'ordre, et d'idées simples dans le dessin mégal de la Bastille, car même les soirs de représentation à l'Opéra, le monde se tient en face, sur cette presqu'île du débouché de la Roquette, où l'on peut être de la place sans en être, non concerné, on alors comme un spectateur, goguenard et protégé. Prudent.

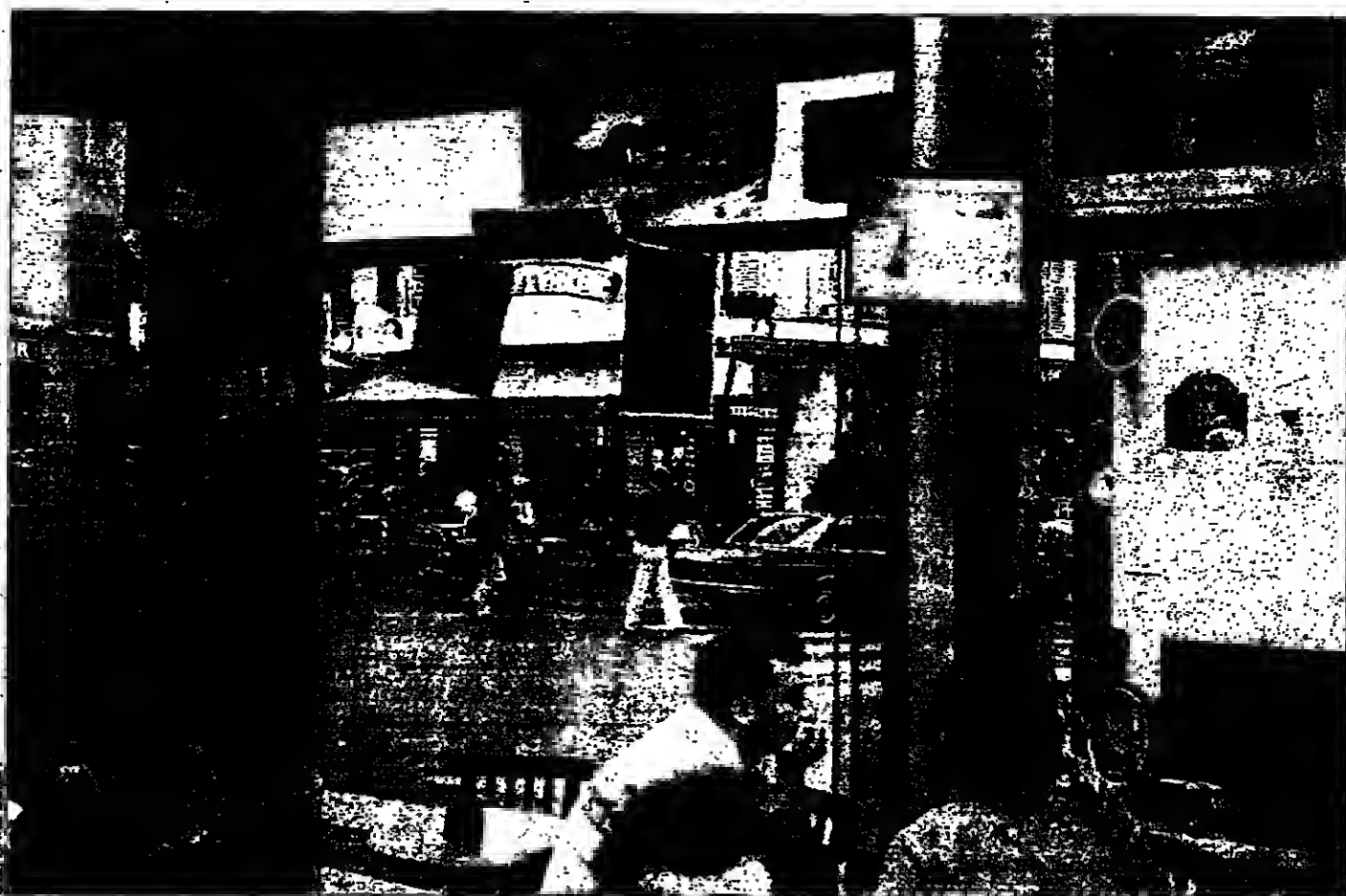
Le badaud, l'étranger sont attirés au premier coup d'œil par cette animation marginale, par cette vie à échelle humaine, dans un décor de monarchie et de République déclinantes. Ailleurs, on traverse, dans les elous, en priant pour que le feu rouge vous laisse encore trois secondes de répit, on perd cinq minutes à contourner la Bastille, on s'offre une halte sur un banc avant d'entreprendre la remontée solitaire des grands boulevards.

A la Roquette, sans trop savoir pourquoi, on prend facilement racine. Certains y ont même vécu des années sans enfilier la rue entière, sans aller voir au-delà du verrou des premiers mètres. La fascination s'exerce jusqu'au trente premiers numéros, peut-être par la magie du vieux Balajo, dans la rue de Lappe voisine, et de ses mornes annexes, peut-être parce que le peuple bigarré de ce bord de Roquette se cherchait un ghetto et a cru l'avoir trouvé entre quatre histrotes, quelques hôtels pour clandestins, à deux pas de la lumière et de la ville.

Où, on dirait une veille, incertaine, sans doute, mais vigilante, comme si un ennemi pouvait toujours surgir de la place. Les guetteurs se postent aux terrasses de deux brasseries qui l'algèbre parisienne doit encore avoir mis sur le compte de la Bastille. Les initiés s'ébrouent juste derrière, le long de quelques bars que la mode de la saison a voués à tendance sud-américaine. Dans ces temples du rouge-ballon qui a longtemps apaisé généralement des remords de toute nature, en cachette de la Bastille, on s'illusionne désormais à la tequila.

Le périmètre offre son havre fatigué, ripoliné pour un trimestre de couleurs mexicaines, espagnoles, coréennes ou japonaises, aux galeries du quartier, aux heureux locataires des lofts et des ateliers des arrière-cours et à tous les Apaches des années 90 qui s'épanouissent en des rez-de-chaussée que la rénovation urbaine de la nouvelle Bastille n'épargnera pas.

Une jeunesse en noir campe ici, en rêvant de faire l'acteur, de devenir riche, beau et célèbre, et cela donne à ces premiers numéros de la rue une atmosphère de franche hypocrisie, de laboratoire de déniaiserie, à peu de frais, pour futurs cadres de banques. Un peu de Saint-Germain, de Sobro, de Greenwich : un peu de tout, un peu de rien. Une jeunesse après l'autre, faudrait-il dire, car cela fait belle lurette que des rejets des beaux quartiers viennent ici, sans risque ou presque, dans l'es-



poir déçu de s'encailler à une encablure de la norme sociale.

Cependant, avant-guerre, se moquait déjà des jeunes gens égarés au Balajo, au bras de fausses demi-mondaines au ébénage. L'existentialisme aurait pu fleurir dans ces immeubles lépreux, si la Roquette avait passé la Seine. Les hôtels à deux sous accueillent de nouveaux fiancés, c'est tout. On octroie l'ouvrier, on offre parfois un verre à l'immigré, occupants historiques, naturels du ghetto.

Au coin de la Roquette et de la rue de Lappe, à cinquante mètres donc de la place, L'An vert du décor, sert toutes sortes d'alcools exotiques, sauf ceux qu'il faut pour les ardoises. Au numéro 17, un autre café, Verlainne n'a pas mérité sa plaque, pour avoir écrit là, près de sa mère, les *Poèmes maudits*. De toute façon, l'œuvre n'est pas au top des clips. Alors...

Mais, soyons juste, l'époque se contente d'accrocher ses mœurs dans le périmètre. Pour le reste, rien ne paraît avoir changé de l'étrange destin moderne de la rue de la Roquette, tout en embouchure, en déséquilibre, comme l'équipage d'un rafiot amassé à la proue. Il y aurait ici, de mémoire de riverain, un blocage psychologique à dépasser la lisière. La Roquette continue pourtant, même après la très belle librairie Epigramme, au 58, même après le Théâtre de la Bastille au 76, mornes rue parisienne de labeur et de commerce, peu fréquentées le jour, déserte le soir, comme ces rues du XI<sup>e</sup> arrondissement que le baron Haussmann a saignées pour le percement de ses boulevards.

Au fond, on comprend les Apaches : très vite, après le verrou d'entrée, la rue exprime une morosité existentielle. Ses derniers immeubles non ravalés ne font plus un décor chic de leurs apparences. Sur le volet délavé d'une vieille épicerie, un message supplie : « Je vous prie de ne pas couper l'électricité (...), s'il vous plaît. Notre magasin sera ouvert le 1<sup>er</sup> septembre. Merci. » Sur le trottoir, un trou, et dans le trou, un câble. L'EDF n'a pas laissé sa réponse à la supplique.

Passé le carrefour Voltaire, la mairie du XI<sup>e</sup>, et d'autres bacs à sable pour grands espaces, la rue s'élève vers Ménilmontant, pour buter sur le cimetière du Père-Lachaise, au milieu d'immeubles sociaux, d'un univers locatif sans aspérité. Le romancier Alain Fournier a été, autrefois, l'élève d'un pensionnat, aujourd'hui disparu, sur cette fin de Roquette. D'ailleurs, tout manque à cette

rue qui tire, selon les uns, son nom d'une plante, la roquette, selon les autres, de Cyprien Roquet, héritier des Roquet de la Tribouille. Tout manque de sa terrible histoire, trop sanglante et tragique pour que les descendants s'aventurent volontairement jusqu'au terme de la Roquette. Son nom évoque surtout la prison qui enferma tout ce que Paris put contenir d'insurgés au XVII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècle. Une autre Bastille, pleine, cellé-là, appelée « Petite Roquette » parce que à côté, existait une Grande Roquette, elle aussi siège d'anarchistes et de criminels.

La rue aurait toujours senti la carline, la mort pour les prisonniers, et s'il n'en demeure nulle trace, il doit flotter une odeur qui maintient à distance. Pen de rues ont payé plus lourd tribut. Au XVI<sup>e</sup> siècle, déjà, lorsque Ménilmontant, Saint-Antoine, tout l'est parisien n'étaient que campagne d'alluvions, repos champêtre pour les aristocrates hors la ville, villages de gueux empêchés par la porte de la Bastille de s'approcher de la capitale. Des femmes provoquent, au fil des ans, le lent rattachement, des religieuses d'à peu près tous les ordres qui bâtirent monastères, hôpitaux pour indigents tout autour de la morallie et qui furent seules, contre l'avis des évêchés et des seigneuries, à laisser l'ouvrier et l'artisan faire

ouvrage en leurs murs. Les abbesses élevèrent ainsi en leur sein les insurgés du faubourg Saint-Antoine qui prirent la Bastille, apprirent à lire aux anarchistes, à réfléchir au prolétariat de cet est parisien dont la fierté demeure d'avoir donné la République au pays.

La Roquette fut longtemps un chemin boueux menant au plus vaste couvent, celui des Hospitalières de la Charité Notre-Dame. Sur son cours, les moines firent bâtir églises et temples - car autant que sociale, ces dames priaient la tolérance religieuse, - hospices et orphelinats, et ainsi, la Roquette se retrouva annexée du Faubourg, bordure d'une ville d'échappées et d'ateliers, ouverte aux exclus et aux juifs. Lisère, mais en ces temps, sur toute sa longueur, d'une poudrière.

Le malheur, pour ce laboratoire pré-révolutionnaire, voulut que les religieuses désargentées cèdent leurs propriétés des Hospitalières, qui, d'achat en revente, se réveillèrent prisons, en 1836. Les insurrections à venir allaient toutes agoniser là, dans les cellules et les dortoirs pour femmes, dix ans après les événements de février 1830, sous la colonne de Juillet, et des obsèques solennelles mises en musique par Berlioz. La Roquette connut plutôt la défaite et l'amer-

Commune de 1871, les troupes purent ainsi éviter de traverser Paris avec leurs prisonniers, ce qui aurait pu donner quelques idées à d'autres quartiers.

La rue de la Roquette fut de toutes les rébellions du faubourg Saint-Antoine. Elle fut toujours sa barricade sur la place, acceptant pour mission de protéger la fuite, par Charonne, les venelles de Lappe ou de Ménilmontant, des chefs d'éléments du quartier, de surveiller les abords de la prison et de reconduire les journalistes, Victor Hugo ou Jules Vallès, vers la capitale.

Plus discrète, la Roquette, plus perméable que le Faubourg, mais habile à cacher l'émiettement, à loger les féministes. Les ouvriers, les artisans de la rue soutinrent souvent Hubertine Auclert, militante du suffrage, et indéfectible à la mairie du XI<sup>e</sup> pour tenir réunion publique. En 1910, aux élections législatives, les hommes portèrent cinq cent quatre-vingt dix de leurs votes sur son nom.

Plus discrète, mais plus douloureuse. Le Faubourg, tout à côté transforma ses martyrs en littérature épique; il obtint la gloire, des stèles pour ses fils morts, dix ans après les événements de février 1830, sous la colonne de Juillet, et des obsèques solennelles mises en musique par Berlioz. La Roquette connut plutôt la défaite et l'amer-

tume, les files d'attente des familles, devant les murs de la prison, les sinistres cérémonies officielles présidant aux montées à l'échafaud que les condamnés appelaient « l'abbaye du monte-à-regret ». Jules Vallès vint souvent y regarder les ouvriers dresser l'estade, sur les cinq entailles à demeure dans le pavé de la chaussée, à l'angle de la rue de la Croix-Faubin. « La bascule avait le poli crasseux d'une planche de travail de tailleur ou de blanchisseuse » (le *Tableau de Paris*, 1882-1883).

Victor Hugo, lui, put entrer dans la prison, et se scandaliser des traitements subis par les enfants et par les femmes. La rue, le haut de la rue, en tout cas - car la Petite Roquette surplombait le quartier sur les pentes de Ménilmontant, - vécut chacun de ces spectacles morbides, des cris de condamnés, de punis par le fouet. Des hommes en armes patrouillaient jusqu'au carrefour Voltaire, et l'on ne pouvait maudire le ciel qu'en silence. Et pour un anar, révolté jusqu'à la libération du couperet, pour un Auguste Vaillant, criant avant de courber l'échine, le 5 février 1894 : « Mort à la société bourgeoise ! », combien de détenus expiant dans l'indifférence d'un office banal, presque quotidien.

La Roquette compte trop de morts, même mérités au regard de la morale de l'époque, trop d'exécutions au petit jour, ou par un bel après-midi, pour aimer encore cette partie d'elle-même. Rien qu'après la défaite de la Commune, les Versaillais, dans la nuit du 28 au 29 mai 1871, passèrent par les armes, dans les cours de la prison, dix-neuf cents fédérés, arrêtés au Père Lachaise. De tels souvenirs, même effacés, une telle histoire, même ignorée des noctambules de la Bastille, peuvent-ils encore donner un peu de piment à la tequila ?

La mairie du XI<sup>e</sup>, gros immeuble haussmannien, ne présente guère de charmes. Mais en aurait-elle qu'il faudrait bien passer et repasser sans cesse par l'évocation, en ces murs austères, du dernier bastion de la Commune, du dernier assaut des Versaillais, des enfants abattus, le fusil à la main, la mère hurlant, s'empalant sur les baïonnettes. Mieux alors vaut-il peut-être se tenir à distance, aimer la Roquette pour son commencement, se suffire du ghetto. Boire, dans les estaminets contemporains, à d'autres santé que celles des condamnés.

Philippe Boggio

► A lire, *Vie et histoire du XI<sup>e</sup> arrondissement*, par Dominique Lobregne et Danièle Chadych, aux Editions Harvas, 1987.

## Interlpen-Hotel Tyrol. Tout au superlatif.



Profitez de tous les raffinements que vous propose cet hôtel de classe incomparable situé en plein cœur des Alpes. Aménagée dans le style de la région, la maison répand une atmosphère aussi accueillante qu'harmonieuse. Les cuisines se font un point d'honneur à régaler votre palais de tous les délices imaginables. Quant à notre cave, elle est garnie des meilleurs crus. Chacun des spacieux appartements comporte un poêle de faïence et offre une vue splendide. Côté loisirs et détente, vous avez l'embarcadere du chlois: piscine, courts de

tennis, bains houillonnants, saunas, fitness club. Nous avons même prévu une section de bains thérapeutiques. Salon de coiffure et institut de beauté complètent notre programme bien-être. Le fascinant paysage des Alpes du Tyrol vous invite: notre propre bus-navette vous conduira au départ des 240 km de pistes de ski de fond qui sillonnent les environs de notre hôtel. Peut-être vous laisseriez-vous également tenter par le romantisme d'une promenade en traineau et l'enchantement du spectacle hivernal qu'elle offre.

A quand votre visite?



INTERLPEN-HOTEL TYROL  
\*\*\*\*\*

INTERLPEN-HOTEL TYROL - B.P. 98 - A-6410 Telfs-Buchen, Autriche - Tél. 19-43 / 52 62 / 6 06  
Télex 0 47 00, 534 654 INHOB - Télécopie 19-43 / 52 62 / 60 61 90 - Réservations téléphone 19-43 / 52 62 / 60 62 81



# A pied sur la piste du Color:

Des grands sites naturels de l'Ouest américain, on peut avoir une vue panoramique. Classique. On choisit la marche à pied, l'effort et le plaisir d'une approche de pionnier... à condition d'avoir réservé son bivouac sur ordinateur plusieurs mois à l'avance. Itinéraire de San-Francisco jusqu'au Colorado.

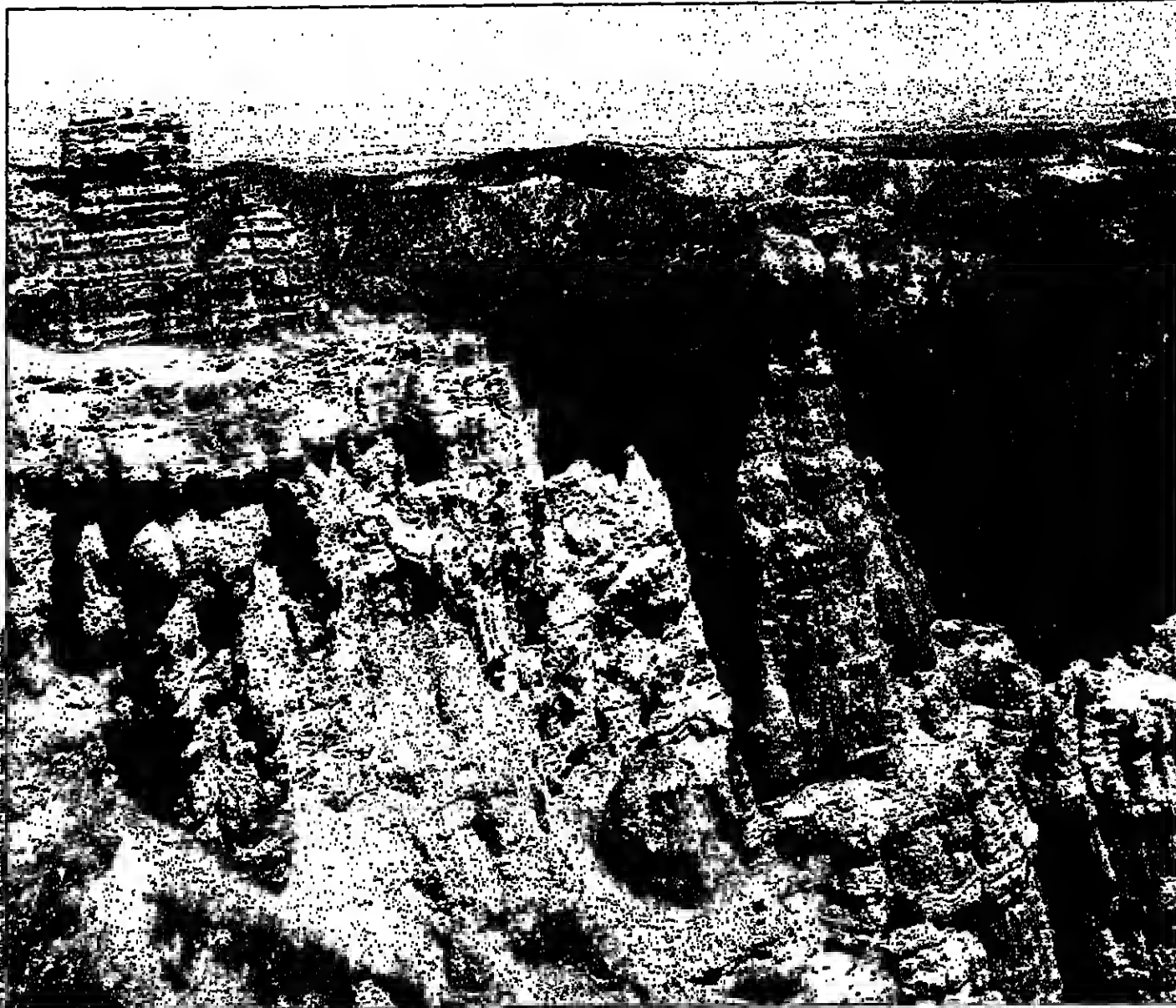
En mer dans la baie de San-Francisco, l'air est une infusion d'air et de soleil, sur le pont d'un ferry-boat qui rentre de Sausalito : l'île d'Alcatraz défile à contre-bord dans une butée de lumière. Le soir, dans le Left Hand Bar, dédié aux gauchers, on met la dernière main au projet d'aller parcourir à pied, pendant trois semaines, depuis le Far-West pour simplifier. En fait, ce qui reste d'espaces sauvages en Amérique du Nord s'appelle désormais National Parks, depuis le National Park Service Act de 1916. On vérifie le contenu des sacs à dos, les enchaînements cartographiques, les pansements miracles pour les talons en feu. On devra se pardonner de parcourir les étapes intermédiaires dans un joutu Ramcharger Chrysler. On n'en finit pas d'échapper à la bagnole.

Si l'on pense à ceux qui ont découvert ce « Lointain Ouest » et lui ont donné son nom, nous allons l'aborder à rebrousse-poil. Contre-sens, en effet, que de remonter vers le levant, vers l'Utah, le Colorado, l'Arizona, lorsque les pionniers couraient éperdument vers le soleil, jusqu'à le voir chavirer dans l'océan.

Au moins prétendons-nous adopter leur rythme. Nous allons aller à pied dans la poussière rouge. On se retournera de temps à autre, pour se figurer que l'on va là d'où l'on vient. Et le paradoxe n'est peut-être qu'apparent. Ils se précipitent vers la Cornucopia, le pays de Coogee annoncé par la rumeur et dans les Écritures. Leur feu fut exaucé. La Californie reste le lieu mythique de tous les accomplissements matériels. Où il semble naturel de trouver à vendre dans les supermarchés des couvercles de toilette plaqué or.

Deux siècles plus tard, n'obéissant à la vieille loi de la réaction, les Californiens rêvent d'ascèse et de retour vers le désert pour s'y laver des miasmes de la société de consommation. Normal, encore qu'il ne s'agisse souvent que d'un pèlerinage symbolique, en camping-car climatisé. On a vu certains jurer cinquante-cinq mille voitures entrer dans un seul parc. Troisième jour, quatrième jour : l'apprentissage du sud. Nous nous mettons en jambes dans le parc de Yosemite, avec l'approche du Half Dome. Comme son nom l'indique, il s'agit d'un monolithe de granit de quelque 2 600 mètres de haut, fracturé sur une de ses faces. Cette bizarrerie géologique aimante le regard à distance, et ne laisse plus de repos qu'on aille le toucher, se frotter à sa pierre bleue. La veille de l'ascension, nous dormons à la belle étoile dans un site sauvage, balisé, du Yosemite Village, au pied de grands pins qui fragmentent le ciel de la nuit entre leurs branches noires. On entend beaucoup de silence et des ours furaient dans le sous-bois.

La marche dans un parc national américain est un exercice de célébration, puisqu'il s'agit de remettre ses pas dans ceux des inventeurs de la préservation de la nature sauvage américaine, à commencer par le prophète écossais John Muir, qui en a formulé le credo, et auquel on a dédié une piste, la John Muir Trail. Nous la croiserons souvent, sans la suivre. Il est monté sur le Half Dome le 10 novembre 1875. Arrivé en haut, il a dit, ou plutôt il l'a écrit du retour à San-Francisco : « La vue est absolument glorieuse. » Que dire d'autre en effet ? Mais il a sauvé quelques millions d'hectares de l'urbanisation. Dans le coin, on reste entre nuns, poètes et marcheurs. Ceux que nous rencontrons à l'étape des cascades viennent de



Bryce Canyon Park (Utah), modelé par l'érosion et coloré par l'oxyde de fer

Delhi. Et ils en ont l'air. Quatre heures de marche pour arriver au pied du monstre de granit raboté par les glaciers. Tout le temps qu'il faut pour invoquer J.-J. Rousseau : « Je ne conçois qu'une manière de voyager... c'est d'aller à pied... je vois tout ce qu'un homme peut voir... je fais de toute la liberté dont un homme peut jouir... voyager à pied, c'est voyager comme Thalès, Platon et Pythagore... sans compter la santé qui s'affermie. »

Mais si, comptons-la. A grimper frénétiquement pendant des heures, après une année d'immobilité bureaucratique, on mesure ce qui reste de souffle et d'intérêt à faire rattraper son pied droit par son pied gauche. Ce qui passionne, c'est l'embranchement des muscles par une fièvre que l'on avait oubliée et la stupeur du cerveau embarqué dans un remake des performances adolescentes.

Cinquième jour : la douleur. Les

courbatures transforment l'homme dans ses fibres agissantes. Montée au Cathedral Lake en compagnie d'un bavard du Free Speech Movement. Deux heures, c'est largement suffisant pour raconter une vie. Il marche depuis douze ans, depuis les manifs de Berkeley. Le lac s'est formé aux temps géologiques dans une cuvette de granit gris à grain fin. C'est un bonheur de fouler de la plante du pied nu ces gigantesques plages de roc que

le soleil a chauffées. Les adorateurs du granit, et j'en connais, devraient venir éprouver ici la très curieuse sensation de marcher sur une pente qui devient progressivement de plus en plus raide. Ce qui permet de vivre les étonnantes dunes internes d'une soupière. On franchit Tioga Pass. On dort dans le coude d'une rivière très froide.

Sixième jour : le désert. Si l'on tournait à gauche, on serait bientôt

devant une table de casino de Reno mais on va à droite, vers un désert, et le Moon Lake, au bord duquel Mark Twain s'est assis. Il y a observé les mœurs bizarres d'une crevette d'eau saumâtre qui l'habite, dans *Roughing It*. Des grèbes, des pélicans et des *Artemisia tridentata*, lui tiennent compagnie. On est là, ce matin, dans la chaleur qui monte, les pieds sur une croûte de sel et l'horizon enneigé de la Sierra Nevada à toucher les yeux. Se souvenir que, depuis 1941, le niveau du lac Mono, un des plus anciens géologiquement des États-Unis, a baissé de 14 mètres et son taux de salinité a doublé. Le monstre urbain de Los Angeles, qui suce toute l'eau de l'arrière-pays, a capté les sept rivières qui alimentaient le lac. On retrouvera partout dans les jours qui viennent cette soif de la terre privée de son eau, partie arroser les golfs de Palm-Springs.

A 13 heures, on tourne à gauche à Big Pine, sur la route 168, jusqu'aux White Mountains, pour examiner de près les pins *Bristlecones*. On les trouve éparpillés sur des flancs de pierres sèches, leurs troncs ravagés par les ténissés de l'âge. Certains auraient atteint 3 500 ans, confits vivants dans leur résine. Ce sont peut-être les plus vieux végétaux de la planète. Le soir, au camp, on ramasse des bois morts moins vénérables, pour alimenter un petit feu de bivouac. Il fait un froid de désert.

Et ce fut le septième jour : mais sans repos. Départ à 5 h 30, pour s'approcher de la Death Valley à la fin. Erreur d'appréciation, on se retrouvera à midi, à Furnace Creek, sous un ciel meurtrier. Des dattiers fructifient dans une oasis qui semble avoir été récemment importée d'Irak. On s'arrête pour mettre son regard dans la ligne de mire de celui d'Antonioni, qui est venu jusqu'ici pour filmer ces désordres géologiques baroques et emprunter son nom à Zabriskie Point. Des avions militaires passent en rase-mottes sur les tendres dunes de Panamint Valley. A regarder la carte, on s'aperçoit que le désert appartient en grande partie à l'armée. A Yucca Flats, en 1951, l'humanité fit exploser sa première bombe atomique tactique. C'est à un jet d'avion d'ici. A Shoshone sur la 127, Dieu soit béni, on retrouve la terre des hommes et des robinets, avec de

## COURRIER

### « L'affaire » Gilles de Rais

Vous avez publié dans le *Monde* du 15 août dernier, sous la signature de Jean-Pierre Quélin, une évocation de la vie de Gilles de Rais (ou Retz), criminel très injustement traité par la tradition en Barbe-Bleue. Cette évocation se justifiait par le procès de ce cas de Gilles de Rais, dit à un monsieur Prouteau, lequel provoquerait une sorte de procès en réhabilitation de celui qui, du 19 septembre au 25 octobre 1440, aboutit à la condamnation à mort de Gilles de Rais (pendu le 26 octobre 1440, mais non brûlé, en vertu de sa repentance et d'un privilège nobiliaire).

Une semblable tentative de réhabilitation (mais sans simulacre de procès) eut lieu, il y a quatre-vingt-dix ans. Elle émanait d'un historien plutôt sérieux, mais aussi assez naïf, Salomon Reinach. Ses arguments (les mêmes que ceux présentés aujourd'hui) réfutés par de nombreux spécialistes - Noël Valois, l'abbé Bourdaut, Emile Gabory, plus récemment Georges Bataille, - il semblait que la cause restait depuis entendue.

S'il est exact que les arrière-pensées des juges de Gilles de Rais, et particulièrement de Jehan de Malesroit, évêque de Nantes et chancelier de Bretagne, n'étaient pas toutes pures (il s'agissait aussi d'accaparer le restant des biens non dilapidés de ce prodigue), l'examen sérieux des faits écarte l'hypothèse peu vraisemblable d'une machination, même ecclésiastique. On sait qu'entre autres crimes, Gilles de Rais a d'abord été accusé du

meurtre d'au moins cent quarante enfants (plus sans doute, « assez pour faire mourir dix mille hommes », selon Rais lui-même). L'accusation n'est pas le fruit de l'imagination de Malesroit. Elle provient d'une rumeur, répandue durant les années qui précèdent le procès.

Rumeur sourde, parce que provenant de pauvres gens qui n'osent accuser un grand seigneur, mais qui est recueillie par Malesroit lors d'une « visite pastorale » effectuée dans son diocèse (Nantes, pays de Retz), et qui porte, avant l'enquête, sur près de cent témoignages. Rumeur attestée au procès, par exemple par le pèbre Blanchet, qui s'est déigné de Gilles de Rais, dont il était l'un des familiers - « une forte rumeur ».

Les minutes du procès sont parfaitement connues : les archives de la Loire-Atlantique possèdent, fait rare, le manuscrit original du procès ecclésiastique, le plus important, un texte composé de cent quarante-trois feuillets, rédigé en latin. Pour le procès contemporain (1431) de Jeanne d'Arc - on ne possède que des copies. Ce manuscrit, qui a pu être lu par le marquis de Sade et par Michélet, est remis au jour, en 1876, par un chartiste, René de Mauclerc, et exploité pour la thèse très complète de l'abbé Bossard, *Gilles de Rais, maréchal de France, dit Barbe-Bleue* (1885). Il a été traduit en français par Pierre Klossowski, en annexe de l'ouvrage de Georges Bataille : *Le Procès de Gilles de Rais* (Paris, 1965). Ce document, parfois redondant, suspect de quelques inexactitudes secondaires, contient des précisions et une cohérence qui peuvent en faire l'équivalent d'un compte rendu d'essais contemporains, très éclairant sur la

personnalité de Gilles de Rais, les conditions de ses aveux, l'accumulation et la précision des témoignages, de ses complices, des parents de ses victimes.

G. Bataille, en résumant les objections de S. Reinach, souligne l'impossibilité d'une falsification d'une telle rigueur, d'une telle cohérence. Il suggère que le scepticisme de Reinach pouvait se comprendre par sa méconnaissance des apports (à venir) de la psychanalyse. On pourrait ajouter aussi qu'une meilleure approche du temps des crimes, de cet « *traumisme du Moyen Âge* » (Huisman) saurait de religion, n'est pas compatible avec une falsification d'un procès de cette nature : tous sont croyants, Gilles de Rais comme Malesroit, redevables de leurs crimes - ou de leurs tromperies - devant un tribunal mystique auquel ils croient, devant lequel ils ne trichent pas. C'est la raison des aveux et de l'effondrement de Gilles de Rais. C'est aussi celle de l'affrontement à la fois juridique et mystique entre Jeanne d'Arc et ses juges. (Pour l'évêque Cauchon, si Jeanne d'Arc n'est pas sorcière, la légalité et la protection divine éclatent à son souverain anglais.)

Si l'on veut s'en tenir à l'analyse juridique, il faut comprendre que l'intérêt des héritiers - d'abord de la propre fille de Gilles de Rais, Marie, qui épouse en 1444 l'amiral Prigent de Coëtivy - eût été de rechercher auprès du roi de France, contre le duc de Bretagne, une réhabilitation de Rais - l'idée d'est pas d'aujourd'hui. L'estime impossible, Coëtivy y renonce vite. (..)

Enfin, les derniers héritiers (le frère de Gilles, René de La Suze),

produisent un *Mémoire des héritiers de Gilles de Rais* (1462), qui ne conteste nullement la culpabilité du maréchal de Rais, mais le considère seulement comme fou.

Tous ces faits sont bien connus : authenticité des minutes du procès, cohérence du texte ; impossibilité des réhabilitations envisagées puis abandonnées, dans le détail historiquement raisonnable qui suit la mort de Gilles de Rais (le procès en nullité de la condamnation de Jeanne d'Arc date de 1455, trente-quatre ans après sa mort, égayé par des témoignages contemporains de Jeanne d'Arc) ; confirmations ultérieures, explicites

### Hachich à la française

Dans un article du « Monde sans visa » du 8 août 1992, vous signalez que Henry de Monfreid avait adoubé hachich, orthographe simplifiée du compliqué hashish. A mon avis, l'écrivain-bourlingueur n'avait fait qu'écrire en français en traduisant dans notre langue la prononciation du mot d'origine étrangère, en l'occurrence arabe (hachich = herbe).

La graphie hashish, avec deux s, n'est autre que l'orthographe anglaise. L'utiliser ainsi serait un cas de plus d'« alléatin » linguistique, malheureusement fréquent dans notre presse.

Déjà, avant-guerre, mon prof de français de troisième nous avait signalé que *Shanghai* - dont on

ou implicites. Le reste paraît bien ne relever que de la fantaisie. Peut-être d'un goût toujours un peu suspect lorsqu'il s'agit d'histoire et de droit, pour le spectaculaire, au détriment de la rigueur. Mais il est vrai que le « mythe » de Rais - à l'origine de celui de Barbe-Bleue, comme de pièces de théâtre, de morceaux de littérature (Huisman, Bataille), d'opéras (Boissmans) - peut prêter au rêve...

Philippe Reliquet (Paris)  
auteur de Gilles de Rais,  
maréchal, monstre et martyr,  
Belfond, 1982.

paraît alors beaucoup pour cause de conflit en Chine - aurait dû s'écrire *Changhaï*, comme cela continuait d'ailleurs à l'époque de se faire dans certains journaux. Mais le prof en question signalait que l'orthographe anglo-saxonne, *Shanghai*, était celle utilisée par les agences de presse prépondérantes (...).

René Lotre (Paris).

■ **Erratum.** Dans notre reportage sur Henry de Monfreid (« Le Monde sans visa » du 8 août) nous avons écrit que la fille de l'écrivain-navigateur, Amélie, était « veuve » du docteur Emile Dubarry, lequel est au contraire toujours de ce monde, ce dont nous nous réjouissons évidemment tout en le priant, ainsi que sa femme, de nous excuser de cette erreur regrettable.

## Guide

Le guide de l'écrivain-bourlingueur n'avait fait qu'écrire en français en traduisant dans notre langue la prononciation du mot d'origine étrangère, en l'occurrence arabe (hachich = herbe).

La graphie hashish, avec deux s, n'est autre que l'orthographe anglaise. L'utiliser ainsi serait un cas de plus d'« alléatin » linguistique, malheureusement fréquent dans notre presse.

Déjà, avant-guerre, mon prof de français de troisième nous avait signalé que *Shanghai* - dont on



... sur la piste

## du Colorado

L'eau, un embryon de drugstore et, dans une cabane en planches qui date de 1900, un musée rempli de sable et de débris de l'âge des mines de cuivre, repêchés dans le désert. On dispose le couchage à même le macadam d'un parking au bord du lac Meade. Chaleur nocturne, Frank Sinatra à la radio du camping-car voisin. Dans les toilettes du camp, une affiche au-dessus du lavabo : « Le coyote est un animal sauvage, il peut devenir dangereux, ne pas s'en approcher : l'aurier-rose, végétal dangereux, ne pas l'ingérer. Symptômes : vomissements, mort. »

Huitième, neuvième jours : la montée au ciel. Dans le Visitors Center du parc de Zion, il y a une vitrine où sont exposés les déchets sentés par les visiteurs et récoltés par les gardes. Sous chaque objet, une étiquette mentionne leur temps de dégradation et de retour à l'humus. Filtre de cigarette : de un à cinq ans ; boîte de boisson en aluminium : de quatre-vingts à cent ans ; tissu nylon : de trente à quarante ans ; chaussette de laine : cinq ans ; pelure d'orange ou de banane : deux ans ; bouteille de verre : un million d'années ; sac en plastique : dix à vingt ans.

Zion pour les colons qui découvrent et baptisent le lieu, c'est une Jérusalem céleste. Ce que le Créateur a pu concevoir de plus beau, lorsqu'il a sculpté l'enveloppe terrestre se trouve ici : une gorge de 300 mètres de profondeur taillée dans la roche rouge, au fond de laquelle coule une rivière de 10 mètres de large, la Virgin River. On la remonte les pieds dans l'eau. Le lendemain, nous grimpons sur un piton bibliquement assorti : le Sant de l'ange. Les anges n'ont pas le vertige, c'est bien connu, mais les hommes l'ont. La nuit tombe, tandis que nous redescendons, au milieu des oiseaux. Sous le sommet, sur un entablement, deux jeunes Américaines ont établi leur bivouac. Elles sont absorbées dans une partie d'échecs.

Dixième jour : dans le rouge. Le long de la route, dans les drugstores, les stations-service, les gîtes d'étape, gare de country-music. On songe à s'en plaindre ? Bryce Canyon est rouge. Les daltoniens n'ont aucune chance. Rouge la terre, les pinacles, les cônes, les tourterelles, les pigeonniers et tout ce que l'on veut, au milieu desquels on progresse comme à travers les tourterelles d'un pâtissier fou. Mais ce n'est que l'érosion qui est res-

ponsable de ces dégâts et pour le rouge l'oxyde de fer. Ebenezer Bryce, un pionnier mormon, qui y vécut cinq ans, lui laissa son nom et une lacoonique appréciation : « C'est un fou en droit pour perdre une vache. » Voilà un paysage trop. Trop quoi ? Trop tout. Comme si l'on avait été piégé à l'intérieur d'un Kodachrome. On ne se retourne pas en partant.

Ouzième jour : pieds nus. Ne faudrait-il pas s'arrêter, ne rien voir de nouveau, arrêter d'absorber du paysage-spectacle dans son entonnoir optique ? Digérer, débrayer, s'enrouler le dos calé dans les aiguilles de pin, les yeux dans le ciel vide. Un petit rapace stationne là-haut. Mais on marche, et pieds nus pour renouveler le genre. Pour s'excuser d'être là, pour peser moins lourd dans la balance géologique. Pour se faire une idée de Capitol Reef par la plante des pieds, puisqu'il s'agit encore de basse terre rouge. Pour ne pas se confondre avec celui d'hier, et ce qu'on verra, ailleurs, demain. Pour se souvenir d'une souffrance-plaisir associée à ces longues lames de roches brûlantes, à cette arche de pierre d'Hickman Bridge jetée dans le ciel.

Trois jours sur l'eau. S'il y avait de l'eau sur la Lune et si nous étions ce soir sur la Lune nous pourrions certainement sentir cette vertigineuse odeur minérale de fond de grotte qui nous enveloppe sur notre bivouac du lac Powell. Cette sensation résulte sans doute de ce que ce lac, cette mer intérieure de trois cents kilomètres de long, au bord de laquelle nous allons dormir, est une invention de l'homme. Son rivage n'est que celui d'hier, et ce n'est pas un vrai rivage mais le bord d'un canyon, englouti par la retenue d'un barrage pour fabriquer de l'électricité. Le Glen Canyon, passage des écologistes d'antan, est mort sous nos pieds. Nous flottons à mi-hauteur des montagnes désertiques qui nous entourent. Lorsque je m'endors, je réalise que la rivière Colorado continue de couler au fond de ce lac à cent mètres de profondeur. Nous avons dié d'une salade de nouilles.

Je ne peux me souvenir où j'ai lu ce texte sur une plaque de bronze cette formule implacable : « Labor made that vision of reality. » « C'est au travail que l'on doit cette vision de la réalité. » Tu l'as dit.

Deux jours à cheval. Sur le bord de la route, des panneaux : « Vous êtes à cent cinquante miles du Grand Canyon, ce serait dommage de ne pas y aller. » « Achetez directement navajo, vous avez eu tort de ne pas acheter chez nous, nous sommes moins cher, faites demi-tour. » « Vitesse limitée à 50 miles-heure ». Monument Valley ayant servi de toile de fond à presque tous les westerns de John Ford, à toutes les publicités de jeans et de cigarettes, il semble que le paysage soit usé jusqu'à la corde. Les chevaux et les guides navajos sortent d'un remake de Disneyland. Il faut au moins la nuit, la lumière décapante de la Lune, pour rendre son esprit au lieu. Nous buvons un verre de vodka et sarçons une vingtaine de chardons avant de poser la tente. C'est la vie.

Trois jours sur la piste de l'Ange. « Achetez les couvertures du chef Yellow Horse. » « Surveillez le Grand Canyon à bord des hélicoptères Papillon. » « Depuis 1927, Air Tours survole le Grand Canyon. » Nous approchons du grand cirque, et avec une réticence croissante. Le touriste (et nous en sommes aussi) comme l'escargot, il faut le dire pour se soulager, laisse une traînée de bave sur tout ce qu'il piétine. On rêve de précipiter au fond des canyons ces convois d'autocars climatisés.

Peine inutile. Il suffit de se basculer le sac sur le dos et de commencer de descendre la Bright Angel Trail, la piste de l'Ange étincelant, vers Indian Garden, pour retrouver un territoire presque vierge. « Ils », les autres, restent tous sur les « points de vue panoramiques » et se contentent de photographier le canyon vu d'en haut. Adieu. Nous, nous descendons, ce qui n'est pas aussi simple qu'il paraît, puisque l'on doit retremper sa place de bivouac six mois à l'avance sur une réservation électronique. Ce qui donne le droit de planter sa tente après huit heures de marche

à Cedar Springs en plein désert. Quelquefois, un ranger apparaît, qui vérifie que vous ne débordiez pas du site alloué et que vous n'êtes pas mort de soif en route. Ce qui arrive à quelques-uns chaque année.

Tandis que l'on chemine sur la Tonto Trail, on suit obstinément les traces d'un homme qui nous a précédés il y a quelques heures ou quelques jours et dont on connaît bientôt par cœur l'empreinte de semelle.

À Cedar Springs, on cherche l'eau sous les épaisseurs de gravier en remontant un ravin. On cherche aux jumelles une trace de verdure et, finalement, l'eau se trouve plus bas, dans des cuvettes de roche polies, où l'on peut remplir les gourdes en prenant soin de ne pas lever la vase. Le Colorado coule trois cents mètres en dessous de nous, conler chocolat. Levés à 5 h 30 pour profiter de la fraîcheur, marche jusqu'à Hermit's Creek. Nous croisons au cours de la journée cinq personnes dont un jogger avec une prothèse, un vieil homme et sa jeune femme et un serpent à sonnette qui se décide à sonner après qu'on l'ait dépassé. À Hermit's Creek, on boit de la vodka sous une cascade. La seule vodka et la seule cascade à vingt kilomètres à la ronde. Avec un souvenir de serpent au moment de se glisser dans son sac de couchage.

On sent comme un creux dans tout cet espace encore vierge : une longue absence humaine. À l'époque du Christ, lorsque la planète Terre était peuplée de quelques millions d'habitants, moins de dix, il n'y avait par ici que quelques Indiens Anasazi sur des millions de kilomètres carrés. Et, jusqu'à l'arrivée des touristes au début du siècle, il n'y a jamais eu foule. Quelques misanthropes qui tentaient de survivre à Hermit's Creek et lui donnaient son nom. A vol d'oiseau, nous sommes à 80 kilomètres de Las Vegas.

La remontée jusqu'au plateau civilisé se fait en quatre heures, sur un dénivelé de mille mètres, à grands abais, grande soif, grande évaporation. Nous sommes arrivés. Où ? Mais an but que nous nous étions fixés. C'est la marche. C'est dommage, nous aurions pu continuer, parce que maintenant nous avons des pieds nickelés.

de notre envoyé spécial  
Alain Hervé



Extrait du film 'L'Auberge rouge' (1951) par Claude Autant-Lara, avec Fernandel.

## Les démons de Peyrebeille

Suite de la page 25

A midi, Rochette, le dernier, montait à son tour : il avait dans les yeux plus de peur qu'il n'en court sur la lande. Puis la fille de Marie Breyse prit la tête de sa mère, la coiffa, l'emballa et la remit sur son col dans son cercueil (2). Au dernier coup de marteau, on entendit les tambours et les violons. On dansa toute la nuit et tout le temps que la terre mit à boire le sang des coupables, on dansa comme devant le cadavre de l'Hydre, on dansa en trépanant de joie pour enfoncer le mal en enfer.

La mort des Martin ouvrait la route. Sans ses méchants hôtes le pays soudain parut moins inhospitalier. Des égarés mouraient toujours de froid, des brigands égarés mouraient encore un peu à l'occasion, mais on ne risquait plus de s'y faire bouillir ou couper en morceaux. Les voyageurs s'enhardirent, osèrent la traversée. Peu à peu le mauvais rêve se dissipa. De Lanaroc on vint à Peyrebeille danser tous les dimanches. Les nouveaux subergistes servaient des omelettes aux champignons qui n'empoisonnaient personne. On ne racontait

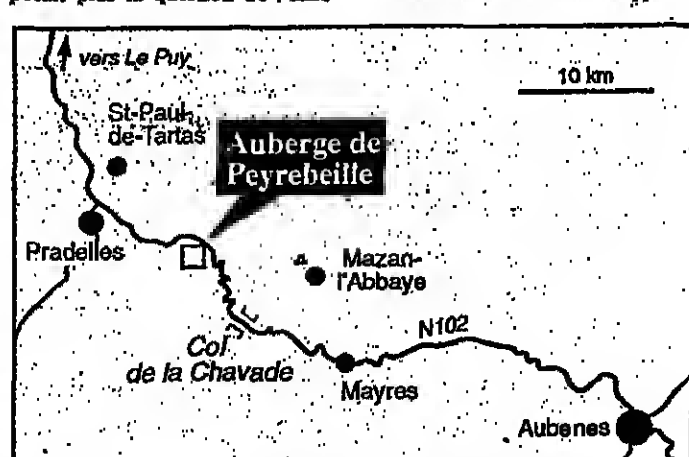
plus la sombre histoire qu'aux enfants pour qu'ils mangent leur soupe.

C'était un « beau crime » tissé de vérités et de mensonges, opaque aux lumières de la raison. Rien ne pouvait plus élucider son mystère. Il ne posait plus la question de l'innocence ou de la culpabilité, mais il mettait en scène le combat du bien et du mal. On peut réhabiliter un accusé, pas un pécheur en chemise aux flammes renversées dans le rôle ingrat de Belshazzar. Des historiens, des avocats ont refait le procès, souligné les invraisemblances, les maladroitures de la défense, l'attitude des magistrats hurlant avec les loups. Mais que valent trois vies massacrées, humiliées, trois rustres égarés, tombés dans le chandron d'un mythe ? Blancs ou noirs, les dieux avaient soif de leur sang. Leur aventure humaine avait passé le miroir, la vérité de la fable l'emportait sur la vérité.

Aujourd'hui plus personne n'est dupe. Des Breyse et des Martin, il y en a plein les monuments aux morts du canton. Les vaches noires ont peut-être fait des veaux blancs, mais comment le Diable, le vrai, celui qui prend l'habit rouge de l'angebergiste, aurait-il eu des descendants ? Il est stérile comme le mal absolu. Là-haut, mieux vaut donc oublier ces ancêtres, leur existence fruste et violente, pour ne se souvenir que de l'abominable récit des vieilles et des colporteurs, des mendians et des ivrognes, des bouffons de nuit vaillant sur leur bos de laine, des fantômes de la désolation, du vent des montagnes et des loups. A présent la route est large, même en hiver, le danger a fui avec les bêtes et les hommes sauvages. Le pays est toujours rude - récemment encore il y

eut un crime et un suicide pour un veau, - mais on y passe à son aise, on s'y arrête même : il est grandiose et beau.

L'affaire qui, au siècle dernier, avait atteint les imposants sommets des crimes légendaires, les Martin qu'on avait enfermés, elle en coiffa et lui en braça, dans l'armoire aux forêts avec les ogres et les ogresses, n'effrayait plus que les âmes naïves et sensibles. La visite de l'authentique auberge sanglante ne rend qu'une petite monnaie de frissons. Le valet de ferme qui prend une voix de débile pour hurler le « beau mensonge » aux visiteurs : « On les mettait dans cette trappe au



bas de l'escalier. Attention à la posture, etc., ne trouble guère que de jolies roublardes qui en profitent pour serrer plus fort le bras de leur amant. Le four dit « crématoire » a plutôt l'air de demander son pain. Et le « poste d'écoute », l'affreux système par où les aubergistes auraient espionné leurs clients, n'est plus qu'un trou dans la cloison d'où pendait une ficelle et un bouchon. Mais la bâtisse est intacte avec ses murs de granit et de basalte, ses fenêtres étroites, ses chambres séparées par des planches disjointes, sa cuisine enfumée où venaient s'assoir les voyageurs et sa pièce du fond où vivent encore l'aubergiste et sa femme, née là, presque dans le lit des Martin.

Pauvres maisons d'Ardèche aux toits de lauzes ou de genêts, chauffées par les étables, où s'entassaient des siècles de misères. Pauvres Martin qui n'ont pas de procès régulier, qu'on coust dans un sac d'horreurs, et qui finissent au Grand Guignol.

de notre envoyé spécial  
Christian Colombani

(2) Les corps des suppliciés furent ensuite apportés au procureur du roi à Privas qui en fit ouvrir les cercueils et demanda des moulages des têtes. On peut aujourd'hui les voir au Musée Crozatier de Puy.

## Guide

La marche aux Etats-Unis est un sport national et les « trails », les pistes, permettent de traverser de manière continue le pays tout entier du nord au sud. La John Muir Trail à l'Ouest, l'Appalachian Trail à l'Est. Elles sont remarquablement balisées, les postes de bivouac sont indiqués, quelquefois aménagés et toujours commentés : comment suspendre la nourriture aux branches des arbres pour ne pas tenter les ours, comment trouver de l'eau, et disposer des ordures, que l'on vous invite souvent à emporter avec vous, comme dans le Grand Canyon.

La marche dans les parcs nationaux nécessite que l'on rejoigne le camp de base en voiture. Les camps sont organisés avec une propreté et une rigueur militaires, mais il faut souvent réserver sa place des mois à l'avance. Un certain nombre d'organismes de voyages, aux Etats-Unis et en France, se sont spécialisés dans le soutien logistique au marcheur dret et qui se décide à la dernière heure. Terras d'aventure propose différents circuits musclés dans les grands parcs du désert américain de l'Ouest : 16, rue Saint-Victor, 75006 Paris. Tél. : 43-29-94-50. Si l'on opte pour le voyage en solo, le plus simple est de se conformer à la méthode américaine, de louer un camping-car dans une grande ville et de partir à l'aventure. •

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Côte d'Azur

##### NICE

**HÔTEL VICTORIA\*\*\***  
33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.  
Plein centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, câble. Téléphone direct, minibar.

#### Midi-Pyrénées

##### 15600 MAURS-LA-JOLIE

##### LA CHÂTELLERAIE,

une hôtellerie de charme, d'espace et de loisirs, autour d'un petit château et sur 8 hectares de parc et de prairies (piscine, proximité de golf). Pour découvrir les vallées du Lot et de la Dordogne, les monts du Cantal, ou tout simplement se reposer.  
Tél. : 71-49-89-09.

#### Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS  
HTES-ALPES - STATION VILLAGE

##### A 5 km de Saint-Véran

##### HÔTEL LE CHAMOIS\*\*

LOISIRS DE FRANCE  
Soleil, calme, toutes randonnées dans le parc régional du QUEYRAS  
Tél. : 92-45-83-71.  
Fax : 92-45-80-58.

#### Paris

##### SORBONNE

**HÔTEL DIANA\*\***  
73, rue Saint-Jacques.  
Chambres avec bains, w.c.  
Tél. direct, TV couleur. De 300 F à 450 F  
Fax : 46-34-24-30.  
Tél. : 43-54-92-55.

#### Provence

##### MAUSSANE-LES-ALPILLES

As pied des Baux-de-Provence  
**VAL-BAUSSENC hôtel\*\*\***  
Une grande maison provençale en pierre des Baux vous ouvrira ses portes : 21 chambres tout confort, restaurant, piscine, proximité promenades à cheval, golf et tennis. 122, avenue de la Vallée-des-Baux, 13250 MAUSSANE-LES-ALPILLES. Tél. : 90-54-38-90.  
Fax : 90-54-33-36.

#### Italie

##### VENISE

**Hôtel LA FENICE ET DES ARTISTES\*\*\***  
San Marco N. 1936  
Tél. : (41) 52-32-333. Fax : 52-03-721  
et son restaurant nouvelle ambiance « bohème »  
Taverna LA FENICE  
Tél. : (41) 52-23-856. Fax : 52-37-866.

## Le Monde

PUBLICITÉ TOURISME-CASTRONOMIE

Renseignements :

46-62-73-75



## Bridge

n° 1500

LA CHUTE  
DU CHAMPION DU MONDE

Cette donne montre la différence entre la façon de jouer à la table (avec les mains adverses cachées) et le coup à quatre jeux. Le grand chelem suivant est, en effet, assez facile à réussir quand on regarde toutes les mains. Or l'Américain Rodwell a chuté au cours de la Spingold de 1990.

♠ A D S  
♥ A 7 6  
♦ A 10 9 7  
♣ A 7 3

♠ 10 7 3 2  
♥ 8 4 2  
♦ 5  
♣ 10 9 8 6 2

♠ R 6 5 4  
♥ R V 9  
♦ R D 9 2  
♣ R D

A la suite de dix enchères (la plupart conventionnelles) le contrat final a été 7 Carreau.

Après avoir pris l'entame du 3 de Trèfle avec la Dame, Rodwell a eu la bonne inspiration de tirer le Roi de Carreau, puis la Dame de Carreau et Est s'a plus fourni. Comment Sud peut-il gagner ce GRAND CHELEM A CARREAU contre toute défense? Pourquoi Rodwell a-t-il chuté?

## Réponse :

La solution simple et qui est gagnante consiste à espérer que Ouest ait au moins trois Cœurs et trois Trèfles afin que Sud puisse couper le troisième Cœur sans être surcoulé. Bref, après la Dame de Trèfle, Roi et Dame de Carreau, l'impatte au Valet de Carreau, le Roi de Trèfle, le Roi de Cœur, l'As de Cœur et l'As de Trèfle (pour défaire le Valet de Cœur), le déclarant coupe le troisième Cœur avec son dernier atout. Il ne lui reste plus qu'à reprendre la main au mort à Pique pour tirer le dernier atout (l'As) et faire encore la Dame de Pique et le Roi de Pique (la 12<sup>e</sup> et la 13<sup>e</sup> levée).

Et pourtant Eric Rodwell (plusieurs fois champion du monde) a chuté car il a estimé qu'Est (à cause du singleton à Carreau) avait de bonnes chances d'avoir quatre Cœurs. Dès lors, s'il a au moins trois Piques, un partage 3-3 des Piques ou un squeeze d'Est à Pique-Cœur (si la Dame de Cœur n'est pas tombée) suffit à procurer la 13<sup>e</sup> levée, mais ce n'était pas le cas.

La chute coûta 14 IMPs soit un écart de 25 IMPs si le grand chelem avait été réussi. Or l'équipe de

DE VENISE  
A SALSOMAGGIORE

Berceau du Blue Team, la plus fameuse équipe qui ait jamais existé, l'Italie a souvent été l'organisatrice des grands championnats. En 1983, les Olympiques s'étaient déroulés à Venise, cette année elles ont eu lieu fin août à Salsomaggiore, près de Parme, et l'équipe française, composée de Chemla, Perron, Levy, Moulet, Adad et Angèle, était parmi les favorites. Les Françaises (M<sup>me</sup> Delor, Lise, Avon, de l'Épine, Bessis et Willard) pouvaient elles aussi espérer une médaille. A Venise, elles avaient d'ailleurs échoué de peu, tandis que l'équipe open (avec Leenhardt-Pozar et quatre juniors) s'était bien comportée et avait même battu 90 à 7 les Italiens au cours des éliminatoires grâce à ce grand chelem.

♠ A V 8 5  
♥ A V 9 3 2  
♦ - - -  
♣ V 10 5 3

♠ 10 9 7  
♥ D 8 5  
♦ R 8 4 3 2  
♣ 7 4

♠ D 4 3  
♥ R 10 7 4  
♦ A 9 7 6 5  
♣ 8

♠ R 6 2  
♥ 6  
♦ D V 10  
♣ A R D 9 6 2

Ann. : O. don. Pers. vuln.

Ouest Nord Est Sud  
de Falco Quantin Mariani Mulhon  
passe 1 V passe 3 ♠  
passe 4 ♠ passe 4 ♠  
passe 4 SA passe 5 ♠  
passe 5 SA passe 6 ♠  
passe 7 ♠ passe passe...

Ouest ayant entamé le 4 de Trèfle pour le 8 d'Est, comment Mulhon en Sud a-t-il gagné ce GRAND CHELEM A TRÈFLE contre toute défense?

Note sur les enchères  
Le changement de couleur à saut à « 3 Trèfles » garantissait une belle couleur et était forcé de manche. L'enchère de « 4 Cœurs » promettait un contrôle à Cœur et « 5 SA » était le BW des Rois. La courtoise déclaration de « 7 Trèfles » s'explique par l'espoir d'affranchir les Cœurs si Sud a le Roi de Cœur. Mais, même avec un singleton en Sud, le grand chelem était encore « jouable », comme on allait le constater.

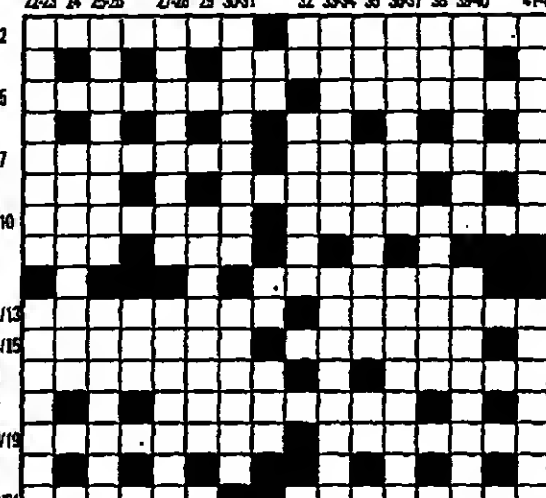
Philippe Brugnion



## Anacrosés

n° 731

Les anacrosés sont des mots croisés dont les lettres de remplissage sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent les lettres indiquent le nombre de lettres de chaque mot. Les lettres d'anagrammes possibles, mais implémentées, sont indiquées en gras.



Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans l'Officiel du Scrabble (Larousse).

## HORIZONTALEMENT

1. ACOEUR (+ 1) - 2. ACELMOT (+ 1) - 3. EHMST - 4. COEEHRR - 5. AACEHRR - 6. ABEHRT (+ 2) - 7. ADELLM - 8. ABEHRT (+ 1) - 9. BECHER - 10. ABEHRT (+ 6) - 11. ABEINTU (+ 1) - 12. ABEHRT (+ 3) - 13. ABEHRT (+ 2) - 14. ABEINTU - 15. ABEHRT - 16. EPNOST - 17. EILLSSO (+ 1) - 18. ABEHRT (+ 2) - 19. ABEHRT (+ 1) - 20. ABEHRT (+ 1) - 21. ABEHRT (+ 2).

## VERTICALEMENT

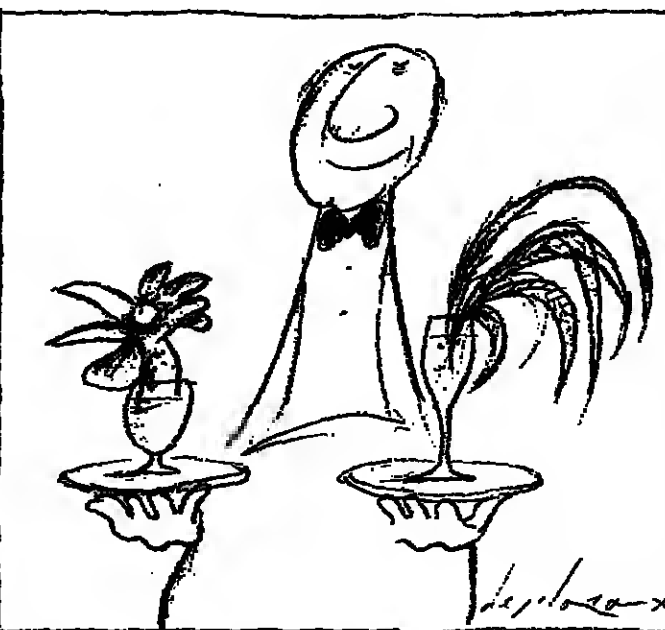
22. AACHIL - 23. AACHIL - 24. AACHIL - 25. AACHIL - 26. AACHIL - 27. AACHIL - 28. AACHIL - 29. AACHIL - 30. AACHIL - 31. AACHIL - 32. AACHIL - 33. AACHIL - 34. AACHIL - 35. AACHIL - 36. AACHIL - 37. AACHIL - 38. AACHIL - 39. AACHIL - 40. AACHIL - 41. AACHIL - 42. AACHIL - 43. AACHIL - 44. AACHIL - 45. AACHIL - 46. AACHIL - 47. AACHIL - 48. AACHIL - 49. AACHIL - 50. AACHIL - 51. AACHIL - 52. AACHIL - 53. AACHIL - 54. AACHIL - 55. AACHIL - 56. AACHIL - 57. AACHIL - 58. AACHIL - 59. AACHIL - 60. AACHIL - 61. AACHIL - 62. AACHIL - 63. AACHIL - 64. AACHIL - 65. AACHIL - 66. AACHIL - 67. AACHIL - 68. AACHIL - 69. AACHIL - 70. AACHIL - 71. AACHIL - 72. AACHIL - 73. AACHIL - 74. AACHIL - 75. AACHIL - 76. AACHIL - 77. AACHIL - 78. AACHIL - 79. AACHIL - 80. AACHIL - 81. AACHIL - 82. AACHIL - 83. AACHIL - 84. AACHIL - 85. AACHIL - 86. AACHIL - 87. AACHIL - 88. AACHIL - 89. AACHIL - 90. AACHIL - 91. AACHIL - 92. AACHIL - 93. AACHIL - 94. AACHIL - 95. AACHIL - 96. AACHIL - 97. AACHIL - 98. AACHIL - 99. AACHIL - 100. AACHIL - 101. AACHIL - 102. AACHIL - 103. AACHIL - 104. AACHIL - 105. AACHIL - 106. AACHIL - 107. AACHIL - 108. AACHIL - 109. AACHIL - 110. AACHIL - 111. AACHIL - 112. AACHIL - 113. AACHIL - 114. AACHIL - 115. AACHIL - 116. AACHIL - 117. AACHIL - 118. AACHIL - 119. AACHIL - 120. AACHIL - 121. AACHIL - 122. AACHIL - 123. AACHIL - 124. AACHIL - 125. AACHIL - 126. AACHIL - 127. AACHIL - 128. AACHIL - 129. AACHIL - 130. AACHIL - 131. AACHIL - 132. AACHIL - 133. AACHIL - 134. AACHIL - 135. AACHIL - 136. AACHIL - 137. AACHIL - 138. AACHIL - 139. AACHIL - 140. AACHIL - 141. AACHIL - 142. AACHIL - 143. AACHIL - 144. AACHIL - 145. AACHIL - 146. AACHIL - 147. AACHIL - 148. AACHIL - 149. AACHIL - 150. AACHIL - 151. AACHIL - 152. AACHIL - 153. AACHIL - 154. AACHIL - 155. AACHIL - 156. AACHIL - 157. AACHIL - 158. AACHIL - 159. AACHIL - 160. AACHIL - 161. AACHIL - 162. AACHIL - 163. AACHIL - 164. AACHIL - 165. AACHIL - 166. AACHIL - 167. AACHIL - 168. AACHIL - 169. AACHIL - 170. AACHIL - 171. AACHIL - 172. AACHIL - 173. AACHIL - 174. AACHIL - 175. AACHIL - 176. AACHIL - 177. AACHIL - 178. AACHIL - 179. AACHIL - 180. AACHIL - 181. AACHIL - 182. AACHIL - 183. AACHIL - 184. AACHIL - 185. AACHIL - 186. AACHIL - 187. AACHIL - 188. AACHIL - 189. AACHIL - 190. AACHIL - 191. AACHIL - 192. AACHIL - 193. AACHIL - 194. AACHIL - 195. AACHIL - 196. AACHIL - 197. AACHIL - 198. AACHIL - 199. AACHIL - 200. AACHIL - 201. AACHIL - 202. AACHIL - 203. AACHIL - 204. AACHIL - 205. AACHIL - 206. AACHIL - 207. AACHIL - 208. AACHIL - 209. AACHIL - 210. AACHIL - 211. AACHIL - 212. AACHIL - 213. AACHIL - 214. AACHIL - 215. AACHIL - 216. AACHIL - 217. AACHIL - 218. AACHIL - 219. AACHIL - 220. AACHIL - 221. AACHIL - 222. AACHIL - 223. AACHIL - 224. AACHIL - 225. AACHIL - 226. AACHIL - 227. AACHIL - 228. AACHIL - 229. AACHIL - 230. AACHIL - 231. AACHIL - 232. AACHIL - 233. AACHIL - 234. AACHIL - 235. AACHIL - 236. AACHIL - 237. AACHIL - 238. AACHIL - 239. AACHIL - 240. AACHIL - 241. AACHIL - 242. AACHIL - 243. AACHIL - 244. AACHIL - 245. AACHIL - 246. AACHIL - 247. AACHIL - 248. AACHIL - 249. AACHIL - 250. AACHIL - 251. AACHIL - 252. AACHIL - 253. AACHIL - 254. AACHIL - 255. AACHIL - 256. AACHIL - 257. AACHIL - 258. AACHIL - 259. AACHIL - 260. AACHIL - 261. AACHIL - 262. AACHIL - 263. AACHIL - 264. AACHIL - 265. AACHIL - 266. AACHIL - 267. AACHIL - 268. AACHIL - 269. AACHIL - 270. AACHIL - 271. AACHIL - 272. AACHIL - 273. AACHIL - 274. AACHIL - 275. AACHIL - 276. AACHIL - 277. AACHIL - 278. AACHIL - 279. AACHIL - 280. AACHIL - 281. AACHIL - 282. AACHIL - 283. AACHIL - 284. AACHIL - 285. AACHIL - 286. AACHIL - 287. AACHIL - 288. AACHIL - 289. AACHIL - 290. AACHIL - 291. AACHIL - 292. AACHIL - 293. AACHIL - 294. AACHIL - 295. AACHIL - 296. AACHIL - 297. AACHIL - 298. AACHIL - 299. AACHIL - 300. AACHIL - 301. AACHIL - 302. AACHIL - 303. AACHIL - 304. AACHIL - 305. AACHIL - 306. AACHIL - 307. AACHIL - 308. AACHIL - 309. AACHIL - 310. AACHIL - 311. AACHIL - 312. AACHIL - 313. AACHIL - 314. AACHIL - 315. AACHIL - 316. AACHIL - 317. AACHIL - 318. AACHIL - 319. AACHIL - 320. AACHIL - 321. AACHIL - 322. AACHIL - 323. AACHIL - 324. AACHIL - 325. AACHIL - 326. AACHIL - 327. AACHIL - 328. AACHIL - 329. AACHIL - 330. AACHIL - 331. AACHIL - 332. AACHIL - 333. AACHIL - 334. AACHIL - 335. AACHIL - 336. AACHIL - 337. AACHIL - 338. AACHIL - 339. AACHIL - 340. AACHIL - 341. AACHIL - 342. AACHIL - 343. AACHIL - 344. AACHIL - 345. AACHIL - 346. AACHIL - 347. AACHIL - 348. AACHIL - 349. AACHIL - 350. AACHIL - 351. AACHIL - 352. AACHIL - 353. AACHIL - 354. AACHIL - 355. AACHIL - 356. AACHIL - 357. AACHIL - 358. AACHIL - 359. AACHIL - 360. AACHIL - 361. AACHIL - 362. AACHIL - 363. AACHIL - 364. AACHIL - 365. AACHIL - 366. AACHIL - 367. AACHIL - 368. AACHIL - 369. AACHIL - 370. AACHIL - 371. AACHIL - 372. AACHIL - 373. AACHIL - 374. AACHIL - 375. AACHIL - 376. AACHIL - 377. AACHIL - 378. AACHIL - 379. AACHIL - 380. AACHIL - 381. AACHIL - 382. AACHIL - 383. AACHIL - 384. AACHIL - 385. AACHIL - 386. AACHIL - 387. AACHIL - 388. AACHIL - 389. AACHIL - 390. AACHIL - 391. AACHIL - 392. AACHIL - 393. AACHIL - 394. AACHIL - 395. AACHIL - 396. AACHIL - 397. AACHIL - 398. AACHIL - 399. AACHIL - 400. AACHIL - 401. AACHIL - 402. AACHIL - 403. AACHIL - 404. AACHIL - 405. AACHIL - 406. AACHIL - 407. AACHIL - 408. AACHIL - 409. AACHIL - 410. AACHIL - 411. AACHIL - 412. AACHIL - 413. AACHIL - 414. AACHIL - 415. AACHIL - 416. AACHIL - 417. AACHIL - 418. AACHIL - 419. AACHIL - 420. AACHIL - 421. AACHIL - 422. AACHIL - 423. AACHIL - 424. AACHIL - 425. AACHIL - 426. AACHIL - 427. AACHIL - 428. AACHIL - 429. AACHIL - 430. AACHIL - 431. AACHIL - 432. AACHIL - 433. AACHIL - 434. AACHIL - 435. AACHIL - 436. AACHIL - 437. AACHIL - 438. AACHIL - 439. AACHIL - 440. AACHIL - 441. AACHIL - 442. AACHIL - 443. AACHIL - 444. AACHIL - 445. AACHIL - 446. AACHIL - 447. AACHIL - 448. AACHIL - 449. AACHIL - 450. AACHIL - 451. AACHIL - 452. AACHIL - 453. AACHIL - 454. AACHIL - 455. AACHIL - 456. AACHIL - 457. AACHIL - 458. AACHIL - 459. AACHIL - 460. AACHIL - 461. AACHIL - 462. AACHIL - 463. AACHIL - 464. AACHIL - 465. AACHIL - 466. AACHIL - 467. AACHIL - 468. AACHIL - 469. AACHIL - 470. AACHIL - 471. AACHIL - 472. AACHIL - 473. AACHIL - 474. AACHIL - 475. AACHIL - 476. AACHIL - 477. AACHIL - 478. AACHIL - 479. AACHIL - 480. AACHIL - 481. AACHIL - 482. AACHIL - 483. AACHIL - 484. AACHIL - 485. AACHIL - 486. AACHIL - 487. AACHIL - 488. AACHIL - 489. AACHIL - 490. AACHIL - 491. AACHIL - 492. AACHIL - 493. AACHIL - 494. AACHIL - 495. AACHIL - 496. AACHIL - 497. AACHIL - 498. AACHIL - 499. AACHIL - 500. AACHIL - 501. AACHIL - 502. AACHIL - 503. AACHIL - 504. AACHIL - 505. AACHIL - 506. AACHIL - 507. AACHIL - 508. AACHIL - 509. AACHIL - 510. AACHIL - 511. AACHIL - 512. AACHIL - 513. AACHIL - 514. AACHIL - 515. AACHIL - 516. AACHIL - 517. AACHIL - 518. AACHIL - 519. AACHIL - 520. AACHIL - 521. AACHIL - 522. AACHIL - 523. AACHIL - 524. AACHIL - 525. AACHIL - 526. AACHIL - 527. AACHIL - 528. AACHIL - 529. AACHIL - 530. AACHIL - 531. AACHIL - 532. AACHIL - 533. AACHIL - 534. AACHIL - 535. AACHIL - 536. AACHIL - 537. AACHIL - 538. AACHIL - 539. AACHIL - 540. AACHIL - 541. AACHIL - 542. AACHIL - 543. AACHIL - 544. AACHIL - 545. AACHIL - 546. AACHIL - 547. AACHIL - 548. AACHIL - 549. AACHIL - 550. AACHIL - 551. AACHIL - 552. AACHIL - 553. AACHIL - 554. AACHIL - 555. AACHIL - 556. AACHIL - 557. AACHIL - 558. AACHIL - 559. AACHIL - 560. AACHIL - 561. AACHIL - 562. AACHIL - 563. AACHIL - 564. AACHIL - 565. AACHIL - 566. AACHIL - 567. AACHIL - 568. AACHIL - 569. AACHIL - 570. AACHIL - 571. AACHIL - 572. AACHIL - 573. AACHIL - 574. AACHIL - 575. AACHIL - 576. AACHIL - 577. AACHIL - 578. AACHIL - 579. AACHIL - 580. AACHIL - 581. AACHIL - 582. AACHIL - 583. AACHIL - 584. AACHIL - 585. AACHIL - 586. AACHIL - 587. AACHIL - 588. AACHIL - 589. AACHIL - 590. AACHIL - 591. AACHIL - 592. AACHIL - 593. AACHIL - 594. AACHIL - 595. AACHIL - 596. AACHIL - 597. AACHIL - 598. AACHIL - 599. AACHIL - 600. AACHIL - 601. AACHIL - 602. AACHIL - 603. AACHIL - 604. AACHIL - 605. AACHIL - 606. AACHIL - 607. AACHIL - 608. AACHIL - 609. AACHIL - 610. AACHIL - 611. AACHIL - 612. AACHIL - 613. AACHIL - 614. AACHIL - 615. AACHIL - 616. AACHIL - 617. AACHIL - 618. AACHIL - 619. AACHIL - 620. AACHIL - 621. AACHIL - 622. AACHIL - 623. AACHIL - 624. AACHIL - 625. AACHIL - 626. AACHIL - 627. AACHIL - 628. AACHIL - 629. AACHIL - 630. AACHIL - 631. AACHIL - 632. AACHIL - 633. AACHIL - 634. AACHIL - 635. AACHIL - 636. AACHIL - 637. AACHIL - 638. AACHIL - 639. AACHIL - 640. AACHIL - 641. AACHIL - 642. AACHIL - 643. AACHIL - 644. AACHIL - 645. AACHIL - 646. AACHIL - 647. AACHIL - 648. AACHIL - 649. AACHIL - 650. AACHIL - 651. AACHIL - 652. AACHIL - 653. AACHIL - 654. AACHIL - 655. AACHIL - 656. AACHIL - 657. AACHIL - 658. AACHIL - 659. AACHIL - 660. AACHIL - 661. AACHIL - 662. AACHIL - 663. AACHIL - 664. AACHIL - 665. AACHIL - 666. AACHIL - 667. AACHIL - 668. AACHIL - 669. AACHIL - 670. AACHIL - 671. AACHIL - 672. AACHIL - 673. AACHIL - 674. AACHIL - 675. AACHIL - 676. AACHIL - 677. AACHIL - 678. AACHIL - 679. AACHIL - 680. AACHIL - 681. AACHIL - 682. AACHIL - 683. AACHIL - 684. AACHIL - 685. AACHIL - 686. AACHIL - 687. AACHIL - 688. AACHIL - 689. AACHIL - 690. AACHIL - 691. AACHIL - 692. AACHIL - 693. AACHIL - 694. AACHIL - 695. AACHIL - 696. AACHIL - 697. AACHIL - 698. AACHIL - 699. AACHIL - 700. AACHIL - 701. AACHIL - 702. AACHIL - 703. AACHIL - 704. AACHIL - 705. AACHIL - 706. AACHIL - 707. AACHIL - 708. AACHIL - 709. AACHIL - 710. AACHIL - 711. AACHIL - 712. AACHIL - 713. AACHIL - 714. AACHIL - 715. AACHIL - 716. AACHIL - 717. AACHIL - 718. AACHIL - 719. AACHIL - 720. AACHIL - 721. AACHIL - 722. AACHIL - 723. AACHIL - 724. AACHIL - 725. AACHIL - 726. AACHIL - 727. AACHIL - 728. AACHIL - 729. AACHIL - 730. AACHIL - 731. AACHIL - 732. AACHIL - 733. AACHIL - 734. AACHIL - 735. AACHIL - 736. AACHIL - 737. AACHIL - 738. AACHIL - 739. AACHIL - 740. AACHIL - 741. AACHIL - 742. AACHIL - 743. AACHIL - 744. AACHIL - 745. AACHIL - 746. AACHIL - 747. AACHIL - 748. AACHIL - 749. AACHIL - 750. AACHIL - 751. AACHIL - 752. AACHIL - 753. AACHIL - 754. AACHIL - 755. AACHIL - 756. AACHIL - 757. AACHIL - 758. AACHIL - 759. AACHIL - 760. AACHIL - 761. AACHIL - 762. AACHIL - 763. AACHIL - 764. AACHIL - 765. AACHIL - 766. AACHIL - 767. AACHIL - 768. AACHIL - 769. AACHIL - 770. AACHIL - 771. AACHIL - 772. AACHIL - 773. AACHIL - 774. AACHIL - 775. AACHIL - 776. AACHIL - 777. AACHIL - 778. AACHIL - 779. AACHIL - 780. AACHIL - 781. AACHIL - 782. AACHIL - 783. AACHIL - 784. AACHIL - 785. AACHIL - 786. AACHIL - 787. AACHIL - 788. AACHIL - 789. AACHIL - 790. AACHIL - 791. AACHIL - 792. AACHIL - 793. AACHIL - 794. AACHIL - 795. AACHIL - 796. AACHIL - 797. AACHIL - 798. AACHIL - 799. AACHIL - 800. AACHIL - 801. AACHIL - 802. AACHIL - 803. AACHIL - 804. AACHIL - 805. AACHIL - 806. AACHIL - 807. AACHIL - 808. AACHIL - 809. AACHIL - 810. AACHIL - 811. AACHIL - 812. AACHIL - 813. AACHIL - 814. AACHIL - 815. AACHIL - 816. AACHIL - 817. AACHIL - 818. AACHIL - 819. AACHIL - 820. AACHIL - 821. AACHIL - 822. AACHIL - 823. AACHIL - 824. AACHIL - 825. AACHIL - 826. AACHIL - 827. AACHIL - 828. AACHIL - 829. AACHIL - 830. AACHIL - 831. AACHIL - 832. AACHIL - 833. AACHIL - 834. AACHIL - 835. AACHIL - 836. AACHIL - 837. AACHIL - 838. AACHIL - 839. AACHIL - 840. AACHIL - 841. AACHIL - 842. AACHIL - 843. AACHIL - 844. AACHIL - 845. AACHIL - 846. AACHIL - 847. AACHIL - 848. AACHIL - 849. AACHIL - 850. AACHIL - 851. AACHIL - 852. AACHIL - 853. AACHIL - 854. AACHIL - 855. AACHIL - 856. AACHIL - 857. AACHIL - 858. AACHIL - 859. AACHIL - 860. AACHIL - 861. AACHIL - 862. AACHIL - 863. AACHIL - 864. AACHIL - 865. AACHIL - 866. AACHIL - 867. AACHIL - 868. AACHIL - 869. AACHIL - 870. AACHIL - 871. AACHIL - 872. AACHIL - 873. AACHIL - 874. AACHIL - 875. AACHIL - 876. AACHIL - 877. AACHIL - 878. AACHIL - 879. AACHIL - 880. AACHIL - 881. AACHIL - 882. AACHIL - 883. AACHIL - 884. AACHIL - 885. AACHIL - 886. AACHIL - 887. AACHIL - 888. AACHIL - 889. AACHIL - 890. AACHIL - 891. AACHIL - 892. AACHIL - 893. AACHIL - 894. AACHIL - 895. AACHIL - 896. AACHIL - 897. AACHIL - 898. AACHIL - 899. AACHIL - 900. AACHIL - 901. AACHIL - 902. AACHIL - 903. AACHIL - 904. AACHIL - 905. AACHIL - 906. AACHIL - 907. AACHIL - 908. AACHIL - 909. AACHIL - 910. AACHIL - 911. AACHIL - 912. AACHIL - 913. AACHIL - 914. AACHIL - 915. AACHIL - 916. AACHIL - 917. AACHIL - 918. AACHIL - 919. AACHIL - 920. AACHIL - 921. AACHIL - 922. AACHIL - 923. AACHIL - 924. AACHIL - 925. AACHIL - 926. AACHIL - 927. AACHIL - 928. AACHIL - 929. AACHIL - 930. AACHIL - 931. AACHIL - 932. AACHIL - 933. AACHIL - 934. AACHIL - 935. AACHIL - 936. AACHIL - 937. AACHIL - 938. AACHIL - 939. AACHIL - 940. AACHIL - 941. AACHIL - 942. AACHIL - 943. AACHIL - 944. AACHIL - 945. AACHIL - 946. AACHIL - 947. AACHIL - 948. AACHIL - 949. AACHIL - 950. AACHIL - 951. AACHIL - 952. AACHIL - 953. AACHIL - 954. AACHIL - 955. AACHIL - 956. AACHIL - 957. AACHIL - 958. AACHIL - 959. AACHIL - 960. AACHIL - 961. AACHIL - 962. AACHIL - 963. AACHIL - 964. AACHIL - 965. AACHIL - 966. AACHIL - 967. AACHIL - 968. AACHIL - 969. AACHIL - 970. AACHIL - 971. AACHIL - 972. AACHIL - 973. AACHIL - 974. AACHIL - 975. AACHIL - 976. AACHIL - 977. AACHIL - 978. AACHIL - 979. AACHIL - 980. AACHIL - 981. AACHIL - 982. AACHIL - 983. AACHIL - 984. AACHIL - 985. AACHIL - 986. AACHIL - 987. AACHIL - 988. AACHIL - 989. AACHIL - 990. AACHIL - 991. AACHIL - 992. AACHIL - 993. AACHIL - 994. AACHIL - 995. AACHIL - 996. AACHIL - 997. AACHIL - 998. AACHIL - 999. AACHIL - 1000. AACHIL - 1001. AACHIL - 1002. AACHIL - 1003. AACHIL - 1004. AACHIL - 1005. AACHIL - 1006. AACHIL - 1007. AACHIL - 1008. AACHIL - 1009. AACHIL - 1010. AACHIL - 1011. AACHIL - 1012. AACHIL - 1013. AACHIL - 1014. AACHIL - 1015. AACHIL - 1016. AACHIL - 1017. AACHIL - 1018. AACHIL - 1019. AACHIL - 1020. AACHIL - 1021. AACHIL - 1022. AACHIL - 1023. AACHIL - 1024. AACHIL - 1025. AACHIL - 1026. AACHIL - 1027. AACHIL - 1028. AACHIL - 1029. AACHIL - 1030. AACHIL - 1031. AACHIL - 1032. AACHIL - 1033. AACHIL - 1034. AACHIL - 1035. AACHIL - 1036. AACHIL - 1037. AACHIL - 1038. AACHIL - 1039. AACHIL - 1040. AACHIL - 1041. AACHIL - 1042. AACHIL - 1043. AACHIL - 1044. AACHIL - 1045. AACHIL - 1046. AACHIL - 1047. AACHIL - 1048. AACHIL - 1049. AACHIL - 1050. AACHIL - 1051. AACHIL - 1052. AACHIL - 1053. AACHIL - 1054. AACHIL - 1055. AACHIL - 1056. AACHIL - 1057. AACHIL - 1058. AACHIL - 1059. AACHIL - 1060. AACHIL - 1061. AACHIL - 1062. AACHIL - 1063. AACHIL - 1064. AACHIL - 1065. AACHIL - 1066. AACHIL - 1067. AACHIL - 1068. AACHIL - 1069. AACHIL - 1070. AACHIL - 1071. AACHIL - 1072. AACHIL - 1073. AACHIL - 1074. AACHIL - 1075. AACHIL - 1076. AACHIL - 1077. AACHIL - 1078. AACHIL - 1079. AACHIL - 1080. AACHIL - 1081. AACHIL - 1082. AACHIL - 1083. AACHIL - 1084. AACHIL -



# Un cocktail,

**S**il mot « bar » nous vient de Londres (sans Napoléon III où il signifiait « barre », ça trait de bois sur lequel on s'appuyait au comptoir des pubs d'Outre-Manche), le mot « cocktail » nous vient, lui, d'Amérique. En France ce cocktail connu une première vogue lors de l'Exposition universelle de 1889 (s'il faut en croire Toulouse-Lautrec, grand amateur), puis une seconde « lancée » après la guerre de 14-18. Mais des puristes assurent que ces mélanges d'alcool furent « inventés » à Bordeaux vers la fin du dix-huitième siècle et penchent pour l'appellation « coquetel » tandis que les linguistes assurent le mot « cocktail » venir de coq et queue (en anglais) faisant ainsi allusion aux couleurs des différents alcools mélangés. Les « vrais » bars ne sont ni des bistrot, ni des cafés, ni des brasseries, ni des zincs, ni des buvettes, ni des estaminets mais quelque chose de plus personnel, intime, discret, privilégié, faisant du barman un personnage bien particulier.

Un confident souvent. On sait que, comme le médecin et le prêtre, il ne répète rien des confessions entendues. On en profite. Il est souvent de bon conseil, connaît les mille et une adresses « possibles » du prochain tiercé, le dernier potin rôdeur et le premier prochain bon mot : le barman, cette nurse pour grands enfants qui sont les fidèles du bar ! Car chacun a son bar, son cocktail. J'ai connu un amateur de martini dry (on dit plus couramment un « dry ») qui prétendait que le seul saillant d'oser correctement ce breuvage était un barman de Regent Street et prenait quelquefois l'avion pour Londres simplement pour commander « son » dry. Dans *Je me souviens*, Simenon évoque le bar de La Coupole : « Quand en 1925 j'ai emmenagé l'appartement du deuxième étage, place des Vosges, j'y ai installé un superbe bar américain où j'offrais quotidiennement comme barman. C'était l'époque des cocktails compliqués et je connaissais toutes les recettes. » Les temps ont



changé, certes, mais je sais des Yankees qui ne connaissent, de l'Europe, que le « sank roo doo » (le 5, rue Daunou) du *Harry's New York Bar*, fondé par le jockey Tom Sloan puis successivement animé par Harry, Andy et aujourd'hui Duncan Mac Elhone. C'est ici que furent créés le bloody mary (1921), le side car et quelques autres. Bien des bars ont ainsi leur histoire. C'est à celui du Ritz qu'Hemingway fut le premier américain à pénétrer à la Libération. C'est au bar du *Beuf sur le Toit* que Cocteau aimait à répéter : « Une vieille eau de vie vaut mieux qu'un ancien ami ! » C'est au *Citron* qu'Yves Mirande avait trouvé ses

# des coquetels

meilleures répliques. C'est au bar du *Fouquet's* (Simenon y avait aussi son PC) que le tout-cinéma s'est depuis des lustres donné rendez-vous. C'est au *Forum* (4, boulevard Malesherbes) que les initiés savent trouver les meilleurs *pure milis* (1). Certes, c'est « avec modération » qu'il convient de parler de ces choses. Mais n'oublions pas qu'il existe des « coquetels » de jus de fruits méritant nonobstant leur nom pour le mélange des couleurs. Ici l'on pourrait évoquer Louis Delluc (cinéaste dont le prix se décerne du reste au *Fouquet's*) qui aimait à dire : « Le cocktail n'est pas une addition mais une manière d'additionner. » Les principaux cocktails sont depuis longtemps connus, devenus des classiques : l'alexandra (cognac et crème de cacao), le black velvet (champagne et stout), le daiquiri (rhum blanc, sirop de canne et citron), le manhattan (vermouth, bourbon, angustura), etc... avec aussi l'oyster cocktail (ketchup, jus de citron, Tabasco, Worcesters-

hire Sauce et... huitres !). Invente-t-on encore des cocktails de nos jours, ou tout a-t-il été dit sur la question ? J'ai signalé pour le centenaire du *Métropole* (Beaumont-sur-Mer) le « menu du centenaire » (profitez-en jusqu'à l'annuelle fermeture du 20 octobre), avec ses plats d'autrefois. Mais les deux barman maison ont créé à cette occasion deux champagne-cocktails : adam (3/10° de gin, 3/10° de Cointreau, 1/10° eau-de-vie de framboise, 1/10° curaçao bleu) mélangés au shaker puis terminés dans le « long drink » au champagne avec pour décoration une boule de pomme verte et une feuille de menthe. Et Eve (4/10° de gin, 3/10° Passoa (fruit de la passion), 2/10° de Cointreau, 1/10° sirop de fraise. Même finition que pour Adam mais la boule est de pomme rouge. A la vôtre, chères Eves !

**La Requête**  
(1) Signalez que Christian Maza, d'après *Forum*, vient d'obtenir le Prix des présidents au grand prix des barman de Deauville.

## TERROIRS L'aïoli

**L**ES plats du terroir, de nouveau à la mode, flattent les certitudes et les particularismes. Ainsi de l'aïoli, le « plat national » (sic) des Provençaux, depuis que Frédéric Mistral – sous le pseudonyme de Cousin Macari – en a écrit lui-même la recette dans l'*Armana Provençal* de 1874. Il serait déplacé, à Maussane, sous les platanes qui abritent le grand aïoli populaire de la fête votive du 15 août, préparé par les femmes du pays pour cinq cents personnes, de rappeler que la « pommade à l'aïoli » n'est somme toute qu'une adaptation, certes très habile, de la sauce mayonnaise, une émulsion obtenue par battage d'un corps gras et de protéines, dont l'invention est due, selon certains, au cuisinier inconnu du maréchal de Richelieu après la prise de Pont-Mahon à Minorque, en 1756. Une préparation que Carême jugeait très différente des sauces ordinaires. Dans sa version provençale, l'aïoli est associé à la bonne huile d'olive, et la purée d'ail, obtenue par broyage sous l'action concentrique du pilon dans le mortier, tient lieu d'apport condimentaire, au lieu de la moutarde. L'aïoli concentre la chaleur, la force, l'allégresse du soleil de Provence, indique Mistral, qui ajoute : « Il n'a aussi une vertu : c'est de chasser les mouches. Ceux qui ne l'aiment pas (...) ne viendront pas de cette façon baguenauder à noire autour. Nous resterons en famille. » Est-il besoin d'ajouter, précise René Jouveau, thuriféraire de la cuisine provençale (1), que « ceux qui l'aiment sont les bienvenus en Provence ». Voir. Lorsque le même auteur affirme que les bourgeois d'Aix ne dédaignent pas de

saucer, dans l'aïoli, « quelques tranches saignantes de gigot », il s'attire les sarcasmes de l'un des actuels gardiens de la tradition, restaurateur averti et auteur culinaire, installé à Bormes-les-Mimosas : « A-t-on jamais vu un Provençal manger le gigot saignant à l'aïoli ? » (2). La verve poétique n'est pas absente de la célébration de l'aïoli : « Venus, dis, toi il faut tant durcir le mortier des traditions, tant élever le pilon des coutumes, tant élever le pilon des coutumes, tant élever le pilon des coutumes, tant élever le pilon des coutumes... » (3). En commençant par le commencement, c'est-à-dire le dessalage de la morue, la veille au soir. Un usage qui se perd parfois au profit de carrés précoqués surgelés de cabillaud de grandes surfaces, qui nous fut servi récemment dans l'un des temples autoproclamés du grand aïoli rituel du vendredi : le *Bistrot du Paradou*. Une adresse qu'à regret il faudra oublier. Dans cette chère contrée des Alpilles, l'on aura dû fait de lui préférer l'aïoli garni du Café des Arts à Saint-Rémy-de-Provence, où les pommes de terre sont cuites à la peau, comme il

convient. Chaque canton de Provence offre une bonne adresse, plus ou moins confidentielle, comme chez Tony, à Ramatuelle, seule comme des îles. Ce retour du terroir et de la cuisine populaire ne laisse pas indifférents les chefs qui jusque-là ont babillé leur clientèle à plus de sophistication. Ainsi Jean-Claude Aubertin, à Villeneuve-les-Avignon (4), propose-t-il, à côté d'une carte riche – un peu trop peut-être – de créations originales, une « morue à l'aïoli » tout à la fois respectueuse des traditions et des usages imposés à tous ceux qui ne vivent pas au grand air. C'est la voie choisie par Jacques Mégeant, un jeune chef bourré de talent, à Carpentras (*Le Vert Galant*, 12, rue Clapiès. Tél. : 90-67-15-50) qui blanchit, sans les éplucher, force gousses d'ail, fendues en deux et dégermées, pendant une trentaine de minutes avec un peu de gingembre. Il exprime ensuite à l'aide du moulin à légumes et du tamis 60 grammes de purée d'ail, qu'il mélange avec un jaune d'œuf avant d'introduire – gontie à goutte – 2 décilitres d'huile d'olive de la vallée des Baux (où la récolte cette année est abondante), ou bien de Beaugues-de-Venise, en terminant par l'adjonction du jus d'un demi-citron. Les langoustines, auxquelles cet aïoli sert d'escorte, renouant avec les usages de la haute cuisine, sont – elles – pochées dans un bouillon aromatisé de thym et d'anis ; les légumes d'accompagnement sont assaisonnés d'herbes, ciboulette et marjolaine. C'est la « salade à l'aïoli » remarquée d'un magnifique menu à 220 F (autres menus à 90 F et 160 F, aux préparations subtiles telles les « frivolités de

tomates de pays »). Est-ce la table de Monsieur Brun ? Non, plutôt celle d'une tradition revisitée qui n'oublie rien aux charmes des grandes fêtes populaires, comme à Mouris et Maussane où les anciens cultivent le souvenir de la Brésillienne – Emma Tessier, ancienne reine de beauté, égraria du fêlage que Mistral baptisa Fortunette au tournant du siècle, et qui revint au pays après quarante années passées au Brésil, enlevée par un avaral de la flûte (5). Une suite de la Vie parisienne que n'avait pas imaginée Offenbach. Les tanins du vin rouge frais sont conseillés avec l'aïoli. Le peintre Marco Richier, riche, suisse comme Paracelse et provençal de cœur, recommande toutefois de ne jamais changer de boisson avec l'aïoli et « si l'on a commencé au pastis, de finir au pastis ». Sage conseil de la part d'un artiste. Une question d'harmonie de couleurs assurément.

Jean-Claude Ribaut

- (1) *La Cuisine provençale de tradition populaire*, par René Jouveau, Editions du Message, Bormes.  
(2) Guy Gédès, chef du Jardin de Perle-Flours à Bormes-les-Mimosas (Tél. : 94-64-99-23), auteur d'un très utile ouvrage de recettes : *la Table d'un Provençal*, Escailh, 1989.  
(3) *La Cuisine du soleil pure Provence et Langueval*, Simone Lheureux, Editions Lacour, Mimosas, 1986.  
(4) Aubertin, 1, rue de l'Hôpital, Villeneuve-les-Avignon (Tél. : 90-15-94-84), ancien chef de l'*Mairie* de Noves et du *Domaine de Valmerlène*.  
(5) Maussane-les-Alpilles. *Le Temps retrouvé*, par Félix Laiff, aux Editions Equinox : passionnante chronique locale consacrée aux villes et villages de la région.

## Miettes

**Vieux millésimes.** J'ai souvent parlé de la « collection » du *Verger de la Madeleine* (4, bd Malesherbes. Tél. : 42-65-51-99). Sa plus vieille bouteille ? Un radère Terrantez-Barberio de... 1789 ! On fêtera l'an prochain le centenaire de son armagnac et d'un bon vin de Mont, tous deux nés en 1893. Un calvados pour fêter l'armistice de 1918, etc. **Bonnes adresses de lecteurs.** A Chigny (71250) le toujours égal *Bourgogne* (tél. : 85-59-00-58). Et en Avignon le rappel de *Hélène-Lucille* dont le chef, André Chaussey, a repris le flambeau avec bonheur : les

meilleurs pieds et paquets jamais dégustés, me dit M. René Girard, enthousiasmé. **L'Hôtel du Centre** (à Ancy-le-Franc, dans l'Yonne) est, me confirme un lecteur, une bien bonne petite adresse. Il a apprécié le beurre blanc et le coq au vin de Christophe Rollé, arrosé d'un Irancy 1988. **La Gourmandise** l'excellent restaurant d'Alain Denoual (271, avenue Daumesnil), sera désormais ouvert le samedi et fermé dimanche et lundi. Avis aux amateurs de raviolis de homard et du délicieux agneau au miel et vinaigre de cidre.

## GASTRONOMIE

Au cœur de St-Germain-des-Près  
De 12 h à 3 h du matin.  
**L'ARBUCI**  
25 rue de Buci - 6°  
Tél. : 44.41.14.14  
JAZZ CLUB - JUSQU'À L'AUBE

**LE SOUFFLÉ**  
Menu à 210 F  
et ses soufflés.  
35, rue de MONTMARTRE  
(près de la place Vendôme)  
Réservation : 42-58-27-19.  
Fermé le dimanche.

## Aux quatre coins de France

**CHAMPAGNE BRUT MILLÉSIMÉ ET ROSÉ**  
« les Almanachs » 51480 Venteuil  
Tél. : 26-58-48-37. Fax : 26-58-63-46.  
Elaboré en toudre de chène  
« Cuvée LE RÉDEMPTEUR Brut 1985 »  
Offre spéciale – Tarif  
visite/rendez-vous.

**CHAMPAGNES SANGER & VAUBECOURT**  
Lycée Vitiola - 51180 AVIZE  
Prestige - Millésimes - Rosé  
Blanc de Blancs - Brut - Demi-sec  
Tarif sur demande.  
Tél. : 26-57-79-79.  
Visitez nos caves sur rendez-vous.

\* « L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, consommez avec modération. »

## INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

CHAMPS-ÉLYSÉES	CONVENTION	GODELINS	PARC MONCEAU	PONT NEUF	SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
<b>RELAIS BELLMAN</b> , 37, r. Fauriel, 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant. (F. du 31 juillet au 31 août inclus.)	<b>LE DEY</b> , 109, rue Croix-Nivert, 15° Tél. : 48-28-81-64. Bonnes vacances à tous. Rendez-vous le 4 septembre.	<b>ENTOTTO</b> , 45-87-48-81 - F. des 143, r. L.-M. Nodding, 13° Spécialités éthiopiennes.	<b>LA LUNA</b> , 69, rue du Rocher F. dim. 42-93-77-61. Spécialités de poissons et de coquillages.	<b>LOUIS XIII</b> , Tél. : 43-26-75-96. F./dim., lundi midi 8, rue des Grands-Augustins, 6°	<b>L'ARBUCI</b> , 25, rue de Buci, 44-41-14-14. T.l.j. jusqu'à 3 h. Cuisson à la broche pour des viandes et poissons pleins de saveurs. JAZZ CLUB jusqu'à l'aube.
COPENHAGUE	CRÉTEIL	MAUBERT	PLACE DE Clichy	PL. PEREIRE	TRINITÉ
<b>FLORA DANICA</b> , sur un jardin SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ. 142, av. des Champs-Élysées. 43-58-20-41. (Ouvert tout l'été.)	<b>LA TERRASSE DE CRÉTEIL</b> , 42-07-15-94. 39, avenue de Verdun, 94000 CRÉTEIL. « LA SANTÉ PAR LA MER ». Spécialité de poissons. Carte suggestions à 180 F. Terrasse d'été.	<b>LA COUR COLBERT</b> , 12, rue Hôtel-Colbert, 9°. 43-54-61-99. T.l.j. Cadre XVII <sup>e</sup> authent. PMR 220 F.	<b>CHARLOT ROI DES COQUILLAGES</b> , 48-74-48-64. T.l.j. jusqu'à 1 h. La véritable bouillabaisse marseillaise et des poissons cuisinés sur mesure.	<b>LE NEM</b> , Tél. : 47-66-54-41. F./sam. midi et dim. 67, rue Rennequin, 17°. Vietnam.	<b>LE SUQUET</b> , 48-rue de Clichy (9°). Tél. : 48-74-25-66. Cuisine du Sud-Est. F./sam. et dim.
ODEON					
<b>LE PROTOCOLE</b> , 13, rue de l'Antenne-Comédie, 43-26-99-20. T.l.j. jusqu'à 1 h. Le café rive gauche à la mode, cuisine bourgeoise et inventive. Merveilleux banc de coquillages.					



# Saga bigoudène

Resté unique en son genre, le *Cheval d'orgueil* s'est vendu à plus de deux millions d'exemplaires : écrit en breton et traduit en français par son auteur, Pierre Jakéz Hélias, professeur agrégé de latin et de grec, normand, pur produit de l'école de Jules Ferry, l'ouvrage emmenait le lecteur en visite dans un Moyen Âge encore chaud et vibrant, et faisait vivre au présent une enfance d'avant-guerre dans les villages pauvres d'une Bretagne extrême, le pays bigouden. Tout a changé depuis, sans les paysages et l'originalité d'un caractère : le cheval d'orgueil court toujours, face à l'océan, à la poursuite des nuages.

Ce devait être le dernier de la collection. « Je vous veux », avait dit Jean Malaurie, le compagnon des derniers rois de Toul, à P.J. Hélias, dernier des Bigoudens. « J'arrête *« Terre humaine »* après ce livre », avait dit Yves Nielsson, directeur de Plo. Sorti en juin, à la veille du silence de l'été, à trois mille exemplaires, un gros livre austère, six cents pages drues avec un beau titre intérieurement accroché, le *Cheval d'orgueil*. Sous-titre : *Mémoires d'un Breton du pays bigouden*. Succès, énorme succès, spontané. Relecture en août, arrivée des journaux, en septembre, pour voir de près le bonhomme, déjouer le canular, ou comprendre le péloponnèse. On était en 1975, et le *Cheval* allait caractériser ce siècle des veilles pendant cinquante-quatre semaines. Cent mille, deux cent mille. « Sur les premiers cinq cent mille, il s'en était vendu cent quarante-cinq mille en Bretagne », se souvient, chez lui, à Quimper, l'auteur du best-seller imprévu.

L'ethnographie paysanne hexagonale allait connaître d'autres réussites : jamais de cette ampleur. « Gaston Lucas le serrurier, ou le *Horvatin*, qui reliait la prestigieuse collection trop tôt coudonnée. Le *Cheval* avait sauté *« Terre humaine »*, en ouvrant une voie neuve : plutôt que l'incursion d'un savant occidental chez des peuples retirés, voilà qu'un ancien boursier de l'école laïque et républicaine s'était retourné faire l'ethnologue attendri parmi les siens. Son récit avait pris place auprès des *Tristes* — et célèbres — *Tropiques* de Lévi-Strauss, des fameux *Jeux*, ces *Derniers Rois de Thulé* fréquentés par Jean Malaurie. Les îles de Colio Turnbull, les Indiens d'Océanie de Margaret Mead, allaient trouver pour compagnons des curés du pays de Caux, des anti-héros, nés paysans, devenus chroniqueurs de traditions à peine étouffées — brisées pas encore refroidies, — et d'autant plus difficiles à écouler.

P.J. Hélias avait inscrit noir sur blanc le dit des classes pau-

vres et rurales, des gens sans histoire, comme on dit fort justement, la miroitante saga colportée d'âge en âge par les conteurs ; il avait enregistré les usages, les codes, les mœurs de ceux qu'il côtoyait, inventorié le périssable ouvrage des générations, orgueil des humbles, modeste revanche des exclus. C'était en 1973... L'auteur court toujours. Il court toujours. Son oom rameute un auditeur composite et attentif, prêt à croire au miracle d'une parole porteuse d'ombres et de mystères, de vieilles frayeurs à peine édulcorées. Préteur laïque assurant à lui tout seul un culte de mémoire, il attire des citadins et villageois, des enfants du pays à la recherche de leurs racines, ou des étrangers appliqués à comprendre la crotte qui les accueille.

Plusieurs soirs de cet été 1992, auprès des landes et des étangs, auprès des champs et des fermes battues de vent, derrière le cordon de galets de la baie d'Audierne, dans le hameau restauré de Trégunc, qui appartient au Conservatoire du littoral, à quelques lieues du Pouldreuzic de son enfance, P.J. Hélias cotoit pour couter, tandis qu'une exposition célébrait son œuvre : vingt ouvrages, des poèmes, des pièces de théâtre, des contes, des coutumes et une deuxième somme, parue dans *« Terre humaine »* en 1990, le *Quêteur de mémoire*, où le petit paysan devenu agrégé de lettres et normand raconte le détour par le latin-grec pour retrouver la langue bretonne puis récolter à l'usage des siens et pour l'édification des autres un héritage en voie de dilapidation. Laisant aux bardes l'exaltation poétique, il s'était fait le baladiste d'une bretonnité bien tempérée.

Car P.J. Hélias était célèbre avant d'être connu. Célèbre en Bretagne, à la radio, dans les journaux. Parcours unique d'un empirique tenace, d'un chercheur appliqué, soucieux de précision autant que le scientifique qu'il dit ne pas être. Effet de dédoublement assumé d'un héros de l'école de Jules Ferry — « Nous n'avions à notre arc que la corde écolière » — agissant les uns par sa fougue bretonnante, ulcérant les autres par sa pacifique acceptation de l'unité française.

Il avait creusé son sillon, infatigable comme ses aînés, acharné à leur rendre justice : fait de l'or avec des pierres, de la gloire et de la paille. En naissant, il enjolivait l'idéalisme, dressait non pas une image, mais tout un panorama d'Épinal, faisait un royaume de fruits entrevus ou chapardés, de jouets bricolés, offrait l'effroi des longues marches dans la nuit, ou la surprise des premières vagues pour ces enfants de terriers qui redoutent l'eau, faisant une fête du passage du facteur, du cochon que l'on tue, du repas de noces, ou des chevaux qu'on mène à la mer une fois l'août, et donnaient aux bagarres entre rouges et blancs, entre le curé et l'instituteur, l'Eglise et la République, l'épique d'une guerre de Cent Ans.

Certains témoins protestent et veulent redire au sombre dix-neuvième siècle ce qui se peut appartenir aux lumières du vingtième. D'autres confirment, comme ce voyageur à Légion d'honneur, qui, entre Vaoes et Rospenden, se met à raconter à ses compagnons de compartiment comment, à la table de ses parents, il y avait place pour le



vagabond qui répondrait à l'hospitalité en s'asseyant dans la chemise pour conter des histoires...

Quand, le lendemain soir, la voix de Pierre Jakéz Hélias affirme qu'on ne peut construire des murets au bord de l'océan qu'en « écoutant ce que disent les pierres », afin de briser le vent en petite mousselle, puis, quand il raconte l'histoire du grand Filomen, il se trouve parmi l'assistance une jeune femme blonde, très citadine, jope courte et cheveux longs, qui se présente comme l'arrière-petite-fille de l'homme de haute stature qui avait frappé les imaginations au point d'entrer dans la légende locale sous le nom de Filomen. L'histoire continue.

Comment devient-on arpenteur de mémoires ? Pourquoi lui, pourquoi à ce moment-là et pourquoi de ce pays-là ? Petit-fils de fameux conteurs devenu conteur lui-même avant de songer à en faire des livres, Pierre Hélias (il n'était pas encore Jakéz) s'était vu confier à la Libération une émission en breton — une demi-heure par semaine — sur un poste laissé par les Américains et qui couvrait la Bretagne, Radio-Quimper, à destination des cent cinquante mille personnes qui, alors, ne comprenaient que cette langue. Au risque d'être « mal écouté » politiquement : puis, certains mouvements autochtones ayant eu pendant la guerre de mauvaises fréquentations, Hélias, qui, lui, avait travaillé pour la Résistance, recevait plu-

sieurs fois des messages de mort. Il accepte pour un an cette émission... qui durera douze ans.

Pour recueillir des histoires, il court les routes, approche, dans les villages, les vieilles gens, adoptant leur rythme, respectant leurs silences, apprivoisant leur appétit en offrant les siennes. Lui, il enregistre, de tête bien sûr ; l'usage d'un magnétophone, assure-t-il, est impensable, car la parole, en face, se met « en habits du dimanche ».

« Un homme qui meurt, c'est une bibliothèque qui brûle », dit un proverbe africain. Pierre Jakéz Hélias a joué pendant des années le Red Adair des mythes et des légendes armoricains, armé de la patience de l'herboriste, doué de la familiarité de l'indigène, et de l'esprit de clarté du professeur. Après la radio, une chronique bilingue dans *Ouest-France* à partir de 1960, sur quinze années, engrangeant le matériel remis en ordre dans le *Cheval d'orgueil*.

« Je ne suis qu'un apprenti, je ne serai jamais qu'un apprenti », dit ce vaillant homme de soixante-dix-huit ans, invité aux quatre coins du monde universitaire, en Amérique, en Allemagne, celui-là même que sa mère tant admirée traitait de « cheval d'orgueil » quand il avait, enfant, voulu devenir instituteur... Celui-là même qui o'aime rico tant que les soirées partagées, ou public, avec ses compères Yves Audouard et Frédéric Pottelcher, lui qui est tenté de dire aux étudiants qui écrivent des thèses sur son travail et vien-

nent l'interroger sur ses méthodes : « Revenez en hiver. Le conte est affaire de mai et d'hiver, car le conteur est toujours deux : lui et le feu ».

Pourquoi ce succès, à ce moment-là, en 1975 ? L'auteur l'avoue lui-même : concours de circonstances, la Bretagne devenant à la mode. L'écritaire avait changé : la France enrichie et modernisée de Giscard s'offrait un tour au grenier de ses coutumes ; les gens des villes rendaient une dernière visite de curiosité à la France rurale de leurs pères, en hommage aux joies et aux peines d'un labeur banal.

Alors, enflammé par une belle colère, un autre Breton, un autre écrivain, Xavier Grall, enragait, avec son *Cheval couché* (Hachette), de voir momifiée à l'usage de citadins pervers et de voyeurs bornés une civilisation terrassée par le folklore, blessé, lui le vigoureux poète, qu'une force créatrice s'arrête dans son élan, et qu'un tempérament se fige en tradition.

Aujourd'hui, tous inventaires faits, il resterait à se demander pourquoi cette curiosité éditoriale avait surgi là. Ce qu'on attendait de ce pays que des gens, c'est qu'ils aient du caractère. Rodurance, verve, sens de l'accueil et haute protection du quant-à-soi, ce « menton de la Bretagne », sur la rive droite de l'Odé, entre Quimper et Poot-l'Abbé et jusqu'à la pointe de Penmarc'h, était resté plus longtemps que d'autres à l'écart des

influences métropolitaines mais déjà ouvert sur des lointains.

Repaire de réfractaires, de têtes dures, ce pays bigouden où la révolte des Bonnets rouges, au dix-septième siècle, avait été plus rouge qu'ailleurs, où les ports, aujourd'hui encore, votaient plus « rouge » qu'ailleurs, était-il demeuré un pays à part, fermé et ouvert, fier et accueillant ? Son « retard » l'avait-il protégé ? L'aidait à passer directement de la dureté à la pureté, de l'abandonné à l'authentique, transformant le refus de se plier en rigueur des choix.

Pas d'équipements touristiques, des landes derrière la mer, offertes à la postérité par l'entremise du Conservatoire du littoral, par exemple. L'été, on organisait des battages à l'ancienne, fest-noz et autres soupers marins : mais ce n'est pas pour le touriste que les femmes bigoudènes continuèrent à porter leur coiffe tous les jours plus que dans d'autres coins de Bretagne (elle était plus de trois mille il y a dix ans, encore plusieurs centaines aujourd'hui) ou que, le dimanche, les hommes se retrouvaient pour jouer à la galoché.

Pays du vent et des lumières du large, adoucies de refuges boisés, alternance de champs en bord de mer et de rivières enfouies dans les bois, de châteaux et de maisons blanches, d'églises isolées et de ports familiaux. C'est un pays du bout du monde, « penn ar bed ». Ou bien des commencements, première marche de l'Occident.

Le phare jette sa lumière par rasades et fait paraître la nuit plus noire ; encore aujourd'hui, le pays fait un peu peur, ce vaste polder (un tiers du pays bigouden est sous le niveau de la mer) reteau d'être englouti par la solide digue de galets déposée il y a cinq mille ans sur 15 kilomètres de long : la mer, horizon dominant, plus haute que l'œil, plus étrangère, une mer sans îles, où les légendes ont placé les villes disparues, où elles situent le paradis, un horizon si libre qu'on y ressent physiquement la présence de l'Atlantique tout entier. « Viens voir s'écher le linge des Américains », disaient les mères à leurs fils quand s'annonçait de grands ouragans... C'est là quelque part sur ce littoral que s'ancra le câble des télécommunications transatlantiques, justement.

La mer garde son mystère, le paysan l'approche, jusqu'à construire les murets de ses pâtures au plus près du rivage, traçant sa ligne de conduite, le partage de territoires qu'il se veut pas transgresser, laissant aux citadins migrants cet étrange privilège.

Une Bretagne extrême qui aurait attendu son heure, qui aurait, en ces temps de hâte et de bousculade, laissé le champ libre aux paysages, à l'imprévu des ciels, à la force impérieuse des vents, à la rigueur des roches, afin de mettre en réserve des territoires pour l'imaginaire, des franges d'infini, des espaces de réflexion et d'ouverture.

Une terre pauvre qui n'en finirait pas de raconter des histoires, de parler aux poètes et aux peintres. Une terre lavée d'embruns, harassée de tempêtes qui s'avanceraient assez dans l'océan pour récolter le pain des rêves.

De notre envoyée spéciale  
Michèle Champenois